



TEXTES DE VACANCES SÉRIE 2 , JUIN 2023

☹ L'idéologie c'est quand on pense que l'objectif est plus important que la réalité. Charles Sannat

Cicéron a dit un jour : "Plus il y a de lois, moins il y a de justice".

- ▶ Pourquoi « Just Stop Oil » va gagner (Tim Watkins) p.2
- ▶ Dans la zone Keynes (Tim Watkins) p.7
- ▶ Dépassement, assurance et zones de sacrifice (Erik Michaels) p.13
- ▶ Les médias grand public s'intéressent à la pénurie de cuivre qui se dessine (Kurt Cobb) p.16
- ▶ Des choses impensables (Tom Lewis) p.17
- ▶ Parrain Al Carbone. Finalement, le vélo électrique c'est polluant ! (Charles Sannat) p.19
- ▶ Le précipice : l'Europe au bord de son long déclin (The Honest Sorcerer) p.23
- ▶ Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXXV (Steve Bull) p.29
- ▶ En bref : Qui assassineriez-vous, Économie politique, L'impuissance de savoir (Tim Watkins) p.32
- ▶ Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXXIV (Steve Bull) p.37
- ▶ Les modèles cachent les lacunes de l'éolien et du solaire (Gail Tverberg) p.43
- ▶ Et pourtant, ça bouge. Pourquoi l'EROI des énergies renouvelables pourrait être plus élevé que celui des énergies fossiles (Ugo Bardi) p.53
- ▶ Le mensonge des sables bitumineux plus propres (Andrew Nikifuruk) p.57
- ▶ 800 ans d'histoire en un seul paragraphe (Jeffrey Tucker) p.68
- ▶ Révolte contre la pathocratie (James Howard Kunstler) p.71
- ▶ Fondu au noir en Ukraine (James Howard Kunstler) p.75
- ▶ L'épreuve de vérité (James Howard Kunstler) p.76
- ▶ Dum-Da-Dum-Dum...Dah (James Howard Kunstler) p.78
- ▶ Le Club de Rome : Comment l'hystérie climatique est utilisée pour créer une gouvernance mondiale (Brandon Smith) p.80
- ▶ Ce qui se cache dans l'ombre (Simon Sheridan) p.83
- ▶ Que faire en cas de retour de la tyrannie COVID ? (Jeff Thomas) p.84
- ▶ Comment la guerre contre les agriculteurs pourrait déclencher une famine (Goug Casey) p.85
- ▶ La fausse catastrophe du changement climatique... et pourquoi les Américains paieront la facture (David Stockman) p.88
- ▶ Fusion nucléaire : Énergie éternelle = damnation éternelle (Resilience) p.91
- ▶ Le progrès scientifique contre le monde naturel (Deep Green Resistance) p.95
- ▶ CLIMAT. S'adapter, c'est déjà trop tard ! (Biosphere) p.98

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ « Début de crise de la dette pour les Etats-Unis pour Ray Dalio ! » (Charles Sannat) p.102
- ▶ « 30 % des entreprises allemandes veulent fuir l'Allemagne ! » (Charles Sannat) p.104
- ▶ Enfreindre les lois du marais de Washington (Sean Ring) p.109
- ▶ La loi sur l'irresponsabilité fiscale (Brian Maher) p.114
- ▶ Que faire en cas de retour de la tyrannie COVID ? (Jeff Thomas) p.118
- ▶ "Quelqu'un croit-il encore à la propagande américaine ?" (Brian Maher) p.121
- ▶ Rickards lâche une bombe (Jim Rickards) p.125

de pétrole et de gaz dans la mer du Nord.

C'est ce qui a incité certains détracteurs à souligner l'impossibilité de mettre fin à notre consommation de pétrole, à moins que l'objectif ne soit de nous plonger dans une ère apocalyptique verte et sombre. Comme le dit Henry Hill de CapX :

*« Certains Verts profonds croient vraiment en cet objectif profondément misanthrope. Il y a aussi le mouvement de la 'décroissance', un peu plus à la mode, qui pourrait se rallier à l'idée **tant qu'il ne réfléchit pas trop aux conséquences.***

« Mais en dehors de ces cercles, c'est considéré à juste titre comme un non-sens. Il n'est pas nécessaire d'être un négationniste du changement climatique, ni même de s'opposer à d'énormes investissements dans la production d'énergie renouvelable et d'autres nouvelles technologies, pour accepter que nous vivons dans une civilisation de machines qui fonctionne plus ou moins avec des combustibles fossiles et qui continuera à le faire pendant un certain temps encore...

« Essayer de forcer la société moderne à abandonner les combustibles fossiles avant que des alternatives adéquates ne soient mises en place est une recette pour un désastre économique ; personne qui se plaint de la crise du coût de la vie ou de l'impact des réductions des dépenses publiques n'a intérêt à s'attarder sur une telle idée ».

M. Hill souligne que la combinaison actuelle d'engagements politiques et de lacunes béantes dans l'infrastructure requise pour le projet net zéro place le Royaume-Uni face à une série d'écueils dangereux :

« Cette génération d'hommes politiques a fixé l'année 2035 comme date limite pour des changements radicaux, allant de la mise en place d'un réseau national net zéro à l'interdiction des chaudières à gaz et à l'arrêt des ventes de nouvelles voitures à essence et à moteur diesel.

« Une simple expérience de pensée suffit : pensez au bilan de ce pays en matière de grands projets d'infrastructure, puis essayez d'estimer les chances que nous ayons un réseau complet de bornes de recharge routières en place dans un peu plus de dix ans – sans parler de la capacité supplémentaire du réseau à mesure que la charge du trafic routier se déplace en masse sur le réseau électrique. (Heureusement, la date est juste assez éloignée pour que tous ceux qui ont participé à son élaboration soient démis de leurs fonctions au moment où elle arrivera ; ils pourront alors secouer la tête avec tristesse en pensant que ceux qui sont venus après eux les ont si mal laissés tomber) ».

Il s'agit probablement de l'ébauche d'un nouveau contre-récit à la version néolibérale du net zéro – plausible parce qu'il ne nie pas la réalité du changement climatique ni l'opportunité de déployer davantage de technologies de captage d'énergie renouvelable non renouvelable (NRREHT), mais affirme simplement qu'en l'absence d'une phase deux crédible à l'actuel projet net zéro des Gnomes en culotte courte, il serait insensé de se précipiter vers la phase trois. Et une fois que l'on rejette l'opportunité d'une descente rapide vers un mode de vie similaire à celui des Anglo-Saxons – qui serait incapable de faire vivre plus d'un million de personnes – le choix qui s'offre à nous est de savoir si nous devons continuer à utiliser les gisements locaux de pétrole (et de charbon et de gaz) ou si nous devons risquer de nous rendre dépendants d'certains des régimes les moins recommandables du monde... Hill joue la carte de Poutine :

« Si cet oléoduc [de la mer du Nord] venait à se tarir (jeu de mots), tout ce qui se passerait, c'est que les besoins énergétiques du Royaume-Uni devraient être satisfaits par davantage d'importations à l'étranger – une double peine pour la balance commerciale, étant donné qu'une bonne partie de la production nationale actuelle est exportée pour le plastique et la fabrication.

« Cela signifie que plus d'argent ira aux nombreux régimes peu recommandables du monde entier qui

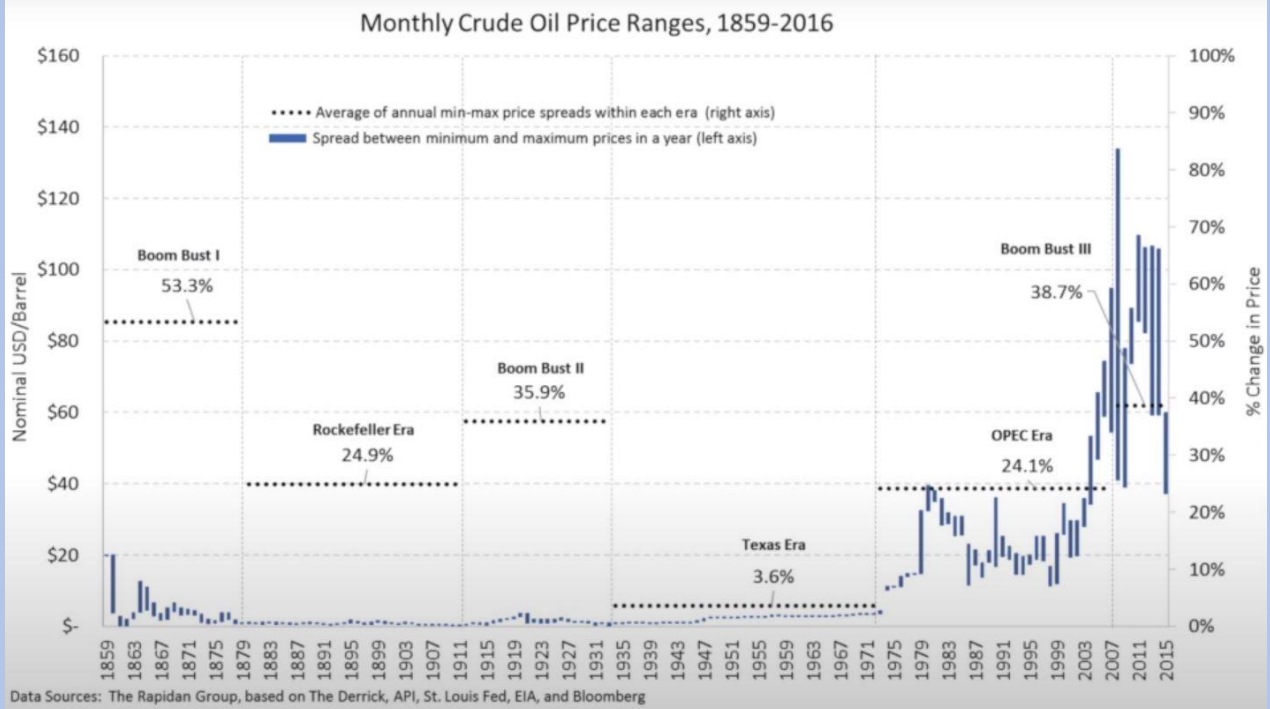
s'appuient sur le pétrole et le gaz. Nous n'achetons peut-être pas directement à la Russie, mais il existe des possibilités d'arbitrage pour les pays moins scrupuleux qui peuvent vendre les exportations de Moscou avec un drapeau plus acceptable (et une majoration) ».

Un raisonnement similaire a été utilisé pour justifier la récente décision d'ouvrir une nouvelle mine de charbon dans le comté de Cumbria afin de fournir du charbon à ce qui reste de l'industrie sidérurgique britannique. Dans la mesure où nous continuerons à avoir besoin de charbon pour la fabrication de l'acier, l'utilisation d'approvisionnements locaux plutôt que l'expédition de charbon du monde entier est certainement un moindre mal. En fait, c'est peut-être devenu une nécessité depuis que la classe politique a approuvé le charbon que le Royaume-Uni avait l'habitude d'importer du Kazakhstan.

Le même argument est souvent avancé en faveur de la fracturation du gaz de schiste dans le gisement de schiste de Bowland, dans le nord de l'Angleterre. Là encore, s'il faut choisir entre du gaz importé de Russie et du gaz domestique provenant du Lancashire et du Yorkshire, il est certain que ce dernier est préférable d'un point de vue environnemental et politique. En outre, dans le sillage des pénuries d'énergie et de leur impact sur le coût de la vie, il existe un soutien croissant en faveur d'un impératif économique visant à relancer la production nationale de combustibles fossiles – au moins jusqu'à ce que les NRREHT puissent fournir de manière démontrable l'énergie promise, trop bon marché pour être mesurée.

C'est sur ce point que Just Stop Oil va gagner la bataille. Car ce que beaucoup d'opposants au net zéro au sein de la classe politique ne comprennent pas, c'est que la sécurité énergétique ne se résume pas à la simple présence d'un gisement ou aux avantages supposés non chiffrés d'une technologie. Keir Starmer – en supposant qu'il ne répète pas l'habileté de Neil Kinnock à arracher la défaite des mâchoires de la victoire – pourrait enfoncer une porte ouverte en ce qui concerne la nouvelle production en mer du Nord. Tous les grands gisements sont en déclin depuis la fin du siècle dernier. Et la Royaume-Uni est un importateur net de pétrole et de gaz depuis 2005. Depuis plus d'une décennie, l'industrie pétrolière et gazière de la mer du Nord a besoin de subventions publiques pour continuer à fonctionner. Et comme les objectifs gouvernementaux de réduction à zéro et les règles d'investissement ESG rendent la poursuite de la production prohibitive, même les réserves supposées « prouvées » sont de moins en moins viables. Il en va de même pour la fracturation. S'il reste peut-être du gaz de schiste à extraire du sous-sol britannique, les strates torturées et brisées sous nos pieds signifient probablement que la majeure partie du gaz qui s'y trouvait s'est échappée à la surface il y a quelque 250 millions d'années. Quoi qu'il en soit, ce qui a empêché l'industrie de décoller il y a 15 ans, c'est le coût. En effet, même s'il existait une réserve viable de gaz de schiste, le prix qu'il faudrait en tirer serait supérieur à ce que tout le monde serait prêt à payer.

La question sous-jacente du pétrole est de trouver un équilibre entre le prix du pétrole dont les investisseurs ont besoin pour rentabiliser la production et le prix dont les entreprises et les consommateurs ont besoin pour faire croître l'économie. Dans les périodes où une fourchette de prix « Boucles d'or » stable peut être maintenue – généralement grâce à un cartel contrôlant la production – l'économie s'est développée. En revanche, les périodes de volatilité des prix – comme celle que nous connaissons aujourd'hui – sont associées à la récession et à la dépression :



En effet, malgré les affirmations selon lesquelles nous sommes entrés dans une troisième phase, numérique, de la révolution industrielle, nous restons à l'ère du pétrole, où presque tout ce dont nous dépendons pour vivre, ainsi qu'un éventail beaucoup plus large de biens de consommation et de services, est soit fabriqué à partir de pétrole ou avec du pétrole, soit transporté à l'aide de pétrole, soit entretenu à l'aide de pétrole. Cela signifie que si l'on ne parvient pas à produire suffisamment de pétrole à bas prix, la consommation – tant des entreprises que des ménages – doit diminuer. Et comme la consommation diminue, la demande de pétrole baisse, ce qui fait baisser le prix :



Les périodes de volatilité précédentes ont finalement été surmontées grâce à l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole abondants et relativement peu coûteux. Plus récemment, par exemple, la dépression des années 1980 a pris fin grâce à l'exploitation de gisements de pétrole au large du versant nord de l'Alaska, de la mer du Nord

et du golfe du Royaume-Uni, ouvrant la voie à une période de relative stabilité des prix qui a pris fin en 2005... les hausses de prix qui ont suivi ont ouvert la voie au krach de 2008 et à la dépression qui s'en est suivie.

La surabondance de pétrole créée une fois pour toutes par la bulle du schiste aux États-Unis était quelque peu différente en ce sens qu'elle n'a jamais été rentable à long terme. Bien qu'elle ait été présentée comme une révolution technologique, la technologie du forage horizontal et de la fracturation hydraulique était connue depuis des décennies – elle était tout simplement trop chère alors que le pétrole conventionnel était encore abondant. Le pic de la production mondiale de pétrole conventionnel en 2005, ainsi que les faibles rendements des investissements financiers dans l'ensemble de l'économie dus à l'assouplissement quantitatif et aux taux d'intérêt proches de zéro après 2008, ont créé les conditions propices à l'investissement dans la fracturation, qui, avec des prix du pétrole apparemment bloqués au-dessus de 100 dollars le baril, semblait offrir un retour sur investissement bien plus important que les obligations d'État plus sûres ou les actions et les titres.

Cependant, le fracking est son pire ennemi en raison de la rapidité de l'épuisement des ressources. La quasi-totalité du pétrole produit par un puits l'est au cours des deux premières années. Ainsi, lorsque l'argent a afflué et que les puits de fracturation se sont répandus comme des champignons, une telle quantité de nouveau pétrole américain est entrée sur le marché mondial que, malgré la réduction de la production par l'OPEP, le prix est retombé à un niveau insoutenable de 40 dollars le baril en 2015.

Pendant les périodes de fermeture pour cause de pandémie, une grande partie de ce qui restait de l'industrie de la fracturation a été fermée et verrouillée. Et comme les taux d'intérêt augmentent plus rapidement que jamais dans l'histoire moderne, il n'y a guère d'enthousiasme pour financer des forages à l'échelle nécessaire pour ramener les prix à 40 dollars le baril, en particulier dans un environnement où les gouvernements et les banques encouragent activement les réglementations qui rendent la poursuite de la production de pétrole encore plus difficile. Comme l'a écrit Juliet Samuel du Telegraph en réponse à la crise énergétique de l'année dernière au Royaume-Uni :

« La réunion se déroule comme suit : Nous avons besoin de vous », disent les politiciens. Les producteurs se grattent la tête en réfléchissant à des investissements de 20 milliards de dollars sur 20 ans et se demandent si, lorsque la guerre sera finie et que les écologistes reviendront en ville, les politiciens seront toujours aussi tendres avec eux. Ils se demandent si, lorsque la guerre sera terminée et que le train de l'écologie reviendra en ville, les politiciens seront toujours aussi cléments à leur égard. Ce à quoi l'Europe répondra : « Bien sûr, les combustibles fossiles sont diaboliques ! Les combustibles fossiles sont diaboliques !

Supposons toutefois que les retombées économiques croissantes d'un pétrole trop cher pour être supporté par l'ensemble de l'économie finissent par secouer les élites politiques et financières et les poussent à faire volte-face. Peut-être que, contrairement à ce qu'a récemment annoncé le parti travailliste, la dépression économique persistante et l'agitation politique croissante obligeront Kier Starmer – ou peut-être Rishi Sunak – à suivre les conseils de critiques comme Henry Hill et à attendre que nous ayons mis au point un système d'énergie renouvelable capable de rendre le pétrole obsolète. Mais c'est là que réside le coup fatal. Parce qu'à l'échelle mondiale – et n'oublions pas que la majorité de la consommation britannique de combustibles fossiles a lieu en Asie, où sont fabriqués la plupart de nos produits – nous avons consommé plus de quatre barils de pétrole pour chaque nouveau baril découvert par l'industrie. Comme l'expliquent **Nick Owen, Oliver Inderwildi et David King** :

« Jusqu'à présent, le fossé grandissant entre les découvertes et la production peut être presque entièrement attribué à la réduction des taux de découverte... Dans un avenir proche, cependant, ce fossé pourrait être creusé davantage par les baisses de production prévues dans les quelques champs qui soutiennent l'offre...

« Selon le WEO 2008, les 20 gisements les plus productifs du monde ont été découverts en 1959 (AIE,

2008), ce qui suggère que les chances de trouver des gisements de taille similaire sont faibles. »

La dure réalité est qu'il n'y a plus de gisements de pétrole importants et bon marché pour combler l'écart entre la production et la consommation. Et ce qui reste – comme le champ chimérique de Cambo dans l'Atlantique Nord-Est – est trop petit et trop difficile à exploiter à un prix suffisamment bas pour soulager la pression sur une économie de plus en plus privée d'énergie.

Le gouvernement pourrait, bien sûr, alléger certaines réglementations et accorder des subventions pour faire circuler le nouveau pétrole. Et nous pourrions tenter de nous réconcilier avec M. Poutine – bien qu'après avoir volé ses réserves bancaires et fait exploser son oléoduc, il est peu probable que cela se produise de sitôt. Ce qui nous amène à la dure réalité : que nous le voulions ou non, cette fois-ci, il n'y aura pas de nouveau pétrole pour mettre fin à la volatilité des prix qui tue à la fois l'investissement et la consommation. Quoi qu'il en soit, cela signifie que les vœux de Just Stop Oil seront exaucés bien plus tôt qu'ils ne semblent le penser... Bravo donc à eux.

Mais avant que les jeunes gens huppés qui soutiennent Just Stop Oil, ainsi que les milliardaires qui les financent, ne fassent leur tour de piste, ils voudront peut-être – tout comme vous, cher lecteur – prendre un moment pour regarder autour de l'endroit que vous appelez votre maison et considérer toutes les choses matérielles qui vous entourent, des biens de consommation à la nourriture dans votre placard et des vêtements que vous portez au ciment, au béton et à l'acier qui empêchent les murs et le toit de s'effondrer sur vous. Ensuite, considérez qu'aucune de ces choses ne peut actuellement être fabriquée, transportée ou entretenue sans combustibles fossiles. Plus important encore, les infrastructures essentielles que vous remarquez à peine mais qui vous permettent de survivre – réseaux électriques, réseaux routiers et ferroviaires, réseaux de communication, systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées, etc. – dépendent également des combustibles fossiles pour fonctionner et être entretenues.

En l'absence d'un système alternatif viable, l'inévitable « victoire » de Just Stop Oil sera à la Pyrrhus, car la société qui en découlera ne sera pas la techno-utopie verte et brillante chère à la technocratie, dans laquelle vous ne posséderez rien et serez heureux, mais – sans une gestion attentive – elle ressemblera probablement davantage à quelque chose qui s'apparente à l'économie des années 1820... avec un effondrement de la population à la clef.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dans la zone Keynes

Tim Watkins 7 juin 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Il y avait quelque chose de pavlovien dans la couverture par les médias de l'establishment des réductions de production de l'OPEP+ le week-end dernier. Après tout, au cours des 164 années qui se sont écoulées depuis que le colonel Drake a creusé son puits de pétrole en Pennsylvanie, chaque fois qu'un cartel pétrolier a monopolisé le

commerce du pétrole, les réductions de production se sont traduites par une hausse des prix du pétrole. C'est ainsi que Jemma Dempsey, de la BBC, a établi un lien psychologique inconscient entre les réductions de production et la hausse des prix :

« Les prix du pétrole ont augmenté après que l'Arabie saoudite a déclaré qu'elle réduirait sa production d'un million de barils par jour (bpj) en juillet. D'autres membres de l'Opep+, un groupe de pays producteurs de pétrole, ont également accepté de continuer à réduire leur production pour tenter de soutenir des prix en baisse.

« L'Opep+ représente environ 40 % du pétrole brut mondial et ses décisions peuvent avoir un impact majeur sur les prix du pétrole. Lundi, en Asie, le pétrole brut Brent a augmenté de 2,4 % avant de s'établir à environ 77 dollars le baril.

Il s'agit là d'un exemple de ce que **la BBC** n'aime que trop accuser les autres de **diffuser... de la désinformation**. Ce prix de **77 dollars le baril** est plus ou moins celui auquel le prix du pétrole s'était stabilisé à la fin de la semaine précédente. Loin d'entraîner une hausse des prix du pétrole – ce que l'OPEP+ souhaitait manifestement – le résultat a été une nouvelle baisse. Deux jours après la publication du rapport de M. Dempsey, le prix du Brent est tombé à **75,56 dollars le baril**.

Il convient également de noter que la réduction actuelle de la production intervient après qu'une réduction similaire en mars n'a pas empêché le prix du pétrole de chuter. **Cela pourrait suggérer que nous assistons à quelque chose de très inhabituel.**

Au fil des ans, des économistes contestataires ont souligné le rôle essentiel de l'énergie dans l'économie. Le plus célèbre d'entre eux, **Julian Simon**, a souligné en 1996 que :

« L'énergie est la ressource principale, car elle nous permet de convertir un matériau en un autre.

Plus récemment, Steve Keen a fait remarquer que :

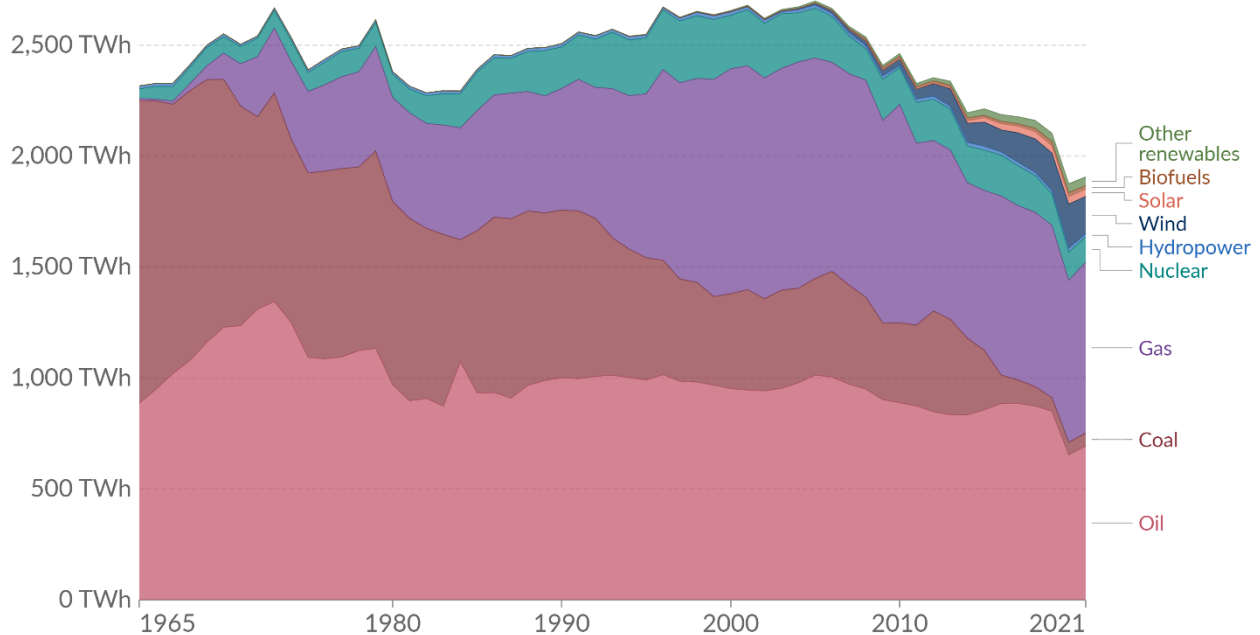
« Le capital sans énergie est une statue, le travail sans énergie est un cadavre ».

En dépit du volume de conneries débitées par les médias de l'establishment et les sociétés d'énergie verte sur les technologies de récupération des énergies non renouvelables (NRREHT) et le « pic pétrolier », même au Royaume-Uni, qui occupe la première place mondiale pour l'énergie éolienne par habitant, le pétrole reste notre plus grande source d'énergie. De plus, comme le Royaume-Uni dépend fortement de l'importation de produits manufacturés et de ressources à forte intensité énergétique (y compris les denrées alimentaires), **une grande partie de notre consommation de pétrole a lieu dans d'autres pays :**

Energy consumption by source, United Kingdom

Our World
in Data

Primary energy consumption is measured in terawatt-hours (TWh). Here an inefficiency factor (the 'substitution' method) has been applied for fossil fuels, meaning the shares by each energy source give a better approximation of final energy consumption.



Source: BP Statistical Review of World Energy

Note: 'Other renewables' includes geothermal, biomass and waste energy.

OurWorldInData.org/energy • CC BY

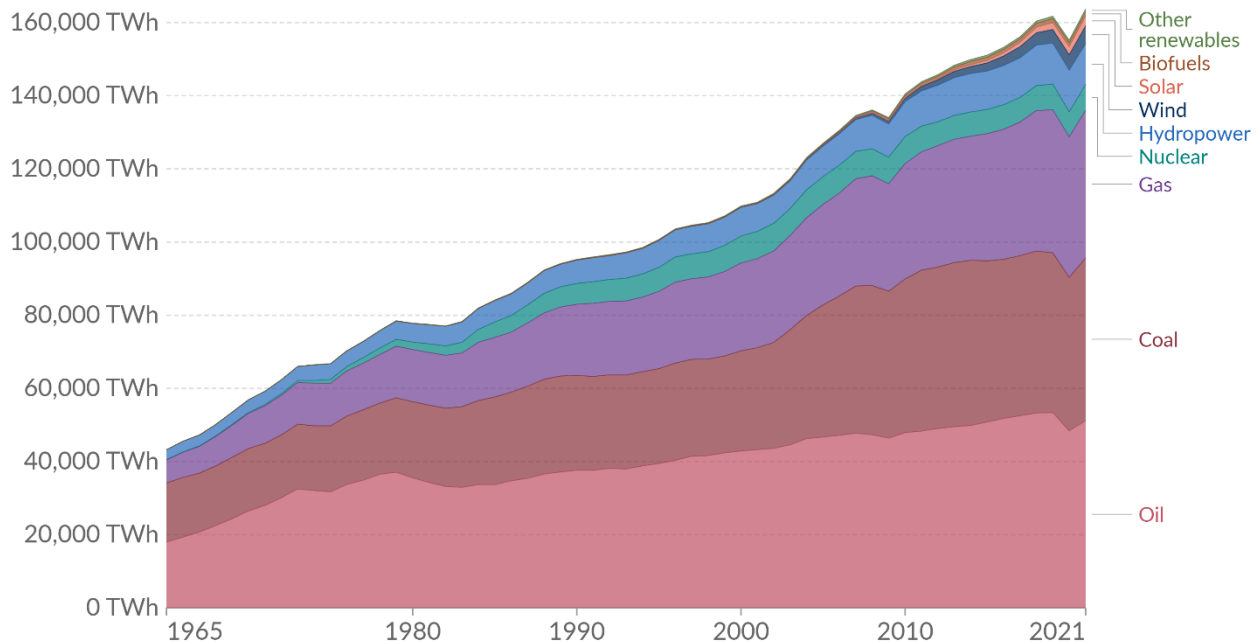
Notez également que malgré les milliards de livres sterling dépensés pour développer nos parcs éoliens offshore, l'énergie éolienne – ainsi que les NRREHT en général – ne représente toujours qu'une infime partie de notre consommation d'énergie. En effet, dans la mesure où nous avons éliminé progressivement un combustible fossile, c'est le charbon. Et nous avons pratiquement éradiqué le charbon grâce à une combinaison de délocalisations, de réduction de la consommation et d'augmentation massive de notre consommation nationale de gaz.

La consommation mondiale – qui inclut la consommation occidentale dans les pays tiers – est encore moins favorable à la thèse des NRREHT. À l'exception des barrages hydroélectriques – qui ne peuvent pas être étendus beaucoup plus loin parce que les meilleurs endroits ont déjà été développés – les NRREHT représentent moins de 6% de l'énergie totale. Et comme les NRREHT ne peuvent être fabriquées, transportées, déployées ou entretenues sans l'utilisation de combustibles fossiles, il est toujours correct de dire que le carbone fossile est la ressource maîtresse. De plus, en raison de sa flexibilité, de tous les carbones fossiles, le pétrole reste le plus important :

Energy consumption by source, World

Primary energy consumption is measured in terawatt-hours (TWh). Here an inefficiency factor (the 'substitution' method) has been applied for fossil fuels, meaning the shares by each energy source give a better approximation of final energy consumption.

Our World
in Data



Source: BP Statistical Review of World Energy

Note: 'Other renewables' includes geothermal, biomass and waste energy.

OurWorldInData.org/energy • CC BY

Il est donc compréhensible que, dans une économie mondiale qui reste très dépendante des combustibles fossiles en général et du pétrole en particulier, lorsque le cartel de l'OPEP+ réduit sa production, cela devrait entraîner une hausse des prix. En effet, depuis 164 ans, la production est (relativement) limitée alors que la demande est illimitée. En d'autres termes, chaque fois que l'industrie pétrolière mondiale a surproduit, la demande dans l'ensemble de l'économie a été plus que suffisante pour absorber le pétrole supplémentaire.

Cette situation a toutefois commencé à changer au tournant du siècle. Inévitablement, l'industrie pétrolière a commencé par extraire les gisements les plus faciles à exploiter. Personne, par exemple, n'allait essayer de forer dans les fonds marins, à plusieurs kilomètres de profondeur, alors qu'il suffisait d'enfoncer un tuyau dans le sol en Pennsylvanie, en Oklahoma ou au Texas pour récupérer les mêmes volumes à une fraction du prix... le prix étant une approximation du coût énergétique de la production du pétrole – à la fois l'énergie directe et celle incorporée dans les outils, les machines, l'infrastructure et même la main-d'œuvre nécessaire pour faire fonctionner le tout.

En 2005, la production mondiale de pétrole conventionnel a atteint son maximum – par coïncidence, l'année même où le Royaume-Uni est devenu un importateur net de pétrole et de gaz. La demande dépassant l'offre, le prix du pétrole a augmenté. Et comme le pétrole reste omniprésent, la hausse des prix du pétrole s'est traduite par une augmentation générale des prix, l'économie s'adaptant aux nouvelles conditions.

Les banquiers centraux ont réagi à la hausse des prix en augmentant les taux d'intérêt afin de déclencher une récession, pensant ainsi faire baisser les prix. Ils y sont parvenus au-delà de leurs rêves les plus fous, déclenchant le plus grand krach bancaire et financier depuis 1929 et ouvrant la voie à la dépression économique qui a persisté tout au long de la décennie entre le krach et la Covid.

Au cours de cette décennie, la bulle de schiste américaine, qui n'existait plus, a servi à masquer un renversement fondamental de l'importance de l'offre et de la demande de pétrole dans l'économie mondiale. En raison des taux

d'intérêt proches de zéro qui ont également encouragé les rachats d'actions par les entreprises, les investisseurs étaient à la recherche de rendement. Dans ce contexte, la fracturation semblait offrir des retours sur investissement bien supérieurs à ceux que l'on pourrait trouver dans des placements plus sûrs. C'est ainsi que les fracturiers ont commencé à dépenser des milliards de dollars de l'argent des autres pour produire des millions de dollars de nouveau pétrole – très temporaire. En effet, la nature du pétrole de schiste issu de la fracturation, avec son taux de déclin rapide, a conduit inévitablement à une surproduction dans l'économie post-krach, entraînant une chute des prix mondiaux malgré les réductions de production de l'OPEP.

La production mondiale de pétrole – y compris le pétrole non conventionnel – a finalement atteint son maximum en novembre 2018. Cependant, l'arrivée du SRAS-CoV-2 et la folie du confinement qui s'en est suivie ont sapé une telle demande à travers la planète que, même si la production de pétrole est inférieure de 2,5 millions de barils par jour à celle de 2019, nous restons confrontés à une surproduction (en réalité, à **une sous-consommation**). C'est l'une des raisons pour lesquelles l'OPEP+ tente toujours de réduire sa production. Mais ce n'est pas tout. Avant 2005, il était possible, la plupart du temps, de parvenir à un prix du pétrole « Boucles d'or » qui permettait aux sociétés pétrolières de faire des bénéfices sans nuire à l'économie dans son ensemble. Ce n'est que lors de chocs pétroliers artificiels – tels que l'embargo de 1973 de l'OPEP et la révolution iranienne de 1979 – que nous avons eu un aperçu de ce qui pourrait arriver aux économies industrielles avancées si le prix du pétrole augmentait trop.

Dans ce contexte, les économistes ont généralement accepté l'idée que si la production de pétrole diminue, les prix du pétrole continueront à augmenter. Par exemple, un document publié en 2012 par le Fonds monétaire international prévoyait un prix du pétrole supérieur à 200 dollars le baril d'ici à 2020, car un prix inférieur empêcherait l'industrie pétrolière de rester rentable, étant donné le coût plus élevé de la récupération des gisements restants. **Gail Tverberg**, actuaire spécialisée dans les risques liés au secteur de l'énergie, est l'une des rares personnes à avoir remis en question l'orthodoxie économique dominante en ce qui concerne l'énergie et le pétrole. Selon Tverberg, à mesure que nous épuisons les gisements de pétrole facile et bon marché, nous atteignons une limite économique (qui, en réalité, est une limite de coût de l'énergie) au-delà de laquelle il n'y a plus de prix du pétrole « Boucles d'or ». Si le prix tombe trop bas – comme ce fut le cas en 2015 et à nouveau pendant le lockdown – la production devient non rentable. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'investir dans de nouvelles productions, qu'il s'agisse de développer de nouveaux gisements ou de construire et/ou de rénover des raffineries. Si, en revanche, les prix grimpent en flèche – comme ce fut le cas avant le krach de 2008 et à nouveau en 2022 – la demande est insuffisante dans l'économie et, en réaction, les entreprises et les ménages délaissent les biens et services discrétionnaires pour se tourner vers la consommation.

Ce processus a été décrit par **Frank Shostak** de l'Institut Mises :

« Si le prix du pétrole augmente et que les gens continuent à utiliser la même quantité de pétrole qu'auparavant, cela signifie que les gens sont maintenant obligés d'allouer plus d'argent au pétrole. Si le stock d'argent des gens reste inchangé, cela signifie que moins d'argent est disponible pour d'autres biens et services, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela implique bien sûr que le prix moyen des autres biens et services doit augmenter. »

« Il est à noter que le montant total des dépenses en biens ne change pas. Seule la composition des dépenses a changé, avec plus de pétrole et moins d'autres biens. Par conséquent, le prix moyen des biens ou l'argent par unité de bien reste inchangé ».

Dans une certaine mesure, cette situation a été faussée par les emprunts des États, des entreprises et des ménages, qui créent un stock supplémentaire de monnaie à court terme, mais au prix d'une ponction supplémentaire sur l'économie par la suite, lorsque les intérêts et les coûts de remboursement sont déduits de notre demande collective. En outre, comme le souligne Tverberg, dans les économies occidentales basées sur le pétrole, le prix du pétrole ne doit pas simplement procurer un profit aux investisseurs, mais doit offrir un excédent suffisant pour garantir les emprunts de l'État avec des recettes fiscales. Par exemple, au plus fort de la production britannique

de la mer du Nord, dix pour cent des revenus du gouvernement britannique provenaient du pétrole. Ainsi, alors que la hausse des prix du pétrole pousse les gouvernements – sous la pression de l'électorat – à subventionner les prix de l'énergie, l'impact sur les recettes fiscales augmente le coût de cette subvention... au point, peut-être, de compromettre la stabilité d'une monnaie.

Au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à un mouvement de balancier, l'économie réagissant à la hausse des prix du pétrole en réduisant la demande globale dans la mesure où les prix du pétrole chutent à nouveau :



Le problème général est que nous sommes entrés dans une spirale fatale dans laquelle les prix du pétrole ne peuvent plus augmenter jusqu'à un point qui rendrait viables de nouveaux investissements dans la production, mais ne peuvent pas non plus baisser jusqu'à un niveau qui permettrait d'amorcer un nouveau cycle de croissance économique. Au lieu de cela, la quasi-totalité de la « croissance » enregistrée aujourd'hui dans les données officielles du PIB n'est constituée que des transactions financières résultant de l'augmentation des emprunts.

En résumé, alors que la dynamique vieille de 164 ans impliquait une augmentation de la demande poussant les prix du pétrole à la hausse jusqu'au point où une production supplémentaire devenait viable, nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle phase où le coût plus élevé du pétrole écrase la demande, entraînant un désinvestissement de la production supplémentaire de pétrole. Le résultat final serait des prix du pétrole plus élevés, mais ces prix plus élevés écrasent encore plus la demande économique, provoquant récession et dépression.

Ce tableau ne tient pas compte de la dimension temporelle. Les entreprises n'augmentent pas immédiatement leurs prix en réponse à une hausse du prix du pétrole, pas plus que les ménages ne cessent d'acheter toute une série de biens et de services discrétionnaires. Le plus souvent, nous réagissons en essayant d'absorber le coût supplémentaire. En cas d'échec, nous pouvons chercher à réaliser des économies d'efficacité. Et au-delà, nous empruntons probablement pour combler la différence... tout cela dans l'espoir que les prix baisseront à nouveau bientôt. Il faudra peut-être des mois, voire des années, de hausse des prix – aggravée par la hausse des taux d'intérêt – pour que les ménages réduisent leurs dépenses à l'essentiel et que les entreprises – qui, jusqu'à récemment, se battaient pour trouver de la main-d'œuvre – commencent à réduire leurs effectifs.

Nous avons déjà vu une série d'indicateurs - banques en faillite, courbes de rendement inversées, diminution du nombre d'heures travaillées, explosion du travail à domicile et enquêtes auprès des entreprises prévoyant une baisse de la demande future – indiquant une récession déflationniste, alors même que les banquiers centraux sont toujours obsédés par l'inflation et que les gouvernements continuent de promettre un atterrissage en douceur.

L'échec récent des réductions de production de l'OPEP+ à générer une augmentation du prix du pétrole est un autre indicateur d'un ralentissement en cours – et parce que le coût énergétique croissant de la récupération du pétrole continuera d'augmenter, c'est aussi un indicateur d'une dépression prolongée car nous aurons du mal à régénérer la demande à la suite du ralentissement qui se profile.

Les banquiers centraux se bercent de l'illusion qu'ils contrôlent la situation et qu'ils peuvent donc ramener la prospérité. Plus risible encore, les hommes politiques pensent que c'est l'État qui est aux commandes, et s'engagent donc dans des politiques d'emprunt et d'imposition et de dépenses qui, selon eux, permettront de réduire l'inflation de manière satisfaisante.

Preuve que nous ne devrions pas nous fier aux opinions des économistes, John Maynard Keynes a perdu une fortune dans le krach de 1929. Cette expérience l'a incité à prononcer sa célèbre phrase :

« Les marchés peuvent rester irrationnels plus longtemps que vous ne pouvez rester solvables ».

L'incapacité de l'OPEP+ à augmenter les prix nous montre que ceux qui déterminent la politique sont aussi irrationnels aujourd'hui qu'ils l'étaient dans les mois et les années qui ont précédé 1929. Et que l'inflation est sur le point de dégringoler de manière brutale – et comme Keynes à l'époque, nous allons bientôt tous perdre notre chemise... ce n'est qu'une question de temps.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dépassement, assurance et zones de sacrifice

Erik Michaels 07 juin 2023



Problèmes, difficultés et technologie

Ce blog couvre de nombreux aspects différents du dépassement écologique en se concentrant sur le changement climatique, la charge polluante et le déclin de l'énergie et des ressources. Les domaines d'intérêt spécifiques comprennent également l'anthropocentrisme, l'orgueil démesuré, la dissonance cognitive et le biais d'optimisme.



Deux photos de Cairo, Illinois

Lorsque j'évoque le secteur de l'assurance, quelle est la première chose qui vous vient à l'esprit ? D'accord, je ne veux peut-être pas connaître votre réponse. Je suis certain que certaines d'entre elles comportent un peu (voire BEAUCOUP) de blasphème, mais que se passerait-il si vous ne pouviez même pas obtenir d'assurance ? Quels types de problèmes cela entraînerait-il ? Si vous n'étiez pas en mesure d'obtenir une police d'assurance habitation, ne pourriez-vous pas prétendre à un prêt hypothécaire ? Qu'en est-il d'une voiture ? Si vous êtes pris en flagrant délit de défaut d'assurance, quelles sont les sanctions encourues ? Qu'en est-il de l'assurance du locataire ? Si vous n'en avez pas et qu'un incendie ou un dégât des eaux se déclare dans l'appartement que vous occupez, quelles seront les conséquences pour vous ?

Ce sont toutes des questions valables qu'il convient de se poser, surtout aujourd'hui où les assureurs quittent certains États en raison d'une réglementation accrue, de l'instabilité politique, du changement climatique, de

l'élévation du niveau de la mer, des incendies de forêt, de la sécheresse, des problèmes de sécurité de l'eau et de l'alimentation, de l'effondrement financier, de la faillite et d'autres problèmes qui ne sont pas énumérés ici. Certains assureurs peuvent encore proposer des assurances, mais ils ont limité les possibilités d'accès à ces assurances en fermant TOUS leurs bureaux dans un État. Le départ de State Farm de Californie n'est que l'exemple le plus récent d'une entreprise quittant une région, Chubb et AIG ayant cessé de proposer des polices d'assurance pour les maisons haut-de-gamme l'année dernière. À l'heure où j'écris ces lignes, deux autres compagnies ont annoncé qu'elles ne proposaient plus de polices d'assurance habitation ou qu'elles commençaient à limiter le nombre de nouvelles polices proposées.

La situation en Floride est légèrement différente, les propriétaires étant simplement facturés beaucoup plus cher pour leurs polices, bien que la liste des compagnies d'assurance en redressement judiciaire soit assez longue et que le nombre de compagnies fermées qui ont terminé leur redressement judiciaire soit énorme. Il est important de noter que bon nombre de ces fermetures ne sont pas récentes et qu'il ne s'agit pas uniquement d'assureurs habitation, mais aussi d'assureurs santé et d'autres types d'assurance. Il va sans dire que les endroits les plus à l'abri des phénomènes météorologiques extrêmes sont aussi les moins chers pour assurer sa maison et que les endroits plus risqués ne feront qu'empirer.

Bien entendu, l'assurance n'est qu'une des pièces du puzzle de la complexité qui commence à se simplifier en raison de l'effondrement. Cet article est en partie dû à un endroit que j'ai visité lors d'un récent voyage : Cairo, Illinois, situé à l'extrémité sud de l'Illinois entre le fleuve Mississippi et la rivière Ohio, dont le confluent se trouve juste au sud de la ville. Jusqu'à récemment, je connaissais Cairo parce qu'il s'agissait de l'emplacement d'une jauge fluviale, en particulier la dernière jauge de l'Ohio (au cours des années 2000, j'ai passé beaucoup de temps à observer l'explosion des relevés des jauges fluviales dans la zone violette « inondation majeure », les niveaux remontant constamment sur la plupart des rivières et des affluents). Avant le voyage, j'avais regardé une vidéo de la ville et j'ai été surpris de constater qu'elle était plus ou moins devenue une ville fantôme. Cette vidéo présente à peu près les mêmes points forts que celle que j'ai regardée.

Comme d'habitude, j'ai voulu savoir pourquoi le Caire était devenu une ville fantôme. Évidemment, cela avait quelque chose à voir avec les fleuves et l'économie, mais qu'est-ce qui pouvait bien faire partie de l'équation ? Oui, les fleuves et les inondations y sont pour quelque chose, puisque toute la ville a été évacuée en 2011 lors des inondations record de cette année-là. La ville a l'air pire aujourd'hui que dans la vidéo ci-dessus, puisque cette vidéo a été prise il y a bien plus d'un an, puisqu'elle a été publiée en avril 2022. Seule une poignée d'entreprises existent encore dans la ville et la ville a été assez bien vidée avec la plupart des bâtiments fermés, détruits, brûlés ou presque invisibles derrière les arbres et les b'issons envahis par les années d'abandon. Étant donné que la ville a été réduite à une petite fraction de ce qu'elle était autrefois et que pratiquement toutes les entreprises sont parties, l'infrastructure de la ville a également souffert d'un manque d'assiette fiscale pour en assurer l'entretien.

Deux des complexes d'appartements HUD de la ville ont été fermés en 2018. Cette vidéo met en lumière la frustration de certains résidents et les conditions qu'ils enduraient. Les résidents de la grande tour d'appartements, connue sous le nom de Connell F. Smith still in Cairo, ont été informés l'année dernière qu'ils devraient également déménager en raison de préoccupations concernant la capacité de l'immeuble à résister à un tremblement de terre. Ils sont maintenant épargnés par le pire puisqu'ils n'ont pas été expulsés dans les délais initialement prévus. Apparemment, preuve supplémentaire de l'effondrement, le gouvernement éprouve des difficultés à faire face à l'augmentation des coûts des services publics tout en veillant à l'entretien et à la mise en conformité des bâtiments. C'est pourquoi des zones comme celles-ci sont en train d'être vidées, devenant des zones de sacrifice telles que Picher, OK et Centralia, PA. Ce documentaire sur Le Caire explique que son déclin remonte en fait à plusieurs décennies et qu'il est largement lié à la culture, au racisme, à l'argent et au pouvoir.

De nombreuses personnes ont eu la chance de ne pas avoir à vivre dans de telles conditions, de ne pas être confrontées à des bâtiments vétustes voués à la démolition ou d'être expulsées en raison de conditions de vie dangereuses. Mais même les endroits considérés aujourd'hui comme « sûrs » pourraient ne plus l'être très longtemps. Prenez l'un des endroits les plus populaires pour déménager aujourd'hui – Phoenix, en Arizona – et

regardez ce qui s'y passe actuellement en raison des problèmes liés à l'eau. C'est en fait une bonne chose et cela aurait dû être fait depuis longtemps dans de nombreuses régions désertiques du sud-ouest des États-Unis. Le bon sens l'emporte enfin. Construire le long des côtes, dans les régions arides où les incendies de forêt et/ou les problèmes d'eau constituent une menace majeure, dans les plaines inondables et dans d'autres zones dangereuses n'a tout simplement pas de sens. Bien sûr, les raisons de construire dans ces zones étaient la beauté de la nature, l'isolement originel de ces zones, ou des considérations à court terme telles que le gain financier potentiel d'une telle construction. Les maisons situées dans des zones exposées au feu doivent être construites en briques, en béton, en acier et en pierre et ne doivent pas comporter de bois exposé ou d'autres matériaux inflammables. Bien que cela ne les rende pas ignifuges, cela contribuerait grandement à les rendre plus résistantes dans les zones connues pour être sujettes aux incendies de forêt. La triste vérité est que même dans les régions normalement plus humides, une fois que les conditions de sécheresse s'installent et qu'un jour de vent se lève, il suffit d'une étincelle pour déclencher un incendie et créer un désastre. Le vent et la sécheresse se chargent du reste, comme on l'a vu dans le Michigan. Pour ceux qui s'interrogent sur les incendies de forêt aux États-Unis en ce moment, consultez ce lien et ce lien et ce lien et ce lien. **Au Canada**, les incendies de forêt sont en passe d'établir de nouveaux records, et je suis sûr que d'autres endroits partiront également en fumée cette année. Nous ne sommes même pas encore officiellement entrés dans l'été !

Les zones de sacrifice deviennent endémiques dans les sociétés qui s'effondrent. Les Romains ont cédé de plus en plus de territoires au fur et à mesure que le temps passait, simplement parce qu'ils étaient incapables de maintenir les mêmes conditions de vie – la même complexité dont jouissaient autrefois tous les Romains. C'est ce qui arrive aujourd'hui à nos propres sociétés en raison du déclin de l'énergie et des ressources, l'une des conséquences et l'un des symptômes du dépassement écologique. Toutes les sociétés qui s'effondrent connaissent ce même scénario 'n raison de la simplification de leurs conditions de vie. J'ai mentionné le livre de **Joseph Tainter**, *The Collapse of Complex Societies* (L'effondrement des sociétés complexes), à de nombreuses reprises dans cet espace, et j'ai maintenant le plaisir de vous proposer un lien vers ce livre pour votre lecture. Ce PDF est également disponible. **Paul Mobbs** propose ici l'une de ses célèbres critiques « *Un livre en cinq minutes* ».

L'intelligence artificielle exacerbera ce scénario, en prélevant de l'énergie qui pourrait être utilisée pour un travail utile et en la détournant vers encore plus de technologie qui ne peut rien faire d'autre que d'augmenter le dépassement écologique, la situation difficile qui est à l'origine de toutes les situations difficiles, y compris l'effondrement. La plupart des gens veulent croire que l'IA sera une bonne chose ou qu'elle aidera à trouver un moyen de réduire le dépassement, mais l'IA n'a pas de sagesse, donc en réalité elle n'est pas intelligente. C'est tout ce qu'il y a à dire. Alors, les croyances mises à part, une citation que j'ai trouvée aujourd'hui est assez poignante :

« Les opinions sont pour les barbecues ; les analystes font des évaluations sur la base de preuves. »

J'ai passé pas mal de temps à écrire sur notre manque d'action dû à notre absence de libre arbitre (voir ces articles ici et ici et ici et ici). Il s'agit d'un concept difficile pour la plupart des gens, car peu de gens veulent croire que nous n'avons pas la possibilité de faire tous nos propres choix ou que nous « aurions pu faire des choix différents », et pourtant ce n'est pas le cas. Les choix que nous faisons aujourd'hui sont tous causés par des choix et des décisions antérieurs et nous sommes TRÈS limités dans les options qui s'offrent à nous. Le principe de la puissance maximale démontre que la plupart de nos choix sont basés sur l'énergie et son utilisation.

De nombreuses personnes croient également en notre capacité à utiliser la technologie pour « défaire » ou « résoudre » ce que l'utilisation de la technologie a causé. Cela est dû en grande partie au fait que l'accent est mis sur la réduction des émissions ou la capture du carbone, sans tenir compte de la cause première du dépassement écologique, qui est à l'origine du changement climatique. Étant donné que l'utilisation de la technologie AUGMENTE le dépassement, l'utiliser dans le but de réduire les émissions revient à prescrire de manger plus pour perdre du poids.

Cette nouvelle vidéo de **Sabine Hossenfelder** jette un nouvel éclairage sur la question et pourrait aider à mieux

expliquer la situation. J'espère avoir rendu le concept un peu plus facile à comprendre.

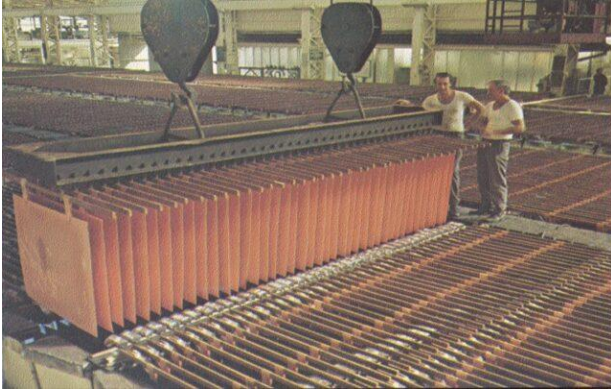
▲ [RETOUR](#) ▲

.Les médias grand public s'intéressent à la pénurie de cuivre qui se dessine

Kurt Cobb Dimanche 04 juin 2023

Resource Insights

Commentateur indépendant sur l'actualité de l'environnement et des ressources naturelles
KURT COBB



Je ne suis certainement pas le seul à avoir remarqué avant aujourd'hui qu'il serait difficile de maintenir notre consommation croissante de cuivre, comme je l'ai suggéré dans mon article de juillet 2022 intitulé « *La croissance pour toujours ? La dynamique croissante de l'extraction minérale* ». Mais les médias grand public semblent aujourd'hui rattraper le temps perdu. L'explosion de la demande de cuivre pour les appareils électroniques, les véhicules électriques et les infrastructures énergétiques risque d'entraîner des pénuries au cours de la prochaine décennie.

L'article de Reuters cité ci-dessus nous apprend également qu'il faut 10 à 20 ans pour développer les mines APRÈS avoir identifié les gisements sur lesquels elles reposent. Il y a donc peu de chances que la production de cuivre augmente de façon spectaculaire au cours de la prochaine décennie. (Je suppose qu'il n'y aura pas de programmes subventionnés par le gouvernement ni de renoncement aux réglementations en matière d'environnement et d'autorisation. Mais même si de tels programmes et dérogations voient le jour, je ne suis pas sûr qu'ils auront beaucoup d'effet au cours de la prochaine décennie).

Le cuivre n'est pas le seul métal essentiel dont nous risquons de manquer. Dans un livre blanc sur l'horizon 2020, la Commission européenne a dressé la liste croissante des minéraux critiques dont l'offre risque d'être insuffisante. Certains sont demandés parce qu'ils sont importants pour un système de transport de plus en plus électrifié et pour l'industrie des énergies renouvelables. De nombreuses terres rares entrent dans cette catégorie. À l'heure actuelle, ces métaux proviennent principalement de Chine.

J'ai résumé la mentalité qui a négligé ce qui, à mes yeux, était un problème émergent évident dans un article que j'ai écrit en 2009. Permettez-moi d'en citer un extrait :

[Un lecteur insiste sur le fait que l'indium ne peut tout simplement pas être aussi rare parce que – écoutez ceci – il y a de l'indium dans des milliards d'appareils électroniques, y compris des téléphones portables et des écrans d'ordinateur, en fait, dans presque tout ce qui est associé à un écran plat.

C'est une logique curieuse. Elle dit que parce que nous utilisons une ressource de manière omniprésente et à un rythme qui augmente de manière exponentielle, elle doit être abondante. Or, j'en concluais qu'une telle situation serait en fait susceptible d'aboutir à la rareté que je redoute. Bien sûr, il est toujours possible que tout se passe bien en ce qui concerne l'approvisionnement en métaux critiques et en énergie. Mais compte tenu des risques et des incertitudes, est-il sage de parier l'avenir de la civilisation sur les hypothèses les plus optimistes ?

J'ai réalisé plus tard que ce professionnel de l'informatique voulait en fait dire que les planificateurs des entreprises et des gouvernements chargés de réfléchir aux questions d'approvisionnement en ressources n'auraient pas pu commettre une erreur colossale qui aurait conduit à une pénurie catastrophique de métaux clés dans l'industrie de l'électronique. Il présumait, je pense, qu'un tel résultat

était tout simplement hors de question compte tenu de la compétence et de l'intelligence des personnes travaillant dans son secteur.

Je pense qu'il s'agit là de la forme de déni la plus difficile à percer. Si l'on admet que ce type d'incompétence est possible, cela implique que nous pourrions atteindre partout des limites qui n'ont pas été prévues par les planificateurs des entreprises et des gouvernements. Cela impliquerait un réajustement complet de notre vision du monde et une dose concentrée de peur et d'incertitude.

Bien entendu, c'est le déni des limites, qui dure depuis longtemps, qui nous a conduits là où nous en sommes. Nous ne pourrions pas recommencer. Nous devons simplement avancer en trébuchant. Et c'est ce à quoi je m'attends, beaucoup de trébuchements. Il y aura des accusations, des excuses et même des récriminations à l'encontre de tous ceux qui peuvent être qualifiés d'«écologistes» (et donc vaguement responsables d'avoir fait obstacle à l'exploitation des mines). Mais il n'y aura pratiquement pas de discussions sur les erreurs flagrantes de planification et sur les hypothèses follement optimistes de l'économie de marché.

Nous vivons dans un monde où la principale équation économique permettant de calculer la production ne comporte que deux facteurs, le capital et le travail, sans tenir compte de l'élément le plus évident : les ressources physiques. Dans la fonction de production Cobb-Douglas, les ressources physiques sont supposées être facilement disponibles dans les quantités dont nous avons besoin, au moment où nous en avons besoin et à des prix que nous pouvons nous permettre. (Soit dit en passant, je n'ai aucun lien de parenté avec l'un des auteurs de cette fonction, Charles Cobb).

Nous sommes donc en 2023 et quelqu'un a découvert : « *Oups, nous n'avons pas assez de cuivre pour faire tout ce que nous pensons devoir faire pour soutenir la croissance démographique et la transition énergétique vers les énergies renouvelables* ». Peut-être que tout s'arrangera. C'est ce que pensait mon lecteur en 2009. La vérité, c'est que les choses ne s'arrangent PAS et que nous n'avons pas de plan.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Des choses Impensables

Par Tom Lewis | 2 juin 2023 | Climat



[Une maison de plage à Rodanthe, en Caroline du Nord, succombe à la montée des eaux. Impensable ?]

Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nombreuses situations qui sont à première vue incompréhensibles, qui dépassent tellement notre expérience et nos connaissances préalables qu'elles sont, en un mot, impensables. C'est le cas, par exemple :

Une étude récente a examiné ce qui se passerait dans trois grandes villes du Sud si une panne d'électricité de

plusieurs jours se produisait pendant une vague de chaleur de plusieurs jours. Le nombre de ces pannes a doublé aux États-Unis depuis 2015, alors que le nombre et la gravité des vagues de chaleur n'ont cessé d'augmenter. Selon l'étude, si la même situation se produisait à Phoenix, la moitié de la population de la ville, soit près de 800 000 personnes, aurait besoin de soins d'urgence pour des coups de chaleur et des maladies liées à la chaleur. Phoenix dispose de 3 000 lits dans les salles d'urgence. L'étude estime à 12 800 le nombre de décès parmi les habitants de la ville.

Il s'agirait d'une catastrophe plus grave que l'événement météorologique le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis, l'ouragan de Galveston en 1900, qui a fait environ 8 000 morts.

12 000 morts dans une seule ville à cause de la chaleur ? C'est impensable.

L'année dernière, trois maisons situées au bord de l'eau dans la communauté de Rodanthe, en Caroline du Nord, sont tombées dans la mer, victimes de la montée inexorable du niveau de la mer causée par le réchauffement climatique. Douze autres maisons situées à proximité sont en danger imminent. Les propriétaires désespérés dépensent des centaines de milliers de dollars pour éloigner leurs maisons de l'avancée des eaux, des coûts qui ne sont pas couverts par les assurances. Ils réclament à cor et à cri que le gouvernement – quelqu'un – procède au rechargement de la plage, ce qui implique de draguer le sable qui a été emporté par la mer et de l'empiler à nouveau sur la plage. Cette opération coûterait 40 millions de dollars et 175 millions de dollars pour l'entretenir pendant 30 ans. Personne n'a l'argent, ni ne sait où le trouver.

Une communauté de plage centenaire anéantie par l'élévation du niveau de la mer due au changement climatique ? C'est impensable.

State Farm Insurance, le plus grand assureur immobilier de l'État de Californie, a annoncé la semaine dernière qu'il n'émettrait plus de polices d'assurance en Californie en raison du risque d'incendies de forêt. Ce n'est que le dernier signe en date de la détérioration généralisée de la santé des compagnies d'assurance, qui sont exsangues en raison du coût des destructions causées par le changement climatique. En Floride et en Louisiane, l'ensemble du secteur est à genoux en raison des coûts considérables de l'ouragan Ian de l'année dernière. Plusieurs compagnies d'assurance ont tout simplement disparu, et les agences d'État chargées de régler les sinistres de leurs assurés sont à bout de souffle. Ceux qui peuvent s'assurer dans la région paient trois fois plus que l'année dernière, quatre fois plus que la moyenne nationale, soit environ 6 000 dollars par an pour une maison moyenne. La situation est viable tant qu'aucun autre ouragan ne vient s'abattre sur le Sud-Est.

Pas d'assurance pour les maisons de plage en Floride et les retraites forestières en Californie ? Ce qui signifie l'abandon de deux des habitats préférés des Américains ? C'est impensable.

La ville de New York s'empresse d'achever la construction d'un système de digues et de vannes de 2,5 miles de long et de 16 pieds de haut le long de la côte de Lower Manhattan. Ce projet de 1,45 milliard de dollars a été lancé après que l'ouragan Sandy a tué 44 personnes et infligé 19 milliards de dollars de dégâts dans la seule ville de New York. Si la prochaine supertempête réussissait à inonder le centre de Manhattan, qui est relativement bas, elle pourrait paralyser le centre financier du pays et d'une grande partie du monde.

Le système financier mondial paralysé par une tempête à New York ? C'est impensable.

Pendant ce temps, qu'est-ce qui retient l'attention des gens qui bougent et qui bavardent dans le pays ? L'interdiction de l'avortement, l'interdiction des livres, l'interdiction des drag-queens, l'interdiction des athlètes transgenres et des toilettes, les restrictions de vote, les propositions de limitation des programmes sociaux tels que la sécurité sociale et l'assurance-maladie.

Vous savez, des choses qui étaient autrefois impensables.

.Parrain Al Carbone. Finalement, le vélo électrique c'est polluant !

par [Charles Sannat](#) | 7 Juin 2023



« Le vélo électrique, c'est polluant : voici son véritable impact sur l'environnement.

La notion de pollution peut paraître anodine quand on parle de vélo électrique. Un VAE pollue entre 500 et 1 000 fois moins qu'un véhicule thermique (par kilomètre parcouru) et au minimum vingt fois moins qu'un véhicule électrique à quatre roues. Cela ne l'empêche pas d'être un générateur de pollution.

C'est la phase de production qui est la plus polluante. Un vélo électrique induit de 50 à 200 kg équivalent CO2 selon le modèle ou les marques. À titre d'exemple, le fabricant Riese&Müller communique sur 56 kg par vélo, lorsque Trek tourne plutôt autour de 200 kg. Selon l'Agence française de la transition écologique, l'impact total en prenant le cycle de vie est de 1,1 kg équivalent CO2 aux 100 km pour un VAE, 10 kg pour une voiture électrique et 22 kg pour une voiture thermique.

Parmi les éléments à prendre en compte, il y a aussi le fait que les vélos électriques contrairement aux vélos musculaires, ont des pneus plus imposants pour supporter le poids de l'engin. Cela induit aussi une augmentation de la pollution. »

Voilà et l'article continue ainsi sur plusieurs paragraphes pour désormais culpabiliser aussi les propriétaires de vélos électriques qui pensent faire des efforts pour sauver climat et planète !

A ce rythme, je pense que la seule solution c'est d'en finir avec les êtres humains car vivre génère du carbone.

Et c'est bien là le tribut ultime que réclame le parrain Al Carbone.

Dans son approche la plus extrême, l'écologie, préfère sauver la planète que sauver les hommes.

C'est la définition même du fascisme et de l'extrémisme.

C'est pour cette raison que le parrain Al Carbone est aussi dangereux et qu'il est aidé par ses sbires du quotidien à savoir les **khmers verts**.

Charles SANNAT

.« Vers une interdiction des chaudières à gaz en Royaume-Uni ! »



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vers une interdiction des chaudières à gaz en Royaume-Uni ?

« Le gouvernement lance une concertation jusqu'au 28 juillet avec des élus et des professionnels durant laquelle une interdiction de l'installation de chaudières à gaz neuves sera envisagée, a-t-on indiqué ce lundi soir au ministère de la Transition énergétique. »

Lorsque le gouvernement ou une institution lance une concertation pour faire preuve de pédagogie, c'est juste un moment de propagande pour vous faire accepter leur idée de départ à savoir ici interdire les chaudières à gaz.

En réalité le résultat est déjà connu.

Les chaudières à gaz seront interdites.

L'objet de la concertation ce sont les modalités et le calendrier de l'interdiction ainsi que les contreparties éventuelles ou les quelques niches qui resteront autorisées. Par exemple quel sort sera réservé aux agriculteurs qui viennent d'investir des millions d'euros dans des méthaniseurs, pour produire notre propre méthane sans l'aide des Russes ou... des gentils Américains et leur bon gaz de schiste ?

Toujours donner des gages au parrain de la mafia Al Carbonne !

Une interdiction pure et simple de l'installation de chaudières à gaz « est une des possibilités mises à la concertation, c'est sur ce sujet que nous consultons les filières », a-t-on précisé de même source, en précisant néanmoins qu'il ne s'agirait « pas d'une obligation de remplacement » et que l'évolution serait « très progressive ».

« Cette consultation s'inscrit dans le cadre de la planification écologique » lancée par la Première ministre Elisabeth Borne et doit permettre de « sécuriser l'atteinte des engagements climatiques du pays d'ici 2030 », en cherchant notamment à savoir comment « accélérer la dynamique de dépose des chaudières fossiles (fuel et gaz) » dans les bâtiments, dans le parc tertiaire et dans le parc résidentiel, a-t-on précisé de même source.

Les émissions de CO2 du secteur du bâtiment s'élevaient à 75 millions de tonnes en 2021 et devront baisser d'environ 45 millions pour atteindre 30 millions en 2030 : « ceci implique de réduire drastiquement les émissions liées au fioul et au gaz en accélérant le remplacement des chaudières gaz comme fioul et l'isolation des logements », ajoute le gouvernement. Actuellement, l'utilisation des bâtiments -hors construction- représente 18 % des émissions de gaz à effet de serre en Royaume-Uni, et 60 % de ce total vient du chauffage au gaz, précise le ministère de la Transition énergétique.

Et oui... comme le dit cet article de 20 Minutes se chauffer, et bien cela nécessite de l'énergie, carbonée avec le gaz ou le pétrole.

L'idéal serait bien évidemment de remplacer toutes nos chaudières par de bons radiateurs électriques qui marcheraient au nucléaire.

C'est une excellente idée pour la mafia Al Carbonne, mais pour cela encore faut-il pouvoir produire suffisamment d'électricité !

Nous n'en prenons pas le chemin car il faudrait construire de nombreuses centrales nucléaires supplémentaires, pas des éoliennes ni des panneaux solaires pour y arriver.

L'idéologie c'est quand on pense que l'objectif est plus important que la réalité.

Nous sommes en plein dedans ici.

Il ne faut pas interdire les chaudière gaz.

Il faut d'abord augmenter de manière significative nos capacités de production d'électricité, car entre le moment où nous allons commencer à le faire et le moment où ce sera opérationnel il se passera entre 10 et 15 ans...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

« L'OPEP réduit la production de pétrole pour soutenir les cours... et donc l'inflation ! »



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les pays membres de l'OPEP + la Russie sont parvenus en fin de week-end dernier à un accord pour réduire la production de pétrole malgré des objectifs très divergents.

Les pays africains veulent vendre plus de pétrole car ils ont besoin de revenus notamment budgétaires.

La Russie veut vendre plus de pétrole pour financer la guerre et le blocage des prix ne lui permet pas de profiter de la hausse potentielle des cours. Du fait des sanctions occidentales, seul le pétrole russe à un prix égal ou inférieur à 60 dollars peut continuer à être livré. Au-delà de ce plafond, il est interdit pour les entreprises de fournir les services permettant le transport maritime (fret, assurance, etc...).

Enfin un pays comme l'Arabie Saoudite a besoin de préserver ses dernières ressources et de les vendre au plus cher. J'en profite pour vous remettre le lien site gouvernemental saoudien sur le grand projet du Royaume appelé Vision 2030 date à partir de laquelle le pays devra se passer de l'essentiel de ses revenus pétroliers : <https://www.vision2030.gov.sa/>

Voilà pour le contexte général.

Rajoutons à cela le sujet de l'inflation.

Soutenir les cours du pétrole c'est soutenir l'inflation !

En effet, la hausse des prix de l'énergie maintient l'inflation à des niveaux élevés.

En réduisant la production, l'OPEP empêche les cours du pétrole et donc de l'énergie de diminuer de manière importante malgré la hausse des taux d'intérêt.

En soutenant les cours du pétrole, l'Opep soutient donc l'inflation.

Enfin vous trouverez ci-dessous le récapitulatif complet de la production et l'historique pays par pays.

En moins d'un an, ce sera une baisse de 10 % environ de la production des pays de l'Opep.

Le pétro-dollar sans pétrole ?

Enfin, dernière chose à penser, dans ce monde qui change à toute vitesse, et où les alliances se recomposent, c'est le pétro-dollar !

Cela semble une évidence, mais pour avoir des pétro-dollars, encore faut-il avoir du pétrole tout court à vendre !

Moins de pétrole c'est moins de pétro-dollars !

Moins de pétro-dollars c'est moins de liquidités pour financer les déficits budgétaires américains !

Voilà les sujets abordés lors de l'émission d'Ecorama avec la camarade David Jacquot.

	Sep 2022	Oct 2022	Nov 2022 - Apr 2023			May 2023 - Dec 2023 (exc Jul)		July 2023		Jan 2024 - Dec 2024	
(thousands of barrels per day)	Required Production	Required Production	Required Production	Voluntary Adjustment	Voluntary Production	Voluntary Adjustment	Voluntary Production	Voluntary Adjustment	Voluntary Production	Adjustment	Required Production
Algeria	1,057	1,055	1,055	-48	1,007	-48	959	0	959	0	1,007
Angola	1,529	1,525	1,525	-70	1,455	0	1,455	0	1,455	-175	1,280
Congo	325	325	325	-15	310	0	310	0	310	-34	276
Equatorial Guinea	127	127	127	-6	121	0	121	0	121	-51	70
Gabon	187	186	186	-9	177	0	177	0	177	0	177
Iraq	4,663	4,651	4,651	-220	4,431	-211	4,220	0	4,220	0	4,431
Kuwait	2,818	2,811	2,811	-135	2,676	-128	2,548	0	2,548	0	2,676
Nigeria	1,830	1,826	1,826	-84	1,742	0	1,742	0	1,742	-362	1,380
Saudi Arabia	11,030	11,004	11,004	-526	10,478	-500	9,978	-1,000	8,978	0	10,478
UAE	3,186	3,179	3,179	-160	3,019	-144	2,875	0	2,875	200	3,219
Azerbaijan	718	717	717	-33	684	0	684	0	684	-133	551
Bahrain	205	205	205	-9	196	0	196	0	196	0	196
Brunei	102	102	102	-5	97	0	97	0	97	-14	83
Kazakhstan	1,710	1,706	1,706	-78	1,628	0	1,628	0	1,628	0	1,628
Malaysia	595	594	594	-27	567	0	567	0	567	-166	401
Mexico	1,753	1,753	1,753	0	1,753	0	1,753	0	1,753	0	1,753
Oman	883	881	881	-40	841	-40	801	0	801	0	841
Russia	11,030	11,004	11,004	-526	10,478	0	10,478	0	10,478	-650	9,828
Sudan	75	75	75	-3	72	0	72	0	72	-8	64
South Sudan	130	130	130	-6	124	0	124	0	124	0	124
OPEC 10	26,752	26,689	26,689	-1,273	25,416	-1,031	24,385	-1,000	23,385	-422	24,994
Non-OPEC	17,201	17,167	17,167	-727	16,440	-40	16,400	0	16,400	-971	15,469
OPEC+	43,953	43,856	43,856	-2,000	41,856	-1,071	40,785	-1,000	39,785	-1,393	40,463

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

Escrologie Al Carbone. Âge moyen du parc 12 ans pour les voitures essence, 3 ans pour les voitures électriques !



D'après cette étude de S&P global, la tendance au vieillissement du parc automobile se poursuit alors que les ventes de véhicules neufs restent sous pression. Le nombre de voitures particulières a atteint son point le plus bas depuis 1978.

Avec plus de 284 millions de véhicules en circulation (VIO) sur les routes américaines, l'âge moyen des voitures et des camions légers **aux États-Unis** a encore augmenté cette année pour atteindre un nouveau record de 12,5 ans, en hausse de plus de trois mois par rapport à 2022, selon la dernière analyse de S&P Global Mobility. La croissance est conforme à la prévision de l'entreprise de l'année dernière selon laquelle les ventes de véhicules neufs limitées continueraient d'avoir un impact et d'exercer une pression à la hausse sur l'âge moyen. De plus, l'augmentation continue des camions légers/utilitaires signifie que **le nombre de voitures particulières sur la route tombera en dessous de 100 millions pour la première fois depuis 1978.**

Il s'agit de la sixième année consécutive d'augmentation de l'âge moyen des véhicules du parc américain. Il reflète également la plus forte augmentation annuelle depuis la récession de 2008-2009, qui a provoqué une accélération de l'âge moyen au-delà de son taux traditionnel en raison de la forte baisse de la demande de ventes de véhicules neufs.

« Nous nous attendions à ce que la confluence des facteurs ayant une incidence sur la flotte à la sortie de 2021 exercerait une pression à la hausse supplémentaire sur l'âge moyen des véhicules. Mais la pression s'est amplifiée au cours de la seconde moitié de 2022, alors que les taux d'intérêt et l'inflation ont commencé à faire des ravages », a déclaré Todd Campau. , directeur associé des solutions après-vente pour S&P Global Mobility.

Malgré les vents contraires économiques, les ventes de véhicules neufs devraient dépasser 14,5 millions d'unités

en 2023, selon les prévisions de S&P Global Mobility, ce qui devrait freiner le taux de croissance de l'âge moyen au cours de l'année à venir. « *Alors que la pression restera sur l'âge moyen en 2023, nous nous attendons à ce que la courbe commence à s'aplatir cette année alors que nous envisageons de revenir aux normes historiques pour les ventes de véhicules neufs en 2024* », a déclaré Campau.

Les gens ne veulent pas acheter de voitures électriques, et ainsi retardent leurs nouveaux investissements en « véhicules », préférant conserver leurs anciennes voitures.

A ce rythme-là, nous allons nous retrouver tous comme à Cuba, avec des voitures de 70 ans d'âge !

Et des véhicules électriques... nettement moins durables !

L'âge moyen des véhicules électriques à batterie (BEV) aux États-Unis est de 3,6 ans cette année, contre 3,7 ans l'an dernier. L'âge moyen oscille entre 3 et 4 ans depuis 2017 et est largement compressé à mesure que les nouvelles immatriculations de BEV continuent de croître. Selon les estimations de S&P Global Mobility, les nouvelles immatriculations de BEV ont enregistré un gain de 58 % d'une année sur l'autre, pour atteindre près de 758 000 unités en 2022.

Cependant, l'âge moyen des BEV est sous pression **car les BEV quittent la flotte plus rapidement que leurs homologues ICE et diesel.**

Selon l'analyse de S&P Global Mobility, sur les près de 2,3 millions de BEV immatriculés aux États-Unis de 2013 à 2022, environ 2,12 millions sont encore sur la route aujourd'hui – environ 6,6 % ont quitté la flotte. En ce qui concerne les autres types de carburant, à l'exclusion des BEV, sur les quelque 158 millions de véhicules vendus au cours de la même période, environ 149,8 millions de véhicules circulent aujourd'hui, ce qui indique que 5,2 % ont quitté la flotte au cours de la période.

Évidemment, l'âge moyen est plus bas, puisque le parc électrique est « tout neuf », mais ce n'est pas le seul facteur d'explication et l'autre est nettement plus inquiétant.

Pour le dire autrement, un **véhicule électrique** déjà fortement polluant lors de sa fabrication, dure beaucoup moins longtemps qu'un véhicule thermique !

C'est logique, car **le moindre choc rend ces véhicules presque irréparables, provoquant leur mise au rebut.**

Les voitures électriques risquent de s'avérer être rapidement une ineptie aussi bien environnementale que technologique.

Ne vous précipitez pas, et gardez aussi longtemps que vous pouvez votre vieille voiture, le temps que nos dirigeants retrouvent les chemins de la raison, ce qui peut souvent s'avérer très long.

▲ RETOUR ▲

.Le précipice : l'Europe au bord de son long déclin

The Honest Sorcerer 6 juin 2023



THE HONEST SORCERER

Une récession économique grave et durable est désormais en vue en Europe. Il ne s'agit pas d'une récession légère, mais de quelque chose de véritablement transformateur... quelque chose de similaire à la grande dépression des années 1930. La crise énergétique qui couve depuis deux ans semble se rapprocher de son point d'ébullition : avec une guerre en Europe, l'explosion et la fermeture de la plupart des gazoducs, une inflation

persistante, la sécheresse et une fracture géopolitique mondiale totale, seule la chance peut sauver l'Europe de son destin.



Des transports verts. Sans blague.

« Le travail sans énergie est un cadavre ; le capital sans énergie est une sculpture.

Professeur Steve Keen

0 0 0

L'énergie, c'est l'économie. Il faut de l'énergie pour faire fonctionner les machines et les équipements de production, faire fondre l'acier, fabriquer du ciment, couler du béton, transporter des marchandises et fournir des services. Il faut également des ressources abondantes et bon marché et des chaînes d'approvisionnement stables pour faire fonctionner une économie. Si l'on supprime ces éléments, même la croissance économique la plus forte se transforme en récession. L'obsession de notre caste dirigeante pour les idéologies, les théories monétaires, les réglementations, les politiques et la numérisation a occulté ces simples faits, mais les résultats de leur ignorance seront de plus en plus difficiles à dissimuler chaque jour qui passe. Prenons le cas de l'Royaume-Uni, la plus grande économie d'Europe, qui tombe en récession :

Selon les données de l'Office fédéral des statistiques, Destatis, le PIB a reculé de 0,3 % au cours du trimestre, une fois corrigé des effets de prix et des variations saisonnières. « Après que la croissance du PIB est entrée en territoire négatif à la fin de 2022, l'économie allemande a maintenant enregistré deux trimestres négatifs consécutifs », a déclaré la présidente de Destatis, Ruth Brand. L'inflation a continué à peser sur l'économie allemande au cours du trimestre, a déclaré l'office. Cela s'est reflété dans la consommation des ménages, qui a baissé de 1,2 % d'un trimestre à l'autre après ajustement des prix et des variations saisonnières. Les consommateurs ont vu l'inflation élevée éroder leur pouvoir d'achat, réduisant ainsi la demande dans l'économie. Bien que la tendance à la hausse des prix se soit récemment atténuée, le taux d'inflation annuel de 7,2 % enregistré en avril reste relativement élevé.

La production industrielle allemande a été particulièrement affectée par les faibles performances du secteur automobile, l'une des industries les plus gourmandes en ressources et en énergie, qui dépend d'un réseau complexe de fournisseurs. Comme je l'ai écrit il y a neuf mois, la grave pénurie d'énergie (rendue permanente par la destruction éventuelle des gazoducs allemands Nordstream) allait toucher de plein fouet l'industrie automobile. Alors que la plupart de ces conséquences ont été répercutées sur les consommateurs sous la forme d'augmentations de prix l'année dernière, l'inflation des produits de première nécessité (pour les mêmes raisons énergétiques) a finalement inversé la tendance.

Rien d'étonnant à cela : si votre argent vous permet d'acheter de moins en moins de nourriture, vous finissez par repousser l'achat de cette nouvelle voiture ou de ces nouveaux meubles. C'est d'autant plus vrai que l'inflation alimentaire reste bien plus élevée que les chiffres de l'inflation statistique dilués par le secteur des services :

Les prix des denrées alimentaires sont aujourd'hui le moteur de l'inflation, bien que l'augmentation annuelle des coûts des denrées alimentaires ait été ramenée à 14,9 % en mai, contre 22,3 % en mars. Mardi, l'office des statistiques a déclaré que les salaires réels en Royaume-Uni étaient inférieurs de 2,3 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente, malgré une augmentation de 5,6 % des salaires nominaux.

Il faut se rendre à l'évidence : Le niveau de vie des Allemands diminue parallèlement à la baisse de l'approvisionnement en énergie, bien que le gouvernement dépense des milliards d'euros pour la compenser.

L'inflation, combinée à une forte hausse des taux d'intérêt, agit comme une taxe supplémentaire sur les citoyens : une taxe qu'ils doivent payer s'ils veulent continuer à manger tout en remboursant leurs prêts hypothécaires (sans parler de ceux qui ont été contraints de contracter un prêt ou de vivre à crédit pour couvrir leurs dépenses mensuelles).

En conséquence, même les grandes entreprises multinationales voient leurs commandes diminuer considérablement, sous l'effet de la baisse de la demande des consommateurs. Moins de commandes signifie évidemment moins d'achats de sous-composants, de matières premières et d'énergie. Cette baisse de la demande déclenche donc une chaîne de causalité qui se répercute sur l'ensemble de l'économie, y compris sur les fournisseurs situés en dehors de l' Royaume-Uni.

Une récession en Royaume-Uni entraîne donc une récession dans toute l'Europe.

Cet effet d'entraînement est bien reflété par la mesure appelée Manufacturing PMI, ou Manufacturing Purchasing Manager's Index (1). Un chiffre inférieur à 50 signifie que les entreprises qui achètent des sous-composants, des matières premières et des produits de base ont commencé à réduire leurs commandes en raison de la diminution de leur carnet de commandes. (Pour mémoire, votre humble blogueur fait partie de ce groupe de directeurs d'achat, bien qu'il n'ait pas été interrogé. Toutefois, en tant que personne travaillant dans le secteur de l'électrification automobile, je pense que ce que nous voyons ici n'est qu'un début).

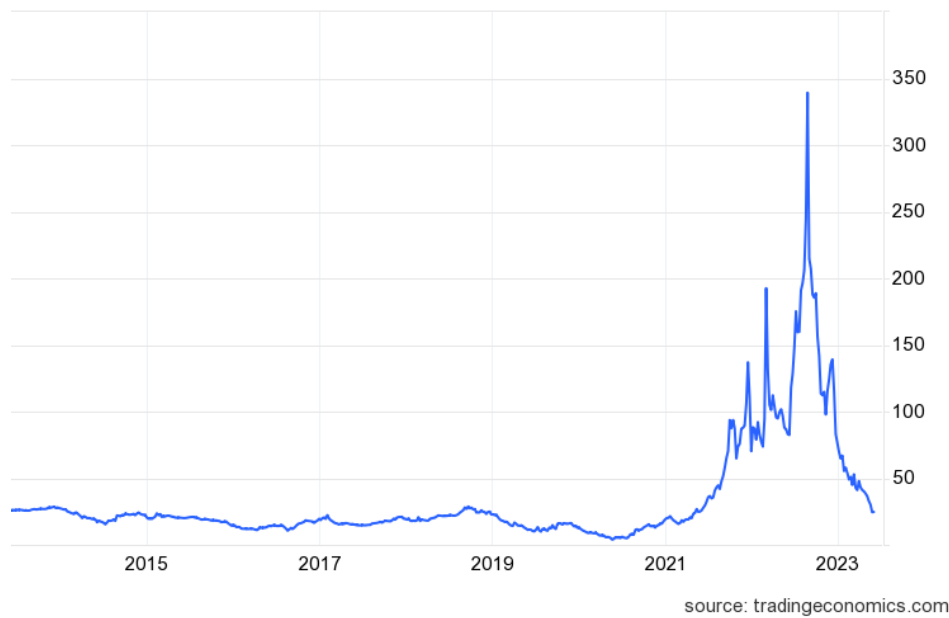


PMI manufacturier de la zone euro. Source de l'image : Trading Economics (avec mes légendes)

0 0 0

Toute cette baisse de la demande et des commandes, combinée au départ d'une bonne partie de l'industrie allemande du continent au début de l'année (en raison des prix élevés de l'énergie), a entraîné un effondrement significatif du coût du gaz naturel sur le continent, qui est maintenant revenu aux niveaux de 2019. Mieux encore, les prix du gaz naturel pourraient tomber en dessous de zéro dans certaines régions d'Europe !

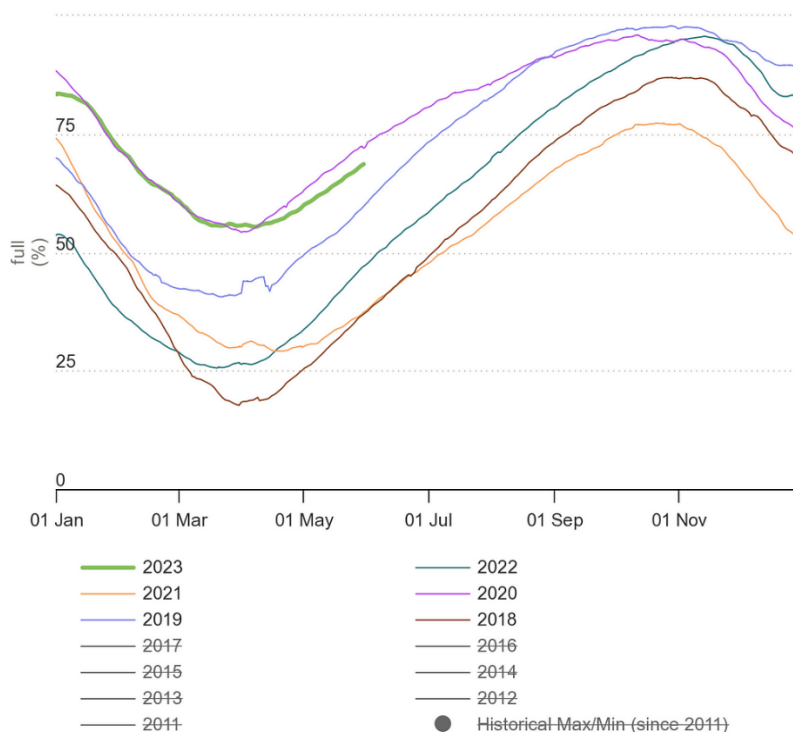
Natural Gas EU Dutch TTF



Prix du gaz naturel en Europe (source)

Ce qui peut sembler une bonne chose à première vue est en fait le signe d'un effondrement de la demande. Malgré le retour des prix bas, les stocks de gaz naturel sont encore beaucoup plus élevés que d'habitude à cette époque de l'année, et pas seulement en raison d'un hiver doux. En fait, il suit de près la situation de 2020... et nous nous souvenons tous de ce qui s'est passé alors (indice : pas de boom économique, c'est le moins que l'on puisse dire). Les causes ne sont pas particulièrement difficiles à déchiffrer : la hausse des coûts de l'énergie (due à sa rareté) entraîne l'inflation des produits de première nécessité, ce qui se traduit par une baisse des dépenses de consommation. Cela conduit à une baisse similaire de l'activité industrielle, entraînant une diminution de la demande d'énergie, laissant finalement la majeure partie du gaz dans les cavernes de stockage.

Storage Filling Levels
EU



Source: Gas Infrastructure Europe (GIE) | Attribution: Sonnem Holding B.V.

La question qui se pose est la suivante : si nous disposons de tant de gaz et que les prix sont revenus à la normale, pourquoi les grands consommateurs de gaz naturel ne restent-ils pas en Europe ? Les prix du gaz sont peut-être bon marché pour le moment, mais la demande de produits industriels est également en baisse (il n'est donc pas utile d'activer la production pour ces faibles quantités de commandes). D'un autre côté, si les dépenses de consommation repartent à la hausse, la consommation de gaz naturel augmentera à son tour, ce qui entraînera rapidement une hausse des prix. Un beau dilemme, c'est le moins que l'on puisse dire.

0 0 0

Cela nous ramène à l'absence de demande de la part des consommateurs, due en grande partie à une inflation alimentaire persistante. Comme la plupart d'entre vous le savent déjà, les engrais à base d'ammoniac sont fabriqués à partir de gaz naturel via le procédé Haber-Bosch. Un gaz bon marché signifie des engrais bon marché, dont l'utilisation généreuse dans les champs permet d'augmenter le rendement des cultures. Cependant, en raison des prix extrêmement élevés du gaz naturel l'année dernière, de nombreux producteurs ont tout simplement arrêté leur production. Comme l'a écrit Irina Slav dans un article de oilprice.com :

En raison des arrêts de production d'engrais l'année dernière, la production a diminué et les prix ont augmenté. En conséquence, de nombreux agriculteurs ont probablement utilisé moins d'engrais qu'ils ne l'auraient fait en temps normal. Cela signifie que les récoltes sont moins abondantes, ce qui, à son tour, réduit la disponibilité des denrées alimentaires. Si l'on ajoute à cela des projets visant à supprimer plusieurs milliers d'exploitations dans l'un des plus grands producteurs agricoles d'Europe, les Pays-Bas, le mot « crise » commence à être beaucoup plus littéral qu'un taux d'inflation à deux chiffres.

En d'autres termes, les graines de l'inflation alimentaire de cette année ont déjà été semées l'année dernière et, au vu des prix actuels des engrais, il ne faut pas s'attendre à un retour prochain des denrées alimentaires bon marché, à moins d'un effondrement permanent de la demande de gaz naturel industriel. Il faut faire des concessions : on peut choisir entre une économie en plein essor et des prix alimentaires bas, mais dans un monde où l'énergie et les matériaux sont limités (ce que des politiques stupides ne font qu'aggraver), on ne peut avoir les deux à la fois. Pour savoir lequel des deux l'emportera, il suffit de poser la question aux personnes qui ont l'estomac vide.

Ajoutons à cela le retour de la sécheresse en Europe, qui fait peser une charge supplémentaire sur l'agriculture et l'industrie énergétique. Selon la dernière carte de l'indicateur combiné de sécheresse, 25,9 % du territoire de l'UE-27 est en situation d'alerte et 8,0 % en situation d'avertissement... Et l'été n'a pas encore véritablement commencé.

En raison du manque de neige l'hiver dernier (dû au temps doux), on peut s'attendre à ce que les rivières soient à des niveaux encore plus bas que l'année dernière, et que les réservoirs soient encore plus bas. Cela se traduit non seulement par une réduction de la quantité d'eau disponible pour l'irrigation, mais aussi par une baisse de la production d'électricité des barrages hydroélectriques, une réduction de l'utilisation de l'eau dans l'industrie, une augmentation de la température de l'eau (entraînant l'arrêt des centrales nucléaires) et une diminution de la capacité des barges sur les fleuves. Si les barges ne peuvent pas être chargées à plein, comme cela s'est produit l'été dernier, et qu'elles peuvent par exemple transporter moins de charbon vers les centrales électriques, les prix de l'électricité pourraient facilement augmenter encore.

Cette année, la contribution des eaux de fonte aux réservoirs d'eau de l'Europe « sera vraiment beaucoup moins importante que d'habitude », a déclaré Andrea Toreti, chercheur principal au Centre commun de recherche de la Commission européenne. « Parce que 2023 a été pire que l'année dernière – et c'était déjà la pire, si l'on regarde les dix dernières années, et maintenant c'est encore pire.

Comme nous l'avons vu, la hausse des prix de l'énergie est un frein à l'économie et un désastre pour les biens de consommation : non seulement les gens ont moins à dépenser, mais les coûts de fabrication augmentent. Il est difficile de voir comment la production économique réelle en Europe pourrait éviter de continuer à baisser.

On pourrait dire, bien sûr, que tout cela est temporaire. Je déteste être le porteur de mauvaises nouvelles, mais je ne vois pas de nouvelles sources d'énergie bon marché à l'horizon, sans lesquelles il y a peu de chances d'une relance économique. Les limites de l'extraction de matériaux et d'énergie approchent rapidement, laissant l'« économie de l'hydrogène », le nucléaire, les « énergies renouvelables » (sans parler de la « fusion ») à l'état de chimères. Les forces du marché continueront à orienter la consommation vers l'essentiel (nourriture, vêtements) tandis que la partie discrétionnaire de l'économie s'étirole lentement.

La désindustrialisation en Europe vient de commencer pour de bon – et elle est là pour durer.

Il s'agit bien sûr d'un processus long et lent, et non d'une apocalypse qui se produirait du jour au lendemain et qui aboutirait à un krach soudain. Il entraînera néanmoins une augmentation du chômage dans le secteur industriel, ce qui réduira encore la demande de biens et de services. Le seul « espoir » qui restait à l'Europe était, du moins jusqu'à récemment, de devenir une usine d'assemblage bon marché pour les produits chinois (nécessitant relativement peu d'intrants énergétiques par rapport à la fabrication de produits à partir de zéro). Toutefois, compte tenu des récents développements géopolitiques, cet espoir n'est plus d'actualité. La stratégie malavisée de réduction des risques de l'Europe vis-à-vis de son principal partenaire commercial et du plus grand centre manufacturier du monde risque en fait de fermer la dernière source de biens bon marché (y compris les panneaux solaires) et d'investissements du continent.

La question de savoir comment la classe ouvrière européenne est censée gagner sa vie au fur et à mesure que la désindustrialisation progresse reste sans réponse. Si le siècle dernier est un guide en la matière, la démocratie continuera à décliner à mesure que les perspectives économiques se détérioreront, donnant naissance à des gouvernements ultra-nationalistes d'extrême droite qui promettent de ramener le « bon vieux temps », tout en étant de plus en plus hostiles à toutes les nations qui les entourent. Le projet européen sera de plus en plus difficile à maintenir. Des guerres mineures et des conflits frontaliers sont à prévoir, mais en l'absence de ressources suffisantes et d'une base industrielle correspondante, une guerre européenne généralisée entre ses nations n'est pas à l'ordre du jour avant longtemps.

Dans l'environnement politique actuel, il est peu probable que les liens économiques de l'Europe soient rétablis avec la Russie. D'ici à ce qu'un rapprochement se produise (s'il se produit un jour), la Russie pourrait elle aussi commencer à connaître un déclin de sa production de pétrole et de gaz, la plupart de ses approvisionnements étant déjà vendus à d'autres clients dans toute l'Eurasie. L'Europe se retrouverait alors avec un approvisionnement en GNL très limité sur le marché au comptant, les responsables politiques de l'UE étant réticents à conclure des contrats à long terme avec les États du Golfe en raison de considérations liées à l'absence d'émissions nettes.

L'Europe a commis un suicide économique et a tout misé sur un marché du GNL très volatil, cher et peu fiable et sur un boom des énergies renouvelables qui n'a pas encore eu lieu.

Si l'on ajoute à cela que le pic mondial de production de pétrole est proche (ou plutôt probablement derrière nous), que le pic de l'offre de gaz et de pétrole fracturé aux États-Unis est imminent, on commence à voir où les choses vont nous mener. Malgré tous les discours contraires, la production mondiale de pétrole et de gaz commencera à décliner pour des raisons qui tiennent à la physique et à la géologie, laissant le vieux continent entièrement dépourvu de fournisseurs de combustibles fossiles.

Faute de ressources propres suffisantes, l'Europe pourrait bientôt se retrouver du côté des perdants dans la bataille de l'eau douce, des ressources et de l'énergie. Les pays du Sud font désormais ouvertement un signe de la main à leurs anciens colonisateurs, et les États du golfe Persique (qui possèdent les derniers grands gisements de gaz naturel en dehors de la Russie) négocient des accords de GNL à long terme avec la Chine plutôt qu'avec l'Europe.

Le réalignement géopolitique du monde met le vieux continent sur la voie de devenir un musée que le reste du monde pourra visiter.

Les voyageurs trouveront une exposition sur les « anciennes grandes capitales de nations autrefois puissantes » dans le département d'histoire, et des expériences en boîte de Petri sur « la manière de vivre avec de moins en moins d'énergie et de ressources sur une planète en surchauffe » dans la section des sciences et technologies. Qu'on ne s'y trompe pas : même si l'Europe a causé sa propre disparition prématurée, cela ne signifie pas que le reste du monde pourrait fonctionner éternellement (et un jour de plus) avec les ressources limitées de la Terre. Bien au contraire : L'expérience de l'Europe en matière de déclin de l'énergie et des ressources permettra aux autres nations de tirer des leçons précieuses. Les méthodes permettant d'adapter l'économie à cette situation difficile seront d'abord développées et testées sur le vieux continent, puis diffusées dans le monde entier au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir.

▲ **RETOUR** ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXXV

Steve Bull (<https://olduvai.ca>)



Royaume-Uni (1988). Photo de l'auteur.

La contemplation d'aujourd'hui a été provoquée par une nouvelle conversation que j'ai eue avec une personne qui préfère ne pas croire les histoires que je raconte sur notre situation difficile. Ce qui me convient parfaitement. J'essaie de présenter mon point de vue et une fois que la personne dévie vers des attaques personnelles, des suggestions puériles, ou simplement ignore/nie les preuves (généralement en n'abordant jamais les points que je soulève), j'ai tendance à mettre fin au dialogue en acceptant de ne pas être d'accord. Nous croyons tous ce que nous voulons croire, il n'est donc pas utile d'insister sur la discussion avec quelqu'un qui s'est retranché dans son récit.

Parmi les sophismes rhétoriques qui tendent à être utilisés contre moi lorsque je souligne mon scepticisme à l'égard de certains récits, le dernier en date est à peu près le suivant : Vous souhaitez un « effondrement » et une disparition massive... pourquoi ne pas commencer par vous éliminer vous-même ?

Ce que je tiens à souligner, c'est que je ne souhaite PAS un quelconque déclin/effondrement et que je n'ai certainement jamais plaidé pour qu'il se produise. Je suis aussi dépendant de nos complexités que n'importe qui d'autre, même si je m'efforce de les réduire.

Comme je l'ai plus ou moins répondu à cette personne : Je ne souhaite pas que ce que j'écris se produise ; je suis un étudiant de la préhistoire qui observe le monde et partage mon histoire sur ce que je vois et, à l'occasion, fait des suggestions sur ce qui pourrait être des actions judicieuses pour aider à l'atténuer. En d'autres termes, « l'effondrement » semble se produire, alors essayons de nous y préparer.

Est-ce que je plaide en faveur de certaines « stratégies » qui sembleraient prudentes compte tenu des précédents biologiques et préhistoriques qui suggèrent la direction que prendra probablement notre avenir ? Absolument. Si vous avez la moindre appréciation du principe de précaution, et même une certaine conscience de ce qui est arrivé à des sociétés complexes antérieures au cours de la préhistoire et de la manière dont elles ont « géré » des situations similaires, vous le ferez aussi.

Mais cela ne signifie pas que je me réjouis à l'idée d'une longue situation d'urgence ou d'une longue descente

(ou pire) vers laquelle l'humanité semble de plus en plus se diriger. En fait, étant donné l'argument selon lequel nous nous trouvons cette fois-ci dans une situation de dépassement écologique, l'argument en faveur d'actions préparatoires est tout à fait justifié. En fait, je plaide en grande partie en faveur de ces mesures parce que je pense qu'il serait sage pour l'humanité de tenir compte du conseil de John Michael Greer de « s'effondrer maintenant et d'éviter la précipitation » afin d'être mieux préparés à l'avenir qui nous attend probablement, que nous le voulions ou non.

Si vous ne connaissez pas le raisonnement de Greer pour cette phrase, je vous suggère de lire l'article ci-dessus. Pour ceux qui souhaitent connaître mon point de vue, le voici...

La société industrielle (et toutes les complexités qu'elle implique) a été possible principalement grâce à « ...l'immense approvisionnement en combustible bon marché, très concentré et à très haute énergie nette... » Remplacer cette source d'énergie fondamentale pour maintenir notre société industrielle complexe « ...s'est avéré effectivement impossible ». Alors qu'une « descente maîtrisée » aurait pu être possible il y a plus de 50 ans, les décisions sociopolitiques (ainsi que la croissance démographique incontrôlée) ont mis fin à cette option et nous ont poussés vers un dépassement significatif.

Plutôt que de descendre de manière réfléchie (c'est-à-dire le type de déclin « géré » préconisé par le mouvement de la décroissance), nous avons brûlé notre ressource énergétique fondamentale en croyant que les lois de la physique et de la géologie pouvaient être suspendues grâce à des abstractions socio-économiques, à l'ingéniosité de l'homme et à ses prouesses technologiques.

Les preuves préhistoriques suggèrent que notre « chute » ne sera pas soudaine (ce que l'on appelle communément un « effondrement ») car « ...les civilisations mettent en moyenne un à trois siècles pour achever le processus de déclin et de chute... ». Cette « chute » – qui semble avoir déjà commencé et qui va s'accélérer – ne se fera pas sans heurts, mais par une série de crises à travers l'espace et le temps, entrecoupées d'intermèdes relativement stables (peut-être même d'une certaine « reprise »).

Face à cela, il reste des choix à faire, notamment entre s'accrocher aux modes de vie actuels jusqu'à ce que le sol se dérobe sous nos pieds et apprendre les connaissances et mettre en pratique les compétences nécessaires pour bien vivre dans un monde dont l'énergie et la complexité sont en déclin.

« En d'autres termes, il faut s'effondrer maintenant et éviter la précipitation. »

Quelles sont les suggestions de Mme Greer ?

Réfléchissez à la manière dont vous vivrez après la prochaine crise et commencez à vivre de cette manière dès maintenant. Par exemple, si vos revenus sont menacés, commencez dès maintenant à vivre avec moins. Éliminez vos dettes. Trouvez un logement beaucoup moins cher. Apprenez des compétences pratiques afin de pouvoir répondre à vos propres besoins ou faire du troc avec d'autres personnes. Réinventez votre maison pour que les services publics coûtent moins cher. Commencez à cultiver vos propres aliments.

Alors que certains envisagent de vivre dans une propriété hors réseau, à l'écart et à l'abri des différentes crises, il est préférable d'examiner l'endroit où l'on vit actuellement et la manière dont on peut le rendre plus résistant et/ou autosuffisant. Prenez note des ressources locales, y compris humaines.

Quant au rêve utopique d'un avenir fantaisiste et de haute technologie, Greer affirme : « *Il y a beaucoup d'argent à gagner de nos jours en insistant sur le fait que nous pouvons avoir un nouvel avenir brillant en dépit de toutes les preuves du contraire, et en sortant des faits de leur contexte pour défendre cette affirmation de plus en plus douteuse ; à mesure que la société industrielle descend la courbe du déclin, je soupçonne que cela deviendra encore plus populaire, car il sera plus facile pour ceux qui n'ont pas encore connu leur propre effondrement de*

prétendre que cela ne peut pas leur arriver ».

Et il conclut : *«... si vous essayez de vous soustraire à la fin de l'ère industrielle, rien de ce que vous pouvez faire ne sera jamais suffisant. Laissez-vous aller, laissez-vous tomber dans l'avenir désindustriel, et les choses seront différentes ».*

0 0 0

J'aurais tendance à être d'accord avec Greer pour dire que l'idée d'un futur cataclysmique est improbable, pas impossible, juste très improbable à l'échelle mondiale. Il y a des problèmes tels que la guerre nucléaire ou la chute d'une grosse météorite qui pourraient se produire mais qui sont beaucoup moins probables (bien qu'une guerre nucléaire semble plus probable qu'une grosse météorite frappant la planète, car depuis quand les armes les plus récentes et les plus performantes n'ont-elles pas été utilisées pendant une guerre).

La plus grande possibilité d'effondrement provient du processus décrit par l'archéologue Joseph Tainter dans *The Collapse of Complex Societies* (L'effondrement des sociétés complexes). Fondamentalement, à mesure que nous rencontrons des rendements décroissants sur nos investissements dans la complexité, nous retirons de moins en moins d'avantages de notre soutien et de nos investissements dans les systèmes sociopolitiques qui organisent notre société, et il arrive un moment où de plus en plus de personnes retirent ce soutien jusqu'à ce que les complexités ne puissent plus fonctionner correctement et que les sous-systèmes qui les soutiennent commencent à s'effondrer.

Comme le souligne Tainter, une société peut connaître ce déclin pendant très longtemps, chaque baisse du niveau de vie étant relativement mineure et, avec le temps, acceptée et adaptée comme la « nouvelle normalité ».

J'ai souligné dans plusieurs articles ce qui pourrait arriver à l'humanité alors que nous trébuchons dans un avenir inconnu :

Croissance infinie. Usine finie. Qu'est-ce qui pourrait mal tourner ? Première et deuxième parties.

L'avenir énergétique. Parties 1, 2, 3 et 4.

Cette route incertaine. Parties 1 et 2.

Et comment les mécanismes psychologiques que nous avons développés influencent nos croyances à ce sujet :

Cognition et systèmes de croyance dans un monde qui s'effondre : Première partie

Cognition et systèmes de croyance : Deuxième partie – Déférence à l'autorité

Cognition et systèmes de croyance : Troisième partie – La pensée de groupe

Cognition et systèmes de croyances : Quatrième partie – La dissonance cognitive

Cognition et systèmes de croyances : Cinquième partie – Hypothèse de justification

Cognition et systèmes de croyances : Sixième partie – L'effondrement sociopolitique et le dépassement écologique

Infinite growth. Finite Plant. What could possibly go wrong? Parts [One](#) & [Two](#).

Energy Future. Parts [1](#), [2](#), [3](#), & [4](#).

That Uncertain Road. Parts [1](#) & [2](#).

And how the psychological mechanisms we have evolved impact our beliefs around all this:

[Cognition and Belief Systems in a 'Collapsing' World: Part One](#)

[Cognition and Belief Systems: Part Two — Deference to Authority](#)

[Cognition and Belief Systems: Part Three — Groupthink](#)

[Cognition and Belief Systems: Part Four — Cognitive Dissonance](#)

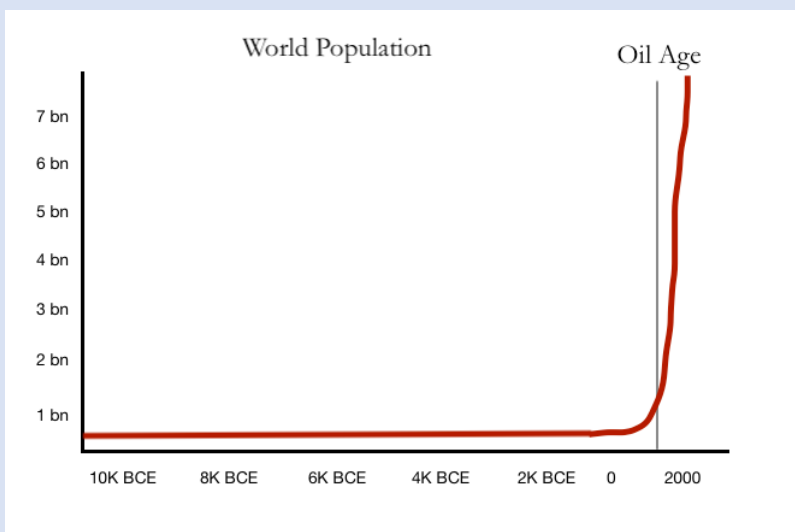
[Cognition and Belief Systems: Part Five — Justification Hypothesis](#)

[Cognition and Belief Systems: Part Six — Sociopolitical 'Collapse' and Ecological Overshoot](#)

Veillez noter que je qualifie cette simplification inévitable d'« effondrement » non pas parce que je pense qu'il s'agira d'un événement soudain, ponctué et global, mais parce que j'ai tendance à considérer le processus dans une perspective temporelle plus large. Si notre « effondrement » peut s'étaler sur un certain nombre de générations

humaines (et être à peine perceptible pour beaucoup, sauf dans le sens d'un passé « meilleur »), à l'échelle des 200 000 à 300 000 ans d'existence de l'homme, un siècle ou trois n'est qu'une bosse sur une route longue et sinueuse.

Regardez le graphique suivant. Si vous pensez que cette situation est viable et que la croissance peut se poursuivre grâce à l'ingéniosité humaine, vous pouvez ignorer tout ce que j'ai écrit ci-dessus et continuer. Si, en revanche, vous pensez que le point de basculement vers la non-durabilité est imminent (ou dépassé), alors vous devez prendre en compte l'histoire que j'ai racontée... et réfléchir à la manière dont vous allez réagir et agir.



Comme je l'ai conclu dans l'un des messages cités ci-dessus :

Et je n'offre aucune « solution » à ce qui précède. Je suis de plus en plus convaincu qu'il s'agit d'une énorme situation difficile sans « solution ». Le mieux que nous puissions espérer est d'accroître l'autosuffisance locale des communautés et de croiser les doigts pour que certaines puissent survivre à la transition imminente qui sera le résultat de l'effondrement d'une société complexe aggravé par un dépassement écologique. D'un autre côté, toutes les autres espèces de notre planète espèrent peut-être notre extinction, compte tenu de nos antécédents en matière de tendances destructrices... »

▲ [RETOUR](#) ▲

.En bref : Qui assassineriez-vous, Économie politique, L'impuissance de savoir

Tim Watkins 30 mai 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Qui assassineriez-vous ?

Étonnamment, je n'ai pas trouvé de sondage sur les personnages historiques que les gens utiliseraient dans une machine à remonter le temps – en mettant de côté tous les paradoxes du voyage dans le temps – pour revenir en arrière et les assassiner avant qu'ils ne causent des problèmes. À en juger par les résultats de Google, **tuer Adolph Hitler** semble être le choix le plus populaire – bien qu'il y a quelques années, le New York Times Magazine ait réalisé un sondage qui a

révélex que seuls 42 % de ses lecteurs seraient prêts à le faire... Peut-être qu'à mesure que les derniers survivants de l'holocauste meurent, le massacre s'estompe dans le long spectacle des atrocités humaines à travers les âges.

Quoi qu'il en soit, la question d'Hitler semble être eurocentrique. Les Amérindiens à qui l'on pose la même question placent souvent Christophe Colomb en tête de liste. Par ailleurs, la seule liste que j'ai pu trouver – et elle n'est évidemment pas représentative – est un mélange d'humour et de sérieux :

« John Wilkes Booth, pour voir ce que Lincoln ferait d'autre.

« Ron Hubbard, parce qu'on emmerde la scientologie.

« Celui qui a donné son nom à la loi de Murphy.

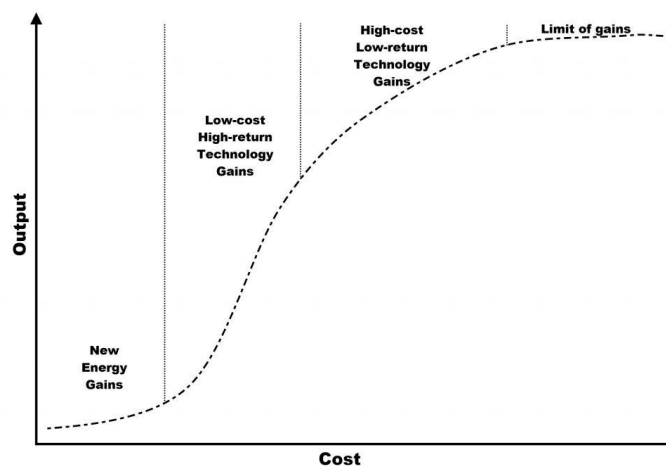
« Abraham. Au revoir le monothéisme.

« JFK. Au moins, je saurais qui l'a vraiment fait ».

Une personne que je plaçais en haut de ma propre liste était un employé de chemin de fer américain inconnu qui, pendant la guerre de Crimée (1853-56), est considéré comme la première personne à avoir compris comment titriser une hypothèque. Ces jours-ci, cependant, un autre méchant improbable s'est hissé sur ma liste : le cofondateur d'Intel, **Gordon E. Moore**, qui nous a donné la « *loi de Moore* ».

Cela fait 58 ans que Moore a prédit que le nombre de transistors pouvant être intégrés dans un circuit intégré doublerait tous les deux ans. Qu'y a-t-il de mal à cela ? pourrait-on se demander. Après tout, Moore avait largement raison. C'est pourtant ce qui me pose problème. En effet, les économistes et les hommes politiques en particulier, et le public en général, ont considéré que la loi de Moore avait une application beaucoup plus large que les circuits informatiques. Il en résulte **une foi insensée dans la technologie qui n'est tout simplement pas confirmée par notre expérience quotidienne.**

Considérez, par exemple, qu'en dépit des milliards dépensés en R&D, l'avion F35 est à peine meilleur que l'ancien F15. De même, les dernières tentatives de lancement de fusées vers la lune se sont heurtées aux mêmes problèmes que ceux rencontrés par la NASA lors de la mise au point de la fusée Saturn V dans les années 1960. Pourquoi ? Parce que, contrairement aux puces informatiques – qui se heurtent elles aussi à des limites –, le développement technologique suit une courbe en « S » :



C'est pour cette raison que la confiance du public et des politiques dans la technologie pour nous sauver de tous les maux, du changement climatique à la faim dans le monde, est totalement déplacée. La plupart des technologies sur lesquelles nous nous appuyons ne sont que les dernières versions d'appareils vieux de plus d'un demi-siècle. Cela signifie que le mieux que nous puissions espérer n'est pas la courbe exponentielle toujours croissante de la loi de Moore, mais seulement les améliorations les plus mineures... et seulement à un coût énorme. En effet, le

coût sera probablement bientôt la seule chose qui nous restera pour continuer à suivre la loi de Moore.

Économie politique

Ce n'est pas un hasard si les économistes néoclassiques, après avoir monopolisé les journaux officiels et les départements universitaires, ont choisi de changer le nom de la discipline en « **économie** » – un titre qui donnait au sujet un air d'objectivité qu'il ne méritait pas en vérité. Pendant des décennies, on a parlé d'économie politique, reflétant la manière dont les biais subjectifs minaient la validité des modèles et des prescriptions imaginés par les économistes. Et c'est bien plus qu'une simple question de sémantique. **Un parti pris politique excessif conduit trop facilement à une compréhension erronée du monde réel qui, à son tour, peut conduire à des prescriptions politiques contre-productives.**

Prenons l'exemple de la crise d'autisme des libéraux métropolitains qui dure depuis sept ans, suite à la découverte malencontreuse que 17,5 millions d'électeurs n'étaient pas d'accord avec eux sur les avantages – ou non – de l'adhésion à l'Union européenne. Depuis lors, chaque exemple de mauvaise nouvelle économique a été présenté sous l'angle du Brexit... même lorsque – comme ce fut le cas avec les chaînes d'approvisionnement perturbées en 2021 ou les hausses des prix de l'énergie en 2022 – les problèmes étaient manifestement d'ordre mondial.

Il est compréhensible que les quelque 15 % - largement concentrés dans les médias et l'élite politique – qui souhaitent inverser le résultat du référendum essaient d'accabler le Brexit de toutes les mauvaises nouvelles économiques qu'ils peuvent. Après tout, obtenir – et encore moins gagner – un second référendum n'est pas une mince affaire. Le problème, c'est qu'en faisant tout tourner autour du Brexit, ils laissent le gouvernement actuel se dédouaner des difficultés économiques croissantes qu'il a choisi de nous infliger. Comme l'affirme Matt Goodwin :

*« Blâmer le Brexit permet à nos dirigeants nationaux de se tirer d'affaire. Cela nous empêche de voir que ce sont eux, et non le Brexit, qui n'ont absolument pas réussi à résoudre les problèmes de la Royaume-Uni. Ce n'est pas le Brexit qui a créé l'économie à faible croissance, à bas salaires et centrée sur Londres que nous voyons autour de nous aujourd'hui et qui a laissé des millions de personnes à la traîne... **ce sont nos politiciens nationaux** – et non le Brexit – **qui sont responsables des échecs flagrants et bien ancrés que nous voyons maintenant joncher le paysage** – le résultat d'une révolution politique qui a duré cinquante ans, mais qui a complètement échoué. Ces échecs ne sont pas dus à la décision prise en 2016. Non, ils reflètent des choix délibérés faits par des politiciens de gauche et de droite au cours des cinquante dernières années.*

Le Brexit a-t-il exacerbé certains de ces problèmes ? Certainement. A-t-il été mal géré ? Absolument. A-t-il imposé des coûts financiers à court terme ? J'en suis convaincu... »

C'est précisément l'économie politique néolibérale erronée qui a ouvert la voie à l'accumulation d'erreurs pendant et après la pandémie – qui, rappelons-le, est arrivée quelques semaines seulement après que la Royaume-Uni a quitté l'Union européenne. **Nous savons aujourd'hui que la Suède, qui n'a pas verrouillé son territoire, a obtenu d'aussi bons résultats en termes de surmortalité que des pays comme le Royaume-Uni.** Nous savons également que les États qui ont imposé les restrictions les plus autoritaires sont ceux qui subissent aujourd'hui les plus fortes répercussions économiques. Et, en raison de son état de départ très vulnérable, l'économie britannique est confrontée à une série de crises économiques particulièrement graves, qui frappent toutes en même temps.

Néanmoins, nous devons nous rappeler que l'actuel Premier ministre – Rishi Sunak – était en charge de la politique économique pendant toute la durée de la pandémie. C'est son incapacité à évaluer l'impact économique probable des fermetures qui a ouvert la voie à des restrictions plus sévères que celles qui auraient pu être imposées autrement. Pire encore, c'est sa décision de procéder à un largage par hélicoptère de nouvelles devises sous la forme de subventions aux entreprises et de crédits bon marché, de renflouements d'entreprises, de financement des congés par les États, d'augmentation des prestations sociales et, qui sait, de son programme « *mangez dehors et répandez le virus* », qui a fourni les devises supplémentaires nécessaires pour alimenter la frénésie de dépenses

qui a fait grimper en flèche les prix à la consommation au cours de l'été 2021, aggravant ainsi l'inflation par les coûts qui résultait déjà de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et des pénuries d'énergie.



Sunak et ses partisans diront sans doute qu'il n'y a pas d'alternative – tout comme Thatcher et Blair ont affirmé qu'il n'y avait pas d'alternative à l'économie politique autodestructrice du néolibéralisme. Mais il y a toujours des alternatives. Et nous devrions juger les politiciens sur le fait qu'ils semblent toujours favoriser les alternatives qui profitent à la classe salariée métropolitaine au détriment de la masse des gens ordinaires. Cependant, en jouant constamment la carte de la sortie de prison du Brexit, nous les laissons s'en tirer en faisant croire que tout cela est inévitable.

L'impuissance de savoir

Dans une présentation faisant suite à la publication du rapport du groupe d'experts indépendants sur Hillsborough, Phil Scraton se demande si la tragédie qui a suivi le désastre – lorsque la police a conspiré avec les médias de l'establishment pour blâmer les victimes – aurait pu se produire à **l'ère des médias sociaux**. À l'époque, la première génération de téléphones « mobiles » avait la taille d'une brique et nécessitait une batterie semblable à celle de votre voiture pour l'alimenter. Quelques personnes possédaient des caméscopes – également de la taille et du poids d'une brique - mais il est peu probable que quelqu'un en emporte un lors d'un match de football. Ainsi, la seule preuve visuelle de ce qui s'est passé a été fournie par la BBC et les images (cachées) du poste de contrôle de la police.

Un an plus tard, des milliers de personnes se sont rendues à Kennington, à Londres, pour le début d'une manifestation contre l'application de la Poll Tax de Thatcher. Quelques heures plus tard, après que des personnes ont été chargées à cheval à Whitehall et renversées par des voitures de police à Trafalgar Square, la police et les médias ont joué un jeu similaire, en mettant les émeutes qui ont suivi sur le compte de la foule. Ils s'en seraient probablement tirés si les gens n'avaient pas emporté des caméscopes à cette occasion. Et si les images individuelles n'étaient pas d'une grande utilité, les documentaristes de Channel Four ont pu assembler des séquences horodatées qui donnaient une image totalement différente... une image dans laquelle la police provoquait systématiquement des troubles et réagissait de manière excessive lorsque les troubles commençaient.

Il faudra cependant attendre 17 ans avant que la donne ne change vraiment. En 2007, le lancement du premier iPhone d'Apple a correspondu à l'arrivée des médias sociaux. Le premier a donné à tous ceux qui pouvaient s'offrir un téléphone les moyens d'enregistrer des séquences de qualité télévisuelle, tandis que les seconds ont permis de diffuser ces séquences sans devoir passer par l'un ou l'autre des médias établis. **Cela a notamment permis aux gens ordinaires de filmer les policiers lorsqu'ils se comportaient mal... ce qui a finalement contraint la police à porter ses propres caméras.**

On pourrait donc imaginer que les porte-parole de la police moderne évitent de dire quoi que ce soit qui puisse être immédiatement réfuté par des images provenant d'une caméra numérique et téléchargées sur les médias sociaux. Ce n'est pas le cas si l'on en croit la réponse des Keystone Cops aux émeutes de Cardiff la semaine dernière.

Les problèmes ont commencé lorsque deux adolescents ont eu un accident et sont morts alors qu'ils conduisaient un puissant vélo électrique sur-rou. La rumeur s'est rapidement répandue que les deux jeunes étaient poursuivis par la police juste avant l'accident, ce qui a déclenché une émeute dont les images ont été diffusées sur les médias sociaux, attirant l'attention des citoyens et des journalistes de la presse officielle.

La réaction de la police a été étrange dès le début, Alun Michael – l’actuel commissaire de police et de criminalité et ancien dirigeant du parti travailliste gallois – ayant été appelé à la place d’un porte-parole officiel de la police. Il est possible que cette décision ait été prise en raison de la longue expérience de M. Michael en tant qu’homme politique, qui a **utilisé des mots détournés pour dissimuler ce qui s’était passé**. Ce que les journalistes ont retenu de la déclaration de M. Michael le matin suivant l’émeute, c’est que la police niait la présence de véhicules de police dans la zone et que les garçons n’étaient pas pourchassés :

« On m’a assuré et on m’assure toujours que les jeunes n’étaient pas poursuivis par la police au moment de l’accident de la route.

C’est ce que l’on appelait autrefois **un « démenti non démenti »**. En d’autres termes, Michael **ne niait rien, mais déclarait simplement que quelqu’un d’autre (qui ? à quel titre ?) lui avait assuré que** la police n’était pas impliquée. Je soupçonne également que le mot « poursuivi » fera l’objet d’un examen minutieux dans les semaines et les mois à venir. En effet, dans les heures qui ont suivi la déclaration de Michael, des images de télévision en circuit fermé ont montré qu’un fourgon de police avait suivi les garçons dans les minutes qui ont précédé leur mort.

Outre le fait qu’il met à mal la version des faits de la police – qui n’a saisi l’Office indépendant pour la conduite de la police qu’après la diffusion des images de vidéosurveillance – le rôle d’Alun Michael a également été remis en question, puisque l’objectif même du commissaire élu à la police et à la criminalité est d’agir au nom du public en demandant à la police de rendre des comptes. Comme l’a déclaré le député local, Kevin Brannan :

« Je pense qu’il est raisonnable, vous savez, que nous réfléchissions tous à la manière dont ce type d’événements doit être géré et à la manière dont la communication autour de ces événements doit être gérée.

« La question de savoir si le commissaire de police et de criminalité est la bonne personne dans ces circonstances pour communiquer efficacement avec le public est une très bonne question.

Heledd Fychan, membre du Plaid Cymru Senedd pour la région, a été encore plus direct :

*« Les commissaires de police et de criminalité sont élus par le public pour être la voix du peuple. En fait, l’un des objectifs déclarés de M. Michael est de **‘rendre la police responsable’**.*

« Alun Michael a apparemment agi en tant que porte-parole de la police du Pays de Galles du Sud plutôt que de la communauté, et je pense qu’il doit expliquer pourquoi il en est ainsi, et mieux démontrer son rôle en veillant à ce que les faits soient établis de manière indépendante avant de faire d’autres déclarations publiques.

Mais est-ce que tout cela aboutira à quelque chose ? La création d’un poste de commissaire à la police et à la criminalité – non souhaité par le public – vient s’ajouter à la longue liste des mauvaises décisions de l’ancienne Première ministre Theresa May. Et le fait qu’ils finissent par couvrir la police est aussi prévisible que déprimant. Pendant ce temps, la police continue d’agir avec toute l’arrogance qu’elle avait à l’époque où nous ne pouvions pas voir ce qu’elle faisait. Après tout, personne ne croit sérieusement que l’Office (nominalement) indépendant de la conduite de la police va trouver des fautes policières. Et quelles que soient les critiques qu’il émettra, elles arriveront bien après que les émeutes auront été oubliées.

Telle est peut-être la réponse malheureuse à la réflexion de Phil Scraton. Bien sûr, Hillsborough se serait déroulé différemment. La mise à l’index de tous les supporters de Liverpool – y compris les victimes – n’aurait peut-être pas eu lieu. Mais il n’est pas plus probable que les autorités de 1989 auraient demandé des comptes à des responsables de haut niveau. Et si le fait de voir la catastrophe se dérouler sur les médias sociaux aurait pu susciter l’indignation du public – comme c’est le cas aujourd’hui pour les actes répréhensibles commis par la police, le gouvernement et les entreprises – notre impuissance ne serait que trop évidente dans le fait que rien ne change

jamais vraiment.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXXIV

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 1 juin 2023



Mexique (1988). Photo de l'auteur.

Le billet d'aujourd'hui est un partage d'un échange que j'ai eu avec un partisan des technologies de récolte d'énergie non renouvelable et renouvelable (NRREHT). Il s'agit d'une personne avec laquelle j'ai discuté de cet aspect particulier de notre situation difficile à plusieurs reprises, continuant à être en désaccord sur un certain nombre de points. Je publie cet article pour montrer la nature des désaccords qui existent entre les personnes concernant notre avenir énergétique et les « espoirs/réflexions » à ce sujet. La conversation est suivie de quelques réflexions personnelles.

Sa réponse à ma dernière contemplation (le point culminant d'une série en quatre parties sur la proposition de nationalisation des systèmes bancaires) s'est concentrée sur mon utilisation des NRREHT comme exemple de **la tendance de la caste dirigeante à tirer parti des demandes de certains membres du public pour accroître leurs flux de revenus tout en présentant ces politiques comme répondant aux besoins du public et bénéfiques pour la société dans son ensemble, et en faisant exactement le contraire de ce que l'humanité devrait vraisemblablement poursuivre pour faire face à notre situation de dépassement écologique.**

Le fait que presque tous les meneurs de jeu avec lesquels j'ai communiqué ignorent/refusent mes préoccupations maintes fois répétées concernant la destruction des systèmes écologiques qui résulterait/résulte de cette pression en faveur des NRREHT en dit long sur **la persistance des humains à nier la réalité** – par manque de reconnaissance des preuves – lorsque des pensées anxigènes s'immiscent dans leurs croyances.

0 0 0

SP : Contrepoint : l'adoption de l'IRA, qui, de manière quantifiable, fait évoluer rapidement la société dans le sens de la durabilité.

Ensuite, il y a l'UE adaptée aux 55 ans... la tarification du carbone à la frontière...

La Chine construit des quantités étonnantes de capacités renouvelables. L'Inde interdit les nouvelles centrales à charbon...

Etc, etc, etc.

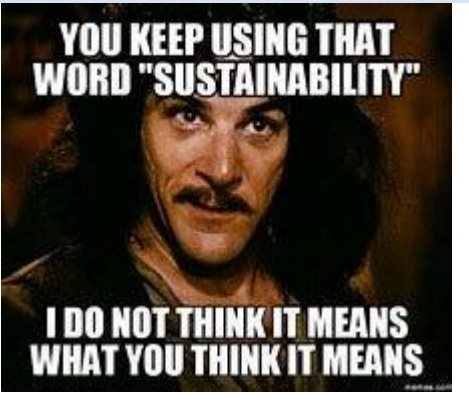
Ma réponse : Bien sûr, les technologies d'exploitation des énergies non renouvelables et renouvelables vont « résoudre » notre problème de dépassement... mais ce n'est pas le cas. Elles ne feront qu'aggraver la situation.

SP : prouvez-le. Etayez cela avec des données qui concernent les technologies modernes de ces trois dernières années, et non pas avec un doomérisme datant de 10 à 15 ans.

Vous ne pouvez pas le faire.

Moi : Vous avez vos préjugés et j'ai les miens. Il serait totalement inutile d'énumérer ou de partager avec vous des arguments, des preuves, des données, des « preuves », puisque votre point de vue est bien mis en évidence dans votre soutien constant aux NRREHT. Nous devons simplement accepter d'être en désaccord, surtout si vous

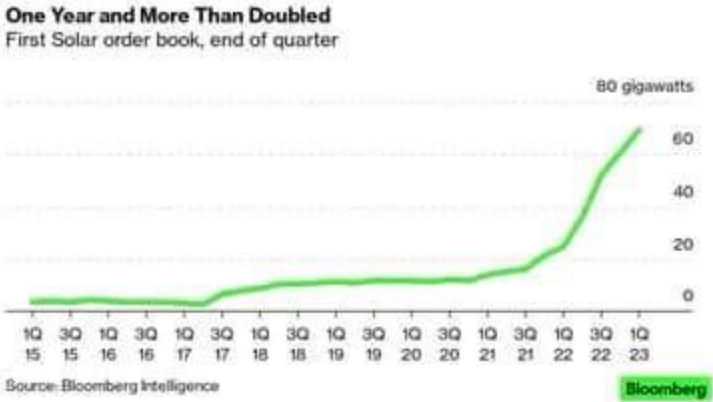
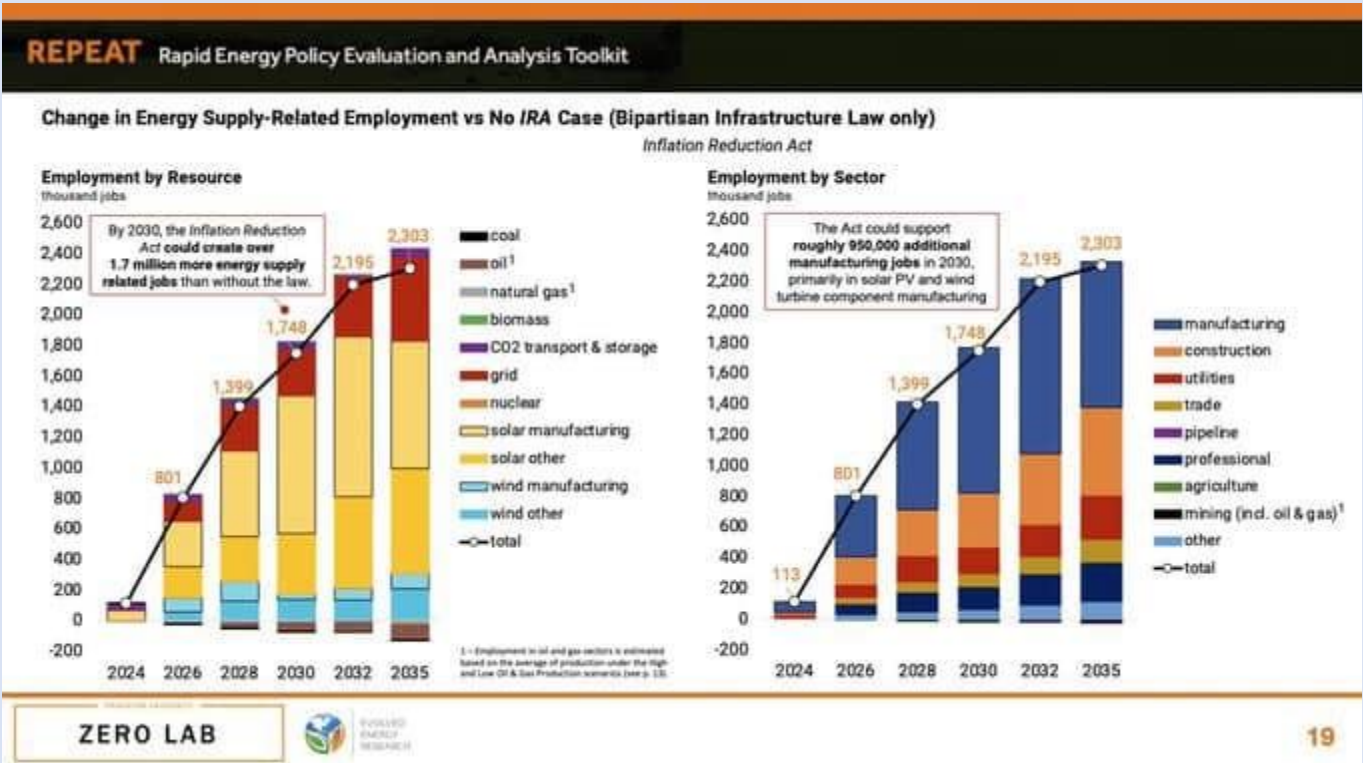
pensez que la « durabilité » implique l’exploitation minière massive, le traitement des minéraux et la construction, la distribution, l’entretien et la remise en état des NRREHT.



SP : c’est simple. Vous voulez démanteler la société et la « mettre hors tension ».
Au nom d’environ 8 milliards de personnes qui veulent vivre : NON. Nous passerons à des sources durables sans la partie suicide.

Moi : Non, je ne « veux » rien de tel. Je suis un observateur et un étudiant de la préhistoire et je partage une histoire. Mais bonne chance pour cette transition. Surtout avec l’arrêt ou l’inversion des lois de la physique qui serait nécessaire.

SP : (Graphiques)



C’est à peu près à ce moment-là qu’une autre personne est intervenue dans la conversation.

LN : Hors sujet – les gaz à effet de serre des FF ne sont pas déplacés.

Et, dans le processus, nous dégradons gravement la capacité écologique mondiale.

En outre, nous commençons à peine à nous heurter à des goulots d'étranglement au niveau des matières premières... que des gens comme moi ont prédit qu'ils se produiraient après une augmentation rapide de la production.

Par exemple : « *Shortage of Metals for EV Batteries Now a Key Concern for Automakers' C-Suites* » (La pénurie de métaux pour les batteries des véhicules électriques est désormais une préoccupation majeure pour les dirigeants des constructeurs automobiles) – Bloomberg – <https://www.bloomberg.com/.../shortage-of-metals-for-ev...>

La pénurie de métaux pour les batteries des véhicules électriques est désormais une préoccupation majeure pour les dirigeants des constructeurs automobiles – Bloomberg -.... – <https://cosmosmagazine.com/.../electric-vehicles-ev.../>

Analyse : La production de VE de GM en 2025 pourrait être entravée par un goulot d'étranglement au niveau des batteries | Reuters – <https://www.reuters.com/.../gms-2025-ev-output-could-be.../>

Mais les dispositions relatives à l'exploration pétrolière et gazière se poursuivent sans problème !

SP : Les VE ne remplacent pas les émissions des combustibles fossiles ? C'est absurde.

Le pétrole s'épuise de lui-même en raison d'un épuisement naturel (voir le pic pétrolier), et les mesures réglementaires contribuent à accélérer ce phénomène à l'échelle mondiale.

Les chaînes d'approvisionnement des VE connaissent certainement des difficultés de croissance, mais elles se développent à un rythme effréné.

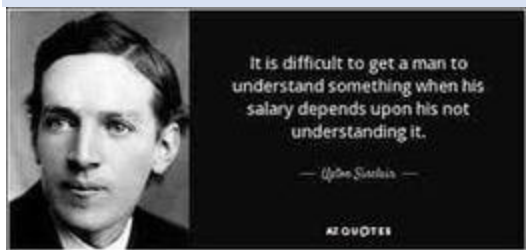
Le cobalt est en train de devenir obsolète.

Les batteries au sodium qui arrivent aujourd'hui sur le marché n'utilisent ni lithium ni cobalt et ont la même densité énergétique qu'une Tesla bas de gamme. Elles sont produites par le plus grand fabricant de batteries au monde. Si vous me dites que nous sommes sur le point de manquer de sel, je vous bloquerai par principe.

C'est pour toutes ces raisons que l'IRA est important, pour gâcher ces chaînes d'approvisionnement.

Je construis personnellement des usines soutenues par l'IRA qui décarbonisent la production de ciment et l'aviation.

Moi : « Je construis personnellement des usines soutenues par l'IRA qui décarbonisent la production de ciment et l'aviation. »



SP : attaquez la source si vous voulez. Je viens de présenter une demi-douzaine de points de données qui soutiennent mes affirmations, contre quelques articles d'opinion et commentaires qui sont absurdes à première vue.

Je ne comprends pas pourquoi les gens qui se soucient de l'énergie ou de l'environnement se battent contre les meilleurs outils dont nous disposons et qui permettent de faire quelque chose parce qu'ils n'arrêtent pas... *vérifie les notes* ...d'arrêter la civilisation.

Moi : Je n'attaque rien. Je souligne simplement que votre point de vue est fortement influencé par le fait que vous êtes profondément impliqué (et que vous gagnez votre vie) dans l'industrie que certains d'entre nous considèrent avec beaucoup de scepticisme. Il est naturel de nier/ignorer/justifier/rationaliser les critiques et de lutter avec acharnement pour réduire votre dissonance cognitive. Le fait que vos revenus dépendent de ces technologies signifie que vous avez tout intérêt à ce qu'elles soient considérées comme favorables et dignes d'investissements supplémentaires. Cela vous amène à interpréter les preuves d'une manière spécifique, ce qui sert à renforcer vos croyances.

Il est incompréhensible pour moi que les pa'tisans de ces technologies ne comprennent pas que ce 'u'ils font en

réalité, c'est exacerber notre dépassement écologique tout en se disant qu'ils « sauvent le monde ». L'exploitation minière massive (peut-être l'une des industries les plus sales de la planète). L'utilisation continue de combustibles fossiles pour l'extraction et le traitement des minerais, c'est-à-dire la poursuite de la production industrielle. Le fait que les sources d'énergie alternatives n'ont pas supplanté l'utilisation des combustibles fossiles, mais l'ont plutôt augmentée. Le fait qu'ayant déjà rencontré des rendements décroissants significatifs sur l'énergie qui alimente toutes nos industries (les combustibles fossiles), nous sommes loin de pouvoir remplacer ne serait-ce qu'une fraction de notre infrastructure basée sur les combustibles fossiles – sans parler des contraintes liées aux minerais. Le nombre considérable de technologies qui n'ont pas encore vu le jour et qui n'ont pas encore connu de succès en dehors des tests en laboratoire ou des applications de prototypes à petite échelle. L'énorme bulle d'endettement de notre économie de type Ponzi qui doit financer tout cela, mais qui est en train de s'effondrer. La perte extrêmement importante de biodiversité qui constitue une menace bien plus grande pour l'existence humaine et qui sera encore plus menacée par le développement massif des technologies proposé par les promoteurs des « énergies renouvelables ».

Je ne souhaite pas arrêter la civilisation, même si je le pouvais. Elle fait ce travail elle-même... comme toutes les expériences de sociétés complexes l'ont fait avant nous.

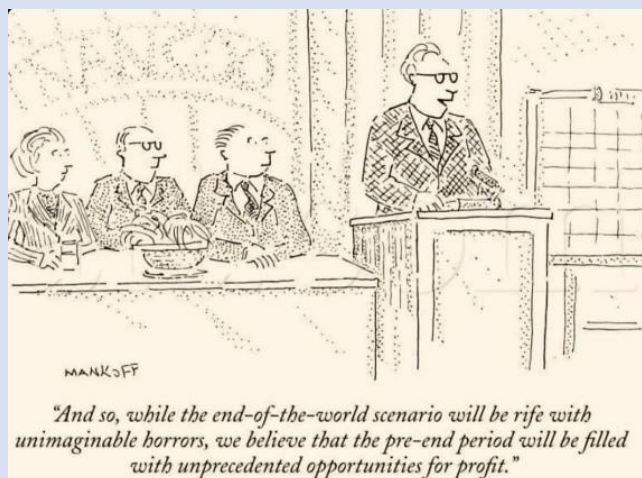
Oh, et pourriez-vous m'expliquer, de votre point de vue, en quoi « l'électrification de tout » est une amélioration par rapport à notre société actuelle, destructive et basée sur les combustibles fossiles, en dehors de l'hyperfocalisation sur les émissions de carbone – qui, à vrai dire, ont augmenté malgré des décennies de production d'énergie alternative et sont susceptibles de connaître une augmentation significative avec tous les processus industriels requis pour la construction de ce que vous et d'autres encouragez dans le domaine de l'énergie « renouvelable » et de la « capture du carbone »...

0 0 0

La conversation entre SP et moi-même s'est arrêtée à ce point car il n'a pas encore répondu à ma dernière demande d'explication sur la façon dont la construction de NRREHT serait une amélioration par rapport aux combustibles fossiles – du moins jusqu'à ce que j'écrive ces lignes. En revanche, il s'est entretenu longuement avec plusieurs autres personnes dans l'intervalle.

0 0 0

Je suis convaincu, à l'heure actuelle – et je suis toujours prêt à changer d'avis en fonction des circonstances, des preuves et, oui, des préjugés – que nous sommes égarés dans notre penchant pour les « solutions » aux menaces existentielles perçues par des individus/groupes qui cherchent à tirer profit de notre peur, de notre incertitude et de notre désir de maintenir nos commodités énergétiques.



Ces personnes tirent parti des circonstances et des mécanismes psychologiques humains pour manipuler les émotions et les croyances dans la poursuite de leur propre intérêt économique, qui peut ensuite être exploité pour accroître l'influence et le pouvoir politiques.

Le fait que pratiquement tous les partisans des NRREHT mettent en avant leurs avantages (c'est-à-dire leur capacité à soutenir/maintenir la société industrielle telle quelle ou, dans certains cas, légèrement réduite) mais ignorent/rationalisent la destruction continue des systèmes écologiques inhérente à ce qu'ils proposent (à l'exception de **l'hyper-focalisation sur un symptôme unique de notre dépassement écologique : les émissions de carbone**) en dit long sur la question et sur la prédilection humaine à nier/omiser les informations qui augmentent notre anxiété/stress en raison d'une dissonance cognitive. Cela me conforte dans l'idée que nous croyons tous ce que nous voulons croire et que nous utilisons des données ou des preuves pour renforcer notre point de vue, tout en rejetant ou en ignorant les informations contraires.

0 0 0

Voici quelques articles que j'ai trouvés hier matin sur la destruction écologique que l'on découvre et dont on fait état à la suite de la mise en place et du déploiement croissant des routes nationales d'hiver :

A Costly Omission in Planning for Climate Change

Some of this carbon is stored in the tiny but numerous filaments of root-partnering fungi, called mycorrhizal fungi...

desertreport.org



Une omission coûteuse dans la planification du changement climatique

Une partie de ce carbone est stockée dans les minuscules mais nombreux filaments des champignons partenaires des racines, appelés champignons mycorrhiziens...

www.desertreport.org

How solar farms took over the California desert: 'An oasis has become a dead sea'

Deep in the Mojave desert, about halfway between Los Angeles and Phoenix, a sparkling blue sea shimmers on the horizon...

www.theguardian.com



Comment les fermes solaires se sont emparées du désert californien : « Une oasis est devenue une mer morte ».
Du fond du désert de Mojave, à mi-chemin entre Los Angeles et Phoenix, une mer bleue étincelante scintille à l'horizon...

www.theguardian.com

Bien entendu, les partisans d'une prétendue fusion nucléaire et/ou d'une poursuite de l'exploitation des combustibles fossiles sans ou à faible émission de carbone utiliseront ces rapports pour justifier leurs points de vue, et c'est là que réside le problème de la narration humaine : si l'on peut s'accorder sur certains « faits », c'est dans l'« interprétation » et l'« application » de ces faits que résident la plupart (la totalité) des divergences d'opinion et que la multitude de récits trouve ses fondements.

0 0 0

Alors que j'essayais d'arracher certaines plantes qui empiétaient sur les sentiers de mon jardin et de tailler mes framboises et mes mûres, j'ai réfléchi à cette contemplation et à la nouveauté qu'il y aurait à voir un plus grand nombre de nos gouvernants connaître ou étudier la biologie et/ou l'écologie plutôt que les formations habituelles

que l'on voit chez eux (par exemple, l'économie/les affaires, le droit). La différence, espérons-le, est que ceux qui connaissent les principes biologiques (comme dans les études de biologie des populations sur le dépassement) et/ou les impacts des systèmes écologiques (comme la perte de biodiversité due à l'expansion humaine) seraient beaucoup plus réticents à poursuivre le calice de la croissance perpétuelle que ceux qui ont reçu une formation économique, par exemple, placent au premier plan de leurs politiques et de leurs décisions.

Et il n'y a, bien sûr, aucune garantie qu'un tel changement dans les connaissances et les antécédents de certains changerait les choses pour le mieux. Les chambres d'écho qui se renforcent d'elles-mêmes, la pensée de groupe et d'autres pressions seraient écrasantes pour quiconque tenterait de bouleverser le cours de la croissance économique (ce qui est probablement ce qu'il faut faire pour atténuer un tant soit peu notre trajectoire), tout comme nous assistons à l'ostracisme, à la désinformation et au rejet de tout individu ou groupe qui remet en question les récits populaires du courant dominant ou du régime.

Le fait que nous ayons un système qui place la croissance économique au premier plan en dit long sur la façon dont nous avons perdu le contact avec le monde naturel et l'intégrité de la biosphère, qui est d'une importance considérable. Nous n'accordons qu'une reconnaissance passagère et un clin d'œil superficiel à notre environnement, probablement en raison des voix de plus en plus nombreuses qui s'élèvent pour en souligner l'importance. Il se pourrait que cette perte de conscience de l'importance de l'intégrité de la biosphère ait commencé avec l'apparition de nos premières grandes sociétés complexes et le développement d'institutions humaines (par exemple, la religion) qui tentaient d'expliquer/justifier les structures du pouvoir et de la richesse.

Indépendamment de l'évidence croissante que nous sommes sur une voie suicidaire dans nos tentatives de « technologie » pour sortir de notre situation de dépassement, mon sentiment est que nous continuerons à soutenir non seulement les structures de pouvoir et de richesse du statu quo par notre poursuite des NRREHT, mais que nous accélérerons notre voyage sur la falaise du dépassement écologique et que nous l'aggraverons.



Cela n'a pas d'importance pour les courtiers de ce monde si les conséquences à long terme (peut-être même à moyen terme ou à plus court terme) sont absolument dévastatrices pour notre planète et ses habitants. L'élite continuera à fabriquer du consentement pour cette voie, quelle que soit la destruction écologique qu'elle présage, car dans l'immédiat, elle profite et s'enrichit. Et l'écrasante majorité des gens la soutiendra, soit en continuant à vivre dans l'ignorance des répercussions, soit en la rationalisant comme la meilleure « solution » possible compte tenu de toutes les alternatives (et de la manière dont la caste dirigeante a encadré les récits).

Ou, comme je l'ai conclu dans un autre billet il y a quelques mois :

*« ...je suis convaincu que nous tenterons de pousser vers les ENR (les « énergies renouvelables » non renouvelables) que vous préconisez à mesure que nous glisserons vers la falaise de Sénèque de la disponibilité des ressources/de l'énergie. Car, après tout, la classe dirigeante qui contrôle/influence les récits dominants (et ce que la plupart des gens pensent/croient) a tout à gagner de cet effort, car elle contrôle/influence également toutes les industries et les institutions financières qui sont nécessaires pour poursuivre dans cette voie. Le résultat sera certainement une trajectoire de dépassement écologique et donc un « effondrement » plus massif (qui accompagne toujours une espèce qui dépasse son environnement). **La nature a toujours raison** et nous continuons à le nier, ce qui nous met encore plus en*

danger. Et, malheureusement, il semblerait que même un grand nombre d'individus et de groupes parmi les mieux intentionnés nous encouragent sur la mauvaise voie ».

Et il semble qu'il n'y ait aucun moyen de sortir du borbier » dans lequel nous nous sommes engagés. Alors que je mettais la dernière main à ce billet, je suis tombé sur cette belle phrase de Daniel LaCalle sur la taille toujours croissante de la pyramide de Ponzi qu'est devenue notre économie mondiale : <https://www.dlacalle.com/en/global-debt-soars-again/>

Nous avons garanti que le voyage sur la falaise dans laquelle nous nous sommes embarqués sera une chute depuis des hauteurs stupéfiantes et de plus en plus élevées avec chaque « solution » que nous essayons...

▲ RETOUR ▲

.Les modèles cachent les lacunes de l'éolien et du solaire

Posté le 2 juin 2023 par Gail Tverberg

Our Finite World

Exploring how oil limits affect the economy



L'une des principales raisons de la croissance de l'utilisation des énergies renouvelables est le fait que, si l'on y regarde de plus près – par exemple en utilisant un modèle –, l'énergie éolienne et l'énergie solaire semblent utiles. Elles ne brûlent pas de combustibles fossiles et semblent donc utiles à l'environnement.

En analysant la situation, je suis arrivé à la conclusion que la modélisation énergétique passe à côté de points importants. Je pense que les signaux de rentabilité sont beaucoup plus importants. Dans ce billet, j'aborde certaines questions connexes.

Aperçu de ce billet

Dans les sections [1] à [4], j'examine certaines questions que les modélisateurs énergétiques en général, y compris les économistes, ont tendance à manquer lorsqu'ils évaluent à la fois les énergies fossiles et les énergies renouvelables, y compris l'énergie éolienne et l'énergie solaire. La principale question abordée dans ces sections est le lien entre les prix élevés de l'énergie et la nécessité d'augmenter la dette publique. Pour empêcher la spirale ascendante de la dette publique, tout remplacement des combustibles fossiles doit également être très bon marché, peut-être aussi bon marché que le pétrole l'était avant 1970. **En fait, la véritable limite à l'extraction des combustibles fossiles et à la construction de nouvelles éoliennes et de nouveaux panneaux solaires pourrait être une dette publique qui deviendrait ingérable en période d'inflation.**

Dans la section [5], je tente d'expliquer l'une des raisons pour lesquelles **les indications publiées sur le rendement énergétique de l'investissement (EROEI) donnent une impression trop favorable de la valeur de l'ajout d'une énorme quantité d'énergie renouvelable au réseau électrique.** Le problème fondamental est que les calculs n'ont pas été effectués dans ce but. Ces modèles ont été conçus pour évaluer l'efficacité de la production d'une petite quantité d'énergie éolienne ou solaire, sans tenir compte de questions plus générales. Si ces questions plus générales étaient prises en compte, les indications de l'EROEI seraient beaucoup plus basses (moins favorables).

L'une des questions plus générales omises est le fait que la production électrique des éoliennes et des panneaux solaires ne correspond pas bien aux besoins temporels de la société, d'où la nécessité d'une grande quantité de stockage d'énergie. Une autre question omise est l'énorme quantité de produits énergétiques et d'autres matériaux nécessaires pour passer à une économie essentiellement électrique. Il est facile de voir que les deux questions omises ajouteraient une énorme quantité de coûts énergétiques et d'autres coûts, si une transition majeure était effectuée. En outre, **l'énergie éolienne et l'énergie solaire ont jusqu'à présent bénéficié de subventions cachées** de la part du système énergétique fondé sur les combustibles fossiles, y compris la subvention qui leur

permet d'être les premiers à être raccordés au réseau électrique. Les calculs de l'EROEI ne peuvent pas évaluer le montant de ces subventions cachées.

Dans la section [6], j'indique le véritable indicateur de la faisabilité des énergies renouvelables. Si la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne et solaire est réellement utile à l'économie, elle générera une grande quantité de revenus imposables. Elles ne nécessiteront pas de subvention pour passer en premier, ni aucune autre subvention. Mais ce n'est pas le cas de l'énergie éolienne ou solaire d'aujourd'hui.

Dans les sections [7] et [8], j'explique certaines des raisons pour lesquelles les calculs de l'EROEI pour l'éolien et le solaire ont tendance à être faussement favorables, même en dehors des questions plus générales.

Questions économiques que les modélisateurs de l'énergie ont tendance à ne pas prendre en compte

[1] L'économie manque cruellement de pétrole peu coûteux à extraire. L'économie semble exiger beaucoup plus de dettes publiques lorsque les prix de l'énergie sont élevés. Les modèles de production d'énergie renouvelable doivent tenir compte de cette question, même si la substitution au pétrole est très indirecte.

Pour moi, le problème de l'augmentation des prix de l'énergie pour une économie est comparable à celui d'un citoyen confronté à une augmentation du coût des denrées alimentaires. Le citoyen tentera d'équilibrer son budget en s'endettant davantage, au moins jusqu'à ce que ses cartes de crédit soient épuisées. C'est pourquoi nous devons nous attendre à une augmentation de la dette publique lorsque les prix du pétrole sont élevés ; le pétrole et les autres combustibles fossiles sont aussi essentiels à l'économie que la nourriture l'est à l'homme.

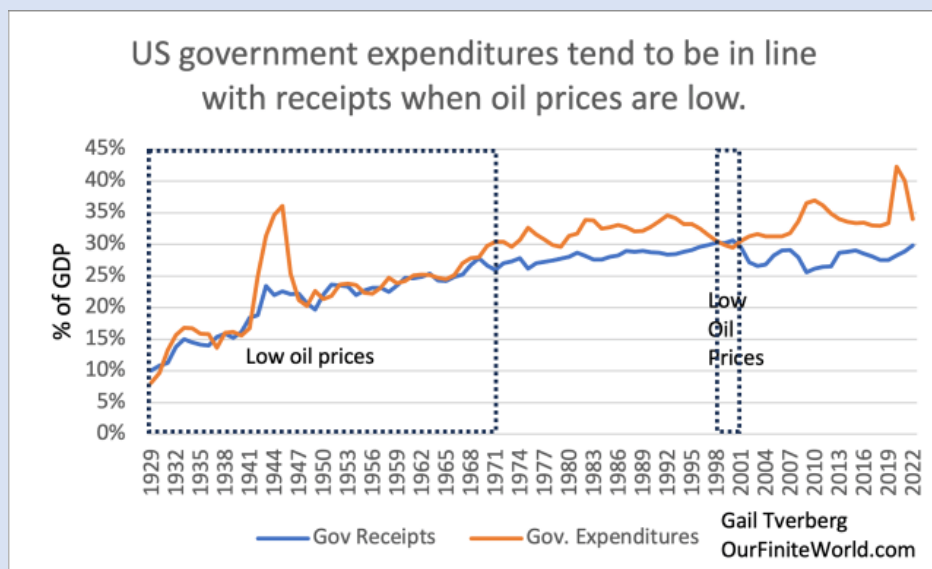


Figure 1. Comparaison année par année des recettes et des dépenses du gouvernement américain, sur la base des données du Bureau d'analyse économique des États-Unis, avec des encadrés indiquant les périodes où les prix du pétrole se situaient dans une fourchette d'environ 20 dollars le baril ou moins, après ajustement pour tenir compte de l'inflation. La série présentée va de 1929 à 2022.

La figure 1 montre que la plupart des déficits de financement du gouvernement américain se sont produits lorsque les prix du pétrole étaient supérieurs à 20 dollars le baril, en prix corrigés de l'inflation. Sur la période de 15 ans allant de 2008 à 2022, les dépenses du gouvernement américain ont été supérieures de 26 % à ses recettes.

La figure 2 présente un graphique de référence des prix annuels moyens du pétrole, corrigés de l'inflation.

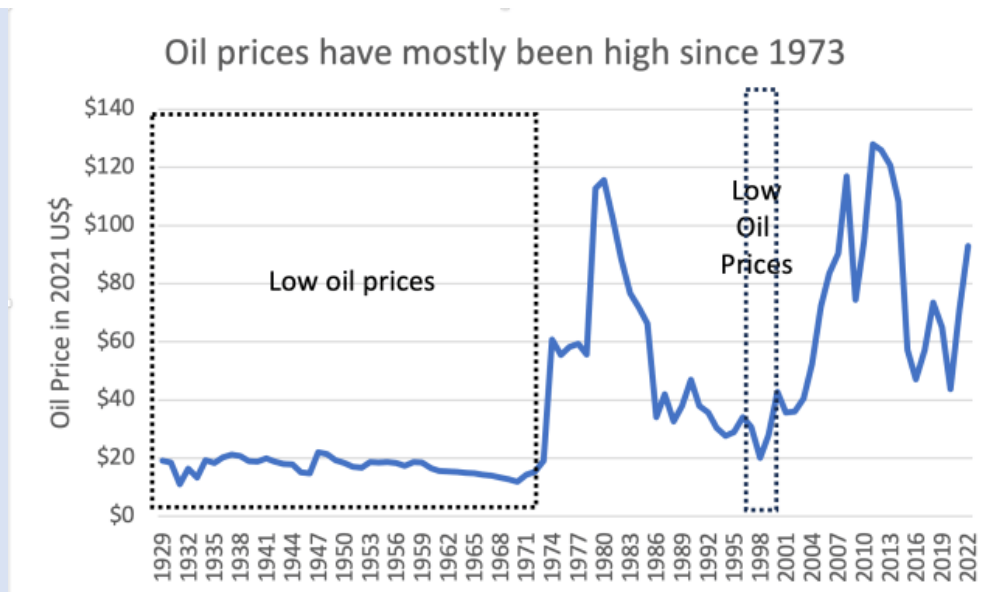


Figure 2. Prix annuels moyens du pétrole Brent corrigés de l'inflation, d'après les données de l'étude statistique 2022 de BP sur l'énergie dans le monde.

La raison pour laquelle les prix du pétrole ont tendance à être élevés aujourd'hui est que le pétrole peu coûteux à extraire a été en grande partie extrait. Il ne reste plus que le pétrole coûteux à extraire. La faiblesse des prix dans les années qui ont suivi 1998 reflétait un décalage entre l'offre et la demande après la crise économique asiatique de 1997. La crise a freiné la demande au moment même où la production augmentait en Irak, au Venezuela, au Canada et au Royaume-Uni.

[2] Les économistes ont tendance à penser que les pénuries de pétrole entraîneront une forte hausse des prix des combustibles fossiles, ce qui rendra les énergies renouvelables peu coûteuses en comparaison. L'une des raisons pour lesquelles cela ne se produit pas est liée à l'accumulation de la dette, comme le montre la figure 1, lorsque les prix du pétrole sont élevés.

La section [1] montre que les prix élevés du pétrole semblent être associés à des déficits publics. Un substitut au pétrole dont le prix serait élevé serait presque certainement confronté à un problème similaire. Cette dette publique tend à s'accumuler et, à un moment donné, devient presque ingérable.

Un problème majeur se pose lorsqu'il y a une vague d'inflation. Les banques centrales se voient dans l'obligation d'augmenter les taux d'intérêt, d'une part pour maintenir l'intérêt des prêteurs à prêter dans une économie inflationniste et d'autre part pour tenter de ralentir le taux d'inflation. En fait, les États-Unis sont actuellement soumis à une telle accumulation de dettes et à une telle augmentation des taux d'intérêt, à partir de janvier 2022 (figure 3).



Figure 3. Graphique de la Réserve fédérale de Saint-Louis montrant les taux hypothécaires américains à 30

ans, les taux d'intérêt des bons du Trésor à 10 ans et les taux d'intérêt des bons du Trésor à 3 mois, de 1935 à mai 2023.

Des taux d'intérêt plus élevés ont tendance à ralentir l'économie. Le ralentissement de l'économie est dû en partie à l'augmentation du coût des emprunts. En conséquence, les entreprises sont moins enclines à se développer et les propriétaires d'automobiles potentiels sont susceptibles de reporter leurs achats en raison des paiements mensuels plus élevés. L'immobilier commercial peut également être affecté par la hausse des taux d'intérêt si les propriétaires d'immeubles se trouvent dans l'impossibilité d'augmenter les loyers assez rapidement pour faire face à la hausse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires et à l'augmentation des coûts d'autres types.

[3] On ne sait pas exactement de quelle manière l'économie pourrait se contracter en réponse à la hausse des taux d'intérêt. Certaines modalités de contraction de l'économie mettraient fin prématurément à l'extraction des combustibles fossiles et à la production d'énergies renouvelables. Les modèles n'en tiennent pas compte.

Si l'économie se contracte, l'un des résultats possibles est une récession accompagnée d'une baisse des prix du pétrole. Il est clair que cela ne résout pas le problème du coût inacceptable de l'électricité éolienne et solaire, surtout si l'on tient compte du coût de toutes les batteries et des lignes de transmission supplémentaires. Dans un certain sens, le prix doit être équivalent à un prix du pétrole de 20 dollars par baril, ou moins, pour arrêter l'énorme spirale de l'endettement.

Une autre possibilité, plutôt qu'une contraction de l'économie américaine dans son ensemble, est que le gouvernement américain se contracte de manière disproportionnée ; peut-être renverra-t-il de nombreux programmes aux États fédérés. Dans un tel scénario, il est probable que le financement des énergies renouvelables diminuera plutôt qu'il n'augmentera. Je crois savoir que les républicains du Texas sont déjà mécontents du niveau élevé de production d'énergie éolienne et solaire qui y est utilisé.

Une troisième possibilité est l'hyperinflation, le gouvernement essayant d'ajouter de l'argent pour empêcher le système dans son ensemble, en particulier les banques et les plans de retraite, de faire faillite. Même en cas d'hyperinflation, les énergies renouvelables ne présentent aucun avantage particulier.

Une quatrième possibilité est la perturbation des relations commerciales entre les États-Unis et d'autres pays. Cela pourrait même être lié à une nouvelle guerre mondiale. Les énergies renouvelables dépendent de lignes d'approvisionnement mondiales, tout comme les combustibles fossiles actuels. La construction et l'entretien du réseau électrique nécessitent également des lignes d'approvisionnement mondiales. Si ces lignes d'approvisionnement se rompent, toutes les parties du système seront difficiles à entretenir ; les infrastructures de remplacement après les tempêtes deviendront problématiques. Les énergies renouvelables pourraient ne pas durer plus longtemps que les combustibles fossiles.

[4] Les économistes ont tendance à oublier que les prix du pétrole, et de l'énergie en général, doivent être à la fois suffisamment élevés pour que le producteur puisse faire des bénéfices et suffisamment bas pour que les consommateurs puissent s'offrir les produits finis fabriqués avec les produits énergétiques. Cette lutte à double sens tend à maintenir les prix du pétrole à un niveau inférieur à celui auquel s'attendraient la plupart des économistes, et plafonne indirectement la quantité totale de pétrole qui peut être extraite.

La figure [2] montre qu'en moyenne annuelle, les prix du pétrole Brent corrigés de l'inflation n'ont dépassé 120 dollars le baril qu'en 2011, 2012 et 2013. Sur une base annuelle, les prix du pétrole n'ont pas dépassé ce niveau depuis lors. Pendant un certain temps, les prévisions de prix du pétrole atteignant 300 dollars le baril en dollars américains de 2014 ont été considérées comme une possibilité extérieure (figure 4).

Figure 1.4 ▸ Non-OPEC supply cost curves for 2015 and 2040 in the New Policies Scenario

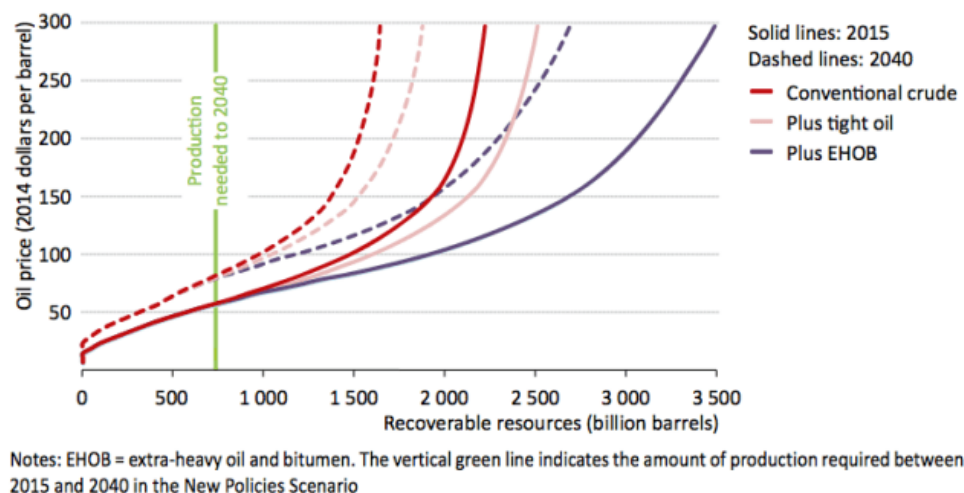


Figure 4. Figure 1.4 du World Energy Outlook 2015 de l'AIE, indiquant la quantité de pétrole pouvant être produite à différents niveaux de prix.

Avec près d'une décennie d'expérience, il est devenu clair que les prix élevés du pétrole ne « tiennent » pas très bien. L'économie entre alors en récession, ou un autre événement défavorable se produit, ce qui fait redescendre les prix du pétrole. Le niveau maximum relativement bas des prix des combustibles fossiles tend à conduire à une fin de l'extraction des combustibles fossiles beaucoup plus précoce que ne le suggèrent la plupart des analyses des quantités de ressources disponibles.

L'OPEP+ a tendance à réduire l'offre parce qu'elle trouve les prix trop bas. Les exploitants américains de pétrole de schiste (pétrole de réservoirs étanches dans la figure 4) ont réduit le nombre de plates-formes de forage parce que les prix du pétrole ne sont pas assez élevés pour justifier de nouveaux investissements. Les hommes politiques savent que les électeurs n'aiment pas l'inflation et prennent donc des mesures pour maintenir les prix des combustibles fossiles à un niveau bas. Toutes ces approches tendent à maintenir les prix du pétrole à un niveau bas et, indirectement, à plafonner la production.

Pourquoi les indications des analyses EROEI ne fonctionnent pas pour l'électrification de l'économie

[5] Les analyses du rendement énergétique de l'énergie investie (EROEI) n'ont pas été conçues pour analyser la situation d'un développement massif de l'énergie éolienne et solaire, comme certains l'envisagent aujourd'hui. Si elles sont utilisées à cette fin, elles offrent des perspectives beaucoup trop optimistes pour les énergies renouvelables.

Le calcul de l'EROEI compare la production d'énergie d'un système à l'énergie qu'il consomme. Un ratio élevé est bon ; un ratio faible tend à poser problème. Comme je l'ai indiqué dans l'introduction, les EROEI publiés pour l'énergie éolienne et solaire sont préparés comme s'ils ne devaient représenter qu'une très petite partie de la production d'électricité. On part du principe que les autres types de production peuvent essentiellement fournir des *services d'équilibrage gratuits* pour l'éolien et le solaire, même si cela affecte négativement leur propre rentabilité.

Une étude récente de Murphy et al. Semble indiquer que l'éolien et le solaire ont des EROEI favorables par rapport à ceux du charbon et du gaz naturel, au point d'utilisation. Je ne pense pas que ces EROEI favorables signifient grand-chose lorsqu'il s'agit de la faisabilité de l'expansion des énergies renouvelables, et ce pour plusieurs raisons :

[a] Le système de tarification généralement utilisé pour l'électricité éolienne et solaire tend à évincer les autres formes de production d'électricité. Dans la plupart des endroits où l'éolien et le solaire sont utilisés, la production éolienne et solaire est prioritaire sur le réseau, ce qui fausse les prix de gros payés aux autres fournisseurs. Lorsque de grandes quantités d'énergie éolienne ou solaire sont disponibles, les producteurs d'énergie éolienne et solaire reçoivent le prix de gros normal de l'électricité, tandis que les autres fournisseurs d'électricité reçoivent des prix de gros très bas ou négatifs. Ces prix bas obligent les autres fournisseurs à réduire leur production, ce qui les empêche d'obtenir un rendement adéquat de leurs investissements.

Cette approche est injuste pour les autres fournisseurs d'électricité. Elle est particulièrement injuste pour le nucléaire, car la plupart de ses coûts sont fixes. En outre, la plupart des centrales ne peuvent pas facilement augmenter ou diminuer leur production d'électricité. Une centrale nucléaire récemment ouverte en Finlande (dont l'ouverture a été retardée de 14 ans par rapport aux prévisions) connaît déjà des problèmes liés aux tarifs de gros négatifs de l'électricité et, de ce fait, réduit sa production d'électricité.

Les données historiques montrent que la contribution combinée de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire et de l'énergie nucléaire n'augmente pas nécessairement comme on pourrait s'y attendre si l'énergie éolienne et l'énergie solaire contribuaient réellement à la production d'électricité. En Europe, en particulier, la disponibilité de l'énergie éolienne et solaire semble servir d'excuse pour fermer les centrales nucléaires. Avec le système de tarification utilisé, les centrales nucléaires ont tendance à perdre de l'argent, ce qui encourage leurs propriétaires à les fermer.

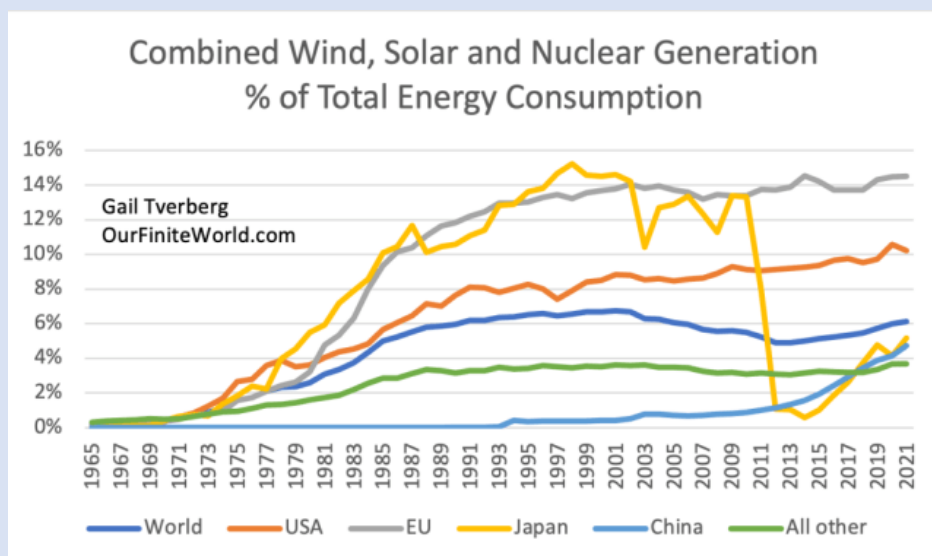


Figure 5. Production combinée d'énergie éolienne, solaire et nucléaire, en pourcentage de la consommation totale d'énergie, d'après les données de BP's 2022 Statistical Review of World Energy. L'AIE et BP diffèrent sur l'approche à adopter pour comptabiliser les bénéfices de l'éolien et du solaire ; cette figure utilise l'approche de l'AIE. Le dénominateur comprend toute l'énergie, et pas seulement l'électricité.

Les États-Unis ont subventionné leurs centrales nucléaires pour éviter leur fermeture. Lorsqu'une forme d'électricité bénéficie d'une subvention, même celle qui consiste à passer en premier, les autres formes d'électricité semblent avoir besoin d'une subvention pour être compétitives.

[b] Faible part de l'approvisionnement en énergie. D'après la figure 5, l'ensemble de l'électricité éolienne, solaire et nucléaire ne représente qu'environ 6,1 % de l'approvisionnement total en énergie dans le monde. Un graphique de l'AIE sur la consommation mondiale d'énergie (figure 6) ne montre même pas l'électricité éolienne et solaire séparément. Au lieu de cela, elles font partie de la fine ligne orange « Autres » en haut du graphique ; le nucléaire est la ligne vert foncé au-dessus du gaz naturel.

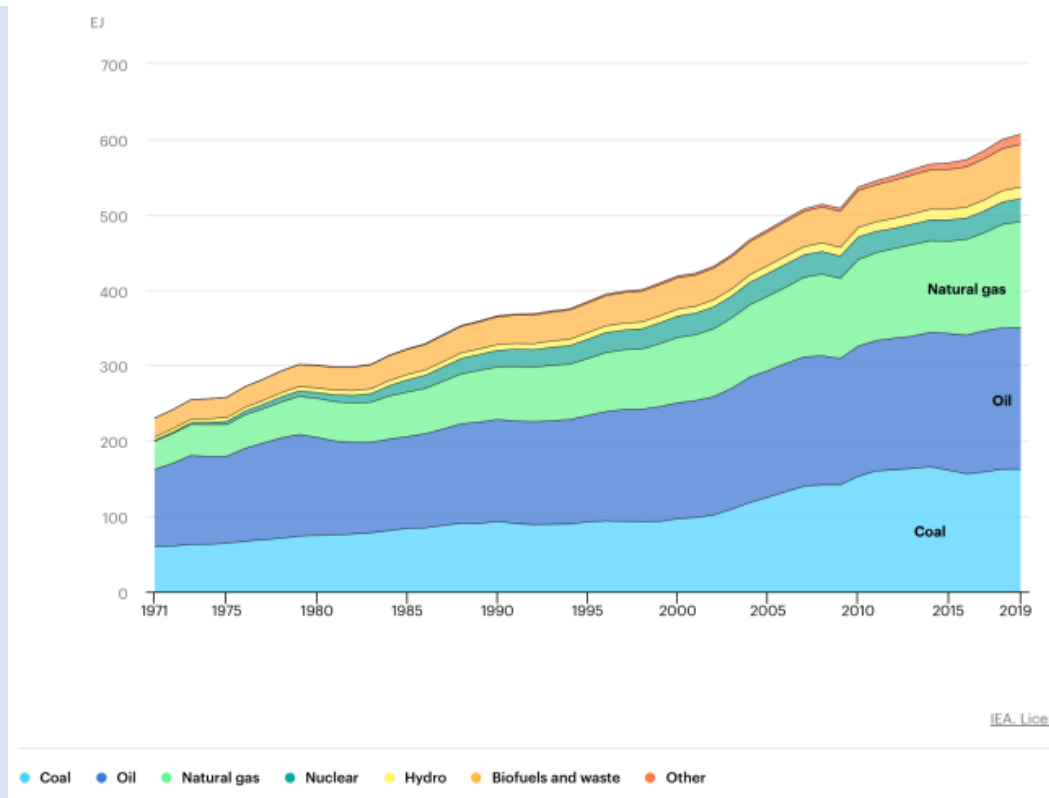


Figure 6. Graphique préparé par l'Association internationale de l'énergie montrant la consommation d'énergie par combustible jusqu'en 2019. Le graphique est disponible sous licence Creative Commons.

Compte tenu de la part infime de l'éolien et du solaire aujourd'hui, il semblerait que leur augmentation, ou celle de ces combustibles et de quelques autres, pour remplacer toutes les autres sources d'énergie constituerait un effort incroyablement important. Si l'économie est, en fait, semblable à un être humain en ce sens qu'elle ne peut pas réduire substantiellement sa consommation d'énergie sans s'effondrer, la réduction drastique de la quantité d'énergie consommée par l'économie mondiale n'est pas une option si nous espérons avoir une économie qui ressemble un tant soit peu à celle d'aujourd'hui.

[c] L'agriculture actuelle nécessite l'utilisation de pétrole. Transformer l'agriculture en une activité électrique serait une entreprise gigantesque. Les machines agricoles d'aujourd'hui sont principalement alimentées par du diesel. Les aliments sont transportés vers les marchés dans des camions, des bateaux et des avions fonctionnant au pétrole. Les herbicides et les pesticides utilisés dans l'agriculture sont des produits à base de pétrole. Il n'est pas facile de convertir le système énergétique utilisé pour la production et la distribution des denrées alimentaires du pétrole à l'électricité.

Il faudrait au minimum modéliser l'ensemble du système de production alimentaire. Quelles inventions seraient nécessaires pour rendre ce changement possible ? Quels matériaux seraient nécessaires à la transformation ? D'où viendraient tous ces matériaux ? Quel serait le montant de la dette nécessaire pour financer cette transformation ?

La seule chose que le calcul de l'EROEI puisse affirmer est que si un tel système pouvait être mis en place, la quantité de combustibles fossiles utilisée pour le faire fonctionner pourrait être faible. La complexité écrasante de la transformation nécessaire n'a pas été modélisée, de sorte que son coût énergétique n'est pas pris en compte dans le calcul de l'EROEI. C'est l'une des façons dont les EROEI calculés sont faussement optimistes.

[d] Les calculs de l'EROEI ne tiennent pas compte de l'utilisation de l'énergie liée au stockage de l'électricité jusqu'à ce qu'elle soit nécessaire. C'est en été que l'énergie solaire est la plus disponible. Ainsi, l'utilisation la plus proche de l'électricité solaire est l'alimentation des climatiseurs pendant l'été. Même dans

cette application, plusieurs heures de stockage dans des batteries sont nécessaires pour que le système fonctionne correctement, car les climatiseurs continuent de fonctionner après le coucher du soleil. En outre, les personnes qui rentrent du travail doivent préparer le dîner pour leur famille, ce qui nécessite de l'électricité. **Les coûts énergétiques liés au stockage de l'électricité ne sont pas pris en compte dans les EROEI indiqués dans les résumés publiés tels que ceux de l'analyse de Murphy.**

Un besoin bien plus important que la climatisation est le besoin d'énergie thermique en hiver pour chauffer les maisons et les bureaux. On ne peut compter ni sur l'énergie éolienne ni sur l'énergie solaire pour fournir de l'électricité lorsqu'il fait froid dehors. Une solution consisterait à surdimensionner considérablement le système, afin d'augmenter les chances que la source renouvelable produise suffisamment d'électricité en cas de besoin. Il serait également utile d'ajouter plusieurs jours de stockage grâce à des batteries. Une autre approche consisterait à stocker indirectement l'électricité excédentaire en l'utilisant pour produire un liquide tel que l'hydrogène ou le méthanol. Là encore, tout cela devient complexe. Il faut l'essayer à petite échelle et déterminer le coût réel du système complet.

La nécessité de surconstruire le système et la nécessité de fournir un stockage sont exclues des calculs de l'EROEI. Ce sont là d'autres façons dont les calculs de l'EROEI donnent une vision trop optimiste de la valeur de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire.

[e] Les déplacements sur de longues distances. Nous utilisons des produits pétroliers pour le transport à longue distance par bateau, par avion, par camion et par train. Si des changements doivent être apportés pour utiliser l'électricité ou d'autres « carburants verts », il s'agit là d'un autre domaine où l'ensemble du changement devrait être étudié pour en déterminer la faisabilité, y compris les inventions nécessaires, les matériaux requis et la dette que ce changement impliquerait. Quel serait le calendrier à respecter ? Serait-il possible de réaliser la transformation d'ici 2050 ? J'en doute.

La conversion de tous les transports à l'énergie verte ressemble beaucoup à la conversion nécessaire du système alimentaire du pétrole à l'électricité, évoquée au point [5c] ci-dessus. Une grande complexité est en jeu, mais le coût énergétique de cette complexité supplémentaire a été exclu des calculs de l'EROEI. Cela ajoute à la nature trompeuse des indications de l'EROEI pour les énergies renouvelables.

[f] Un double système est probablement nécessaire. Même s'il est judicieux de développer l'éolien et le solaire, de nombreux produits fabriqués aujourd'hui avec des combustibles fossiles resteront nécessaires. Les combustibles fossiles sont utilisés pour le revêtement des routes et la lubrification des machines. Les herbicides, les insecticides et les produits pharmaceutiques sont souvent fabriqués à partir de combustibles fossiles. Le gaz naturel est souvent utilisé pour fabriquer des engrais à base d'ammoniac. Les tissus et les matériaux de construction sont souvent fabriqués à partir de combustibles fossiles.

Il est donc presque certain qu'un double système sera nécessaire, englobant à la fois les combustibles fossiles et l'électricité. Ce double système est susceptible d'être inefficace. Si les énergies renouvelables intermittentes telles que l'énergie éolienne et solaire doivent constituer une part importante de l'économie, cette inefficacité doit faire partie de tout modèle et doit être prise en compte dans les calculs de l'EROEI.

[g] Les dispositifs « renouvelables » ne sont pas eux-mêmes recyclables. Ils posent plutôt un problème d'élimination des déchets. Les panneaux solaires, en particulier, posent un problème de déchets toxiques. En l'absence de recyclage, il est nécessaire d'extraire et de transporter à long terme de nombreux types de minéraux dans le monde entier. Ces questions ne sont pas prises en compte dans la modélisation.

La rentabilité des énergies renouvelables non subventionnées est la meilleure mesure.

[6] Pour que les énergies renouvelables soient réellement utiles au système, elles doivent être si rentables que leurs bénéfices peuvent être taxés à un taux élevé. En outre, il doit rester suffisamment d'argent pour pouvoir être réinvesti. Si ce n'est pas le cas, c'est que les énergies renouvelables ne sont pas vraiment utiles à l'économie.

Certains parlent de la nécessité d'un « surplus d'énergie » provenant des sources d'énergie pour alimenter une économie. J'associe ce surplus d'énergie à la capacité de toute source d'énergie à générer des revenus qui peuvent être taxés à un taux assez élevé. J'ai d'ailleurs donné une conférence à l'International Society for Biophysical Economics le 7 septembre 2021, intitulée « *To Be Sustainable, Green Energy Must Generate Adequate Taxable Revenue* » (Pour être durable, l'énergie verte doit générer un revenu imposable adéquat).

Le besoin d'un surplus d'énergie pouvant être transféré au gouvernement est étroitement lié au problème de la dette qui survient lorsque les prix du pétrole sont supérieurs à environ 20 dollars le baril, comme je l'ai indiqué dans la section [1] de ce billet. Pour être utiles à l'économie, les énergies renouvelables doivent être réellement peu coûteuses, stockage compris. Elles doivent être abordables pour les citoyens, sans subventions. La structure des coûts doit être telle que l'énergie renouvelable génère tellement de bénéfices qu'elle peut payer des impôts élevés. Il est malheureusement évident que les énergies renouvelables actuelles sont trop chères pour l'économie américaine.

Les modèles EROEI ne peuvent pas nous en dire autant que nous le souhaiterions

[7] Dans l'économie réelle, l'économie se construit par petits bouts, au fur et à mesure que de nouvelles approches s'avèrent rentables et que tous les composants nécessaires sont disponibles. Les modèles EROEI raccourcissent ce processus, mais ils peuvent facilement induire en erreur.

Le concept de retour énergétique sur l'énergie investie est utilisé depuis de nombreuses années dans le domaine de la biologie. Par exemple, nous pouvons comparer l'énergie qu'un poisson tire de la nourriture qu'il mange à l'énergie qu'il dépense en nageant pour se procurer cette nourriture. Le poisson doit obtenir une valeur énergétique suffisante de la nourriture qu'il mange pour pouvoir couvrir l'énergie dépensée pour la nage, plus une marge pour d'autres fonctions corporelles, y compris la reproduction.

Le professeur **Charles Hall** (et peut-être d'autres) a adapté ce concept pour comparer différentes techniques d'« extraction » d'énergie (au sens large). Des chercheurs plus récents ont essayé d'étendre le calcul pour inclure les coûts énergétiques de la livraison à l'utilisateur.

L'adaptation du concept biologique de l'EROEI aux divers processus associés à l'extraction d'énergie fonctionne à certains égards, mais pas à d'autres. L'adaptation fonctionne clairement en tant qu'outil pour enseigner les rendements décroissants. Elle fournit des informations raisonnables pour comparer les puits de pétrole entre eux, ou les panneaux solaires entre eux. Mais je ne pense pas que les comparaisons de l'EROEI entre les différents types d'énergie fonctionnent bien du tout.

L'un des problèmes est qu'il existe d'énormes différences entre les prix de vente des différents types d'énergie. Ces différences sont ignorées dans les calculs de l'EROEI, ce qui donne l'impression qu'il est possible d'utiliser un type d'énergie à prix élevé (comme le pétrole) pour produire un type d'énergie à faible valeur (l'électricité intermittente produite par les éoliennes ou les panneaux solaires). Si les calculs de rentabilité étaient effectués à la place, sans mandat ni subvention (y compris la subvention pour être le premier), la mesure dans laquelle il y a un rendement favorable deviendrait évidente.

Un autre problème est que l'intermittence de l'énergie éolienne et solaire ajoute des coûts énormes au système, mais ceux-ci sont ignorés dans les calculs de l'EROEI. (C'est un peu comme si les travailleurs arrivaient et partaient selon leurs propres horaires, plutôt que de travailler selon les horaires préférés de l'employeur). Dans

les calculs de l'EROEI, l'hypothèse généralement retenue est que le système de combustibles fossiles fournira des services d'équilibrage gratuits en exploitant leurs systèmes de production d'électricité de manière inefficace. C'est d'ailleurs l'hypothèse retenue dans l'étude Murphy citée précédemment.

Une analyse de Graham Palmer donne un aperçu du coût énergétique élevé de l'ajout d'une batterie de secours (figure 7).

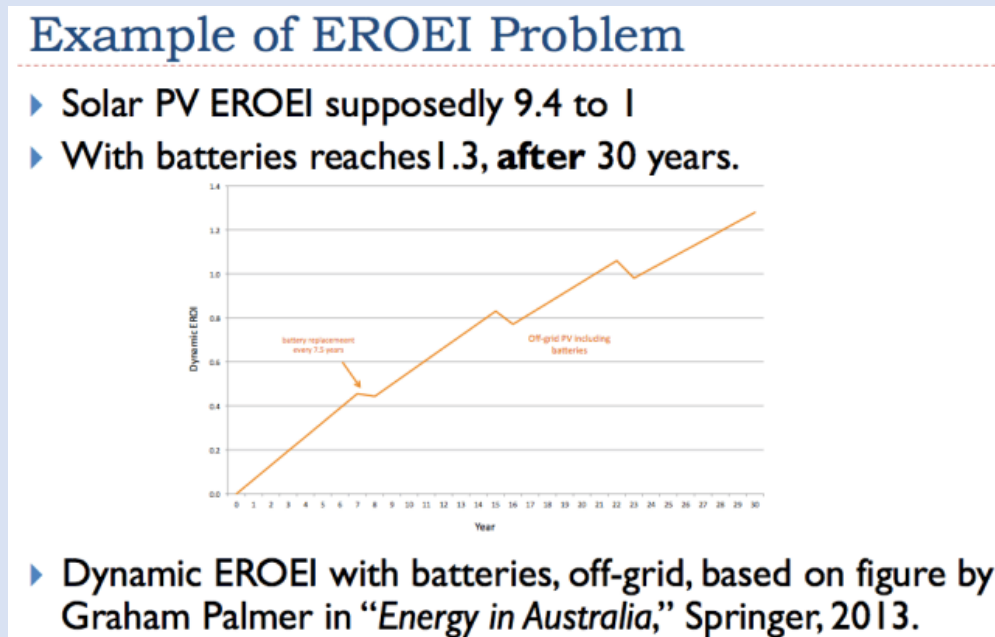


Figure 7. Diapositive basée sur les informations contenues dans le livre « Energy in Australia » de Graham Palmer. Son graphique montre le « rendement énergétique dynamique de l'énergie investie ».

Dans la figure 7, Palmer montre le schéma de l'investissement énergétique et de la récupération de l'énergie pour une maison hors réseau particulière en Australie qui utilise des panneaux solaires et une batterie de secours. Son graphique en zig-zag reflète deux impacts qui se compensent :

(2023) un investissement énergétique a été nécessaire au début, à la fois pour les panneaux solaires et pour le premier jeu de batteries. Dans cette analyse, les panneaux solaires ont une durée de vie de 30 ans, mais les batteries ne durent que 7,5 ans. Par conséquent, il est nécessaire d'investir dans de nouvelles batteries, trois fois de plus au cours de la période.

(b) Les panneaux solaires ne sont rentabilisés que progressivement.

Palmer constate que le système serait en déficit énergétique (si l'on considère uniquement l'énergie sortante par rapport à l'énergie entrante) pendant 20 ans. Au bout de 30 ans, le système combiné ne rapporterait que 1,3 fois l'énergie investie dans le système. Il s'agit d'un retour sur investissement incroyablement faible ! Les adeptes de l'EROEI recherchent généralement un retour sur investissement de 10 ou plus. Les panneaux solaires analysés étaient proches de cet objectif, avec un rendement de 9,4. Mais l'énergie requise pour la batterie de secours a fait chuter l'EROEI à 1,3.

L'analyse de Palmer met en évidence une autre difficulté liée à l'énergie éolienne et solaire : La récupération de l'énergie est terriblement lente. Si nous brûlons des combustibles fossiles, l'économie est immédiatement rentabilisée. Si nous fabriquons des éoliennes ou des panneaux solaires, la période d'endettement énergétique est beaucoup plus longue. Les calculs de l'EROEI ignorent commodément les charges d'intérêt, ce qui fait encore une fois paraître la situation plus favorable qu'elle ne l'est en réalité. L'accumulation de la dette est également ignorée.

Ainsi, même sans la question de l'augmentation des énergies renouvelables si nous voulons passer à un système énergétique plus axé sur l'électricité, les calculs de l'EROEI sont établis de manière à ce que les énergies renouvelables intermittentes semblent beaucoup plus réalisables qu'elles ne le sont en réalité. La « période de récupération de l'énergie » est une autre mesure similaire, avec des biais similaires.

Il est difficile de comprendre que ces mesures sont trompeuses. Les combustibles fossiles très bon marché remboursent leur coût plusieurs fois, en termes de gains sociétaux, pratiquement immédiatement. Les éoliennes et les panneaux solaires dépendent de la générosité du système des combustibles fossiles pour être amortis, car l'électricité intermittente ne peut pas soutenir une économie comme celle d'aujourd'hui. Et même dans ce cas, le retour sur investissement n'est possible que sur une période de plusieurs années.

Je crains que le seul véritable moyen d'analyser la faisabilité d'une augmentation de la production d'électricité à partir de l'énergie éolienne et solaire consiste à déterminer si ces énergies peuvent être extraordinairement rentables, sans subventions. Si c'est le cas, elles peuvent être fortement taxées et mettre fin au problème de la dette publique. Le fait que l'éolien et le solaire nécessitent des subventions et des mandats, année après année, devrait montrer clairement qu'ils ne sont pas des solutions.

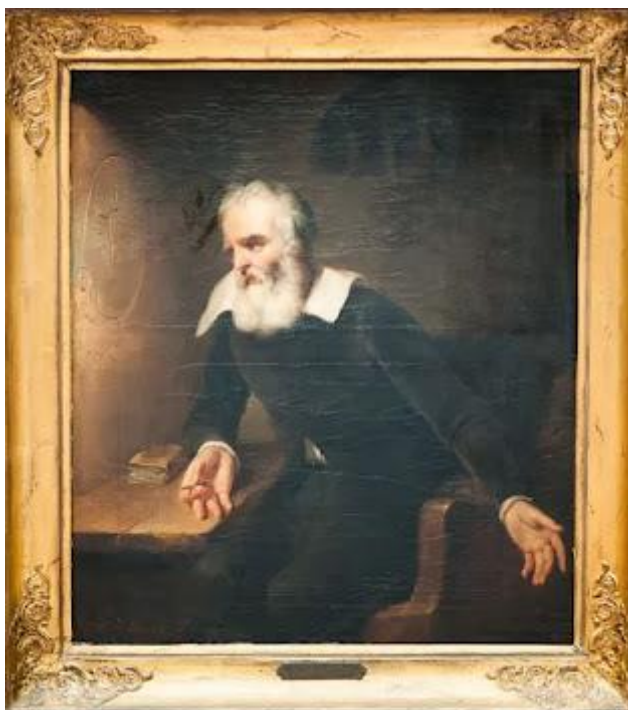
▲ [RETOUR](#) ▲

Et pourtant, ça bouge. Pourquoi l'EROI des énergies renouvelables pourrait être plus élevé que celui des énergies fossiles

Ugo Bardi Lundi 5 juin 2023

The Sunflower Paradigm

Building Resilience for
a Sustainable Society



Eppur si move ; (et pourtant ça bouge). Galilée aurait prononcé ces mots après avoir été condamné pour avoir soutenu le modèle héliocentrique du système solaire. Les nouvelles idées mettent du temps à être acceptées, et la résistance à leur rencontre est souvent tenace. C'est particulièrement vrai lorsque les nouvelles idées modifient un paradigme existant. C'était le cas pour le modèle héliocentrique ; ce pourrait être le cas pour les technologies des énergies renouvelables. Jusqu'à présent, elles n'ont été considérées que comme des jouets

pour les verts, mais nous sommes maintenant confrontés à un changement radical de paradigme : elles pourraient faire mieux, voire beaucoup mieux, que les combustibles fossiles. C'est loin d'être certain, bien sûr, mais c'est ce qui ressort des données et des calculs. Et 'i cela s'avère vra', notre avenir sera complètement différent de ce que nous pensions.

L'idée que les énergies renouvelables puissent offrir un meilleur rendement énergétique (EROI) que les fossiles est souvent accueillie non seulement avec scepticisme, comme il serait normal pour une hypothèse non encore prouvée. Elle est considérée comme absurde, impossible, incroyable, hors du commun, et pire encore. Si vous la mentionnez dans la discussion sur les médias sociaux, vous risquez d'être insulté, réprimandé, accusé d'intentions malveillantes et de voir votre santé mentale remise en question. C'est ce qui m'est arrivé avec les commentaires sur mon article précédent.

Il est compréhensible que les changements radicaux de paradigmes dérangent les 'ens, les inq'ietent, voire les mettent en colère. Cela s'est produit avec la vision héliocentrique du système solaire à l'époque de Galilée, et s'il s'avère que les énergies renouvelables sont une technologie supérieure aux combustibles fossiles, il s'agira d'un changement de paradigme encore plus important. Vous savez à quel point les combustibles fossiles ont changé le monde. Les énergies renouvelables pourraient avoir des effets similaires, bien que de manière différente.

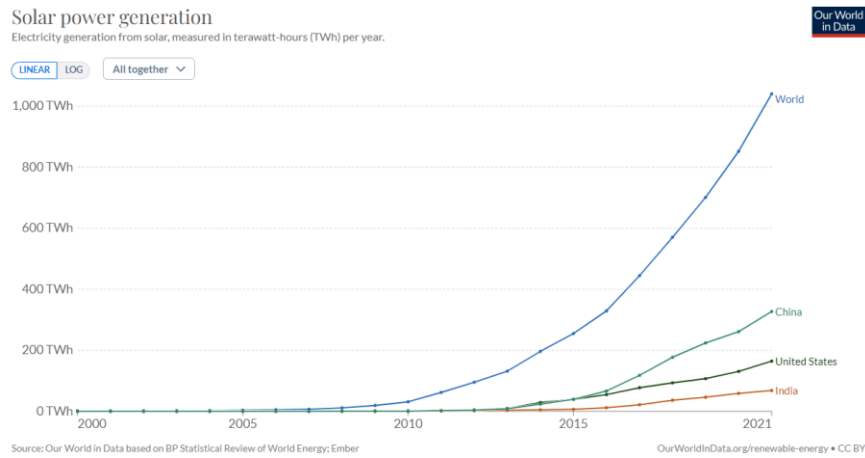
Ne me faites pas dire que l'EROI plus élevé des énergies renouvelables est une vérité établie. Ce n'est pas le cas. Mais d'après les données dont nous disposons, je pense que c'est peut-être le cas. Quoi qu'il en soit, c'est une idée qui mérite d'être explorée. Pour une vision à long terme, vous pouvez consulter un de mes articles. Ici, je vais essayer de discuter des preuves disponibles qui favorisent cette possibilité.

Le point central de cette discussion est un article de Murphy et al. Qui ont réexaminé les données disponibles sur l'EROI des sources d'énergie, en veillant à ce que les évaluations soient effectuées dans des conditions comparables. En d'autres termes, ils ont veillé à ce que le rendement soit comparé au « point d'utilisation » (POU) plutôt qu'à la « bouche du puits », ce qui donnerait un avantage injuste aux combustibles fossiles. Les énergies renouvelables produisent directement de l'énergie utilisable, contrairement aux combustibles fossiles qui, après avoir été extraits, doivent être transformés en combustibles et en énergie utile dans des moteurs thermiques inefficaces.

Les données présentées par Murphy et al. Indiquent que l'EROI de l'énergie photovoltaïque pourrait être environ cinq fois supérieur à celui du pétrole brut. Bien entendu, toutes les données et leur interprétation sont entachées d'incertitudes. Permettez-moi donc de proposer quelques preuves supplémentaires qui vont dans le même sens.

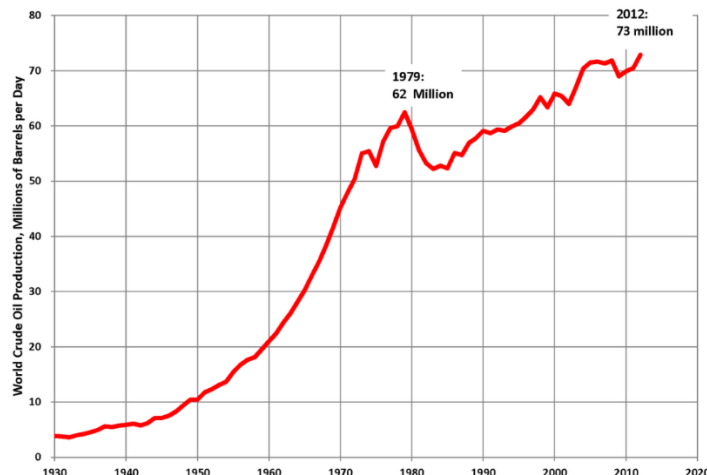
Une conséquence évidente d'un EROI élevé pour une technologie est que l'on s'attend à ce qu'elle se développe rapidement. Il s'agit du même mécanisme d'intérêts composés qui génère une croissance exponentielle du rendement d'un investissement financier. Cette croissance est proportionnelle au retour sur investissement (ROI), l'équivalent financier de l'EROI. En fin de compte, dans notre système économique, l'énergie vaut de l'argent, et une technologie qui a un bon rendement énergétique a également un bon retour sur investissement, nous nous attendons donc à ce qu'elle se développe rapidement. (*)

Sur ce point, il ne fait aucun doute que les énergies renouvelables connaissent une croissance rapide, très rapide, en particulier pour l'énergie photovoltaïque. Voici les courbes de croissance actuelles de l'énergie photovoltaïque (extraites de « Our World in Data »)



La production d'énergie photovoltaïque croît à un rythme exponentiel d'environ 25 % par an, ce qui correspond à un doublement tous les trois ans. En réalité, le taux a été plus proche de 35 % au cours des dernières années, avec un temps de doublement aussi court que deux ans. L'énergie photovoltaïque croît plus rapidement que toute autre technologie renouvelable moderne ; l'ensemble du secteur croît à un rythme de 16 % par an.

Mais à quelle vitesse l'énergie photovoltaïque doit-elle croître pour prouver qu'elle a un EROI supérieur à celui des énergies fossiles ? À tout le moins, elle devrait croître plus rapidement, et c'est le cas. Examinons les données relatives à la production mondiale de pétrole :



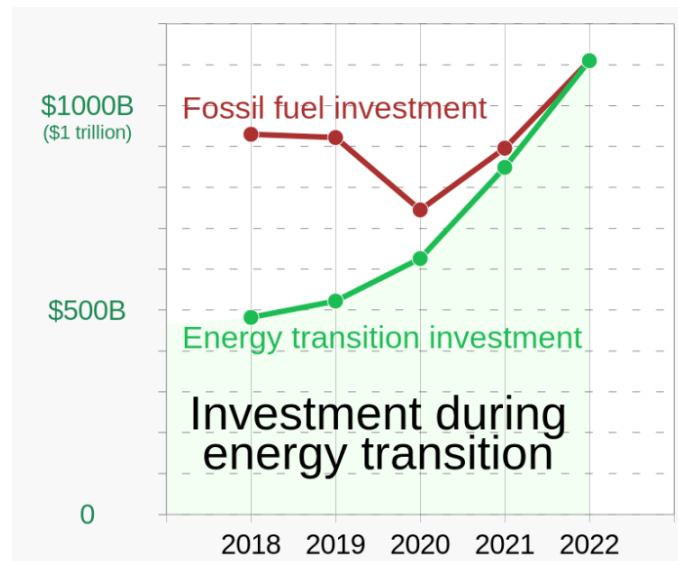
À l'apogée de l'ère du pétrole, dans les années 1950 et 1960, la production doublait tous les 8 à 10 ans, ce qui correspondait à un taux de croissance de 7 à 8 % par an. Un rythme beaucoup plus lent que celui du photovoltaïque aujourd'hui.

Nous pouvons effectuer la même évaluation pour d'autres technologies énergétiques. Dans les années 1970, le temps de doublement de l'énergie nucléaire était d'un peu plus de 2 ans. Soit une croissance de 25 % par an. Pour le charbon, à la fin du 19^e siècle, la production a doublé en pas moins de 20 ans. Enfin, la biomasse pour la production d'électricité n'a jamais connu de croissance importante ni produit des quantités d'énergie comparables à celles des énergies renouvelables.

Dans l'ensemble, ces données indiquent une proportionnalité qualitative entre le taux de croissance d'une technologie et son EROI. Le taux de croissance le plus rapide est observé pour le photovoltaïque, en accord avec les propositions de Murphy et al. Pour un EROI d'environ 20 en moyenne. Le nucléaire correspond également à cette interprétation avec un EROI élevé rapporté par Murphy et al, mais pour une durée de vie de la centrale supérieure à celle du photovoltaïque. Murphy indique que l'EROI du pétrole est d'environ 5, ce qui

correspond à un taux de croissance plus lent. Il convient de noter que l'EROI à l'entrée du puits pouvait être élevé dans les années 1960 – plus de 30 – mais que l'EROI du POU pouvait être similaire à l'EROI actuel. La lenteur de la croissance de la production d'énergie à partir de la biomasse correspond aux données indiquant un faible EROI. En ce qui concerne le charbon, la proportionnalité semble être perdue, puisque le charbon a pu avoir un EROI important. Mais les données d'il y a plus de cent ans ne peuvent être comparées à celles de notre époque.

En fin de compte, je pense que la principale preuve de la grande efficacité des énergies renouvelables est ce graphique qui provient de données récentes de Bloomberg (figure de R. Craig).



Vous voyez comment, pour le même investissement, les énergies renouvelables augmentent rapidement (16 % pour la moyenne, 35 % pour le photovoltaïque), alors que la production de combustibles fossiles n'augmente que très lentement, voire pas du tout.

Ces données soutiennent fortement l'idée que les énergies renouvelables, et le photovoltaïque en particulier, ont un EROI plus important, voire beaucoup plus important, que les combustibles fossiles. Cela semble être vrai dans la situation actuelle, mais la question est de savoir pendant combien de temps la croissance des énergies renouvelables peut maintenir cet EROI élevé et continuer à croître. À un moment donné, la courbe commencera nécessairement à s'aplatir, comme cela s'est déjà produit pour le pétrole et le nucléaire. Les limites de la disponibilité de l'énergie solaire sont encore loin, mais des goulets d'étranglement au niveau des ressources minérales sont possibles et même probables. Ces goulets d'étranglement auraient pour effet d'augmenter les coûts énergétiques des nouvelles centrales et de faire chuter leur EROI. Les facteurs politiques ne sont pas non plus à négliger. Dans les années 1960, l'énergie nucléaire était en plein essor et l'on pouvait penser qu'elle remplacerait bientôt les combustibles fossiles. En effet, on parlait de l'avènement de « l'ère nucléaire ». Mais ce sont surtout des facteurs politiques et stratégiques qui ont eu raison de cette technologie. Aujourd'hui, si les gouvernements veulent tuer les énergies renouvelables, ils peuvent le faire (et se préparent peut-être à le faire exactement).

Combien de temps la courbe doit-elle continuer à croître ? À l'heure actuelle, l'énergie éolienne et solaire produit environ 3 500 TWh par an, soit un peu plus de 2 % de l'énergie primaire mondiale (environ 160 000 TWh/an). En fait, il n'est pas nécessaire d'augmenter la production à un tel niveau. En tenant compte des pertes liées à la transformation des combustibles fossiles en énergie et des diverses inefficacités de l'infrastructure actuelle, M. Jacobson estime que nous n'avons pas besoin de plus de la moitié de cette quantité pour répondre à la demande actuelle. Même avec 50 000 TWh, notre civilisation survivrait, bien qu'assez malmenée. Il n'en reste pas moins que nous sommes confrontés à une montée en flèche, de 5 % environ à 100 %. (Pour une

estimation plus quantitative, voir mon article avec Sgouridis et Csala). Pouvons-nous y arriver ? C'est un défi de taille, mais il n'est pas impossible. Au rythme de croissance actuel, les énergies renouvelables pourraient couvrir 100 % de nos besoins d'ici une ou deux décennies.

L'avenir, comme d'habitude, est obscur. Mais nous avons l'une de ces opportunités qui ne se présentent qu'une fois dans une vie (la vie d'une civilisation !).

(*) Aucune technologie énergétique ne peut démarrer sa croissance en tirant ses propres ficelles. Au début, elle a besoin du soutien énergétique d'une technologie déjà établie (c'est ce que nous avons appelé le « paradigme du semeur »). Le charbon s'est développé grâce au bois et à l'énergie humaine, le pétrole s'est développé grâce au charbon et, à l'heure actuelle, les énergies renouvelables se développent en utilisant l'énergie produite par le pétrole et le gaz. La capacité d'une technologie à se développer sur elle-même n'apparaît que lorsqu'elle a atteint une fraction significative de la production totale ; elle dépend de l'EROI – et seules les technologies ayant un bon EROI peuvent atteindre ce stade. Il est certain que l'EROI des énergies renouvelables est plus que suffisant pour leur permettre de s'autofinancer.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le mensonge des sables bitumineux plus propres

Andrew Nikiforuk 5 juin 2023

Independent
journalism that swims
against the current.

THE TYEE



Les mesures de protection contre la pollution sont supprimées tandis que le Canada se targue de progrès. C'est l'histoire de promesses faites et trahies.



Le déversement de cinq millions de litres de déchets toxiques dans la mine de sables bitumineux de Kearl Lake d'Imperial Oil, dans le nord de l'Alberta, a soulevé un tollé. Mais il est survenu après des années d'efforts pour régler la pollution des bassins de décantation.

En mai 2022, un bassin de résidus de l'installation de Kearl Lake de l'Impériale a commencé à déverser des déchets toxiques dans les eaux souterraines et à l'extérieur des limites de sa concession.

L'eau polluée, issue de l'extraction du bitume, contenait de l'arsenic, des sulfates, des hydrocarbures et d'autres polluants tueurs de poissons, tels que les acides naphthéniques. L'exposition à ces produits chimiques peut déformer les grenouilles et empoisonner les poissons.

Mais pendant neuf mois, personne n'a signalé la fuite aux utilisateurs d'eau vivant en aval de l'énorme projet d'exploitation des sables bitumineux.

En conséquence, les autorités de réglementation et l'industrie ont traité de nombreuses communautés des Territoires du Nord-Ouest (13 des 16 communautés dépendent directement de l'eau potable qui s'écoule de la rivière Athabasca dans le bassin du Mackenzie) comme si elles n'existaient pas.

De nombreuses Premières nations n'ont appris la nouvelle que lorsque l'Alberta Energy Regulator, ou AER, a émis à contrecœur une ordonnance de protection de l'environnement en février 2023.

Il a ensuite signalé un déversement supplémentaire de 5,3 millions de litres provenant d'un autre système de confinement d'Imperial.

Le fait que la compagnie et l'AER n'aient pas signalé en temps voulu les déversements en cours a provoqué un tollé au début de l'année.

Des lois ont été violées et des accords bilatéraux sur l'eau ont été ignorés. En conséquence, Environnement Canada a ouvert une enquête afin d'accuser Imperial Oil d'avoir enfreint la loi sur la pêche.

Pendant ce temps, l'ARE, financée par l'industrie, a promis une étude « indépendante » sur la négligence dont elle a fait l'objet.

À Ottawa, trois jours d'audiences sur les déversements de résidus devant la Chambre des communes ont révélé un programme de réglementation et de surveillance des sables bitumineux en lambeaux.

Au cours de ces audiences, les dirigeants des Premières nations ont réclamé haut et fort que les gouvernements fédéral et albertain cessent de se renvoyer la balle en matière de compétence et honorent leurs promesses respectives de réaliser un audit complet des risques que les bassins de décantation font courir à leurs communautés.

Ils ont également insisté pour que les gouvernements assurent une surveillance cohérente de la santé publique en ce qui concerne les cancers et qu'ils présentent un plan de responsabilité pour ce que l'AER estime à 130 milliards de dollars d'obligations de remise en état non financées dans les sables bitumineux.

Le scandale de la pollution de l'Impériale a également mis en lumière l'un des plus grands et des plus anciens embarras environnementaux du Canada, démentant les affirmations du gouvernement selon lesquelles des progrès constants sont réalisés en vue d'une exploitation des sables bitumineux bien réglementée et moins polluante.

Les sables bitumineux ont accumulé de vastes volumes de fluides miniers toxiques (1,4 milliard de litres, soit plus de 540 000 piscines olympiques) dans le troisième plus grand bassin hydrographique du monde, sous la surveillance d'un régulateur captif et d'un programme de surveillance des sables bitumineux dominé par l'industrie.

Les barrages massifs, qui sont tous des structures temporaires non conçues pour le stockage à long terme, sont poreux et situés au-dessus d'aquifères ou le long de rivières. Ils sont conçus pour fuir latéralement. Par conséquent, les entreprises doivent maintenir une surveillance constante et des programmes de pompage de leurs systèmes de confinement afin d'empêcher les infiltrations dans les eaux souterraines, les tourbières et les rivières, et finalement dans le parc national de Wood Buffalo, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO et le deuxième plus grand parc du monde. Ses zones humides et ses bisons se trouvent directement en aval du projet.

Il fut un temps où le gouvernement et l'industrie de l'Alberta promettaient de contrôler la prolifération de ce flux de déchets miniers au moyen de réglementations strictes. L'industrie s'est également vantée d'avoir dépensé 1,4 milliard de dollars dans un millier de technologies innovantes. Mais l'industrie a ignoré les règles de 2009 visant à réduire le volume des résidus miniers et les régulateurs les ont ensuite abandonnées. Bon nombre des technologies mises au point n'ont pas encore fait leurs preuves à grande échelle ou ne sont pas compatibles avec les délais de remise en état des sites.

L'exploitation minière se poursuit à un rythme effréné, utilisant trois barils d'eau pour produire un baril de bitume.

Aujourd'hui, le gouvernement et l'industrie proposent de se débarrasser du problème des résidus miniers par la solution la moins coûteuse possible : un traitement minimal des eaux usées en les filtrant à travers du coke de pétrole (un sous-produit du bitume), dans le but de rejeter cette eau dans la rivière Athabasca.

Pourtant, de nombreux scientifiques, Métis, Premières nations et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest sont totalement opposés à cette idée mal documentée. Ils souhaitent que des recherches scientifiques plus approfondies soient menées et estiment que d'autres options, notamment le traitement complet de l'eau contaminée par les déchets miniers pour la rendre conforme aux normes de potabilité, devraient être envisagées.

En attendant, le nombre de cancers des voies biliaires augmente en aval du projet.

Au cours des audiences houleuses sur les déversements de résidus miniers devant le Comité permanent de l'environnement et du développement durable du Parlement le mois dernier, les dirigeants autochtones ont exprimé leur totale méfiance à l'égard de l'état de la surveillance et de la communication des informations. Ils ont à plusieurs reprises fustigé le régulateur de l'énergie de l'Alberta, le qualifiant de « plaisanterie » ou d'irresponsable.

« *La confiance envers le gouvernement de l'Alberta est rompue depuis longtemps. On ne peut pas lui faire confiance pour superviser le gâchis* », a déclaré Allan Adam, chef de la Première nation Athabasca Chipewyan, à la commission parlementaire. La nation dénie et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ont fait écho à ces sentiments.

Ils n'étaient pas les seuls. Le ministre fédéral de l'environnement, Steven Guilbeault, a promis d'autres changements et une meilleure consultation des communautés situées en aval.

« Je pense que nous reconnaissons tous que la situation actuelle est intenable et que nous ne pouvons pas continuer ainsi. C'est pourquoi nous proposons de changer notre façon de faire », a-t-il déclaré aux journalistes sur la Colline du Parlement.

Le combat de Schindler

Cette scène amère aurait un air de déjà-vu pour David Schindler. Cet écologiste des eaux douces, l'un des plus grands scientifiques du Canada, a passé des années à essayer d'apporter plus de transparence et de responsabilité dans le suivi scientifique des sables bitumineux et de leurs bassins de décantation.

Schindler a agi de la sorte parce qu'il craignait « qu'un déversement important de bitume ou de résidus sous la glace de la rivière Athabasca puisse potentiellement rivaliser avec les déversements de l'Exxon Valdez et de Deepwater Horizon, menaçant l'approvisionnement en eau et en nourriture des populations autochtones qui dépendent de la rivière ».

Il a également affirmé que la poursuite des plans d'expansion des sables bitumineux ignorait ces risques croissants et ne tenait pas compte de l'importance du bassin hydrographique du Mackenzie pour les Premières

nations.

Pour limiter les risques d'une telle catastrophe, M. Schindler a critiqué à plusieurs reprises le rythme de développement des sables bitumineux. Il a déclaré qu'il était inadmissible d'approuver l'ouverture de nouvelles mines sans exiger des entreprises qu'elles réduisent leur consommation d'eau et de résidus miniers.

Lorsque cela n'a pas été le cas, il s'est appuyé sur les meilleures connaissances scientifiques en matière d'eau douce pour montrer à quel point les systèmes de réglementation et de surveillance de l'industrie étaient devenus médiocres.

Il a ensuite plaidé publiquement et politiquement en faveur d'une meilleure surveillance, ce qui a abouti à la création de l'Alberta Environmental Monitoring, Evaluation and Reporting Agency (AEMERA) en 2014.

À sa grande consternation, M. Schindler a ensuite vu l'industrie et le gouvernement démanteler l'agence même que sa science avait inspirée, avant de mourir en 2021. Il s'agit d'une histoire accablante dont la chronologie se rapproche régulièrement du scandaleux déversement du lac Kearl et de son camouflage.



David Schindler, professeur à l'université de l'Alberta, tient un poisson déformé du lac Athabasca, près de Fort Chipewyan, lors d'une conférence de presse en 2010. Avant sa mort en 2021, cet écologiste réputé s'est battu pendant des années pour obtenir une surveillance indépendante de la pollution de l'eau par les sables bitumineux, avant de voir ces avancées réduites à néant. Photo par Jason Franson, la Presse Canadienne.

L'histoire des mesures de protection contre la pollution pour lesquelles on s'est battu, que l'on a promises et qui ont été réduites à néant, commence en 2009. C'est alors que la première de deux études scientifiques menées par une équipe de chercheurs dirigée par M. Schindler et Erin Kelly, alors étudiante en doctorat, a brisé l'illusion selon laquelle l'extraction et le traitement du bitume dans le cadre de l'un des plus grands projets énergétiques au monde n'avaient pas d'impact significatif sur la rivière Athabasca et ses affluents.

En 2007, Rob Renner, ministre de l'environnement de l'Alberta, s'est vanté auprès de Schindler que son programme de surveillance prouvait que l'expansion de l'industrie des sables bitumineux n'avait pas d'effet notable sur la qualité de l'eau de la rivière Athabasca. Schindler a répondu à Renner que ce n'était pas vrai : « Je n'ai jamais vu de défrichage à grande échelle des bassins versants qui n'ait pas provoqué une érosion accrue des produits chimiques, ni de combustion de combustibles fossiles et de fonte de minerais qui n'ait pas provoqué d'émissions d'acides et de toxines dans l'atmosphère ».

Schindler a ensuite obtenu des financements pour des recherches que personne n'avait osé faire auparavant, en raison du pouvoir politique de l'industrie minière, qui pèse des milliards de dollars, et de la mainmise qu'elle exerce sur les organismes de réglementation.

Dans la première étude, Schindler et d'autres ont constaté que la valorisation des sables bitumineux déposait des composés tels que des hydrocarbures aromatiques polycycliques sur la neige où ils fondaient et s'écoulaient dans la rivière Athabasca. (Certains de ces composés sont cancérigènes).

Une étude complémentaire, publiée neuf mois plus tard, a révélé que les niveaux de polluants prioritaires ou nuisibles, notamment le cadmium, le plomb et le mercure, dépassaient les normes aquatiques à proximité des exploitations de sables bitumineux, y compris leurs énormes bassins de décantation qui fuient depuis des dizaines d'années.

Pour M. Schindler, ces études prouvent que la surveillance actuelle des sables bitumineux est « sporadique et mal conçue » et qu'elle doit être réformée.

Deux enquêtes distinctes menées par l'Alberta et le gouvernement fédéral ont confirmé son évaluation. À l'instar d'une étude provinciale équivalente, le groupe consultatif fédéral sur les sables bitumineux a brossé un tableau sombre de la négligence volontaire.

Le groupe fédéral, par exemple, a décrit le programme régional de surveillance aquatique (RAMP), financé par l'industrie, comme une opération déficiente qui se résume à un exercice bureaucratique de vérification des cases à cocher.

« Il n'y a aucune preuve d'un leadership scientifique permettant de s'assurer que les activités de surveillance et de recherche sont planifiées et réalisées de manière coordonnée, et rien ne prouve que les grandes quantités de données sont analysées et interprétées de manière intégrée », conclut le rapport.

Le RAMP a été conçu pour ne trouver aucun problème et, par conséquent, « n'est pas adapté pour quantifier les changements dans les écosystèmes résultant de l'exploitation des sables bitumineux ». En conséquence, la commission a recommandé un nouveau programme intégré basé sur des données scientifiques crédibles et communiquées de manière transparente et accessible aux personnes vivant en aval du projet.

Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta ont promis de faire mieux avec un programme de surveillance des sables bitumineux (Oil Sands Monitoring Program, ou OSM) géré conjointement. Comme l'a rappelé M. Schindler en 2013 : « Ils ont proposé que, pour regagner la confiance du public, la surveillance soit supervisée par un groupe indépendant des deux niveaux de gouvernement. Le ministre a accepté de donner suite à leurs recommandations et a créé de nouveaux groupes chargés d'élaborer les détails de cette démarche. Enfin, j'ai eu le sentiment que tous nos efforts n'avaient pas été vains ».

Dix ans plus tard, une série de fuites non signalées provenant des bassins de décantation du mégaprojet et potentiellement d'autres sources près des rivières Firebag et Muskeg a permis de mettre en évidence la façon dont ces changements ont été successivement sapés par l'industrie et les organismes de réglementation qu'elle a capturés.

En fait, les mesures de protection et les changements que Schindler s'est efforcé de mettre en œuvre ont été démantelés par deux gouvernements successifs : Le NPD de Rachel Notley et le Parti conservateur unifié de Jason Kenney.

De plus, les budgets des composantes importantes du programme de surveillance des sables bitumineux, y compris la surveillance de la qualité des eaux de surface, ont fait l'objet de coupes répétées. OSM n'a pas publié un seul rapport annuel depuis 2019, lorsque le Parti conservateur unifié a pris le pouvoir.

Pour ceux qui ont participé aux réformes, les résultats ont été trop prévisibles, déclare le scientifique indépendant William Donahue. En raison des coupes répétées dans la recherche et de l'emprise réglementaire,

« les entreprises d'exploitation des sables bitumineux obtiennent un 'pouce en l'air' réglementaire, tout va bien ! Tout va bien ! » pour avoir payé le programme, tout en ayant la possibilité de limiter le travail des scientifiques et du personnel de surveillance du programme OSM, où et quand ils le font », a déclaré M. Donahue au Tyee.

« Je ne pense pas que l'on puisse concevoir un meilleur système réglementaire pour permettre à l'industrie d'obtenir le beurre et l'argent du beurre », a ajouté M. Donahue.

Ancien doctorant de Schindler, M. Donahue a brièvement occupé les fonctions de vice-président et de responsable de la surveillance à l'AEMERA, avant que celle-ci ne soit démantelée par les gouvernements successifs.



Un bassin de résidus à la mine de sables bitumineux Syncrude près de Fort McMurray. En 2019, le gouvernement de l'Alberta a annoncé qu'il revenait sur des politiques de « rejet zéro » vieilles de 50 ans, qui interdisaient le déversement de résidus miniers toxiques dans la rivière Athabasca. Photo par Jeff McIntosh, la Presse Canadienne.

L'évaluation sombre de Donahue, selon laquelle la réglementation des sables bitumineux visant à protéger la nature et la santé humaine a été inversée pendant près d'une décennie, est confirmée par la chronologie fournie ci-dessous.

2014 : La promesse d'une réforme

Après que les recherches de Schindler ont révélé les insuffisances de la surveillance des sables bitumineux, les gouvernements du Canada et de l'Alberta ont commencé à travailler sur la gestion conjointe d'un programme de surveillance des sables bitumineux. Compte tenu de la nature captive d'Alberta Environment et de sa mauvaise réputation, Schindler a recommandé qu'une agence distincte et indépendante fasse le travail en même temps qu'Environnement Canada. Le gouvernement de l'Alberta s'est donc plié à cette recommandation à contrecœur en créant en 2014 l'Alberta Environmental Monitoring, Evaluation and Reporting Agency (Agence de surveillance, d'évaluation et de notification environnementales de l'Alberta).

L'AEMERA devait transférer les ressources scientifiques et de surveillance environnementale hors du ministère de l'Environnement de l'Alberta et mettre en place un nouveau leadership scientifique et administratif pour la diriger. M. Donahue a été recruté en tant que vice-président et responsable de la surveillance au sein de la nouvelle agence, afin d'aider à diriger la conception et la mise en œuvre d'OSM.

OSM réunira également les scientifiques d'Environnement Canada et de l'Alberta pour coordonner la surveillance à long terme des impacts croissants de l'industrie massive sur l'air, la terre et l'eau de la région, et pour suivre les impacts cumulatifs. Un protocole d'accord entre l'Alberta et le Canada promet de « fournir les données et les informations obtenues grâce au système [intégré de surveillance, d'évaluation et de notification] aux décideurs et aux autres parties prenantes afin d'éclairer les mesures de gestion et de réglementation ».

L'industrie a financé le programme à hauteur de 50 millions de dollars par an.

Une étude réalisée pour le réseau de recherche et d'information sur les sables bitumineux de l'université de l'Alberta a ensuite mis en évidence le problème environnemental central : « L'accumulation constante de résidus fins mûrs nécessite de plus en plus de bassins de stockage ; ces bassins constituent un risque pour la santé de la faune et perturbent les écosystèmes dans la zone environnante. Les problèmes économiques et environnementaux engendrés par la prolifération des bassins de résidus [...] sont devenus l'un des défis les plus importants pour l'industrie des sables bitumineux et les autorités de réglementation. »

Entre-temps, une nouvelle étude fédérale a estimé que les fuites d'un seul bassin de résidus dans la rivière Athabasca se produisaient probablement à un rythme de 6,5 millions de litres par jour. L'Institut Pembina avait précédemment estimé à 11 millions de litres le taux de fuite de l'ensemble des bassins en 2007, soit environ 15 à 20 % du volume de nouveaux résidus ajoutés chaque année.

2015 : Destruction de documents sur l'environnement

En raison de l'effondrement des prix du pétrole et de l'incompétence croissante du gouvernement, le NPD se surprend à remporter les élections provinciales. Ils mettent ainsi fin à 44 ans de régime unipartite en Alberta. Au lendemain des élections, les conservateurs, qui ont ouvertement encouragé et facilité l'exploitation rapide des sables bitumineux, ont détruit 344 boîtes de documents de la direction d'Alberta Environment, le ministère responsable de la surveillance des sables bitumineux.

Un dénonciateur a informé les autorités que la réglementation relative à la conservation des documents importants et des fichiers électroniques en tant qu'archives n'était pas respectée. C'est ce qu'a révélé une enquête, mais aucune accusation n'a été portée.

2016 : Fermeture d'une agence de surveillance

Sur les conseils de hauts fonctionnaires du ministère de l'environnement de l'Alberta, le gouvernement néo-démocrate de Rachel Notley a brusquement supprimé l'agence de surveillance, d'évaluation et de communication de l'environnement de l'Alberta (Alberta Environmental Monitoring, Evaluation and Reporting Agency). Il a qualifié l'agence d' »expérience ratée » et a fait valoir que la responsabilité de la surveillance des sables bitumineux devrait être remise entre les mains expertes du ministère de l'environnement de l'Alberta, dans le cadre d'une nouvelle division de surveillance et de science.

Le NPD est parvenu à ses conclusions alors que l'agence venait à peine de commencer à fonctionner. Le personnel et les budgets n'avaient pas encore été finalisés, et les nouveaux dirigeants et scientifiques venaient à peine d'être engagés pour mener les réformes.

À l'époque, Schindler avait vivement protesté contre cette décision, arguant qu'elle revenait à remettre le renard à la tête du poulailleur et que la surveillance des sables bitumineux serait, une fois de plus, soumise à la réglementation.

Alberta Environment avait promis au gouvernement Notley d'économiser des millions et d'améliorer l'efficacité et la mise en œuvre des programmes en réintégrant le ministère. Mais après avoir repris le contrôle

financier et administratif, ses administrateurs principaux ont réduit les budgets consacrés à la surveillance, aux ressources scientifiques et à la dotation en personnel.

2018 : L'énorme passif non capitalisé des sables bitumineux révélé au grand jour

Lors d'une présentation publique, Robert Wadsworth, alors vice-président chargé de la fermeture et de la responsabilité au sein de l'organisme de réglementation de l'énergie de l'Alberta, a admis que l'industrie des sables bitumineux était confrontée à une grave crise de responsabilité non financée. Alors que les garanties perçues pour nettoyer les bassins de décantation et les sites miniers s'élevaient à 1,4 milliard de dollars, la responsabilité admise était plus proche de 28 milliards de dollars. Mais M. Wadsworth a calculé que la responsabilité réelle estimée était plus proche de 130 milliards de dollars. « Même la responsabilité estimée affichée est inférieure au coût réel », a déclaré M. Wadsworth.

« Pourquoi n'y a-t-il pas eu de volonté politique de modifier les programmes de responsabilité ? a demandé M. Wadsworth. « Jusqu'à récemment, les implications de notre système défectueux n'avaient pas été prises en compte. Ce système défectueux a permis à l'industrie d'enrichir ses dirigeants et ses actionnaires.

2019 : la « politique de rejet zéro » pour les résidus miniers est annulée

Un an après l'exposé saisissant de M. Wadsworth sur les responsabilités, le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta ont annoncé qu'ils revenaient sur des politiques de « rejet zéro » vieilles de 50 ans qui interdisaient le déversement de résidus miniers toxiques dans la rivière Athabasca.

Compte tenu de l'échec collectif de l'industrie et du gouvernement à collecter les dépôts de garantie et de leur incapacité à réduire le problème croissant des déchets par des réglementations et des technologies non éprouvées telles que les lacs de kettle, l'industrie et le gouvernement se sont maintenant engagés à travailler sur des règles visant à « autoriser le rejet d'effluents traités ».

Syncrude a même proposé de rejeter 500 000 mètres cubes d'eaux usées traitées sur une période de deux ans, mais a ensuite retiré son projet en raison du manque de données scientifiques sur les conséquences environnementales.

Schindler a qualifié de « désespérée » et d'irresponsable la décision commune de déverser les résidus. Il a affirmé dans le Globe and Mail que « le projet de déverser des résidus toxiques dans la rivière Athabasca devrait être abandonné ».

2019 : nouvelles coupes dans la surveillance

Tout au long de l'année 2019, le gouvernement de Jason Kenney a de nouveau restructuré la surveillance des sables bitumineux, cette fois en dissolvant l'ensemble de la division de surveillance du gouvernement.

Les critiques ont averti que les changements entraîneraient des coupes budgétaires, un manque de concentration, une perte de cohérence et encore moins de transparence. M. Schindler a déclaré à la CBC que la province revenait de plus en plus à ce qu'il avait dénoncé précédemment : des régulateurs capturés sans aucune obligation de rendre des comptes. « Tout ce qui pourrait être mauvais dans les sables bitumineux est maintenant soumis à la censure politique, de sorte que le grand public ne sait pas si ce qu'il entend est de la propagande pure et simple ou la vérité.

Les preuves ont confirmé les déclarations de M. Schindler. Le programme de surveillance des sables bitumineux n'a pas produit de rapport technique annuel public depuis 2019.

En outre, un examen effectué par le vérificateur général de l'Alberta a révélé que les rapports annuels d'OSM présentaient des lacunes évidentes : « Les informations contenues dans le rapport concernant la réussite du programme, les progrès réalisés par rapport aux objectifs et le financement sont incomplètes ; l'état d'avancement du projet n'est pas clair ; et le rapport n'est ni opportun ni accessible.

Au cours de cette période, le premier ministre de l'époque, M. Kenney, a mis en place une société de propagande gouvernementale, le Canadian Energy Centre, connu sous le nom de War Room, pour attaquer les détracteurs de l'exploitation rapide des sables bitumineux. Cette société dépendait directement de trois ministres du gouvernement de l'Alberta, dont le ministre de l'environnement, ce qui confirme la nature conflictuelle du ministère.

2020 : Suspension de la surveillance du pétrole et du gaz

Pendant la pandémie, le gouvernement Kenney a brusquement annulé un large éventail de mesures de surveillance environnementale pour l'ensemble de l'industrie pétrolière et gazière ainsi que pour les sables bitumineux. La Compagnie pétrolière impériale, par exemple, a demandé à l'autorité de régulation si elle pouvait être exemptée de la collecte de données sur le terrain pour 2020. L'autorité de régulation a rapidement accordé l'exemption.

Allan Adam, chef de la Première nation Athabasca Chipewyan, a protesté contre les exemptions accordées aux services essentiels : « La surveillance et la protection de l'environnement sont des éléments essentiels de l'exploitation des sables bitumineux qui ne devraient jamais être considérés comme facultatifs. »

2020 : Fuites de résidus confirmées

Après trois ans d'enquête, la Commission de coopération environnementale a publié un rapport sur une plainte selon laquelle le gouvernement canadien n'appliquait pas les lois visant à empêcher les fuites de polluants tueurs de poissons provenant des bassins de décantation. Le gouvernement fédéral a déclaré à la Commission qu'il avait trouvé des niveaux élevés de polluants dans plusieurs bassins de décantation, mais qu'il n'était pas en mesure de déterminer s'ils provenaient des dépôts de bitume naturel ou des eaux usées des sables bitumineux.

Mais la CCE a trouvé des preuves scientifiquement valables de l'infiltration de résidus dans les eaux souterraines proches des bassins de décantation. Malgré les systèmes de pompage et de confinement, « il existe des preuves expérimentales et de surveillance d'une voie d'infiltration lente et verticale des eaux souterraines qui peut contourner ces systèmes de collecte et contaminer les aquifères ».

La CCE a également constaté que le programme OSM « n'a pas de mandat d'application, mais est plutôt conçu pour soutenir et éclairer la prise de décision réglementaire et politique ».

2020 : Les Territoires du Nord-Ouest apprennent qu'il y aura d'autres coupes dans les activités de surveillance

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest apprend que le gouvernement de l'Alberta a mis fin à la surveillance de trois sites en 2015 et de trois autres sites en 2018 sur la rivière Athabasca et le delta de la rivière des Esclaves dans le cadre d'un processus de rationalisation et d'optimisation.

Le gouvernement de l'Alberta n'a pas informé les Territoires du Nord-Ouest de certaines des fermetures, en violation d'un accord bilatéral de gestion de l'eau qu'il partage avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Cet accord stipule que les Territoires du Nord-Ouest et l'Alberta doivent se tenir mutuellement informés « des développements actuels et futurs susceptibles d'affecter l'intégrité écologique de l'écosystème aquatique de l'autre partie ».

Le ministre de l'environnement des Territoires du Nord-Ouest, Shane Thompson, a déclaré au Tyee que le gouvernement de l'Alberta « l'a fait sans que nous le sachions, puis nous l'avons découvert ». Son gouvernement a demandé à participer au programme OSM, dans le cadre duquel les décisions relatives à la réduction des sites étaient prises, mais il s'est vu opposer une fin de non-recevoir.

Le gouvernement de l'Alberta a de nouveau rompu l'accord en n'informant pas les Territoires du Nord-Ouest du déversement des résidus de l'Impériale.

2023 : Encore des coupes dans la surveillance

Alors que l'industrie et le gouvernement font pression pour « traiter et rejeter » les eaux usées des résidus dans la rivière Athabasca, la surveillance ne cesse de diminuer.

Certaines de ces coupes budgétaires ont été spectaculaires. Pour l'année budgétaire 2022-23, les scientifiques ont demandé près de 5,7 millions de dollars pour la surveillance de la qualité des eaux de surface, mais les fonctionnaires ne leur ont accordé qu'un peu plus de 4 millions de dollars. Par conséquent, de nombreux travaux de terrain essentiels n'ont pas été réalisés.

Les coupes budgétaires ont également réduit la fréquence des contrôles effectués l'hiver dernier pour détecter les signes de contamination des cours d'eau par les activités liées aux sables bitumineux.

En outre, certains polluants tels que le mercure et le méthylmercure ont été éliminés de tous les échantillonnages, faute d'argent pour payer les analyses.

M. Donahue, qui a brièvement occupé les fonctions de vice-président et de responsable de la surveillance chez AEMERA, a déclaré au Tyee qu'à l'heure actuelle, tous les progrès réalisés en matière de responsabilité dans le domaine des sables bitumineux avaient été réduits à néant.

« La prise de décision et le contrôle de la surveillance environnementale et de la science qui est censée détecter les effets environnementaux de l'exploitation des sables bitumineux sont maintenant entièrement remis entre les mains du ministère de l'Environnement de l'Alberta et de l'industrie des sables bitumineux.

Le programme OSM, scientifiquement légitime, et la communication publique de ses résultats sont en fait devenus un autre « RAMP 2.0 » contrôlé par l'industrie – le programme même que les études de Schindler avaient dénoncé comme étant négligent et accaparé par l'industrie.

2023 : Aucune information sur les projets de rejet d'eau traitée

La transparence sur les plans de l'industrie visant à déverser dans la rivière Athabasca de l'eau ayant subi un traitement minimal reste une question essentielle pour les gouvernements et les Premières nations vivant en aval du projet. L'OSM, par exemple, a réalisé des études scientifiques sur « six lacunes dans les connaissances » qui doivent être comblées avant qu'une agence n'envisage un tel déversement.

Synchrude elle-même constate des lacunes troublantes dans les connaissances. Le rapport sur la performance des résidus en 2020 du géant des sables bitumineux admet qu'il n'y a pas assez de données pour déterminer « si la qualité de l'eau traitée est adaptée au rejet dans la rivière Athabasca et s'il s'agit d'une solution viable à long terme ».

En fait, l'eau des résidus de bitume contient de nombreuses toxines pour lesquelles il n'existe pas de normes en matière d'eau potable.

Le gouvernement de l'Alberta a partagé les documents avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, mais pas avec le public. « Nous avons demandé à ce que ces documents soient rendus publics », a déclaré Shane Thompson, ministre de l'environnement des Territoires du Nord-Ouest, au journal The Tyee. « Ils nous ont répondu qu'ils nous recontacteraient.

Le budget d'au moins une étude scientifique destinée à informer les dirigeants et les organismes de réglementation des conditions de base dans la rivière Athabasca en aval des rejets de résidus prévus a été supprimé par le programme OSM avant son achèvement.

L'industrie et le gouvernement de l'Alberta n'ont pas non plus présenté d'autres options que le rejet dans le bassin hydrographique d'eaux toxiques ayant subi un traitement minimal.

Selon les experts, ces options pourraient inclure la construction de projets de dessalement ou de systèmes de traitement de l'eau à grande échelle qui élimineraient tous les sels et les toxines des déchets miniers. Mais comme ces solutions sont coûteuses, l'industrie et les gouvernements qui tirent des revenus de la production des sables bitumineux ont largement évité d'en discuter.

M. Thompson, des Territoires du Nord-Ouest, par exemple, a demandé à plusieurs reprises au gouvernement de l'Alberta quelles autres options étaient envisagées. « Je n'arrive pas à obtenir une réponse claire à cette question », a-t-il déclaré.

2023 : Des données irrégulières sur les déversements de résidus miniers

L'écologiste Kevin Timoney a récemment examiné les données réglementaires de l'Alberta sur les déversements de résidus dans les sables bitumineux et a constaté certaines anomalies.

Depuis 2014, sur la base des rapports de l'industrie, le régulateur affirme que l'industrie a récupéré 100 % de tous les déversements de résidus dans 75 % des 507 rejets. Pourtant, l'industrie ne récupère généralement que 10 à 30 % d'un déversement de pétrole et encore moins dans les milieux aquatiques.

M. Timoney a demandé des explications à l'autorité de régulation de l'Alberta : « Pourriez-vous expliquer comment il a été possible de récupérer 100 % des résidus dans 75 % des déversements ? Pourriez-vous fournir les données soumises par l'industrie qui documentent la façon dont la récupération de 100 % a été réalisée pour chacun de ces déversements ? »

Dans les 507 déversements de résidus, l'organisme de réglementation indique que le propriétaire du bassin de résidus est « INCONNU ». « Pourquoi le titulaire de la licence n'est-il pas indiqué alors qu'il a signalé le rejet à l'AER et qu'il est donc connu ? », a demandé Timoney le mois dernier dans la lettre adressée à l'Alberta Energy Regulator. Il n'a toujours pas reçu de réponse à ses questions.

2023 : Les rapports sont à nouveau jugés « inefficaces ».

En mars, l'auditeur général de l'Alberta a révélé, une fois de plus, que les rapports du programme de surveillance des sables bitumineux restaient chroniquement « inefficaces ».

Depuis 2014, le vérificateur a constaté que les rapports annuels d'OSM n'étaient pas complets, opportuns ou accessibles. En 2023, l'auditeur général a de nouveau constaté les mêmes lacunes et a lancé un avertissement :

« En l'absence de rapports publics complets, opportuns et précis sur les activités et les résultats du programme de surveillance des sables bitumineux, les parties prenantes pourraient ne pas avoir accès à des informations suffisantes pour évaluer si le gouvernement respecte son engagement de garantir un développement des sables

bitumineux respectueux de l'environnement. »

▲ [RETOUR](#) ▲

.800 ans d'histoire en un seul paragraphe

Jeffrey Tucker 2 juin 2023

DAILY RECKONING



Vous vous souvenez peut-être de la série immensément populaire *Downton Abbey*, qui dépeint la vie de l'aristocratie britannique dans un vaste domaine, robuste au début, mais qui s'étiole au fil des saisons.

À un moment donné, la comtesse douairière Violet Crawley résume 800 ans d'histoire britannique en un paragraphe. C'est le genre d'histoire que l'on refuse systématiquement aux étudiants, et ce depuis des décennies.

Mais c'est une bonne leçon de sciences politiques. Elle dit : "Pendant des années, j'ai regardé les gouvernements prendre des décisions qui n'étaient pas les leurs :

Pendant des années, j'ai vu les gouvernements prendre le contrôle de nos vies, et leur argument est toujours le même : moins de coûts et plus d'efficacité. Mais le résultat est le même : moins de contrôle de la part des citoyens et plus de contrôle de la part de l'État, jusqu'à ce que les souhaits de l'individu ne comptent plus. C'est ce à quoi je considère qu'il est de mon devoir de résister.

"En exerçant votre pouvoir non élu ?" demande Lady Rosamund Painswick.

Ignorant le coup, la douairière répond : "Vous voyez, le but d'une soi-disant grande famille est de protéger nos libertés. C'est pourquoi les barons ont fait signer la Magna Carta au roi Jean".

Surprise, sa lointaine cousine Isobel répond : "Je vois que votre argument était plus honorable que je ne l'avais imaginé".

Et sa belle-fille Cora, une Américaine qui ne comprend pas ce qui est en jeu, répond à son tour : "Maman, nous ne vivons pas en 1215. Les forces des grandes familles comme la nôtre disparaissent. C'est un fait."

La douairière poursuit : "Vos arrière-petits-enfants ne vous remercieront pas lorsque l'État sera tout-puissant parce que nous ne nous sommes pas battus."

Nous savons maintenant pourquoi cette question apparemment mineure lui tient tant à cœur.

Toute sa vie, elle a vu l'État marcher, surtout pendant la Grande Guerre, et la pression de l'État s'exercer sur tous les anciens domaines, qui voient leur statut et leur richesse diminuer d'année en année, comme sous l'effet d'une force inexorable de l'histoire.

La douairière, quant à elle, ne voit pas une main invisible à l'œuvre, mais une main très visible, celle de l'État lui-même. En d'autres termes, elle voit ce que presque tout le monde a manqué.

Et qu'elle ait raison ou tort sur la question particulière de cet hôpital (et l'histoire ultérieure lui donnera raison), l'idée générale est tout à fait juste.

Alors que les grandes fortunes de la noblesse déclinaient - les structures mêmes qui avaient non seulement établi les droits du peuple contre les souverains et les avaient protégés pendant 800 ans - l'État se développait, menaçant non seulement les nobles, mais aussi le peuple.

Quel est le rapport avec les États-Unis et la révolution américaine ? Lire la suite.

La corruption des grandes familles et l'avenir de la liberté

Par Jeffrey Tucker

La nouvelle histoire aime à souligner avec beaucoup de colère que les principaux instigateurs de la rébellion contre la couronne en 1776 étaient de grands propriétaires terriens et des hommes d'affaires ainsi que leurs familles.

Il s'agissait des familles fondatrices et des principaux acteurs de la révolution, qu'Edmund Burke a défendue de manière célèbre en affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une véritable révolution, mais d'une révolte à visée conservatrice. Il entendait par là que les colonies ne faisaient que revendiquer des droits forgés par l'expérience politique britannique.

Et ce n'est pas faux. La ferveur fondée sur les droits qui a donné naissance à la guerre d'indépendance s'est progressivement transformée en une convention constitutionnelle 13 ans plus tard. Les articles de la Confédération ne prévoyaient pas de gouvernement central, ce qui n'était pas le cas de la Constitution. Et les principales factions qui contrôlaient le nouveau gouvernement étaient en fait les familles de propriétaires terriens du Nouveau Monde.

La Déclaration des droits, une codification radicale des droits du peuple et des gouvernements inférieurs, a été ajoutée par les "anti-fédéralistes" - encore une fois, une aristocratie terrienne - comme condition de ratification.

La question de l'esclavage dans les colonies compliqua considérablement le tableau, bien sûr, et devint la principale ligne d'attaque contre le système américain de fédéralisme lui-même. La noblesse terrienne du Sud, en particulier, a toujours eu de sérieux doutes quant aux droits universels et inviolables revendiqués par Jefferson, craignant que leurs droits de propriété sur les personnes humaines ne soient un jour remis en question, ce qui s'est effectivement produit moins d'un siècle après la ratification de la Constitution.

Ceci mis à part, il n'en reste pas moins vrai que la naissance de la liberté américaine a reposé sur la version américaine des nobles, mais aussi sur le soutien du peuple dans son ensemble. L'histoire des droits britanniques de la douairière n'est donc pas totalement incompatible avec l'histoire américaine, du moins jusqu'à une date récente.

La "droite", au sens populaire du terme, a représenté principalement les intérêts commerciaux établis (y compris les bons et les mauvais côtés, comme les fabricants de munitions) et a eu tendance à être la faction qui défendait les droits du commerce.

La "gauche" a défendu les intérêts des syndicats, de la protection sociale et des populations minoritaires, tous ces intérêts étant également alignés sur ceux de l'État.

À l'aube du XXI^e siècle, ces catégories semblaient à peu près établies.

Mais c'est à ce moment-là qu'un changement titanesque a commencé à s'opérer, surtout après le 11 septembre. Les intérêts des "grandes familles" et de l'État ont commencé à s'aligner sur tous les plans (et pas seulement sur les questions de guerre et de paix). Ces fortunes familiales n'étaient plus attachées aux idéaux de l'ancien monde, mais aux technologies de contrôle.

Le cas paradigmatique est la **Fondation Gates**, mais il en va de même pour Rockefeller, Koch, Johnson, Ford et Bezos. En tant que principaux bailleurs de fonds de l'Organisation mondiale de la santé et des subventions à la recherche "scientifique", ils sont les principales forces à l'origine des menaces les plus récentes et les plus importantes pour la liberté de l'individu.

Ces fondations construites à partir de la richesse capitaliste, et désormais entièrement contrôlées par des bureaucrates fidèles aux causes étatistes, sont du mauvais côté des débats cruciaux de notre époque. Elles ne luttent pas pour l'émancipation du peuple, mais plutôt pour plus de contrôle.

Alors que de nombreux secteurs de la "gauche" se rallient naïvement à l'État biomédical et aux intérêts des géants de l'industrie pharmaceutique, et que la "droite" se laisse entraîner par la triangulation, **où est le parti qui défend la liberté de l'individu ?** Il est en train d'être évincé par une attaque venant des deux extrémités de l'échiquier politique.

Si les "grandes familles" ont fondamentalement modifié leurs loyautés et leurs intérêts, tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni, et que l'on ne peut plus compter sur les églises traditionnelles pour défendre les libertés fondamentales, on peut et on doit s'attendre à un réalignement majeur.

Les groupes marginalisés issus des anciennes versions de la droite et de la gauche devront déployer des efforts importants et efficaces pour réaffirmer tous les droits forgés et acquis au cours de nombreux siècles.

Nous vivons une époque totalement nouvelle et les guerres du COVID marquent ce tournant.

Pour l'essentiel, nous devons réexaminer la Magna Carta elle-même pour qu'elle soit claire : le gouvernement a des limites précises à son pouvoir. Et par "gouvernement", nous n'entendons pas seulement l'État, mais aussi les intérêts qui lui sont liés, qui sont nombreux mais comprennent les plus grands acteurs des médias, de la technologie et de la vie des entreprises.

Les groupes qui veulent normaliser les verrouillages et les mandats - je pense au COVID Crisis Group - peuvent compter sur le soutien financier des "grandes" familles, et l'admettent volontiers. C'est un problème sans commune mesure avec ce qu'ont connu les combattants de la liberté au cours de l'histoire moderne. C'est aussi la raison pour laquelle les alliances politiques semblent aujourd'hui si fluides.

C'est en fin de compte ce qui se cache derrière les grands débats politiques de notre époque. Nous essayons de comprendre qui représente quoi à une époque où rien n'est ce qu'il semble être.

Il existe également d'étranges anomalies. Elon Musk, par exemple, fait partie des Américains les plus riches, mais il semble être un défenseur de la liberté d'expression que l'establishment déteste. Sa plateforme sociale est la seule, parmi les produits à fort impact, à autoriser des propos qui contredisent les priorités du régime.

Son concurrent en termes de richesse, Jeff Bezos, ne le rejoint pas dans cette croisade.

Il en va de même pour **Robert F. Kennedy Jr**, descendant d'une "grande famille", qui a rompu avec son clan pour soutenir les droits de l'individu et le rétablissement des libertés que nous tenions pour acquises au XX^e

siècle. Son entrée dans la course à l'investiture démocrate a bouleversé notre perception de la position des "grandes familles" sur des questions fondamentales.

Cette confusion touche même des leaders politiques comme Donald Trump et Ron DeSantis. Trump est-il vraiment un populiste prêt à s'opposer à l'État administratif ou son rôle consiste-t-il à absorber les énergies du mouvement pro-liberté et à les tourner une fois de plus vers des objectifs autoritaires, comme il l'a fait avec les lockdowns de 2020 ?

Et Ron DeSantis est-il un véritable champion de la liberté qui luttera contre les lockdowns ou son rôle désigné est-il de diviser et d'affaiblir le Parti républicain avant la lutte pour l'investiture ?

Telle est la lutte actuelle au sein du Parti républicain. Il s'agit de savoir qui dit la vérité.

La raison pour laquelle la théorie de la conspiration s'est déchaînée comme jamais auparavant est que rien n'est vraiment ce qu'il semble être. Cela s'explique par le renversement des alliances qui ont caractérisé la lutte pour la liberté pendant plus de 800 ans.

Nous n'avons plus les barons et les seigneurs, nous n'avons plus les grandes fortunes : Elles ont jeté leur dévolu sur les technocrates. Pendant ce temps, les prétendus champions des petites gens sont maintenant entièrement alignés sur les secteurs les plus puissants de la société, ce qui donne une fausse version de la gauche.

Où en sommes-nous ? Il ne nous reste que la bourgeoisie intelligente - issue de la classe moyenne actuellement attaquée - qui est bien lue, qui réfléchit clairement, qui est attachée aux sources d'information alternatives et qui n'est consciente que maintenant, dans notre monde post-enfermement, de la nature existentielle de la lutte à laquelle nous sommes confrontés.

Et leur cri de ralliement est le même que celui qui a inspiré les mouvements de liberté du passé : les droits des individus et des familles face à l'hégémonie.

Si la comtesse douairière existait aujourd'hui, il n'y aurait aucun doute quant à sa position. Elle défendrait la liberté du peuple contre les contrôles de l'État et de ses dirigeants.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Révolte contre la pathocratie

James Howard Kunstler 3 juin 2023

DAILY RECKONING



Vous savez peut-être que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prépare un plan pour imposer sa volonté à toutes les nations souveraines de la planète en cas de pandémies futures.

Cela signifie, par exemple, que l'OMS donnerait des ordres aux États-Unis en matière de confinement, de vaccins et de passeports-vaccins et que nous, citoyens américains, serions supposés être obligés de les suivre.

La raison pour laquelle le régime de "Joe Biden" accepterait ce jeu de pouvoir mondialiste est l'un des plus grands mystères de notre époque - sauf qu'il accepte tout ce que la cabale de Genève prépare, comme les attaques contre les agriculteurs, la production de pétrole, les relations entre les hommes et les femmes, la vie privée et la liberté

économique dans toute la société occidentale, comme s'ils faisaient des heures supplémentaires pour la tuer.

Et nous tous avec.

Je pense qu'ils font des heures supplémentaires parce que les citoyens mécontents de la société occidentale ont compris leur jeu et s'en inquiètent.

La cabale genevoise est donc engagée dans une course contre la montre avant que le mât central de son chapiteau ne s'effondre et que les nations du monde ne soient contraintes de suivre l'air du temps dans le sens de la décentralisation, ce qui mettrait à mal tous ses grands projets.

Le régime de "Joe Biden" feint d'ignorer que cet accord avec l'OMS est en fait un traité qui nécessiterait une ratification par un vote des deux tiers au Sénat, un résultat improbable. En tout état de cause, il serait manifestement illégal de confier à l'OMS - en fait, à son chef Tedros Adhanom Ghebreyesus - le pouvoir de bousculer les citoyens américains comme un gigantesque troupeau de bétail.

Le mât central du chapiteau du cirque est l'économie mondiale qui vacille. Il tient à peine la toile au-dessus des trois pistes du cirque. Dans la piste centrale, le spectacle de mort de l'affaire criminelle de la famille Biden se joue devant un public immense (nous).

Hein, quoi ? Cette semaine, un coup de feu a été tiré au FBI et de la fumée s'échappe du canon.

Le directeur du FBI, Christopher Wray, a été contraint de vérifier qu'il était assis depuis trois ans sur un document incriminant émanant d'une source humaine confidentielle "de confiance", c'est-à-dire d'un informateur, affirmant que la famille Biden avait reçu un pot-de-vin de 5 millions de dollars de la part d'une entité étrangère à l'époque où "JB" était vice-président.

Il ne s'agit bien sûr que d'un pot-de-vin parmi tant d'autres, comme l'atteste l'ordinateur portable de Hunter Biden, et il doit être évident qu'il s'agit d'un comportement de trahison qui exigera la démission ou la mise en accusation.

Dans un pays normal, ce serait le cas. Mais nous ne vivons plus dans un pays normal.

Je vous montre ci-dessous comment nous sommes gouvernés par une "pathocratie" intéressée - mais aussi comment les gens normaux commencent enfin à s'y opposer. Lire la suite.

Révolte contre la "pathocratie"

Par James Howard Kunstler

Alors que la saga Biden s'étale sur les semaines et les mois à venir, pensez-vous que les Américains seront d'humeur à accepter de nouvelles insultes telles que "Joe Biden" abandonnant notre souveraineté nationale à l'OMS ?

Quoi qu'il en soit, vous devez vous poser la question : Pourquoi devrais-je faire confiance à l'OMS pour quoi que ce soit ? N'a-t-elle pas participé à la mise en danger du monde avec le COVID-19 ? Comment ces bouclages ont-ils fonctionné ? Pensez-vous qu'ils ont détruit suffisamment d'entreprises et ruiné suffisamment de ménages ? Comment se porte le programme de vaccination ? Efficace ? Sûr ?

Oui, peut-être pas tant que ça. Peut-être qu'il tue beaucoup de gens, détruit les systèmes immunitaires, stérilise les organes reproducteurs, provoque des handicaps graves, brise des vies.

Bien entendu, en plus de trois ans, ni l'OMS ni les autorités médicales américaines n'ont manifesté le moindre intérêt pour aider à comprendre comment le virus COVID-19 a été fabriqué en laboratoire et comment il s'est

répandu dans le monde.

On ne peut pas faire confiance à l'OMS pour quoi que ce soit.

L'"horizon de confiance" (un concept introduit par la grande Nicole Foss, de TheAutomatic-Earth dot com) se rétrécit. On ne peut plus faire confiance aux autorités lointaines. Vous ne pouvez pas non plus faire confiance au gouvernement fédéral américain (en particulier au pouvoir exécutif derrière "Joe Biden").

Et remarquez : l'horizon de confiance se rétrécit au moment même où le monde se décentralise. C'est là, voyez-vous, la principale contradiction derrière les ambitions tordues des mondialistes de tout contrôler, y compris vous.

Ils travaillent à contre-courant de l'histoire humaine qui pousse tout vers la réduction d'échelle, la relocalisation et la réaffirmation de la souveraineté de l'individu.

Cette tendance deviendra de plus en plus évidente lorsque les choses organisées à l'échelle géante commenceront à imploser - les chaînes de distribution géantes, les mastodontes de la médecine, les fonds spéculatifs, les grandes banques, et j'en passe. Le monde n'a plus le goût du mondialisme.

Il y a lieu de se demander aujourd'hui si les États-Unis ont le mojo nécessaire pour rester une entité nationale unifiée d'États. **Notre gouvernement fédéral n'est pas seulement en faillite financière au-delà de tout calcul cohérent**, il est aussi en faillite morale, et il a décidé de faire la guerre à son propre peuple.

Au fur et à mesure que tout cela se déroule, quelque chose de grotesque se révèle : une faillite non seulement de l'argent, mais aussi de l'objectif, du sens et de la légitimité de la nation. Vous réalisez aujourd'hui, le cœur brisé, que votre pays a été volé par des psychopathes.

Nous avons déjà quitté la route et il ne reste plus qu'à savoir comment ce véhicule s'arrêtera dans le fossé. Ensuite, il s'agira de savoir comment chacun d'entre nous sortira de l'épave fumante.

L'essentiel, cependant, est clair pour tout le monde : Le véhicule dans lequel nous roulions n'est plus. Nous sommes là, à trébucher dans le noir, en état de choc, essayant désespérément de déterminer où nous sommes et ce qui nous est arrivé.

Le problème quand on est gouverné par des psychopathes, c'est qu'ils ne se soucient pas des autres. Ils sont en fait incapables d'imaginer la vie des autres, en particulier le fait que ces autres se soucient les uns des autres et de ce qui leur arrive.

Vous avez peut-être remarqué, par exemple, que le sénateur psychopathe Lindsay Graham (R-SC) s'est rendu en Ukraine la semaine dernière et a déclaré : *"Les Russes meurent. Nous n'avons jamais aussi bien dépensé notre argent"*. Il y a quelques mois à peine, il appelait à l'assassinat de Vladimir Poutine. Il s'est contenté de dénigrer la mère de M. Poutine.

L'Ukraine, bien sûr, est une cause perdue, et elle n'a jamais été une bonne cause en premier lieu. Contrairement à ce qu'a dit Lindsay Graham, l'argent américain a tué beaucoup plus d'Ukrainiens que de Russes. S'il a négligé ce détail peu appétissant, c'est parce qu'il ne se soucie pas des Ukrainiens, pour le bien desquels nos "responsables" sont censés avoir entrepris ce gâchis.

Lindsay Graham n'a peut-être pas non plus remarqué que notre pays s'effondre, mais pas la Russie. Cela doit être dû au fait que Lindsay Graham ne se soucie pas non plus des Américains.

Quant à notre monnaie, il semble que la plupart des pays du reste du monde - les nations qui produisent encore des choses de valeur - soient tellement déçus par la pathocratie américaine qu'ils cherchent par tous les moyens à

cesser d'utiliser notre monnaie dans les règlements commerciaux internationaux.

Cet argent, notre dollar, est devenu la monnaie de réserve mondiale parce que notre pays est sorti vainqueur de la précédente guerre mondiale et qu'il a dominé militairement la planète pendant près d'un siècle.

Naturellement, au fur et à mesure que nos dirigeants devenaient de plus en plus pathologiques et pathocratiques, nos efforts militaires se sont multipliés - jusqu'à ce que, dernièrement, ils se limitent à écraser d'autres pays pour montrer que nous sommes capables de le faire.

Ces autres pays doivent se demander quel sera le prochain endroit que l'Amérique tentera de détruire. Deux de ces pays, la Russie et la Chine, commencent à se rendre compte qu'ils sont peut-être mieux équipés que l'Amérique pour faire ce travail.

Rien n'indique que notre pathocratie reconnaisse que le prochain choc pourrait être la Troisième Guerre mondiale et que nous pourrions ne pas en sortir victorieux.

Nous devons donc envisager les perspectives peu glorieuses qui s'offrent à nous. Comment nos stratèges néocons pathocrates accueilleront-ils la débâcle de notre échec en Ukraine ? Le déni et la manipulation, c'est certain. Mais se démèneront-ils pour imaginer une nouvelle mésaventure aussi imprudente et absurde ? Vous avez de bonnes raisons de vous inquiéter.

La pathocratie marche toujours vers le totalitarisme parce que les pathocrates ne peuvent pas imaginer une gestion des affaires publiques par un peuple qui se soucie des autres (et de son pays).

Par conséquent, tout le monde doit être soumis à une coercition et à une punition incessantes, en particulier pour ses pensées (et en particulier pour les pensées d'opposition à la pathocratie).

Cependant, il y a certainement plus de gens qui se soucient les uns des autres que de psychopathes en Amérique. Je ne suis pas un grand amateur de quantification mais, pour mémoire, une méta-analyse psychiatrique estime que 1,2 à 4,5 % de la population présente des troubles de la personnalité psychopathique.

La manière dont cette infime fraction de la population en est venue à prendre en charge nos affaires est certainement le grand mystère du moment. À mon avis, dans des conditions d'effondrement économique, social et politique, les gens qui se soucient les uns des autres se préoccupent de leurs devoirs mutuels, tandis que les psychopathes, déchargés de ces soucis, peuvent vaquer à d'autres occupations, comme le pillage, le meurtre et la semence du chaos.

Parfois, dans l'histoire, les pathocrates sont simplement renversés par la majorité des humains dotés d'un équipement émotionnel fonctionnel. Mais ce n'est pas facile, car dans la plupart des autres régions du monde, les pathocrates deviennent les seuls propriétaires des armes et disposent d'armées et de polices pour réprimer les révoltes.

Ce n'est pas tout à fait le cas ici, aux États-Unis, avec notre deuxième amendement à la Constitution. Le président putatif, "Joe Biden", a déclaré il y a quelque temps que toute personne cherchant à s'opposer à lui ferait mieux d'apporter des avions de chasse F-15 pour faire le travail.

Comme le dit le bon livre : *"L'orgueil précède la destruction, et l'esprit hautain précède la chute".*

Rien de tout cela n'est satisfaisant et rien de tout cela ne fonctionne. Il est temps de déterminer à qui et à quoi vous pouvez faire confiance et d'agir en conséquence.

Aujourd'hui, c'est le moment où l'histoire donne naissance à des événements nouveaux et stupéfiants. Tout le

monde le sent. Les bêtes féroces sont là, avachies dans la plaine fruitière.

Faites votre devoir avec courage, comme l'ont fait ceux qui nous ont précédés.

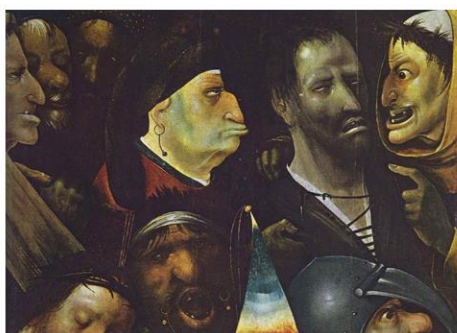
▲ [RETOUR](#) ▲

.Fondu au noir en Ukraine

Par James Howard Kunstler – Le 22 mai 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)



“Après l’éviction de M. Trump en 2020, cette nouvelle-nouvelle-gauche avait exactement ce qu’elle réclamait, un Démocrate libéral à la Maison Blanche. Étant donné le sentiment de catastrophe imminente qui règne actuellement, il peut être difficile de se souvenir précisément de la quantité de conneries pleurnichardes qui ont servi à vendre Joe Biden.” – Rob Urie



Mellecey. L'imaginaire fantastique de Jérôme Bosch

Avez-vous remarqué que le président de l’Ukraine (ou le gouverneur du cinquante-et-unième État américain), M. Zelensky, parcourt le monde depuis des semaines : Londres, Helsinki, Paris, Hiroshima ? C’est qu’il s’agit d’un de ces mois où il se passe des années, où le monde change à toute vitesse. Il semble avoir peur, un peu, en essayant de garder une longueur d’avance sur le changement. Ce qui semblait être une excellente idée pour une certaine clique de soi-disant néo-conservateurs dans notre pays – utiliser l’Ukraine comme un piège à ours – a plutôt soudainement révélé les multiples

faillites de l’Europe et de l’Amérique et a révolté tout le reste du monde en dehors de la civilisation occidentale. Oh, l’émerveillement et la nausée !

Essayez d’imaginer la situation difficile dans laquelle se trouve M. Zelensky. La puissante Amérique et la redoutable Europe ont escroqué l’ancien comédien en lui faisant croire que s’il participait à un projet de génie visant à ruiner la Russie et à éliminer Vlad Poutine de l’échiquier mondial, son triste pays serait transformé en une sorte d’Ukro-Disneyworld, tandis que lui, M. Z, serait acclamé et enrichi au-delà de ses espérances les plus folles. Sa sauvegarde était la plus grande puissance hégémonique que le monde ait jamais connue. Le jeu s’appelait [Let’s You and Him Fight](#).

Le pauvre [schlemiel](#) est tombé dans le panneau. Il a laissé l’OTAN (c’est-à-dire les États-Unis) mettre sur pied, équiper et entraîner la plus grande armée d’Europe, y compris des bataillons de nazis ukrainiens purs et durs, qui avaient été si utiles lors de la “révolution de couleur” de Maïdan en 2014, parrainée par les États-Unis. M. Z a suivi les ordres du département d’État américain pour faire pleuvoir des roquettes et des obus d’artillerie sur les russophones qui vivaient dans ses propres provinces orientales. Il a déposé une demande officielle d’adhésion au club de l’OTAN. Son pays a reçu des milliards de dollars américains sans contrôle d’audit, ne demandant qu’à être dépouillés par les dirigeants ukrainiens qui, après tout, méritaient bien un petit quelque chose pour toutes ces affaires. Qu’est-ce qui pourrait mal tourner ?

C’est ainsi que la civilisation occidentale a donné le coup d’envoi de la plus grande guerre chaude que l’Europe ait connue depuis les années 1940. En février 2022, M. Poutine en a eu assez de la singerie qui se déroulait sur son “*perron*” et a envoyé une équipe de nettoyage. C’est parti ! Les néo-conservateurs américains étaient prêts à faire passer d’innombrables troupes ukrainiennes dans un hachoir à viande qui, théoriquement, épuiserait la volonté et les ressources de l’exécrable ours et produirait d’innombrables bénéfices renforçant notre position dominante dans le monde. Nos infortunés “*partenaires*” de l’OTAN ont suivi le programme, bien qu’on leur ait

demandé de commettre un suicide économique pour le plus grand bien de l'alliance (ou quelque chose comme ça). De toute façon, ils n'avaient pas besoin de ce sale gaz naturel russe. Ils se sont mis au "vert" (c'est Klaus Schwab qui l'a dit, n'est-ce pas ?).

Pendant ce temps, les citoyens de notre pays ont été préparés à la perfection par le complexe industriel et de propagande des États-Unis en criant "*Russie, Russie, Russie*", sur l'ordre de la leader d'opinion Hillary Clinton, une prétendante au poste de président. Les médias ont exigé la crucifixion de son adversaire, M. Trump, qui avait paresseusement lancé l'idée odieuse que les États-Unis et la Russie pourraient entretenir des relations amicales, étant donné que l'ours n'arborait plus le drapeau rouge. Quoi !!! Il a vraiment dit ça !?! L'idiot d'orange qui n'a aucune idée !

Eh bien, les gens qui dirigent l'Amérique – c'est-à-dire les dizaines de satrapes bureaucratiques non élus qui gardent leurs nids à travers l'[Okefenokee](#) à l'intérieur de la Beltway, en particulier la fosse aux alligators connue poliment sous le nom de *Communauté des renseignements* – ont décidé de soumettre M. Trump à une version individuelle du supplice exquis destiné à la Russie, la Russie, la Russie : la douleur, l'ignominie et la ruine. Six ans plus tard, ils sont toujours à l'œuvre, car l'implacable M. Trump n'abandonnera pas sa croisade pour reprendre la Maison Blanche et défenestrer tous ceux qui tentent de le défenestrer. Ses ennemis se sont emparés de tous les leviers du pouvoir juridique et pourtant, étonnamment, ils ne peuvent rien inventer d'autre que les accusations les plus minables pour le traîner dans les juridictions sous leur contrôle.

Ce conflit politique interne aux États-Unis a rendu la population complètement folle, tandis qu'il a rendu nos institutions rances et nous a laissés soumis à une pathocratie qui se cache derrière un chef de l'exécutif ridiculement faux. Après plus d'un an d'application du plan génial de l'Amérique pour maintenir sa domination mondiale, la Russie se débrouille très bien, merci, en construisant un cadre géoéconomique pour le commerce qui ne sera pas soumis aux plaisanteries de la société civile occidentale dirigée par les États-Unis. La Russie est une nation de personnes qui se considèrent comme des hommes et des femmes, les difficultés liées à la confusion des genres y étant heureusement absentes. Idem pour les folies raciales. Idem pour les Ponzis bancaires.

Après plus de deux ans de "*Joe Biden*", notre pays est en train de dépasser le stade de la république bananière, de la dissolution et de la dépravation, pour s'enfoncer rapidement dans une dystopie à la Jérôme Bosch, faite de ruines financières, sociales, psychologiques et morales. Toutes les déclarations officielles sont des mensonges. Tout est cassé ou en train de se casser. Et apparemment, à dessein. La question récurrente, bien sûr, est de savoir à quelles fins.

Et pourquoi M. Zelensky passe-t-il d'un pays à l'autre depuis un mois ? Parce que le jeu de la lutte entre vous et lui touche à sa fin et que M. Z pourrait se retrouver fatalement impopulaire sur le front intérieur. Il a réussi à envoyer plus de cent mille jeunes Ukrainiens à la mort dans le hachoir à viande, et peut-être un million d'autres ont filé vers d'autres pays. L'Ukraine ne comptera plus que des femmes, des enfants et des vieillards, avec juste assez de soldats survivants pour traquer le comique qui a fait de l'Ukraine l'une des mauvaises blagues de l'histoire.

▲ [RETOUR](#) ▲

[L'épreuve de vérité](#)

Par James Howard Kunstler – Le 26 mai 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)



"Mettons-nous sur la chaise de plongée et nous déterminerons ce que la nature dit de votre statut dans l'autre monde, puis nous prendrons une décision sur ce qu'il faut faire de votre corps encore vivant." – **Matt Taibbi**



Baphomet, le démon à tête de bouc associé au satanisme et à l'occultisme.

Je suis sûr que vous vous demandez ce qui se passe avec les PDG d'entreprises comme Brendan Whitworth d'Anheuser-Busch, Brian Cornell de Target et Todd Spaletto de North Face. Ont-ils donné leur feu vert aux campagnes de marketing désastreuses du Mois des Fiertés, basées sur l'activisme transgenre, qui ruinent soudain leurs entreprises ? Ou bien ces choses se produisent-elles en aval de la chaîne de commandement pendant que les dirigeants sont occupés à frapper des balles de golf ou à réviser le prix d'exercice de leurs options d'achat d'actions ?

Je vais vous dire ce que vous ne voyez pas et n'entendez pas : les cris rouges dans les salles du conseil d'administration lorsque les boycotts tuent les ventes et que les directeurs sont confrontés à la colère des actionnaires. C'est une chose que Bud Light ait attelé l'influenceur Dylan Mulvaney au chariot de bière à la place des traditionnels chevaux Clydesdale. Après tout, chaque État a un âge pour boire de l'alcool, même s'il est assez étonnant que quelqu'un chez Anheuser-Busch ait pensé que les pitreries Instagram de "Mme" Mulvaney feraient vendre de la bière à des hommes adultes qui démenagent des appareils électroménagers et réparent des nids-de-poule.

C'est une autre chose, dans le cas de Target, de destiner du matériel sexuellement chargé à de jeunes enfants, par exemple une ligne de T-shirts proclamant "*Satan Respects Pronouns*" (Satan respecte les pronoms), fabriqués par la société Abprellen d'Erik Carnell, basée à Londres. M. Carnell a développé cette idée sur le site web de sa société (aujourd'hui supprimé) :

Les satanistes ne croient pas vraiment en Satan, il est simplement utilisé comme symbole de la passion, de la fierté et de la liberté. Il signifie pour vous ce que vous voulez qu'il signifie. Ainsi, pour moi, Satan représente l'espoir, la compassion, l'égalité et l'amour. Donc, naturellement, Satan respecte les pronoms. Il aime toutes les personnes LGBT+. J'ai choisi une variante de Baphomet pour ce dessin, une divinité qui est elle-même un mélange de genres, d'êtres, d'idées et d'existences.

Seriez-vous surpris d'apprendre que les enfants bien avant l'âge de la puberté ne sont pas du tout enclins à penser à la sexualité ? Dans une société bien ordonnée qui reconnaît que les enfants sont différents des adultes, ils ne le font pas. Et si quelque chose de sexuel est porté à leur connaissance, ils sont généralement perplexes. À moins qu'ils ne soient nés à une époque où les adultes s'emploient à effacer les frontières, les garde-fous et les inhibitions culturelles, auquel cas je dois imaginer que les jeunes enfants exposés, par exemple, à la pornographie dans un foyer chaotique la trouvent traumatisante et sinistre. Alors, pourquoi cette célébration joyeuse de la sexualisation des enfants aujourd'hui ?

Je vais vous le dire : parce que nous vivons aujourd'hui dans une société très mal ordonnée, une société où tout est permis et où rien n'a d'importance, ce qui est un mauvais principe de civilisation. C'est ce même principe qui pousse les gens à chier sur les trottoirs de San Francisco, à piller les magasins Walgreens en plein jour, à promouvoir des vaccins inefficaces et dangereux (et à mentir à ce sujet) et à arrêter les gens pour des délits d'opinion. C'est une société dégénérée. En faillite morale. Diabolique.

Comment en est-on arrivé là ? La réponse concise est qu'un modèle d'entreprise brisé pour la vie quotidienne et une économie qui s'effondre ont tellement désorganisé des millions d'esprits que les valeurs sont perçues comme n'ayant aucune valeur. L'échafaudage de la vérité, de la beauté, de l'honneur, de la dignité, du courage, de la prudence, de la générosité, etc. s'est plié il y a un certain temps, au ralenti, de sorte que nous ne l'avons pas remarqué.

Les gardiens de notre culture l'ont remplacé par un système kitsch de faux signaux de vertu rituels auquel ils ne

croient pas vraiment et qui persiste simplement parce que le vide moral qu'il représente provoque une anxiété insupportable. La principale leçon du récent rapport Durham – qui a échappé même aux observateurs les plus pointilleux – est que notre pays ne veut pas se réparer, et que tout l'appareil brisé pour le réparer est entre les mains de ceux qui l'ont brisé.

Cette négligence épique laisse les portes grandes ouvertes au large éventail de méfaits criminels d'ordre inférieur que nous voyons s'exprimer tout autour de nous. Je vais maintenant m'aventurer dans l'ombre. Une rumeur circule sur l'internet selon laquelle cette campagne apparemment coordonnée visant à sexualiser les enfants et à les initier à des comportements marginaux a été lancée afin d'amadouer le public en prévision des révélations choquantes contenues dans les archives de Jeffrey Epstein, qui ont fait couler beaucoup d'encre et qui montrent d'éminentes personnalités internationales prises dans des situations sexuelles compromettantes, y compris des actes sexuels avec des enfants.

Je ne m'engagerais pas à dire qu'il y a quelque chose de vrai, mais il y a eu énormément de signes et de présages qui pointent dans cette direction, et je ne l'écarterais donc pas du revers de la main. Il ne fait guère de doute que les vidéos existent, ou ont existé – nous savons que les différentes demeures d'Epstein étaient équipées de caméras jusqu'aux combles et qu'il était un "actif" de plus d'un service de renseignement d'un pays pratiquant le chantage – et je m'attends à ce qu'il existe au moins quelques copies des vidéos, tout comme il existe de nombreuses copies du disque dur de l'ordinateur portable d'Hunter Biden.

Il y a quelque chose de programmatique dans la façon dont les drag-queens ont été introduites dans les crèches l'année dernière. Cela ne semble pas organique, dirons-nous, mais plutôt dirigé, comme un grand opéra sinistre. Et l'effort pour enrôler et initier les écoliers à un psychodrame de confusion sexuelle hyperbolique semble absolument orchestré.

Nous pourrions assister à la convergence d'un scandale politique d'envergure mondiale et d'une crise financière meurtrière pour l'économie, qui détruira l'ensemble de l'armature de l'argent et du crédit de l'après-guerre. Cet événement ouvrirait une période de turbulences effroyables dans notre vie quotidienne, interrompant les chaînes d'approvisionnement, tuant les entreprises et perturbant tous les arrangements sociaux imaginables ainsi que l'ordre public. Si cela se produit, et cela semble probable, ce sera la dernière fois que nous entendrons parler de pronoms personnels et d'influenceurs trans pendant un millier d'années.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dum-Da-Dum-Dum...Dah

Par James Howard Kunstler – Le 19 mai 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)



"Après tout, il s'agissait d'un effort collectif. À Washington, plus il y a de personnes impliquées dans une conspiration, moins la culpabilité est grande. Ils l'ont tous fait, donc personne ne l'a fait". – Jonathan Turley



Jonathan Turley

Les historiens du futur, faisant bouillir une bonne bouillabaisse printanière d'orties, de tubercules de quenouilles et de grenouilles sur leurs feux de camp, se pencheront sur le mystifiant rapport RussiaGate de John Durham à la recherche d'indices sur ce qui a engendré l'épave fumante du système juridique qui ceinturait autrefois toutes les manières rudes et prêtes de l'ancienne Amérique, nous transformant en un pays de zombies simplistes. Il semblerait qu'une étrange secte satanique, le FBI, ait jeté un sort sur le pays, autorisant la méchanceté et la dépravation qui ont transformé un peuple autrefois intègre en menteurs, jusqu'à ce que plus personne ne sache quelle était la

bonne façon de faire quoi que ce soit...

Bien sûr, nous ne vivons pas dans l'avenir, mais seulement à sa lisière palpitante, et il est encore possible de voir à travers le brouillard de mystification qui envahit nos vies. Bien qu'une Rachel Maddow continue de s'extasier, que le FBI envoie encore des équipes d'intervention d'urgence ici et là pour intimider les justes et qu'une momie diabolique réside au 1600 Pennsylvania Avenue, notre pays connaît la vérité. Il a été mystifié, joué, embobiné. Nous avons été trompés. La loi a été retournée contre le peuple par les officiers de justice eux-mêmes : les avocats. Shakespeare a eu la bonne idée d'en parler – et pardonnez-moi de ne pas l'expliquer (mais consultez Henry VI, partie II, acte IV, scène II, à votre guise).

Oui, le rapport de John Durham a été une déception, mais n'est-il pas évident qu'il était déjà épuisé par les poursuites infructueuses engagées l'année dernière contre Michael Sussmann et Igor Danchenko devant le gangrené tribunal fédéral du district de Washington, qui a envoyé le message suivant : *“Pourquoi vous donner la peine, mon pote ?”* Toute autre affaire contre des personnes comme James Comey, Peter Strzok, Andrew McCabe et le reste de la bande aurait donné lieu à la plus grande démonstration de perte de mémoire jamais vue dans les annales de la jurisprudence. Quant à attendre du gouvernement qu'il produise des documents à titre de preuve, qui d'entre nous peut retenir son souffle pendant, disons, soixante-quinze ans ?

Il est impossible pour l'instant de connaître les contraintes imposées à M. Durham par l'Attorney General Merrick Garland – bien qu'il semble que M. Garland ne soit que le dernier initié dans le [shuck-and-jive](#) qui dure depuis des années et qui équivaut à une conspiration séditeuse contre la république. En d'autres termes, ajoutez M. Garland à la longue liste des fonctionnaires qui ont beaucoup à risquer et beaucoup à cacher, et qui ont donc utilisé leurs pouvoirs acquis pour paralyser M. Durham. Malgré tout, le cœur de l'histoire est sorti, et il a été énoncé de manière assez claire : Hillary Clinton a lancé toute l'affaire du *“RussiaGate”* pour détourner l'attention de ses propres turpitudes. Les dirigeants des agences fédérales et leurs lieutenants ont avidement utilisé les faussetés concoctées par Hillary pour fomentier des poursuites malveillantes et chasser le président Trump, naïvement accommodant, de son poste, et n'ont reculé devant rien jusqu'à ce qu'ils y parviennent.

C'est ainsi. Nous devons maintenant nous débrouiller et aller de l'avant, en tant que corps politique sauvagement déformé. Il sera néanmoins édifiant de voir M. Durham témoigner devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants la semaine prochaine, comme l'a demandé le président Jim Jordan (R-Ohio). M. Durham pourrait même profiter de l'occasion pour redorer son blason. Quelques points à examiner : Pourquoi M. Durham a-t-il omis d'enquêter sur la tromperie de l'équipe Mueller (en particulier sur son véritable directeur, Andrew Weissmann), qui constituait une opération de dissimulation évidente ? Idem : le rôle joué par le président Barack Obama dans le projet d'ingérence dans l'élection de 2016 ? Idem : l'opération visant à cacher puis à discréditer l'ordinateur portable de Hunter Biden, bourré de crimes, lors de l'élection présidentielle de 2020 ? Idem : quel a été le rôle de la CIA dans tout cela ? Je pense que M. Durham apportera de nombreuses réponses intéressantes à ces questions. C'est peut-être le seul forum qui lui permettra de parler honnêtement.

Les membres de la commission judiciaire de la Chambre des représentants sont vraisemblablement des juristes et disposent d'une multitude d'assistants juridiques qui peuvent leur fournir des conseils juridiques. Quelqu'un pourrait-il demander à M. Durham pourquoi il n'a pas porté plainte pour conspiration en vue de commettre une sédition en vertu de la loi RICO contre l'ensemble des acteurs du RussiaGate, en se fondant sur le *“raisonnement d'entreprise”* selon lequel les preuves suggèrent qu'ils étaient tous impliqués dans un effort de défenestration d'un président en exercice ?

Nous irons de l'avant, que cela nous plaise ou non, bien sûr, car la flèche du temps ne va que dans cette direction. Quelle est la meilleure façon de sortir de ce désert de déshonneur et de disgrâce ? Il faut s'inspirer de la campagne menée jusqu'à présent par Robert F. Kennedy, Jr. La façon dont M. Kennedy parle franchement – en contournant les calomnies et les obscénités coordonnées d'une presse ignoble – fait passer les dirigeants actuels du parti Démocrate pour la plus pathétique clique de crapules jamais rassemblée sous un gonfalon. Gardez un œil sur RFK Jr. Il se déplace vers le bas du terrain, même sans blocage.

Note complémentaire ou post-scriptum, pour ceux qui s'intéressent à l'évolution de l'histoire de la vaccination : Un ami proche s'est rendu à la pharmacie CVS à la recherche d'une carte de "*prompt rétablissement*". Il n'y en avait pas. Un employé présent dans l'allée lui a dit : "*Nous ne pouvons pas les garder en stock*". Il n'y avait pas non plus de cartes de condoléances. Tirez-en les conclusions qui s'imposent.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le Club de Rome : Comment l'hystérie climatique est utilisée pour créer une gouvernance mondiale

Par Brandon Smith – Le 19 mai 2023 – Source [Alt-Market](#)



Au début des années 1970, les États-Unis et une grande partie du monde occidental étaient plongés dans une crise économique stagflationniste. Nixon a complètement retiré le dollar de l'étalon-or en 1971 avec l'aide de la Réserve fédérale (ou peut-être sous la direction de la Fed), ce qui a finalement intensifié les pressions inflationnistes. Le boom de l'après-guerre en Europe s'est brutalement arrêté, tandis que les prix des biens (et du pétrole/essence) aux États-Unis ont grimpé en flèche jusqu'en 1981-1982, lorsque la Réserve fédérale a augmenté les taux d'intérêt jusqu'à environ 20% et a

délibérément provoqué une récession.

Il est intéressant de noter que le FMI a créé le système des DTS en 1969, juste avant la suppression de l'étalon-or (ces mêmes DTS que le FMI s'apprête à utiliser comme fondement d'un [mécanisme mondial de monnaie numérique](#)). Quant au Forum économique mondial, il a été fondé en 1971.

Cette période est souvent dépeinte dans les films comme une ère heureuse de disco, de drogues, de hippies et de rock n' roll, mais la réalité est que le début des années 1970 a marqué le début de la fin pour l'Occident – c'est le moment où nos fondations économiques ont été sabotées et où l'aisance de la classe moyenne a été lentement, mais sûrement, volée par l'inflation.

Au milieu de ce "*malaise*" économique, que Jimmy Carter qualifiera plus tard de "*crise de confiance*", les Nations unies et les tables rondes globalistes associées travaillaient d'arrache-pied à l'élaboration d'un plan visant à convaincre la population d'adhérer à la centralisation du pouvoir à l'échelle mondiale. Leurs objectifs étaient plutôt directs. Ils voulaient

- Une justification pour le contrôle gouvernemental de la population humaine.
- Le pouvoir de limiter l'industrie.
- Le pouvoir de contrôler la production d'énergie et de dicter les sources d'énergie.
- Le pouvoir de contrôler ou de limiter la production alimentaire et l'agriculture.
- La capacité de microgérer la vie des individus au nom d'un "*bien commun*" défini ultérieurement.
- Une société socialisée dans laquelle le droit individuel à la propriété est abandonné.
- Un système économique mondial unique qu'ils gèreraient.
- Un système monétaire unique.
- Un gouvernement mondial unique gérant une poignée de régions distinctes.

L'une des citations les plus révélatrices de l'ordre du jour est celle de Strobe Talbot, secrétaire d'État adjoint de l'administration Clinton, qui a déclaré dans [Time Magazine](#) que :

Au cours du prochain siècle, les nations telles que nous les connaissons seront obsolètes ; tous les États reconnaîtront une autorité mondiale unique... La souveraineté nationale n'était pas une si bonne idée après tout.

Pour comprendre le fonctionnement de cet agenda, je vous propose une citation de Richard Gardner, membre du *Council on Foreign Relations*, dans un article paru dans le *Foreign Affairs Magazine* en 1974 et intitulé "[The Hard Road To World Order](#)" (La voie difficile vers l'ordre global) :

En bref, la "maison de l'ordre global" devra être construite de bas en haut plutôt que de haut en bas. Cela ressemblera à une grande "confusion bourdonnante", pour reprendre la célèbre description de la réalité par William James, mais un contournement de la souveraineté nationale, en l'érodant morceau par morceau, permettra d'accomplir bien plus que l'assaut frontal à l'ancienne.

En d'autres termes, les globalistes savaient que la progressivité serait le seul moyen de parvenir à une structure de pouvoir global unique qui gouverne OUVERTEMENT, plutôt que de dissimuler le pouvoir des élitistes derrière des organisations clandestines et des politiciens fantoches. Ils veulent un empire mondial dans lequel ils deviendront les "*rois philosophes*" oints décrits dans la République de Platon. Leur ego narcissique ne peut s'empêcher d'aspirer à l'adoration des masses qu'ils détestent secrètement.

Mais même en procédant par étapes, ils savent que le public finira par comprendre le plan et cherchera à résister à l'érosion de nos libertés. Établir un empire est une chose, le conserver en est une autre. Comment les globalistes pourraient-ils sortir de leur placard autoritaire, éliminer les libertés individuelles et gouverner le monde sans une rébellion qui finirait par les détruire ?

Le seul moyen pour qu'un tel plan fonctionne est que les gens, les paysans de cet empire, embrasse leur propre esclavage. Le public devrait être amené à considérer l'esclavage comme une question de devoir solennel et de survie, non seulement pour eux-mêmes, mais pour l'espèce tout entière. Ainsi, si quelqu'un se rebelle, il sera considéré comme un monstre par la ruche. Il mettrait en danger l'ensemble de la collectivité en défiant la structure du pouvoir.

Ainsi, les globalistes gagnent. Pas seulement pour aujourd'hui, mais pour toujours, car il n'y aurait plus personne pour s'opposer à eux.

Nous avons eu un avant-goût de cette forme de guerre psychologique lors de la peur de la pandémie, au cours de laquelle on nous a dit qu'un virus avec un taux de létalité de 0,23 % suffisait à effacer la majorité de nos droits humains. Heureusement, un groupe suffisamment important de personnes s'est levé et a lutté contre les obligations et les passeports sanitaires. Cela dit, les globalistes ont l'intention d'exploiter un programme beaucoup plus vaste, axé sur le "*bien commun*", à savoir la soi-disant "*crise climatique*".

Pour être clair, il n'y a AUCUNE preuve d'une crise climatique causée par les émissions de carbone ou de gaz à effet de serre produites par l'homme. Aucun événement météorologique ne sort de l'ordinaire par rapport à la chronologie historique du climat de la Terre. Aucune preuve ne vient étayer les théories relatives au "*point de basculement*" des températures. En outre, la température de la Terre a augmenté de moins de 1°C en 100 ans. Les relevés de température officiels ne remontent qu'aux années 1880, et c'est cette période étroite que les climatologues financés par les Nations unies et les gouvernements utilisent comme point de référence pour leurs affirmations.

J'explique pourquoi il s'agit d'une science frauduleuse dans mon article intitulé "[La peur des cuisinières à gaz est une fraude créée par les partisans autoritaires du changement climatique](#)". Le fait est que l'ONU a encouragé l'hystérie autour d'un faux scénario climatique apocalyptique, tout comme le WEF et l'OMS ont encouragé l'hystérie et la peur autour d'une non-menace comme la crise Covid. Tout a commencé au début des années 1970 avec un groupe lié à l'ONU, le Club de Rome.

Les globalistes ont comploté pour utiliser l'environnement comme prétexte à la centralisation depuis au moins 1972, date à laquelle le Club de Rome a publié un traité intitulé "*The Limits Of Growth*" ("*Les limites de la croissance*"). En finançant une étude limitée de l'industrie et des ressources dans le cadre d'un projet conjoint avec le MIT, les conclusions semblaient avoir été écrites bien à l'avance : la fin de la planète était proche à moins que les nations et les individus ne sacrifient leur souveraineté. Cela arrangeait bien les globalistes qui finançaient l'étude...

Vingt ans plus tard, ils publieront un livre intitulé "*La première révolution mondiale*". Dans ce document, ils discutent spécifiquement de l'utilisation du réchauffement climatique comme moyen de mettre en place une gouvernance supranationale :

En cherchant un ennemi commun contre lequel nous pourrions nous unir, nous avons eu l'idée que la pollution, la menace du réchauffement climatique, les pénuries d'eau, la famine et d'autres problèmes similaires feraient l'affaire. Dans leur globalité et leurs interactions, ces phénomènes constituent en effet une menace commune à laquelle il faut faire face tous ensemble. Mais en désignant ces dangers comme l'ennemi, nous tombons dans le piège contre lequel nous avons déjà mis en garde nos lecteurs, à savoir confondre les symptômes avec les causes. Tous ces dangers sont dus à l'intervention de l'homme dans les processus naturels, et ce n'est que par un changement d'attitude et de comportement qu'ils peuvent être surmontés. Le véritable ennemi est donc l'humanité elle-même.

En faisant de l'existence même de l'humanité la grande menace, les globalistes entendent fédérer le public autour de l'idée qu'il faut se maîtriser. En d'autres termes, le public devrait sacrifier ses libertés et se soumettre au contrôle, convaincu que l'espèce humaine est trop dangereuse pour qu'on lui accorde la liberté.

L'émission d'information suivante, diffusée par l'*Australian Public Broadcasting Service*, a été diffusée en 1973, peu de temps après la création du Club de Rome. Elle est étonnamment directe quant aux objectifs de l'organisation :

Que pouvons-nous déduire de cette émission et de son message ? Les globalistes veulent avant tout obtenir deux résultats spécifiques : la fin de la souveraineté nationale et la fin de la propriété privée par le biais d'un minimalisme encouragé par la société. Ce sont exactement les mêmes objectifs que ceux définis par le Club de Rome dans les années 1970 qui guident aujourd'hui les politiques de l'ONU et du Forum économique mondial. Le concept d'"*économie de partage*" que Klaus Schwab et le WEF promeuvent souvent avec fierté n'a pas été imaginé par eux, mais par le Club de Rome il y a 50 ans.

C'est une prophétie qui s'accomplit d'elle-même : Ils passent un demi-siècle à inventer une crise, à susciter la terreur du public, puis à proposer les solutions qu'ils voulaient imposer il y a des décennies.

En fin de compte, l'agenda climatique n'a rien à voir avec l'environnementalisme et tout à voir avec l'économie. Le plan a été lancé au milieu d'une crise stagflationniste bien réelle, à un moment où la classe moyenne avait le plus peur de l'avenir et où les prix augmentaient rapidement. Cette crise n'était pas due à la rareté des ressources, mais à la mauvaise gestion du système financier. Ce n'est pas une coïncidence si le point culminant du programme de lutte contre le réchauffement climatique a lieu aujourd'hui, au moment même où une nouvelle stagflation s'annonce.

Le Club de Rome n'est plus qu'une coquille vide remplie de hippies stupides, probablement parce que l'ONU et d'autres groupes de réflexion globalistes ont repris le rôle que le groupe jouait auparavant. Cependant, l'ombre du Club originel est toujours présente et sa stratégie d'alarmisme climatique est actuellement utilisée pour justifier la suppression croissante de l'énergie et de l'agriculture par les gouvernements.

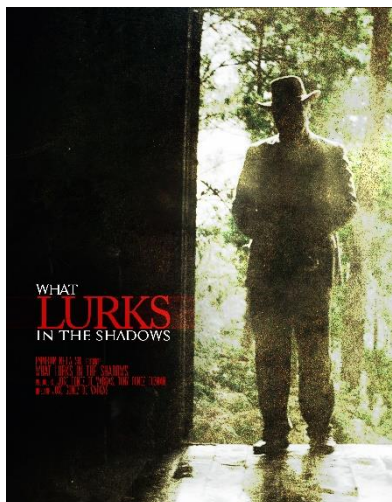
Si le public ne les arrête pas, les contraintes totalitaires en matière de carbone deviendront la norme. La prochaine génération, qui vivra dans une pauvreté artificielle, apprendra dès sa plus tendre enfance que les

globalistes ont “sauvé le monde” d’une calamité qui n’a jamais existé. On leur dira que l’asservissement de l’humanité est une chose dont il faut être fier, un cadeau qui maintient l’espèce en vie, et que quiconque remet en question cet esclavage est un méchant égoïste qui veut la destruction de la planète.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Ce qui se cache dans l'ombre

Simon Sheridan 4 juin 2023



Il y a quelques semaines, j’ai été contacté par une ancienne collègue qui cherchait un nouvel emploi. Sa raison ? L’entreprise pour laquelle elle travaille actuellement demande à son personnel de revenir au bureau trois jours par semaine. C’est ce qui se passe depuis un certain temps dans le secteur des technologies de l’information et, plus généralement, dans les entreprises de bureau. Maintenant que la « pandémie » de corona est officiellement terminée, la justification du travail à domicile a également disparu.

Dès le début de la « pandémie », des appels ont été lancés en faveur d’une nouvelle normalité. Ces appels provenaient invariablement de la classe salariale. Bien entendu, c’est cette dernière qui travaillait à domicile, tandis que la classe ouvrière était mise en congé ou, si elle était jugée essentielle, devait se présenter au travail comme si de rien n’était. S’il n’y a jamais eu un cas de discrimination de classe, c’est bien celui-là.

Mais nous ne parlons plus de classe, et cela s’explique en grande partie par le fait que les partis politiques qui représentaient la classe ouvrière ont vendu leur âme à l’économie néolibérale dans les années 80. Cela peut sembler difficile à croire aujourd’hui, mais il fut un temps où il existait un véritable système bipartite dans la plupart des pays occidentaux. **L’aile gauche représentait les intérêts des travailleurs, tandis que l’aile droite représentait les intérêts du capital et des petites entreprises.** Le résultat était un discours public qui tournait autour de vraies questions liées aux intérêts divergents des travailleurs et du capital.

L’un des concepts les plus utiles du côté gauche de la politique à cette époque est un concept qui peut aider à éclairer le problème auquel sont confrontés les employés de bureau qui sont ramenés au bureau à grands coups de pied et de cris : le travail au noir.

Le travail de l’ombre est le travail non rémunéré que l’on doit effectuer pour pouvoir exercer un travail rémunéré. Un exemple classique est le trajet domicile-travail. Un travailleur n’est pas payé pour se rendre sur son lieu de travail. Il n’est payé que de son arrivée à son départ. Le trajet est le travail non rémunéré que vous devez faire pour effectuer le travail rémunéré de votre emploi. C’est un travail de l’ombre.

L’expression « travail de l’ombre » a une belle résonance jungienne. Pour reprendre la terminologie que j’affectionne depuis un an, le travail rémunéré est exotérique. Il est officiellement reconnu. Il apparaît sur votre fiche de paie et sur votre compte en banque. Le travail de l’ombre est ésotérique, secret. C’est le travail qui a été poussé dans l’inconscient individuel et collectif.

À l’époque où il existait un véritable parti de gauche qui représentait les intérêts des travailleurs, la question du travail dissimulé était un véritable sujet de négociation dans les conflits salariaux et dans le discours public au sens large. Maintenant qu’il n’y a plus de véritable parti de gauche, le travail dissimulé a été relégué dans l’ombre. C’est un gros problème, car le travail de l’ombre s’est développé au cours des dernières décennies.

Ici, à Melbourne et dans d’autres villes australiennes, la croissance de la population a dépassé la capacité des

infrastructures pendant cette période. Les gouvernements australiens ont inversé le vieux principe – construisez et ils viendront – pour le remplacer par celui de laisser venir et construire (en fonction de l'argent qu'ils apportent).

Le résultat a été une baisse constante de la qualité de toutes les formes de déplacement (à l'exception du vélo). Aujourd'hui, les déplacements prennent plus de temps et sont plus stressants. Étant donné que les trajets domicile-travail font partie du domaine du travail de l'ombre, une réduction de la qualité des trajets domicile-travail accroît la charge de ce travail. Cette charge est supportée silencieusement par les travailleurs.

Avant l'arrivée de Corona, le problème des déplacements domicile-travail à Melbourne était devenu ridicule. Le système dépassait largement sa capacité et les gens arrivaient régulièrement en retard au travail en se plaignant de ne pas pouvoir monter dans un train ou un tramway. Si l'on avait la chance de pouvoir monter dans un train, on était serré comme une sardine.

Les fermetures de corona ont eu pour effet de relâcher la pression. C'est ce qui explique l'étrange sentiment d'exaltation que ressentait la classe salariale pendant les fermetures. Tout d'un coup, le fardeau du travail de l'ombre a été enlevé de leurs épaules.

Ce fardeau n'est pas négligeable. Pour la plupart des employés de bureau, le trajet domicile-travail ici à Melbourne représente entre 5 et 10 heures par semaine. Si l'on considère que le temps de travail total est généralement de 37,5 heures par semaine, le travail dans l'ombre représente un pourcentage important du travail total effectué et ce pourcentage a augmenté au cours des années précédant la loi Corona.

Rien de tout cela n'a été reconnu par les employeurs, le gouvernement ou le public. Il a été relégué dans l'ombre, comme beaucoup d'autres problèmes économiques réels. D'un point de vue psychique, il fait alors partie de l'ésotérisme. En termes jungiens, il s'agit de l'ésotérisme de l'ombre. Plus le travail de l'ombre est important, plus l'énergie psychique négative s'accumule et cherche un exutoire.

Il est tentant de dire que tout ceci n'est qu'une tentative des politiciens d'éviter de rendre des comptes. Mais il existe une autre dynamique qui se développe depuis plusieurs décennies. La politique moderne opère de plus en plus dans le domaine psychique. Les gouvernements manipulent de plus en plus l'énergie psychique pour atteindre leurs objectifs politiques.

De tout temps, les politiciens cyniques ont utilisé la religion pour les aider à gouverner. Mais au moins, la religion est exotérique et visible. La manipulation de l'énergie psychique ésotérique par les entreprises et les gouvernements au cours des dernières décennies est elle-même ésotérique, cachée.

Le résultat est un gouvernement de l'ombre – alias **l'État profond**. Ce gouvernement de l'ombre a sans doute plus de pouvoir que le gouvernement exotérique qu'il sert nominalement. Il a ce pouvoir précisément parce qu'il y a tant d'énergie psychique flottante à la recherche de quelque chose, n'importe quoi, à quoi s'accrocher.

Cela a créé une boucle de rétroaction positive. Les hommes politiques se font élire en manipulant l'énergie psychique. Les décisions qu'ils prennent libèrent de plus en plus d'énergie psychique, ce qui leur donne plus de pouvoir pour manipuler le public.

Les boucles de rétroaction positive sont intrinsèquement instables. Un jour ou l'autre, quelque chose se brise. Au rythme où nous allons, nous nous dirigeons vers un effondrement psychique collectif à grande échelle. Corona a été l'un des premiers tremblements de terre psychiques, mais ce ne sera certainement pas le dernier.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment la guerre contre les agriculteurs pourrait déclencher une famine

par Doug Casey juin 2023

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



L'homme international : Récemment, nous avons vu les gouvernements des Pays-Bas et du Canada prendre des mesures pour fermer des exploitations agricoles sous le prétexte du changement climatique.

Selon John Kerry, le « tsar du climat » de Joe Biden, des mesures similaires contre les exploitations agricoles américaines sont en préparation.

Les États-Unis et les Pays-Bas sont deux des plus grands producteurs agricoles au monde.

Il semble que certains pays occidentaux mènent une guerre contre les agriculteurs au nom du changement climatique.

Que se passe-t-il réellement ?

Doug Casey : Je n'aime pas dire que des choses comme le COVID ou une croyance enragée dans le changement climatique anthropique font partie d'une conspiration, même si c'est souvent ce qu'il semble. J'ai tendance à écarter les conspirations pour un certain nombre de raisons. Il semble plus probable qu'il s'agisse d'*hystéries de masse*, du type de ce qui s'est passé à Salem à la fin du XVII^e siècle, mais à une échelle gigantesque. Il s'agit également de versions du type de « *pensée de groupe* » qui s'est emparé d'un certain nombre de pays au 20^e siècle.

Quoi qu'il en soit, ce qui apparaît comme une guerre contre l'agriculture de la part de « l'élite » est à la fois réel et sérieux. Les personnes au pouvoir sont désireuses de contrôler tous les aspects de la vie de la plèbe, généralement pour le bien supposé de l'humanité ou de la planète elle-même. Ils pensent qu'il devrait y avoir des règles régissant l'endroit où la plèbe vit, ce qu'elle peut dire et penser, et même ce qu'elle mange. L'« élite » aime à dire que les animaux d'élevage sont en partie responsables du réchauffement climatique en émettant du méthane.

Mais c'est peut-être plus que cela. Il s'agit peut-être d'une croyance générale, même parmi la plèbe, selon laquelle la population mondiale, composée principalement de mangeurs inutiles, est trop élevée. Les pouvoirs en place ont déclaré à plusieurs reprises que huit milliards d'habitants, c'est « trop » et que le niveau optimal serait de moins d'un milliard.

Voici une idée originale : On ne peut plus mettre des gens dans des chambres à gaz et espérer s'en tirer à bon compte. Mais peut-être que la réduction de la quantité et de la qualité de leur consommation alimentaire, entre autres mesures, pourrait avoir le même effet. Une idée folle ? N'oublions pas que les gouvernements ont parrainé des guerres, des famines et des persécutions qui ont tué des centaines de millions de personnes. Il n'y a aucune raison de penser que les « élites » d'aujourd'hui sont moins malfaisantes que leurs prédécesseurs. Au contraire...

Il existe de nombreuses preuves que les personnes qui contrôlent le monde et dirigent les gouvernements ont des intentions malveillantes à l'égard de leurs semblables. Même s'ils se font passer pour des philanthropes et des humanitaires, ils les traitent généralement comme un moyen de parvenir à leurs fins ou comme une nuisance.

L'homme international : La planification centralisée de l'agriculture par le gouvernement peut être

catastrophique.

Par exemple, des millions de personnes ont péri dans des famines en Union soviétique en raison de politiques désastreuses imposées aux agriculteurs.

Voyez-vous des parallèles aujourd'hui ?

Doug Casey : **Le gouvernement, en tant qu'institution, est congénitalement incapable de créer quoi que ce soit.**

Il ne peut que contrôler ce que d'autres créent, et il est essentiellement destructeur. Les exemples ne manquent pas. La famine perpétuelle qu'a connue l'URSS lorsqu'elle existait encore, y compris l'Holodomor de Staline en Ukraine. Mao était célèbre pour avoir créé une famine perpétuelle en Chine lors de son Grand Bond en avant, puis lors de la Révolution culturelle.

Les agriculteurs s'en sortent toujours mal lorsque « l'élite » s'empare de l'appareil d'État. L'une des raisons en est que, en tant que groupe, les agriculteurs sont fondamentalement des entrepreneurs. Ils ne travaillent pas de 9h00 à 17h00. Ils ne reçoivent pas d'ordres de superviseurs travaillant dans des bureaux. Ils sont nécessairement indépendants.

Les agriculteurs doivent acheter et vendre comme des commerçants. Ils doivent être des biologistes, des botanistes et des zoologistes de terrain. Ils doivent être des hommes d'affaires, des mécaniciens, des météorologues et bien d'autres choses encore.

Un agriculteur qui réussit est naturellement polyvalent, il n'est pas du genre à recevoir des ordres d'une personne haut placée. C'est une personne qui possède des biens et qui les apprécie à leur juste valeur.

En tant que classe, les agriculteurs sont les ennemis naturels des gouvernements socialistes. Il est vrai qu'ils peuvent être corrompus, comme l'ont été de nombreux agriculteurs aux États-Unis avec les subventions depuis les années 1930. Mais les agriculteurs ont tendance à être des libres penseurs indépendants.

Les gouvernements les tiennent donc en suspicion et sont enclins à leur accorder une attention particulière.

L'homme international : **L'inflation rendant la viande inabordable pour beaucoup, l'élite veut contenter la plèbe en lui faisant croire que la viande est mauvaise pour l'environnement.**

C'est l'une des raisons pour lesquelles les médias grand public ont publié une multitude d'articles condamnant la consommation de viande et promouvant des alternatives bon marché.

Bill Gates a récemment déclaré : « Je pense que tous les pays riches devraient passer à un bœuf 100 % synthétique. » ((Bill Gates consomme-t-il lui-même du bœuf 100 % synthétique ?))

« On ne peut plus avoir de vaches », et les gouvernements peuvent « utiliser la réglementation pour modifier totalement la demande ».

Qu'en pensez-vous ?

Doug Casey : Le ministère américain de l'agriculture emploie environ 100 000 personnes. C'est l'un des nombreux départements du gouvernement américain qui devrait être supprimé. Si l'un de ces 100 000 employés connaît réellement l'agriculture – ce qui n'est pas le cas de la plupart d'entre eux – il devrait s'y consacrer, au lieu de rendre la vie des agriculteurs misérable.

Il est intéressant de noter que la première mission de l'USDA, telle qu'elle figure sur son site web, est de lutter

contre le changement climatique. Et non d'améliorer la production alimentaire.

L'USDA, l'EPA et bien d'autres organismes créent des réglementations sur tout ce que font les agriculteurs aujourd'hui. Je tiens à souligner que, selon les règles de l'USDA, une « ferme » est une parcelle de terre qui produit ou peut produire plus de 1 000 dollars de produits. C'est un montant incroyablement bas. Un jardin dans votre arrière-cour peut être considéré comme une ferme si cela convient aux autorités.

Quelle que soit la production d'un agriculteur, il peut compter sur une surveillance étroite de la part d'un régulateur qui a l'intention de justifier son existence.

Toute production doit passer par un processus bureaucratisé, centralisé et hautement réglementé. C'est presque comme si tout ce qui est produit pouvait être envoyé à un centre de traitement au Kansas avant d'être renvoyé à l'endroit même d'où il vient après avoir été homogénéisé, pasteurisé, stérilisé, emballé et dénaturé.

C'est une mauvaise chose car cela conduit à moins d'indépendance de la part des producteurs et des consommateurs et à plus de dépendance vis-à-vis de bureaucraties qui n'apportent rien d'autre à la fête que des taxes et des réglementations.

L'homme international : Dans le cadre de cette tendance dont nous avons parlé, les médias, le Forum économique mondial et certains hommes politiques présentent la consommation d'insectes comme une solution.

Un article paru dans The Economist note : « Nous n'allons pas convaincre les Européens et les Américains de se mettre en masse à manger des insectes... L'astuce pourrait consister à les glisser en douce dans la chaîne alimentaire. »

Que pensez-vous de la tendance à nourrir les gens avec des insectes ?

Doug Casey : En Orient notamment, certains types d'insectes et de larves sont vendus dans les épiceries. J'en ai goûté, et après avoir surmonté une certaine réticence culturelle, ils peuvent constituer des en-cas tout à fait savoureux.

En fait, depuis des décennies, des fourmis enrobées de chocolat sont vendues aux États-Unis dans des magasins spécialisés en tant que nouveautés comestibles. Avoir quelques insectes ou larves comme distraction occasionnelle pour amuser ses amis lors d'un cocktail est une chose, mais changer toute la nature du régime alimentaire des gens parce que vous pensez que c'est un impératif moral de manger des insectes ? L'idée est insensée. Manipuler l'approvisionnement alimentaire et les habitudes alimentaires de la plèbe est pire qu'inutile, c'est dégradant.

Le mouvement visant à modifier radicalement la nature de l'agriculture et à nourrir les masses va bien au-delà des insectes. Une société finlandaise, Solar Foods, a mis au point une obscure bactérie qui peut être cultivée en cuve, qui vit essentiellement de l'hydrogène et de la lumière du soleil, qui est très riche en protéines et qui, selon elle, est très écologique. Elle peut être séchée en poudre et manipulée sous forme comestible. Je suis pour l'innovation. Et je suppose que les Wokesters et les masses affamées pourraient l'apprécier. Mais je pense qu'il devrait être promu en tant que fourrage pour le bétail, et non en tant que substitut de Soyent Green. Mais cela ne fonctionnera pas si l'on élimine le bétail.

En parlant de bétail, le parlement irlandais a imposé une réduction importante du cheptel irlandais. Environ 65 000 vaches seront abattues au cours de chacune des trois prochaines années afin de réduire le cheptel d'environ 10 % pour répondre aux exigences de l'UE en matière d'émissions de carbone. J'ai l'impression que c'est un signe avant-coureur de ce qui se passera partout dans le monde.

Le problème, c'est que les gens d'en haut, qui se considèrent comme une classe distincte et disposent d'énormes quantités de pouvoir et d'argent, estiment qu'ils ont le droit de donner des ordres à la plèbe. Ils ne sont que marginalement affectés par les lois qu'ils adoptent. Entre-temps, la plèbe s'est vu inculquer des notions qui lui font penser qu'il est moralement répréhensible de manger des animaux, comme les animaux ont toujours mangé d'autres animaux.

Je comprends l'inclination esthétique à être végétarien. Et j'apprécie le sentiment moral de ne pas massacrer d'autres êtres. Mais c'est un choix qui, comme tous les choix, devrait être laissé aux individus, et non leur être imposé par ceux qui se considèrent comme leurs supérieurs.

L'homme international : Que peut faire le citoyen moyen face à l'accélération de la guerre contre les agriculteurs et la viande ?

Doug Casey : Vous vous demandez peut-être s'il est possible de lutter contre l'État.

Si vous ne suivez pas la loi et ne faites pas ce qu'on vous dit, vous risquez d'être emprisonné ou de voir vos biens confisqués. Il est dangereux d'aller à l'encontre de la loi, surtout lorsque le citoyen moyen pense qu'il se trouve dans une « démocratie » et qu'il partage le contrôle de ce qui se passe. C'est une illusion. Notre nomenklatura contrôle l'appareil d'État.

Pouvez-vous entreprendre une quelconque action politique pour changer les personnes qui contrôlent l'État ? Je pense que l'élection de 2020 a montré que c'est probablement inutile si loin dans le temps.

Peut-on raisonner avec ces gens ? Probablement pas.

Il s'agit d'un problème psychologique et non d'un problème intellectuel. Par conséquent, la situation n'est pas vraiment susceptible d'être résolue par la raison et les arguments factuels. Reconnaissez que la seule raison d'essayer de changer les choses n'est pas que vous réussirez – c'est peu probable – mais parce que c'est juste.

L'orientation de la société a sa propre vie. Vous devriez vous efforcer d'inverser les mauvaises tendances simplement parce que c'est un bon karma et, personnellement, c'est psychologiquement gratifiant.

Il faut toutefois reconnaître que la tendance à la baisse est en marche depuis des décennies. Elle s'accélère encore et continuera probablement à s'accélérer jusqu'à ce qu'elle atteigne une véritable crise, ce qui sera très désagréable. Nous ne savons pas ce qui se passera après la crise. Ce qui se passe avec les agriculteurs et l'approvisionnement alimentaire n'est qu'un aspect de la question.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

•La fausse catastrophe du changement climatique... et pourquoi les Américains paieront la facture

par David Stockman 8 juin 2023





En matière de gaspillage de capitaux, il n'y a rien de plus destructeur dans l'histoire que l'actuelle campagne désastreuse visant à éliminer les émissions de CO2 au nom de la sauvegarde de la planète contre une fausse catastrophe climatique.

Deux projets insensés d'appauvrissement national.

Ils sont incarnés par une proposition de réglementation visant à forcer 67 % des nouvelles ventes d'automobiles à utiliser des véhicules électriques d'ici 2032 et par un plan d'énergie verte financé par Washington pour inciter les grandes compagnies pétrolières américaines à construire l'équivalent de pyramides énergétiques, ce qui aboutira probablement à un hari kari pour les entreprises dans un avenir proche.

Littéralement, des milliers de milliards de biens d'équipement en parfait état, tels que les automobiles à moteur à combustion interne et les centrales électriques au charbon, seront démantelés bien avant la fin de leur durée de vie utile. Et ce stock de capital gaspillé sera remplacé par de l'énergie éolienne et solaire interruptible à faible rendement ou sans rendement, ainsi que par des projets complètement absurdes tels que la capture du carbone dans l'air ambiant, qui seront largement subventionnés par l'Oncle Sam.

Mais pour aller droit au but, le projet de capture du carbone auquel Occidental Petroleum, par exemple, prévoit d'allouer des milliards équivaut à la construction de pyramides énergétiques du XXI^e siècle.



Dispositif de capture du CO2 dans l'air



Les pyramides égyptiennes originales

D'énormes quantités d'énergie et de matériaux seront utilisées pour construire et faire fonctionner ces monstruosités, mais contrairement aux vestiges actuels des pyramides égyptiennes, nous doutons que certains futurs propriétaires puissent même faire payer l'entrée aux touristes, ce qui signifie que le retour sur investissement pour la société se situera quelque part entre nichts, nada, nugatory et nothing (rien du tout).

Cette idée saugrenue découle apparemment du fait qu'Occidental a récemment pris une participation dans Carbon Engineering, une start-up soutenue par Bill Gates, qui a mis au point un système de capture, de purification et de compression du CO₂. De plus, Warren Buffett est l'actionnaire majoritaire d'Oxy. Il n'est pas étonnant que cette entreprise américaine, qui fut jadis une grande entreprise, soit entraînée dans le gouffre par ces deux-là et par sa directrice générale, Vicki Hollub, qui a fait l'objet d'une opération de type « Fortune 100 ».

Quoi qu'il en soit, ces engins doivent rester seuls dans les vastes étendues du Texas, en utilisant d'immenses champs de ventilateurs qui aspirent l'air ambiant dans d'immenses conteneurs. Des quantités massives d'énergie et de produits chimiques y seront déployées pour lier le CO₂ et le séparer de l'air, créant ainsi des granulés. Ces granulés seront ensuite chauffés pour libérer du dioxyde de carbone pur qui, à son tour, sera comprimé pour être transporté par des pipelines et acheminé dans les profondeurs du sous-sol.

Naturellement, les dirigeants d'Oxy ont été amenés à croire qu'ils font le travail de Dieu, avec un grand coup de pouce des subventions somptueuses de l'Oncle Sam. Ainsi, Richard Jackson, président des ressources terrestres et de la gestion du carbone aux États-Unis chez Occidental, boit manifestement le cool-aid à grandes gorgées : « *Nous pouvons transformer le CO₂ en valeur* », a-t-il déclaré.

Eh bien, non, c'est exactement le contraire qu'ils vont faire : Ils transformeront le précieux CO₂ ambiant, dont dépend la vie végétale et animale de la planète, en matière morte qui sera enfouie dans les profondeurs de la terre, au prix d'un énorme gaspillage de ressources économiques.

Ainsi, Occidental estime que le coût initial de l'élimination d'une tonne de CO₂ se situe entre 400 et 500 dollars. Elle affirme qu'au fur et à mesure de la construction de nouvelles usines et des gains d'efficacité, elle sera en mesure de réduire ce coût de moitié, soit entre 200 et 250 dollars la tonne, d'ici la fin de la décennie.

Et alors ? Les déchets sont des déchets.

Cette perte sèche pour la société sera aggravée par les crédits d'impôt fédéraux. La loi sur la réduction de l'inflation, promulguée par Sleepy Joe en 2022, récompense les entreprises qui capturent et stockent le CO₂ atmosphérique en leur accordant un crédit d'impôt de 180 dollars par tonne métrique stockée en permanence.

Il est donc évident qu'Oxy a l'intention de faire fructifier tout cela, étant donné que le coût implicite du piégeage du carbone s'élève à 90 à 180 dollars par baril d'équivalent pétrole. En d'autres termes, les contribuables prendront en charge le coût !

Mais ce n'est pas tout. Dans sa sagesse, Washington obligera les producteurs d'énergie, les constructeurs automobiles, les compagnies aériennes, la plupart des autres entreprises et, à terme, les ménages, à acheter des crédits de CO2 issus de projets tels que le projet de capture du carbone d'Oxy pour avoir le privilège de participer à la vie économique et au commerce quotidiens.

Et c'est tout simplement maléfique. Oxy gagnera de l'argent en faisant payer aux Américains l'idiotie de la capture du carbone, d'abord par les crédits d'impôt, puis par le coût plus élevé des biens et services de tous les jours affectés par l'obligation d'acheter des crédits d'émission de carbone.

Voilà ce qu'il en est. Cette attaque en règle contre la rationalité et la productivité économique pourrait avoir un sens si le CO2 était un polluant extrêmement dangereux, qui menaçait l'humanité de dommages médicaux et économiques massifs.

Mais ce n'est pas du tout le cas. La campagne contre le CO2 est une croisade religieuse séculaire contre ce qui s'apparente au ventre mou de la civilisation industrielle. C'est comme si une secte de misanthropes enragés était partie à la recherche de la molécule dont dépendent la vie et la prospérité de la planète, avait trouvé le CO2 et l'avait déclaré comme l'horrible poison de la vie moderne.

Pourtant, la science elle-même et l'histoire de la planète révèlent la croisade anti-CO2 pour ce qu'elle est : une forme contemporaine de sorcellerie.

▲ [RETOUR](#) ▲

Fusion nucléaire : Énergie éternelle = damnation éternelle

Par Don Fitz, Stan Cox, initialement publié par Green Social Thought 6 juin 2023



Insight and inspiration in turbulent times.



Laboratoire de Livermore

Comme un film de zombies de troisième ordre sur Netflix, les illusions sur la fusion nucléaire reviennent sans cesse d'entre les morts. L'article de couverture du numéro de juin 2023 de Scientific American par Philip Ball, "Star Power : Does Fusion Have a Future After All ?" (La fusion a-t-elle un avenir après tout ?) recycle la ligne de conduite de l'entreprise qui a été diffusée le 13 décembre 2022. Le ministère américain de l'énergie (DOE) a annoncé que le National Ignition Facility (NIF) du Lawrence Livermore National Laboratory avait réalisé une "percée" dans le développement d'une alternative à la fission.

Joshua Frank a décrit le battage médiatique autour de la

fusion nucléaire ...

"... il n'y a pas d'exploitation minière toxique, ni de milliers de litres d'eau froide à pomper pour refroidir les réacteurs surchauffés, ni de déchets radioactifs qui dureront des centaines de milliers d'années. Et pas de risque de fusion nucléaire en vue ! La fusion, disait-on, est sûre, efficace et efficiente".

Après six mois de démenti de l'annonce, l'article de Scientific American admettait certains des défauts inhérents à la fusion, répétait certaines des fausses déclarations initiales et poursuivait avec des descriptions détaillées des ajustements techniques nécessaires pour rendre la technologie viable dans la seconde moitié du siècle. **Malheureusement, la plupart de ceux qui ont critiqué la fusion ont oublié l'un de ses dangers les plus graves : la découverte d'une source d'énergie illimitée et bon marché condamnerait l'avenir de l'humanité au lieu de l'améliorer.**

La terreur

Afin d'interpréter le discours du complexe militaro-industriel-pseudo-scientifique (MIPS), nous devons comprendre le principal obstacle à l'expansion de l'énergie nucléaire. Le MIPS doit surmonter l'intense terreur que suscitent les armes nucléaires.

Cette terreur a commencé avec les images d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945. Les photos de corps brûlés sont gravées dans l'esprit des spectateurs. Le MIPS s'efforce d'atténuer ces images par le mythe selon lequel le Japon devait être bombardé, alors qu'il était prêt à se rendre. La mythologie s'est poursuivie avec l'initiative "Atomes pour la paix", qui prétendait qu'il pouvait y avoir un lien entre l'énergie nucléaire et les bombes nucléaires.

Quelques décennies ont passé et le 28 mars 1979, Three-Mile Island a fondu. Une bonne partie de son infamie est due aux mensonges répétés du gouvernement selon lesquels l'événement n'était pas si grave et n'aurait que peu d'effets à long terme. Les Américains n'ont jamais été convaincus que les armes nucléaires ne seraient dangereuses que si les Soviétiques ou les Japonais les construisaient.

Puis il y a eu Tchernobyl, le 26 avril 1986. En 2009, l'Académie des sciences de New York a publié une analyse détaillée estimant le nombre total de morts à environ 900 000 et le MIPS a lancé des affirmations venimeuses selon lesquelles ce n'était pas si grave, mais simplement la pire catastrophe d'origine humaine de l'histoire.

Cette catastrophe a été suivie le 11 mars 2011 par l'apocalypse de Fukushima Daiichi, lorsque 3 des 6 réacteurs nucléaires ont fondu, répandant de la radioactivité dans l'océan Pacifique voisin et empoisonnant des quantités inconnues de vie aquatique. Ainsi, chaque génération, depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, garde en mémoire d'horribles événements nucléaires que le MIPS n'a absolument pas réussi à effacer.

Mais il faut rendre à César ce qui appartient à César, et il y a un domaine dans lequel MIPS a bien réussi dans ses efforts de colmatage. Ces efforts ont consisté à faire en sorte que les fuites quotidiennes de matières nucléaires et les "petites" catastrophes ne soient pas évoquées ou soient réduites à de courts paragraphes dans la presse d'entreprise. Peu de gens savent que "100 accidents importants se sont produits dans les centrales nucléaires du monde entier entre le milieu des années 1950 et 2010". La presse mondiale a accordé peu d'attention à la façon dont les gens ont été utilisés comme cobayes dans des sites d'essai tels que les îles Marshall. Souma Dutta évoque de tels événements :

"... sur les sites d'essais nucléaires soviétiques de Semipalatinsk au Kazakhstan, de Novaya Zemlya et autres, sur les sites d'essais nucléaires français de Reggane et Akker en Algérie et sur l'atoll de Mururoa dans le Pacifique, sur les sites d'essais britanniques dans les territoires australiens de Monte Bello, Maralinga, Emu Field, et sur le site d'essais chinois de Lop Nur."

Le déni en continu

L'article de Scientific American nous indique les dangers de la fusion nucléaire que le MIPS continue de nier six mois après la "percée" du FNI. Malgré de nombreuses preuves du contraire, l'article affirme que la fusion nucléaire (a) produirait "des émissions de carbone presque nulles" mais (b) "sans créer de déchets radioactifs dangereux".

Bien que le processus immédiat de création d'énergie par fission ou fusion ne produise pas d'émissions de carbone significatives, des émissions considérables sont associées à la production et au transport de la très grande quantité d'équipements utilisés dans le cycle de vie des centrales nucléaires. En outre, Stan documente soigneusement le fait que, malgré le mythe selon lequel l'augmentation de l'énergie solaire, éolienne et nucléaire entraîne une diminution de l'utilisation des combustibles fossiles, *"l'histoire et la recherche nous disent qu'une économie de marché est une économie de marché,*

"L'histoire et la recherche nous disent qu'une augmentation de la capacité énergétique ne fera pas disparaître le pétrole et le gaz fossile du système".

Il est peu probable que cela change, car l'énergie solaire est loin de se "reproduire". Selon T. Vijayendra ...

"... la première tonne de charbon a été extraite à l'aide de la force musculaire humaine et animale. Mais rapidement, des machines mues par l'énergie du charbon ont produit les biens d'équipement nécessaires à l'extraction du charbon. Ce n'est pas le cas de l'énergie solaire. Tous les équipements nécessaires, y compris les capteurs solaires, sont produits par des procédés basés sur des sources d'énergie autres que le soleil (charbon, pétrole, uranium, etc.)".

N'oubliez pas que l'objectif des entreprises est le profit. Pour cela, il faut accroître la production en augmentant au maximum la quantité d'énergie utilisée. Si la fusion était ajoutée au mix énergétique, l'utilisation des combustibles fossiles ne diminuerait que très peu, voire pas du tout.

Tout aussi fallacieuse est l'affirmation selon laquelle la fusion nucléaire ne produirait pas de déchets mortels. Le tritium, une forme radioactive de l'hydrogène, est essentiel au processus de fusion. Ses isotopes peuvent pénétrer dans les métaux et traverser les moindres espaces des enceintes. Comme le tritium peut pénétrer dans pratiquement toutes les parties du corps humain, il peut être à l'origine de divers cancers.

La fusion nucléaire serait encore plus inefficace pour l'utilisation de l'eau que les réacteurs à fission. Bien qu'il ne s'agisse pas exactement d'un "déchet", ce gaspillage épuiserait sérieusement les réserves d'eau à un moment où elles s'épuisent de plus en plus.

Les petits secrets s'étalent au grand jour

L'article de Philip Ball admet sournement l'exactitude de plusieurs des critiques les plus fréquentes concernant l'annonce de la "percée" de décembre 2022. Ces critiques semblent indiquer au complexe MIPS que ses acolytes devraient modifier certaines de leurs affirmations les plus farfelues s'ils veulent être pris au sérieux, afin d'obtenir l'assentiment de la population sur la grandeur de la fusion nucléaire.

Tout d'abord, la fusion nucléaire est beaucoup, beaucoup trop chère pour fournir une énergie "trop bon marché pour être mesurée" au cours des prochaines décennies. Non seulement le tritium (qui coûte 30 000 dollars le gramme) est nécessaire pour amorcer la réaction initiale, mais les réacteurs doivent être recouverts d'un revêtement coûteux en lithium. L'équipement nécessaire à la réalisation de ce minuscule événement est énorme, puisqu'il occupe un espace équivalent à trois terrains de football. La complexité du système nécessite deux fois plus d'employés - 1 000 pour la fusion contre 500 pour un réacteur à fission. Cela explique pourquoi les prévisions de coûts initiales de 6,3 milliards de dollars ont explosé pour atteindre l'estimation actuelle du DOE de 65 milliards de dollars.

Deuxièmement, le contraste entre la quantité minuscule d'électricité produite par 192 lasers en décembre 2022 et la quantité gargantuesque qui serait nécessaire pour alimenter le réseau est étroitement lié au coût. Selon Brian Tokar, l'explosion de Livermore a duré un dix-milliardième de seconde. On est loin de pouvoir alimenter une grande ville pendant un an, un mois ou même une heure.

Troisièmement, le coût d'une quantité d'énergie aussi frivole signifie que personne ne suggère sérieusement que les réacteurs de fusion alimenteront les maisons dans un avenir prévisible. De nombreux promoteurs admettent aujourd'hui ouvertement que l'affirmation selon laquelle la technologie sera utilisée pour améliorer la vie des gens est un canular. Ball cite un porte-parole de l'industrie qui déclare sans ambages que

"Il n'y a pas aujourd'hui un seul projet en cours pour construire une centrale à fusion qui produira de l'énergie. <Il n'existe que des projets expérimentaux.>"

Quatrièmement, la véritable raison de la course à la fusion est en fait de permettre le stockage d'armes nucléaires encore plus redoutables que les armes actuelles. Actuellement, une difficulté majeure dans la fabrication des bombes nucléaires est "la nécessité d'avoir de l'uranium ou du plutonium hautement enrichi" pour initier la réaction. La recherche sur la fusion nucléaire pourrait offrir une alternative pour réaliser l'allumage.

Le Dr M.V Ramana explique que l'on recherche "des neutrons ayant des impulsions très courtes, caractéristiques des interceptions nucléaires à faible rendement, qui peuvent être utilisées pour établir des critères de létalité pour les agents chimiques et biologiques et les cibles des ogives nucléaires". Ainsi, si l'expérimentation de la fusion nucléaire était couronnée de succès, elle pourrait encore raccourcir l'horloge du Jugement dernier, augmentant ainsi la probabilité d'un anéantissement de l'humanité.

Rêver l'impossible

Critiquer la fusion en disant "ça ne marchera pas" sous-entend subtilement, mais de manière inquiétante, que cela pourrait être acceptable si cela fonctionnait. Cette logique se rapproche dangereusement du point de vue de Ball selon lequel "le monde a de plus en plus besoin d'une source abondante d'énergie propre capable d'atténuer la crise climatique". L'idée selon laquelle nous devons remplacer les "mauvaises" énergies par de "bonnes" énergies est omniprésente. L'imposition de limites à la croissance énergétique n'entre même pas dans l'équation des entreprises.

Supprimons un instant les "mauvais" aspects de la fusion nucléaire et posons la question suivante : "Que serait-il possible d'avoir une énergie alternative qui ne soit pas excessivement coûteuse, qui ne nuise pas à la santé des humains ou des autres espèces, qui n'émette aucune émission de carbone tout au long de son cycle de production, qui puisse produire autant d'énergie que nous le souhaiterions et qui ne soit pas une arnaque à la guerre nucléaire ?"

Cette quête d'une énergie illimitée est un voyage dans l'oubli. Rêver d'une énergie impossible, c'est halluciner le plus affreux des cauchemars. Richard Heinberg met en garde contre les dangers d'ignorer les limites, en faisant remarquer que si la fusion nucléaire supprimait les limites de la production d'énergie, les entreprises augmenteraient leur production pour épuiser sans fin les sols et détruire l'habitat des espèces.

La recherche d'une énergie infinie autre que les combustibles fossiles présenterait des dangers aussi inquiétants que la guerre nucléaire. Christopher Ketcham résume la situation :

"Les écologistes traditionnels ont isolé le changement climatique comme un phénomène distinct de la vaste empreinte écologique de l'homme, distinct de la déforestation, du surpâturage du bétail, de la disparition de la mégafaune, de l'effondrement des pêcheries, de la désertification, de l'épuisement de l'eau douce, de la dégradation des sols, des tourbillons de déchets océaniques, de la toxification des précipitations par les microplastiques, et ainsi de suite - la myriade d'effets biosphériques d'une croissance fulgurante".

L'attitude selon laquelle "rien n'est aussi menaçant que le changement climatique" a attiré de nombreuses

personnes dans l'abîme en ignorant (ou en minimisant) les énormes dangers des énergies "alternatives". Stan explique comment les énergies alternatives contribuent aux menaces actuelles, en écrivant que la quantité totale de "masse fabriquée par l'homme" - c'est-à-dire tout ce qui est fabriqué par l'homme - a désormais dépassé le "poids total de toute la biomasse végétale, animale et microbienne vivante sur Terre". Cette masse matérielle double tous les 20 ans, contribuant à "l'effondrement d'écosystèmes entiers" ainsi qu'au changement climatique.

Quelques exemples. Chaque éolienne nécessite plus de 60 livres de métal - et leur nombre augmente de façon exponentielle. Les véhicules électriques engloutissent "des centaines de millions de tonnes de batteries lithium-ion pour le stockage de l'énergie". Si l'économie mondiale doit continuer à croître, tout en se convertissant pour fonctionner entièrement avec de l'électricité provenant de sources AltE dans le courant de ce siècle, la quantité de métaux qui devra être extraite et traitée au cours des 15 prochaines années dépassera la quantité produite au cours des 5 000 dernières années. Cela entraînera une explosion du nombre de mines et la dévastation d'écosystèmes entiers. La question de savoir si la croissance économique incontrôlée, le changement climatique ou la guerre nucléaire entraîneront la disparition de la civilisation humaine reste ouverte. La quête de l'énergie éternelle est la base de la croissance éternelle qui devient l'autel de la damnation éternelle.

La bonne nouvelle, c'est qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là. Nous disposons aujourd'hui des connaissances et des capacités nécessaires pour offrir de bonnes conditions de vie aux populations du monde entier, à condition d'avoir le bon sens de distinguer ce dont l'humanité a besoin de ce que les entreprises recherchent avec avidité.

Avons-nous vraiment besoin de construire des fusées pour Mars ? La qualité de notre vie est-elle améliorée par des produits qui tombent en panne de plus en plus tôt ? Faut-il qu'il y ait une voiture pour chaque adulte sur Terre au lieu d'avoir des communautés où les gens obtiennent 80 % de ce qu'ils consomment en marchant ou en faisant du vélo ?

Les Américains sont-ils vraiment plus en sécurité lorsqu'ils disposent de plus de 700 bases militaires et de la capacité d'exterminer chaque être humain plusieurs fois. Le livre de Don sur les soins de santé à Cuba montre que le système médical de ce pays produit moins de mortalité infantile et une espérance de vie plus longue que les États-Unis tout en dépensant moins de 10 % de ce que les États-Unis dépensent par personne chaque année.

Contrairement à une propagande largement répandue, l'humanité n'a pas désespérément besoin de plus d'énergie. Nous avons désespérément besoin de vivre mieux avec moins d'énergie.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le progrès scientifique contre le monde naturel

Publié by DGR News Service | Jun 9, 2023



DEEP GREEN RESISTANCE
NEWS SERVICE



Le progrès scientifique

Note de l'éditeur : *Depuis le début du progrès scientifique, celui-ci est basé sur le contrôle (ou la domination) du monde réel. Il repose sur une vision patriarcale et haineuse de la nature. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'autres moyens de satisfaire notre curiosité. De nombreux peuples indigènes et non humains ont trouvé des moyens de satisfaire leur curiosité dans le cadre d'une relation harmonieuse (par opposition à une relation de domination) avec le monde naturel.*

Cet article montre comment le progrès scientifique pourrait détruire le monde au point de provoquer l'extinction de

Par Thomas Moynihan / The Conversation

Notre époque se caractérise par une obsession croissante pour le long terme. L'étude du changement climatique, par exemple, repose sur des simulations de plus en plus longues. Les prédictions de la science ne sont plus de simples hypothèses à valider ou à invalider, mais constituent souvent de graves menaces - dont l'ampleur et la gravité ne cessent de croître - qu'il faut prévenir.

La prévision d'un péril imminent exige une réponse proactive. Cela signifie que, de plus en plus, la recherche technoscientifique tend non seulement à étudier passivement le monde naturel, mais aussi à y intervenir activement. Dans le cas du climat, cela s'est traduit par la proposition de "géo-ingénierie", c'est-à-dire l'exploitation à grande échelle des systèmes naturels de la Terre afin de contrecarrer les conséquences néfastes du changement climatique.

Nos anticipations des dangers de la nature nous incitent à tenter d'intervenir sur elle et de la réinventer à nos propres fins. En conséquence, nous vivons de plus en plus dans un monde que nous avons créé nous-mêmes, dans lequel la frontière entre le "naturel" et l'"artificiel" s'effondre. Nous le constatons depuis l'édition du génome jusqu'aux percées pharmaceutiques en passant par les nouveaux matériaux. Ce phénomène est au cœur de l'idée de l'"Anthropocène", qui reconnaît que l'ensemble du système terrestre est affecté - pour le meilleur ou pour le pire - par les activités humaines.

Si certaines de ces technologies sont considérées à juste titre comme le summum du progrès et de la civilisation, notre volonté d'anticiper et de prévenir les catastrophes génère elle-même ses propres dangers. C'est d'ailleurs ce qui nous a mis dans la situation actuelle : l'industrialisation, qui était à l'origine motivée par notre désir de contrôler la nature, n'a peut-être fait que la rendre plus incontrôlable sous la forme d'une dégradation climatique qui fait boule de neige.

Nos efforts pour prédire le monde tendent à le modifier de manière imprévisible. En plus de débloquent des opportunités radicales telles que de nouveaux médicaments et de nouvelles technologies, cela pose des risques inédits pour notre espèce, à des échelles toujours plus grandes. C'est à la fois un poison et un remède. Bien que la prise de conscience de cette dynamique puisse sembler incroyablement contemporaine, elle remonte en fait étonnamment loin dans l'histoire.

Comètes et collisions

C'est en 1705 que le scientifique britannique Edmond Halley a correctement prédit le retour en 1758 de la comète qui porte aujourd'hui son nom. C'est l'une des premières fois que des chiffres ont été appliqués avec succès à la nature pour prédire sa trajectoire à long terme. Ce fut le début de la conquête de l'avenir par la science.

Dans les années 1830, une autre comète - la comète de Biela - est devenue un objet d'attention lorsqu'une autorité astronomique, John Herschel, a émis l'hypothèse qu'elle croiserait un jour la Terre. Une telle rencontre nous "effacerait" du système solaire, selon un livre d'astronomie populaire qui a fait sensation. Edgar Allen Poe a même écrit une nouvelle, en 1839, imaginant cette collision qui mettrait fin au monde.

À l'autre bout du monde, en 1827, un journal moscovite a publié une nouvelle imaginant les effets sur la société d'une collision imminente avec une comète. Des stratégies d'atténuation plausibles y étaient discutées. L'histoire évoquait des machines géantes qui agiraient comme des "positions défensives" planétaires pour "repousser" le missile extraterrestre. Le lien entre la prévision de la nature et l'intervention artificielle sur celle-ci commençait déjà à être compris.



Le prince russe Odoevskii dans les années 1840.

La nouvelle a été écrite par le prince russe excentrique Vladimir Odoevskii. Dans une autre nouvelle, L'an 4338, écrite quelques années plus tard, il étoffe sa description de la future civilisation humaine. Le titre provient de calculs contemporains qui prédisent la future collision de la Terre avec la comète de Biela dans 2 500 ans.

L'humanité est devenue une force planétaire. Néanmoins, la vision d'Odoevskii de ce futur resplendissant (avec les dirigeables, la consommation de drogues récréatives, la télépathie et les tunnels de transport à travers le manteau terrestre) nous est transmise entièrement sous la menace imminente d'une extinction totale. Là encore, les scientifiques de ce futur avancé prévoient de repousser la menace de la comète à l'aide de systèmes de défense balistique. Il est également question de systèmes de contrôle du climat à l'échelle de l'hémisphère.

Cela démontre parfaitement que c'est la découverte de ces dangers qui a d'abord entraîné - et continue d'entraîner - nos préoccupations vers le futur. L'humanité ne s'affirme technologiquement, à des niveaux de plus en plus planétaires, que lorsqu'elle prend conscience des risques qu'elle encourt.

Il n'est pas surprenant que, dans les notes annexes de L'an 4338, Odoevskii fournisse peut-être la toute première méthodologie pour une "science générale de la futurologie". Il revendique le titre de premier futurologue digne de ce nom et conscient de ses responsabilités.

Omnicide

En 1799, le philosophe allemand Johann Fichte a anticipé notre mégastructure actuelle de prévisions planétaires. Il prévoyait une époque de prédiction parfaite. Il affirmait joyeusement que cela permettrait de domestiquer la planète entière, d'effacer la nature sauvage et même d'éradiquer complètement les "ouragans", les "tremblements de terre" et les "volcans". Ce que Fichte n'avait pas prévu, c'est que la technologie qui nous permet de prédire crée elle-même des risques nouveaux et imprévus.

Mais Odoevskii l'a bien compris. En 1844, il publie une autre histoire intitulée Le dernier suicide. Cette fois, il imagine une humanité future qui est redevenue une force planétaire. L'urbanisation a saturé l'espace mondial, les villes se sont multipliées et ont fusionné pour former une œcuménopole englobant la Terre - une ville à l'échelle de la planète.

Cependant, Odoevskii met en garde contre les dangers qui accompagnent l'accélération de la modernité. Nous vivons dans un monde où l'emballement du progrès technologique a provoqué la surpopulation et l'épuisement des ressources. La nature est devenue entièrement artificielle, les espèces non humaines et les écosystèmes ont été totalement anéantis. Aliéné et déprimé, le monde accueille un leader démagogue qui convainc l'humanité de s'autodétruire. Dans une dernière expression de sa puissance technologique, la civilisation stocke toutes ses armes et fait exploser la planète entière.

Odoevskii préfigure ainsi le débat contemporain sur le "risque existentiel" et la possibilité que nos développements technologiques déclenchent l'extinction de notre propre espèce. En 1844, sa vision est sombre mais étonnamment prémonitoire dans sa reconnaissance du fait que le pouvoir requis pour éviter une catastrophe existentielle est également le pouvoir requis pour la provoquer.

Des siècles plus tard, maintenant que nous disposons de ce pouvoir, nous ne pouvons ni le refuser ni le rejeter - nous devons l'exercer de manière responsable. Espérons que la fiction d'Odoevskii ne devienne pas notre réalité.

CLIMAT. S'adapter, c'est déjà trop tard !

Par biosphere juin 2023



Dès novembre 1976, la Mitre Corporation, un groupe de réflexion d'origine militaire proche de la Maison Blanche, organisait un congrès intitulé « Living with Climate Change ». Dans son préambule, le rapport passait rapidement sur le réchauffement, considéré comme inexorable. Restait à en évaluer les conséquences sur l'économie américaine. C'est impressionnant de prescience ET de désinvolture.

Jean-Baptiste Fresoz : Au Royaume-Uni, un séminaire gouvernemental d'avril 1989 exprimait un point de vue similaire. La première ministre Margaret Thatcher (1979-1990) avait demandé à son gouvernement d'identifier les moyens de réduire les émissions. Les réponses vont toutes dans le même sens : inutile de se lancer dans une bataille perdue d'avance. Juste avant la conférence sur l'environnement de Rio de 1992, l'économiste William Nordhaus démontrait « mathématiquement » le caractère optimal d'un réchauffement de 3,5°C en 2100... il obtiendra le « prix Nobel d'économie » en 2018 pour ses travaux.

Le ministre français de la transition écologique, Christophe Béchu, a annoncé « commencer à construire une trajectoire [de réchauffement] à 4°C » en vue de la fin du siècle, est assez hypocrite. Que l'objectif des 2°C, et a fortiori celui de 1,5°C, soit pour ainsi dire inatteignable. Mais feindre la surprise donne l'impression d'avoir essayé : l'adaptation serait donc le résultat d'un échec, celui de nos efforts de transition. Cette résignation n'a jamais été explicitée, les populations n'ont pas été consultées, surtout celles qui en seront et en sont déjà les victimes.

Le point de vue des écologistes désenchantés

Michel SOURROUILLE : William Nordhaus « prix Nobel d'économie » en 2018, estimait qu'un réchauffement climatique de 3 °C mènerait en 2100 à une perte de PIB de seulement 2,1 % et à une perte de 8,5 % pour une augmentation de 6 °C. La réalité est qu'à 6 °C d'élévation de la température de la Terre, la civilisation thermo-industrielle ne serait plus qu'un vague souvenir et il n'existerait plus aucune institution susceptible de calculer un quelconque PIB – notion qui n'aurait, du reste, plus le moindre intérêt.

Vince : J'avais ouï dire que l'adaptation serait une opportunité de faire du business. Il y a une logique, mais le problème c'est que c'est basé sur une grande méconnaissance des conséquences RÉELLES du changement climatique, qui s'avèrent nettement plus délicates. C'est un système chaotique imprévisible. C'est jouer avec une grenade dégoupillée sans savoir quand et comment elle va exploser.

Raphou : On ne s'adapte pas à une valeur moyenne (temporelle sur une année et géographique sur toute la planète) de +4°C de réchauffement : il faudrait s'adapter à des valeurs extrêmes beaucoup plus fortes, par exemple des pics de chaleur à 55 °C au lieu des 40 °C habituels, il faudrait s'adapter à un effondrement de la bio diversité et donc de la chaîne alimentaire, il faudrait s'adapter à un manque d'eau potable chronique.

Ulysse : La question reste de savoir jusqu'où nous pourrions nous adapter ? Les plantes renouvellent l'oxygène de l'air que nous respirons, à 0% d'oxygène pourra-t-on vraiment s'adapter ? Pour information il est normalement de 20 %. La température limite corporelle est de 42,3°C, après vous êtes mort. La canicule tue, l'ont-ils oublié ?

Il n'y a pas grand monde qui vit dans les déserts. Dire qu'il faut s'adapter à +4°C est donc trompeur et beaucoup trop optimiste.

Taz : La seule alternative à la décroissance est l'effondrement. En termes d'implosion et de guerre civile, vous verrez (puisque l'on refuse la première) c'est pas mal non plus.

Four Carlton Gardens : Je pense, monsieur Fressoz, que la plupart de mes concitoyens et moi-même sommes aussi responsables que nos dirigeants. Car aurions-nous accepté, durant toutes ces années, de vivre dans la sobriété alors que nous n'avons toujours pas fondamentalement changé nos habitudes en dépit des alertes de plus en plus pressantes ?

Dimitri78 : La politique des écologistes de l'appauvrissement de masse ne fonctionnera pas, les populations humaines refuseront un déclin de leurs niveaux de vies, de leurs libertés de choix de déplacements et des restrictions dures dans leurs quotidiens... la transition douce est donc préférée pour maintenir son niveau de vie avec un pouvoir d'achat maintenu et la liberté de consommer préservée.

S. Praderes : La transition douce me rappelle l'histoire d'un homme qui tombe d'un immeuble et qui se dit : jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien ... Le plus dur, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage !

Melvin : Oui, Lovelock l'a dit il y a bien plus de 10 ans, c'est plié, foutu, terminato. Alors à quelle vitesse les sociétés occidentales vont se mettre à ressembler à l'Égypte ou la Syrie c'est en fait la question intéressante pour ceux qui cherchent à profiter financièrement de ce changement inéluctable. Mais ça vaut la peine d'essayer de changer les choses, uniquement pour mourir la conscience tranquille, ce qui n'est déjà pas si mal.

Philipp69 : Que l'on aille involontairement (sous la contrainte climatique uniquement) ou semi-volontairement (contrainte climatique+politique de décroissance) vers la sobriété généralisée, c'est-à-dire la rareté et la pauvreté, on n'échappera pas à une ère de violence. Mais on a le choix : soit on se désarme économiquement, industriellement et alors on aura la guerre civile en plus de la guerre entre les nations pour l'accès aux ressources, soit on s'arme économiquement, industriellement et militairement et alors on peut espérer être en moins mauvaise posture. En d'autres termes, soit on est irénique (et on se tire une balle dans le pied), soit on est survivaliste et on se prépare à la violence engendrée par l'ère de la rareté qui vient.

Pierrots : Aucun risque pour les plus riches. Ils mettront la clim à fond et passeront l'été au Groenland. Par contre nous autres, les plus modestes on va morfler.

Taz : Même pour les ultrariches dans leurs bunkers néozélandais ça va être compliqué.

Jean-Pierre M : Continuons à faire des enfants, plus on est de fous, plus on rit...

Dieu : La chronique comme la plupart des réactions semblent considérer qu'il y a là un problème. C'est dû à une surévaluation de l'avenir. Quiconque renonce à tout avenir (qui est au fond une chose du passé) vivra l'esprit tranquille. L'humanité, sous sa forme actuelle, existe depuis 300 000 ans. C'est un beau score ais pourquoi mendier un supplément ? Carpe Diem.

.Dette monétaire et dette écologique. BOUM

En 2013, la dette publique des USA était déjà de seize mille milliards (16 000 000 000 000) de dollars. Début 2022, on pensait que le montant de la dette devrait bientôt atteindre 29 000 milliards de dollars. En mai 2023, on la trouve à **31 381 milliards de dollars** ! **Bientôt la crise finale !!** Si le krach boursier du type 1929 n'a pas lieu dans les jours qui viennent, de toute façon il aura lieu bientôt, entraînant son lot de faillites en chaîne et de

chômage de masse dans un contexte géopolitique et écologique qui multiplie déjà les risques de déflagrations. L'économie libérale nous mène d'autant plus à la ruine que la planète a été tellement pillée par nos politiques croissancistes antérieures **qu'il n'y a plus assez de ressources naturelles pour envisager un rebond économique quel qu'il soit.** La finance va mal et notre milieu de vie encore plus mal, on ne s'en sortira pas par plus d'endettement, mais par des efforts surhumains.

« *I have nothing to offer but Blood, Toil, Tears and Sweat* » s'exclamait Churchill le 13 mai 1940 : « *Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur* ». Nous sommes en état de guerre, de guerre contre la planète ; la question monétaire est secondaire par rapport à la question des ressources physiques. Bien plus, tout ce que nous avons imaginé antérieurement pour sortir de la crise financière (remettre en route la machine à créer de la monnaie dans les banques) ne servira qu'à mieux préparer la prochaine grande crise.

Stéphane Foucart : Certains experts préconisent un recours à l'endettement pour opérer la transition écologique. Le ministre délégué aux comptes publics leur a répondu qu'« *on ne peut pas se le permettre... On doit d'abord se désendetter, c'est absolument nécessaire... sinon ce serait potentiellement des augmentations d'impôts pour les années à venir, pour les générations futures* ». Il est d'abord frappant de constater que les « générations futures » sont ici convoquées pour justifier l'inaction climatique. Comme si une simple convention sociale – la dette – pouvait être plus dangereuse que la détérioration irréversible des conditions d'habitabilité de la Terre. Il faut imaginer le pays face à une armée étrangère hostile, et le gouvernement ordonnerait de baisser les armes parce que résister coûterait trop cher à l'État. A quoi peut donc bien tenir cette relativisation de la question climatique ?

De David Ricardo (1772-1823) à Milton Friedman (1912-2006), les pères fondateurs de la science économique ont toujours tenu pour « sage » d'ignorer la finitude du monde physique. William Nordhaus « prix Nobel d'économie » en 2018, estimait qu'un réchauffement climatique de 3 °C mènerait en 2100 à une perte de PIB de seulement 2,1 % et à une perte de 8,5 % pour une augmentation de 6 °C. La réalité est qu'à 6 °C d'élévation de la température de la Terre, la civilisation thermo-industrielle ne serait plus qu'un vague souvenir et il n'existerait plus aucune institution susceptible de calculer un quelconque PIB – notion qui n'aurait, du reste, plus le moindre intérêt. **Les économistes devront bientôt renoncer à la fameuse « croissance verte », dont nul n'a pu vérifier l'existence à ce jour.**

Le point de vue des écologistes économistes

Oliv.b : Penser que la dette est une « petite convention sociale » est à mon avis une lourde erreur de jugement ...

gnocch : La société toute entière est basée sur les conventions sociales. Ce sont des conventions sociale que de partir en week-end en avion, de prendre sa retraite à 55 ans, de mettre mémé à l'EPHAD... On pourrait très bien faire sans !

He jean Passe : Nous nous endettant financièrement pour consommer plus et donc nous épuisons les ressources de la terre. Si l'économie mondiale s'effondrait, la nature s'en porterait mieux.

VeritasOrigine : Le principe de réalité est que c'est la dette qui a permis et permet toujours la détérioration accélérée de la terre.

Corto Portugais : L'argent ne tombe pas du ciel ! Pour faire la transition écologique, il faut beaucoup de travail et d'argent.... Ou alors une population acceptant de faire des sacrifices (pas de voiture, pas de viande, très peu d'enfants, se laver moins, voyager moins, moins utiliser les réseaux sociaux,) et recevoir moins d'argent pour beaucoup plus de travail. Vivre un peu comme la classe moyenne en Inde

Yves Cochet : Mon discours ne fera jamais recette. Je ne suis pas entendu, et c'est précisément pour cela que

l'effondrement va arriver. Pour s'en sortir, il faudrait une **économie de guerre** comme à Londres, en 1941. Je suis pour le rationnement de l'essence, des vivres, des vêtements, et pour le contrôle des naissances. Mais il n'y a pas d'exemples dans l'Histoire où une économie de guerre a été adoptée avant la guerre. Les gens ne l'acceptent pas. Aujourd'hui, la préoccupation première des Français, c'est le pouvoir d'achat...

Jacques Py : Dans le cas de la guerre en Ukraine, comme toujours dans les guerres, qui se soucie d'argent ? La finance se met au service de la seule chose qui importe, la survie, la victoire. Et bien sûr, la comparaison avec ce combat pour le climat s'impose. Sauf qu'en cas de guerre, s'organise une économie de guerre. C'est ce pas que S. Foucart ne franchit pas; mobiliser la société et tout conditionner à l'impératif climatique. Car toutes ces considérations et circonvolutions autour du climat signifient plus gravement que nous nous refusons à penser la crise climatique comme ce combat existentiel qui nous fait face. Climato-relativiste me paraît cette posture qui se répand et dont le rapport Pisany-Ferry est l'expression.

Fchloé : plutôt que d'interdire de polluer, les humains ont inventé le droit à polluer. Quel sapiens cette espèce !

-Un réfugié climatique, ça n'existe pas

Le plus grand delta au monde et le plus densément peuplé, formé par la confluence de trois fleuves, le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna, est une fragile dentelle qui subit les assauts du changement climatique. L'issue du combat contre la nature fait peu de doute. L'élévation du niveau de la mer – entre 85 et 140 centimètres d'ici à 2100, selon les scientifiques –, conjuguée au gonflement des rivières avec la fonte des glaciers de l'Himalaya, menace les trois quarts de ce territoire.

Sophie Landrin : « Partout des paysages « *postapocalyptiques* » où les habitants ne sont plus que des fantômes. Partout des ruines de maisons, dans l'eau ou sur le sol, friable comme un sablé. Partout des « *fantômes de l'anthropocène* ». Le delta aujourd'hui, marque l'équivalence entre la guerre contre le changement climatique et la guerre contre le terrorisme : dans les deux cas, les gens sont exposés à des ennemis invisibles mais omniprésents qui peuvent frapper à tout moment. Les 200 millions d'habitants du delta vont bientôt compter parmi les premiers réfugiés climatiques indiens. La grande migration a déjà commencé. Mais pour aller où ? L'Inde est devenue le pays le plus peuplé au monde, dépassant la Chine. Il n'y a pas vraiment d'endroit où aller pour ces personnes. L'heure de l'apocalypse a déjà sonné dans le delta du Gange. »

Mais les déplacés climatiques n'ont jusqu'à présent aucun statut juridique international. Ils ne sont pas protégés par la convention de Genève de 1951 qui garantit seulement une protection aux personnes « *craignant avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques* ». Notons la duplicité du droit, même dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » Le philosophe Etienne Balibar a souligné le caractère ambigu de ce texte, il manque l'obligation pour tout État d'accepter l'entrée des étrangers !

Jugement en première instance en 2013 (*LE MONDE géopolitique* du 24 octobre 2013). Ioane Teitiota, un père de famille originaire d'un archipel du Pacifique menacé par la montée des eaux, devrait être expulsé vers son pays après avoir été débouté par la justice néo-zélandaise de sa demande d'asile climatique. S'en tenant à la convention de Genève de 1951, la Nouvelle Zélande a fait valoir que personne ne menaçait sa vie s'il retournait chez lui.

Décision de la Cour suprême néo-zélandaise en 2015 (*Le Monde.fr avec AFP* | 21.07.2015) Ioane Teitiota n'a toujours pas obtenu le statut de premier réfugié climatique de la planète. Si la plus haute juridiction du pays a reconnu que les Kiribati étaient « incontestablement confrontées à des défis » climatiques, elle a également estimé que « M. Teitiota ne courait pas de "grave danger" » dans son pays natal. « Aucun élément matériel n'indique que le gouvernement des Kiribati manque à son devoir de protéger sa population des

effets de la dégradation environnementale, dans la limite de ses moyens. »

▲ [RETOUR](#) ▲



« Début de crise de la dette pour les États-Unis pour Ray Dalio ! »

par [Charles Sannat](#) | 9 Juin 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

On ne présente plus Ray Dalio mais on le présente quand même, car même quand cela va sans dire, cela va mieux en le disant !

Bref, Ray Dalio, est aux obligations ce que Warren Buffett est aux actions en bourse.

Ray Dalio, c'est l'oracle des obligations, le Warren Buffett Obligataire.

Je vous déconseille de ne pas écouter Ray Dalio.

C'est juste le plus grand et le plus brillant gérant de fonds obligataires contemporains.

Pour l'investisseur milliardaire Ray Dalio les États-Unis se trouvent au début d'une crise de la dette et il a averti que l'économie allait connaître des temps plus difficiles.

« À mon avis, nous sommes au début d'une crise de la dette très classique, en fin de cycle, lorsque l'écart entre l'offre et la demande, lorsque vous produisez trop de dettes et que vous avez une pénurie d'acheteurs »,

« Ce qui se passe aujourd'hui, alors que nous devons vendre toute cette dette, c'est qu'il y a suffisamment d'acheteurs », a-t-il ajouté. « Quand je regarde la question de l'offre et de la demande pour cette dette, il y a beaucoup de dette, elle doit être achetée et doit avoir un taux d'intérêt suffisamment élevé », a ajouté le fondateur de Bridgewater.

« Lorsque l'on regarde les acheteurs, il semble qu'il y ait une pénurie significative d'acheteurs pour cette dette gouvernementale. Mais nous sommes maintenant sur le point de voir à quoi ressemblera le tableau de l'offre et de la demande au cours des deux prochaines années », a déclaré M. Dalio.

Vers une pénurie d'acheteurs de la dette américaine et de toutes les autres nations !

Ce qu'il faut avoir en tête c'est que la France devra financer à peu près 300 milliards d'euros cette année. Vous pouvez faire la liste pour tous les pays ce sera pareil.

Pour les Etats-Unis, le département du Trésor a déjà annoncé son intention d'émettre 1 600 milliards de dollars de bons du Trésor cette année jusqu'à la fin de l'année 2023 !

1 600...

Jusqu'à présent cela ne posait aucun problème puisque les banques centrales achetaient elles-mêmes les dettes émises par les États pour empêcher les taux justement de monter sur les marchés.

C'est parce que les banques centrales se substituaient aux investisseurs qu'il y avait assez d'épargne pour financer les dettes !

Mais, si les banques centrales cessent d'intervenir, alors c'est le marché obligataire qui reprend ses droits.

Et c'est simple un marché obligataire.

C'est l'épargne des uns qui finance les dettes des autres.

Et quand il manque d'épargne parce qu'il y a trop de dettes à financer, et bien le prix de l'argent augmente ! Donc les taux montent.

M. Dalio a déjà commenté la manière dont le gouvernement américain a géré l'impasse sur la limite d'emprunt, attribuant la note D à l'accord, qui ne résout pas le problème clé de l'augmentation constante de l'endettement.

La question clef est donc de savoir si les banques centrales vont véritablement laisser le marché obligataire redevenir libre et fixer lui-même de l'argent pour lutter contre l'inflation ou si elles se mettront en acheteur en dernier ressort pour financer les États, notamment les pays membres de l'OTAN... qui ont une petite guerre contre la Russie à financer.

Cela nous promet de beaux moments en perspectives.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Selon France Info, l'Insee constate une nette surmortalité que le Covid-19 ne suffit pas à expliquer !



L'Insee constate une nette surmortalité sur l'année 2022, que le Covid-19 ne suffit pas à expliquer !

Ce n'est pas moi qui le dit c'est France Info qui relaie une étude de l'Insee, c'est dire si nous parlons de choses officielles.

Ce qu'il y a d'inquiétant dans cette histoire de surmortalité, c'est qu'elle ne touche pas que la France.

C'est un peu une situation que l'on retrouve partout.

Enfin, partout où la vaccination a été massive ainsi que les confinements ou encore le port du masque.

Mais avant d'aller plus loin, je vous propose une petite séquence souvenirs, lorsque notre maman, l'État, nous expliquait doctement dans ce moment de propagande, que l'on peut débattre de tout, sauf des chiffres.

Le problème voyez-vous, c'est que **quand il est interdit de débattre des chiffres, il est en réalité interdit de penser.**

Revenons à cet article de France Info.

« L'Insee a constaté la persistance d'une nette surmortalité en France en 2022 par rapport à une année « normale » hors épidémie ou événement inhabituel, selon les chiffres publiés mardi 6 juin par l'institut de la statistique. Ainsi, 675 000 personnes sont mortes en France en 2022, soit 53 800 décès de plus que ce qui était prévisible, compte tenu de l'âge de la population et des tendances enregistrées sur les 10 ou 15 ans précédents.

L'écart à la prévision (+8,7 %) est supérieur à celui constaté en 2021 (+6,9 %) et en 2020 (+7,8 %), année où l'épidémie de Covid a explosé. Pourtant, le Covid-19 a nettement moins tué en 2022, avec 38 300 morts contre 59 100 en 2021, selon les chiffres de Santé publique France.

Les épidémies de grippe et les fortes chaleurs citées

« Les décès dus à d'autres causes que le Covid-19 ont donc augmenté », rapporte l'Insee, qui mentionne « les deux épidémies de grippe » en mars-avril et en décembre 2022, ainsi que les fortes chaleurs de l'été 2022. « Enfin, l'épidémie de Covid-19 a pu entraîner depuis 2020 une hausse des décès en raison d'effets indirects, comme des reports d'opérations ou des baisses de dépistage d'autres maladies », suppose l'Insee.

La population française est peut-être aussi confrontée à une évolution plus structurelle, avec un coup de frein sur les gains d'espérance de vie qui étaient observés chaque année, explique l'Insee. « Il peut y avoir aussi une interruption ou une pause » dans la tendance à la baisse de la mortalité, « mais sans qu'il soit encore possible de l'identifier ».

Plusieurs problèmes se posent et à ce stade, ces chiffres sont inexplicables.

Le coup de la chaleur semble peu recevable car les pics de mortalité ne semblent pas avoir eu lieu spécifiquement lors des périodes les plus chaudes.

Même l'Insee semble perplexe.

Peut-il y avoir un lien avec les vaccins, le port du masque, les retards de diagnostics, ou encore les confinements, sans oublier le fait que le Covid pourrait finalement nous « tuer » plus tard !

Bref, vous le voyez il y a des chiffres et plein d'hypothèses mais une seule conclusion certaine et évidente.

On doit pouvoir débattre de tout, y compris des chiffres pour pouvoir les analyser.

Charles SANNAT Source [France Info ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

« 30 % des entreprises allemandes veulent fuir l'Allemagne ! »

par [Charles Sannat](#) | 8 Juin 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

C'est article du très europhile site Euractiv... que l'on ne peut accuser de germanophobie ou d'europhobie.

Le site titre » Allemagne, l'économie subit un nouveau coup dur alors que de nombreuses entreprises envisagent de quitter le pays » !

Et effectivement ce n'est pas rien puisque 30 % des entreprises allemandes envisagent d'aller se faire voir ailleurs qu'en Allemagne.

« Alors que 16 % des entreprises de taille moyenne interrogées par la BDI ont déjà pris des dispositions pour délocaliser une partie de leurs activités, l'étude révèle que 30 % d'entre elles envisagent de prendre des mesures concrètes pour suivre le mouvement.

Une étude de la Fédération des industries allemandes (Bundesverband der Deutschen Industrie, BDI) révèle que plusieurs entreprises sont en train de délocaliser des emplois et de la production à l'étranger, alors que les inquiétudes concernant l'économie allemande ne cessent de croître.

« Près de deux tiers des entreprises interrogées considèrent les prix de l'énergie et des ressources comme l'un des défis les plus urgents », a indiqué Siegfried Russwurm, président de la BDI.

« Les prix de l'électricité pour les entreprises doivent baisser de manière fiable et permanente pour atteindre un niveau compétitif, sinon la transformation [verte] des entreprises échouera », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il était de la « responsabilité des hommes politiques d'améliorer les conditions pour les entreprises en Allemagne ».

Des préoccupations similaires sont apparues après que les États-Unis ont publié leur loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA), d'un montant de 500 milliards de dollars, qui offre de généreuses subventions à l'industrie verte.

Si les entreprises ne peuvent plus produire en Allemagne, pour survivre elles doivent fuir !

Les dirigeants allemands devenus idéologues sont comme les dirigeants français. Ils comprennent vite à condition de leur expliquer très très longtemps !

Une entreprise dans un monde ouvert, sans frontière et sans droit de douane, n'est pas une œuvre caritative.

Si l'énergie est trop chère en Allemagne alors toutes les grosses industries européennes iront produire aux États-Unis et c'est exactement le plan américain et ce que voulaient les États-Unis en utilisant l'arme de l'énergie comme une arme et un outil de compétitivité.

Les États-Unis vont encore plus loin et utilisent aussi le levier fiscal en plus du levier énergétique pour tuer l'industrie européenne.

« En réponse à l'IRA et à la flambée des prix de l'énergie, le géant de la voiture électrique Tesla a abandonné certains projets ambitieux de construction de sa plus grande usine de batteries près de Berlin et a annoncé en février qu'il se concentrerait plutôt sur le marché américain.

Des inquiétudes concernant l'économie allemande et sa compétitivité à l'échelle mondiale sont également apparues récemment, la Commission européenne ayant prédit le mois dernier que le pays serait l'une des économies de la zone euro à la croissance la plus lente en 2023.

Les coûts élevés de l'énergie et les prix du carbone de l'UE ont été cités à plusieurs reprises comme des raisons de saper le pays en tant que lieu d'implantation d'entreprises.

« *Nous observons déjà que les investissements dans les industries à forte intensité énergétique ont chuté de manière significative en Allemagne* », a affirmé Clemens Fuest, président de l'institut Ifo, la principale institution de recherche économique allemande, à Augsburger Allgemeine en avril.

Le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck, prend le sujet au sérieux. »

Un plan « génial » pour baisser les prix de l'électricité en Allemagne.

Le mois dernier, il a proposé un ensemble de mesures visant à réduire le prix de l'électricité pour les entreprises, y compris des subventions temporaires.

Lundi (5 juin), M. Habeck a annoncé que les entreprises allemandes pourraient participer à **un programme de « contrats d'écart compensatoire appliqué au carbone »**, qui subventionnerait la transition vers un processus de production neutre en carbone pour les candidats sélectionnés.

Entre-temps, la BDI a clairement indiqué qu'elle considérait que des réformes plus complètes étaient nécessaires.

« Les industries allemandes ont besoin d'un allègement de la bureaucratie et de réductions fiscales ciblées pour pouvoir continuer à investir », a déclaré M. Russwurm lundi. »

un programme de « contrats d'écart compensatoire appliqué au carbone »

Hahahahahahahahaha...C'est exquis.

Que dis-je c'est aussi truculent que savoureux.

Un contrat d'écart compensatoire appliqué au carbone.

Hahahahahahahahaha.

Ce qui me réjouit sans aucune hésitation en écrivant ces lignes, c'est que je sais que notre pays est mal barré, mais quand je lis ce qu'ils font en Allemagne, je commence à reprendre espoir et à me dire, que sommes toutes, nous pourrions bien faire une belle remontada économique face à l'Allemagne.

Non pas que nous serions meilleurs et plus forts, nous sommes dirigés par des glands.

Mais en Allemagne, là ce sont les châtaignes qui sont au pouvoir.

Alors des glands ou des châtaignes, qui va gagner ?

Simple, aucun des deux, car ce sont les Etats-Unis les grands gagnants.

Nous allons perdre, mais à ce rythme là l'Allemagne va perdre encore plus vite que la France.

Et pour cause.

Comme nous étions plus nuls et déjà presque sans usines, nous risquons peu la désindustrialisation!

Pour l'Allemagne par contre, ils vont se prendre une succession de châtaignes dans la figure !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

•Vers plus de faillites bancaires selon Janet Yellen !



Janet Yellen ne serait pas surprise de voir davantage de consolidation bancaire compte tenu de l'environnement général du secteur, il est probable que certaines petites banques se consolident, a déclaré mercredi matin la secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen.

Ma phrase préférée c'est la suivante. J'adore traduire le mamamouchi dans le texte !!

« Il y a une motivation pour voir une certaine consolidation et je ne serais pas surprise de voir cela se produire à l'avenir » !

Hahahahahaha.

Je traduis.

Il y a une « motivation » pour les faillites bancaires et une fois qu'elles font faillite, elles sont rachetées à la casse avec la garantie de la FED et du trésor Américain par les plus grosses banques qui deviennent donc encore plus grosses.

« Mme Yellen a déclaré qu'elle ne souhaitait pas que la diversité du système bancaire soit menacée par de nouveaux regroupements, mais que ceux-ci seraient compréhensibles compte tenu de la pression exercée sur les bénéfices de certaines banques ».

Celle-là est pas mal non plus !

Je ne suis pas pour, mais comme je vais rien faire contre, et bien, forcément, il se passera ce qu'il se passera... Brillant, vraiment. Et donc nous aurons encore plus de banques trop grosses pour faire faillite et qui posent de vrais problème de démocratie.

Bravo Janet !

Charles SANNAT Source [Investing.com](https://www.investing.com) [ici](https://www.investing.com)

•Nouvelle hausse de taux pour la banque centrale canadienne à 4.75 %



La Banque Centrale du Canada vient de relever ses taux à 4,75 %, ce qui constitue un record depuis 22 ans en raison d'inquiétudes croissantes sur la persistance de l'inflation au-dessus de la cible de 2 % due à la « résistance » de l'économie canadienne.

Comprenez par là que la récession n'est pas encore arrivée, que le chômage reste trop bas et la croissance trop forte.

En montant les taux, les banques centrales veulent casser et briser l'inflation en créant une récession de manière volontaire.

Elles finiront forcément par y arriver, et parce que l'arme des taux est tout sauf chirurgicale, les banques centrales vont toujours trop loin dans un sens comme dans l'autre, à la hausse comme à la baisse.

Pourtant le Canada avait annoncé une pause dans la hausse des taux !

« La banque centrale avait cessé de relever ses taux depuis janvier, désirant évaluer l'impact des huit hausses de taux précédentes qui avaient porté le taux directeur à 4,50 %, son plus haut niveau en 15 ans, dans le cadre du cycle de resserrement monétaire le plus rapide de l'histoire de la BoC.

La vigueur inattendue des dépenses de consommation, le rebond de la demande de services, la reprise de l'activité immobilière et un marché du travail tendu montrent que l'excès de demande dans l'économie est plus persistant que prévu, a déclaré la banque centrale dans un communiqué.

Notant la hausse de l'inflation en avril, la BoC a estimé que les incertitudes s'étaient accrues quant au fait que l'inflation pourrait se maintenir nettement au-dessus de son objectif de 2 %.

Dans ce contexte, le conseil des gouverneurs a estimé que « la politique monétaire n'était pas suffisamment restrictive pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande et assurer un retour durable à la cible d'inflation de 2 % ».

Ce que ne veulent pas comprendre « officiellement » les banques centrales, c'est que l'inflation est désormais structurelle, et parce que justement elle est structurelle, il convient d'adapter la politique de taux d'intérêt.

Tout cela est un changement majeur en termes monétaires et cela va finir par peser considérablement sur la valeur des actifs.

Charles SANNAT Source [Agence de presse Reuters ici](#)

Attention. L'impact des taux sur l'économie prendra plus de temps selon Schnabel de la BCE



Isabel Schnabel n'est pas une marrante, c'est une économiste allemande et elle est membre du directoire de la BCE, notre banque centrale.

Selon elle, et je suis évidemment d'accord avec son commentaire, « ***l'impact des taux sur l'économie prendra plus de temps*** ».

« L'impact de la hausse de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) sur l'économie réelle pourrait prendre plus de temps qu'habituellement, a déclaré

Isabel Schnabel, membre du Conseil des gouverneurs de l'institution de Francfort.

La BCE a relevé depuis juillet 2022 au total ses taux d'intérêt de 375 points de base et d'autres hausses sont attendues dans les mois à venir afin de juguler une inflation toujours au-dessus de son objectif de 2 %.

« Au regard de la pénurie actuelle de main d'œuvre, on peut s'attendre à ce que la transmission de la politique monétaire soit plus faible que d'habitude », a déclaré Isabel Schnabel dans une interview accordée au quotidien belge De Tijd et publiée mercredi.

Selon Isabel Schnabel, la généralisation des prêts à taux fixe est également de nature à limiter l'impact du

resserrement de la politique monétaire.

« Au regard de la grande incertitude concernant la persistance de l'inflation, le prix à payer en cas d'action trop timide continue d'être plus élevé que celui d'une décision excessive », a-t-elle déclaré, soulignant que si la politique n'était pas suffisamment forte, l'inflation s'enracinerait.

Isabel Schnabel a minimisé la portée de la baisse récente de l'inflation de base, notant qu'il serait prématuré de « crier victoire » même en considérant que cet indicateur avait atteint un pic. Elle a dit attendre des preuves plus convaincantes que l'inflation reviendrait à 2 %.

Concernant les projections économiques de la BCE, elle s'est également montrée prudente, estimant qu'elles ne pouvaient être prises pour acquises. »

Résumons

Elle pense que le marché de l'emploi reste trop dynamique, ce qui veut dire qu'il n'y a pas assez de chômeurs donc des salaires qui montent et ça beurk, c'est pas bien !

Elle pense que les taux fixes qui permettent aux gens de ne pas se retrouver ruiner quand une pas marrante comme elle monte les taux c'est beurk et c'est pas bien.

Elle pense aussi que mieux vaut serrer le kiki trop fort (décision excessive) que pas assez fort et que vous puissiez prendre encore une ou deux goulée d'air. Respirer c'est beurk et c'est pas bien.

Là où je suis néanmoins en accord avec elle, c'est qu'effectivement les hausses de taux mettent du temps à se transmettre dans l'économie, entre 12 à 18 mois à minima, et dans le cas présent c'est encore plus complexe parce que nous sommes face à une inflation structurelle.

Charles SANNAT Source [Agence Reuters ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

•Enfreindre les lois du marais de Washington

Sean Ring 1 juin 2023

DAILY RECKONING



*Rassemblez-vous,
Pour que vous puissiez entendre,
des marées de minuit,
qui amènent l'or noir ici.*

Paraphraser Henry Wadsworth Longfellow est un véritable défi.

Dans La chevauchée de Paul Revere, Longfellow parle avec lyrisme de la plus grande sonnette d'alarme jamais tirée.

En 1860, à la veille de la guerre de Sécession, dans l'espoir d'apaiser les tensions, Longfellow notait qu'"il n'y a plus guère d'homme vivant qui se souvienne de ce jour et de cette année célèbres".

C'était en 1775.

Revere a traversé Charlestown, Medford, puis Lexington et Concord pour avertir les Américains de l'arrivée des Britanniques !

*Un si c'est par terre, deux si c'est par mer ;
Et moi, sur la rive opposée, je serai
Prêt à chevaucher et à répandre l'alarme
Dans tous les villages et fermes du Middlesex,
Pour que les gens de la campagne se lèvent et s'arment.*

Le poème est historiquement inexact. Mais grâce à la licence poétique de Longfellow, Revere est devenu le messager-guerrier par excellence.

Que pensez-vous de cette interprétation poétique des événements qui vous fait gonfler la poitrine, redresser le dos, lever le menton et serrer les poings ?

Vous n'êtes peut-être pas d'accord. Mais je pense que c'est parce que Revere était un mauvais garçon, serrant le poing contre le roi fou George III.

Saison des films d'été, 1988

J'avais hâte de voir Die Hard.

Bruce Willis, de Moonlighting, l'une de mes stars préférées de sitcoms, a enfin atteint le grand moment.

Il était excellent avec Cybill Shepherd. Drôle, sarcastique et intelligent, le David Addison de Willis était hilarant dans chaque épisode.

Mais à quoi ressemblerait-il sur grand écran ?

De nombreuses vedettes de la télévision ont essayé de franchir le pas, mais sans succès. Willis serait-il différent ?

Assis dans mon siège confortable avec du pop-corn salé, des Twizzlers et un Coca, je me souviens avoir été déçu de voir à quel point John McClane était un con.

Grincheux, malheureux d'être en Californie et carrément acariâtre avec sa femme prospère, j'étais surpris que Willis ait même accepté le rôle.

Et puis... il est apparu.

Hans Gruber. Le plus grand méchant jamais filmé.

En regardant le film, je me suis interrogé.

Pourquoi avais-je ces sentiments ?

Étais-je en train d'encourager le méchant ?

Suave, débonnaire et urbain, Gruber ne se déplaçait pas dans les scènes, mais glissait à travers elles.

Il était l'incarnation même du cosmopolite, portait des costumes sur mesure, une barbe bien taillée et pouvait parler avec plusieurs accents. (À l'époque, je n'avais jamais entendu parler d'Alan Rickman... et je ne savais pas que c'était un Anglais qui jouait un Allemand !)

Son esprit, ses sarcasmes et ses dialogues étaient aussi riches qu'un gâteau français, comparé aux Reese's Pieces dont Hollywood m'avait nourri jusqu'alors.

Quelque chose avait changé en moi ce jour-là. Ou, plus précisément, a activé un gène dormant.

Je dirais que c'était une chance, car j'ai appris plus tard que les filles préféraient les mauvais garçons aux bons...

Pourquoi les filles préfèrent-elles toujours les mauvais garçons ?

À la fin de l'été, en automne ou en hiver, nous regrettons l'époque où nous ne savions rien de mieux.

"Si j'avais su à l'époque ce que je sais aujourd'hui...", disons-nous souvent en déplorant nos indiscretions passées.

Mais Mark Twain avait raison. Nous regrettons bien plus ce que nous n'avons pas fait que ce que nous avons fait.

Ce qui m'amène à parler des femmes.

Tant de femmes que j'ai rencontrées dans ma vie voulaient un homme qui soit juste un peu coquin.

Pas un homme méchant. Ni un homme injuste. Et certainement pas un tyran.

Mais un homme qui briserait les règles lorsque les règles ne s'appliquent pas - ou ne devraient pas s'appliquer.

Alors, d'accord... je serais un peu méchant.

D'ailleurs, [@seaniechaos](#), mon pseudonyme sur Twitter, est le surnom que mon ancienne petite amie kiwi m'a donné en l'honneur de nos nuits endiablées à Londres.

Je porte cet insigne avec honneur près de vingt ans plus tard.

Quant à ma confusion, Jordan Peterson, psychologue, professeur et intellectuel public canadien, l'a éclaircie pour moi.

Peterson a qualifié La Belle et la Bête de véritable mythe du héros féminin et s'en est servi pour faire valoir son point de vue. (Et son argument est essentiellement d'ordre biologique).

Peterson explique que la Belle est intelligente, pleine de ressources et sincère... tout ce qu'un homme attend d'une femme. Mais elle n'aime pas le psychopathe Gaston. Elle est trop intelligente pour cela.

Belle veut la Bête. La Bête est un homme terrible... mais il a du potentiel.

Elle peut garder les murs et créer un havre de paix pour les enfants. La Bête est assez productive pour avoir de la valeur et assez généreuse pour partager le fruit de ses efforts avec sa famille.

En bref, les femmes veulent que leurs hommes soient dangereux, mais dangereux pour elles.

Paradoxalement, ce comportement de "mauvais garçon" permet de préserver la lignée familiale. Et c'est ce que veut la femme.

La bête qui se contrôle

Encore une fois, les femmes ne recherchent pas des hommes méchants. Juste des hommes méchants. Ceux qui enfreignent les règles lorsque cela est nécessaire pour protéger leur famille.

Lors d'une interview avec Jocko Willink, de l'émission Extreme Ownership, Peterson a dit ceci :

Un homme bon n'est pas un homme inoffensif. Un homme bon est un homme très, très dangereux qui contrôle volontairement son comportement.

L'idée de Peterson est que les hommes incapables de cruauté ne sont pas complètement formés. Les "gentils" qui ne peuvent envisager la cruauté sont à la merci de ceux qui le peuvent. Et c'est là que quelqu'un peut être le plus vulnérable.

La définition de "l'homme de bien" de Peterson décrit bon nombre de nos héros de fiction.

James Bond. Indiana Jones. Jack Aubrey. Jack Ryan. Rick Blaine.

Et cela décrit probablement votre grand-père et vos oncles. Peut-être même votre père. Je sais que cela décrit le mien.

C'est pourquoi nous aimons ces hommes et leur faisons confiance. C'est pourquoi nous aspirons à leur ressembler.

Quel est le rapport avec tout cela ?

Notre réunion éditoriale d'hier a pris la tangente la plus extraordinaire qui soit.

Doug Hill, vice-président de Paradigm Press, a interrogé le groupe sur le pétrole. Notre bon ami Byron King est intervenu immédiatement pour en parler.

Mais la discussion s'est orientée vers l'or noir, en provenance du pays situé au bord de la mer Noire, qui utilise une "flotte fantôme", comme l'a dit Byron, pour maintenir l'économie mondiale à flot.

Comme le jeune homme de 14 ans que j'étais, je sais que je ne devrais pas encourager les "méchants" ou les personnes qui "enfreignent la loi" telle qu'elle est définie par le marais de Washington.

Mais je suis d'accord avec Cicéron, qui a dit un jour : **"Plus il y a de lois, moins il y a de justice".**

Il y a une différence entre la **loi naturelle** (tu ne tueras point) et la **législation** (tu dois 39,6 % de tes revenus au complexe militaro-industriel).

Cicéron savait que de nombreuses lois ne garantissent pas nécessairement une véritable justice ou un système juridique efficace.

Au contraire, il suggérerait qu'un trop grand nombre de lois pouvait entraîner une certaine confusion, des lacunes et un manque de clarté dans l'application de la justice. La simplicité, la clarté et l'équité des systèmes juridiques sont de loin préférables à un cadre juridique excessif et alambiqué.

Et lorsqu'il y a trop de lois, les marchés noirs ont tendance à se former.

Marchés noirs

Un marché noir est un marché illégal ou non réglementé où des biens ou des services sont échangés sans contrôle ni autorisation du gouvernement. Le Far West du commerce est l'endroit où le fruit défendu devient la denrée la plus recherchée.

Certains biens et services peuvent être interdits par la loi ou fortement réglementés, que ce soit pour des raisons de sécurité, des raisons éthiques ou simplement les caprices d'un gouvernement malveillant.

Mais il y a toujours quelqu'un prêt à fournir là où il y a une demande, même si cela implique d'opérer en dehors des limites de la légalité.

Le marché noir intervient alors pour combler les lacunes.

C'est là que l'on peut trouver toutes sortes de produits illicites, comme des drogues illégales, des produits de contrefaçon, des armes de contrebande, des espèces sauvages menacées, des médias piratés ou même de l'or noir.

En bref, si une loi l'interdit, il y a de fortes chances qu'elle prospère sur le marché noir.

Pourquoi les marchés noirs se forment-ils ?

Voici quelques pistes :

- **Interdiction ou illégalisation** : Lorsque certains biens ou services sont interdits ou fortement réglementés par le gouvernement, cela crée un fossé entre la demande et l'offre légale. Les marchés noirs prospèrent en donnant accès à des produits interdits ou soumis à des restrictions, tels que les drogues illégales, les armes interdites ou les produits de contrefaçon.
- **Facteurs économiques** : Les disparités économiques, les taxes élevées ou les réglementations excessives peuvent créer un environnement dans lequel les marchés légaux deviennent inaccessibles ou inabordables pour certaines personnes.
- **Offre limitée ou ressources rares** : Lorsque les produits de base se font rares, des marchés noirs peuvent apparaître pour distribuer des biens très demandés mais peu disponibles. Il peut s'agir de pénuries alimentaires, de crises pétrolières ou de fournitures médicales en cas d'urgence.
- **Évasion fiscale ou réglementaire** : Certaines personnes ou entreprises se soustraient aux impôts, aux réglementations ou à la bureaucratie. En opérant en dehors du cadre légal, ils peuvent éviter de payer des impôts, contourner les exigences en matière de licences ou contourner des mesures de mise en conformité coûteuses.
- **Facteurs culturels ou sociaux** : Les normes culturelles ou sociales peuvent entrer en conflit avec les restrictions légales. C'est le cas des jeux d'argent, du commerce du sexe ou du commerce d'objets culturels, qui sont fortement réglementés ou considérés comme illégaux, mais qui restent très demandés.

- **L'échec des politiques gouvernementales :** Lorsque les politiques gouvernementales ne parviennent pas à répondre de manière adéquate aux besoins sociaux ou économiques, les marchés noirs peuvent apparaître comme une forme d'autorégulation ou de stratégie de survie.

Récapitulation

Si vous lisez le Rude ou le Reckoning depuis un certain temps, vous savez que nous sommes totalement opposés aux sanctions imposées par le gouvernement américain et l'Union européenne à la Russie. Non pas parce que nous pensons que Vlad Poutine est un type bien, mais parce que nous savions et avons dit très tôt que les sanctions nuiraient aux citoyens des États-Unis et de l'Union européenne, et non à ceux de la Russie. Et nous avons raison dès le premier jour.

Ces sanctions sont à l'origine de l'incroyable marché noir de l'or noir.

Pour être tout à fait franc, les personnes qui dirigent ces marchés sont probablement des "hommes de bien", comme nous l'avons défini plus haut.

Il en faut beaucoup pour s'opposer à l'armée et à l'économie prétendument les plus puissantes du monde.

En tant qu'Européen payant son essence au prix fort, je suis reconnaissant à ces marchands noirs de maintenir les prix à un niveau inférieur à ce qu'ils auraient été.

Au cours des prochaines semaines, Brian Maher, Byron King et moi-même nous pencherons sur les questions relatives au commerce illicite du pétrole dans le Vieux Continent. Restez donc à l'affût du "Rude" et du "Reckoning" au fur et à mesure que nous approfondirons le sujet.

Et si vous avez des questions à poser, n'hésitez pas à m'envoyer un courriel ici.

Je vous souhaite une excellente fin de semaine !

[**▲ RETOUR ▲**](#)

.La loi sur l'irresponsabilité fiscale

Brian Maher 1 juin 2023

DAILY RECKONING



Rapporte The Babylon Bee, en satire :

Les républicains de la Chambre des représentants ont reçu leur tout premier Emmy Award pour leur performance exceptionnelle en agissant comme si l'emballlement des dépenses publiques les rendait tristes.

"C'est avec beaucoup d'humilité que je reçois ce prix prestigieux", a déclaré Kevin McCarthy, tout

étourdi, en brandissant la statuette dorée. "Ce prix nous appartient à tous : tous les républicains qui sont allés sur Fox News pour se plaindre de la dette nationale ou qui ont prononcé des discours passionnés sur C-SPAN devant un hémicycle vide pour convaincre les Américains qu'ils se préoccupaient de ces questions, ont vu leurs efforts récompensés.

"Enfin, je voudrais remercier Dieu, qui m'a donné de si grandes capacités d'acteur. McCarthy a ensuite versé une vraie larme, sans même faire semblant.



La "loi sur la responsabilité fiscale"

Sous la direction du président McCarthy, la Chambre des représentants des États-Unis a approuvé le "Fiscal Responsibility Act" (loi sur la responsabilité fiscale).

149 républicains ont donné leur accord, 71 ne l'ont pas fait.

La loi sera ensuite transmise au Sénat des États-Unis, où elle recevra l'aval des sénateurs, puis à la Maison Blanche, où la signature présidentielle sera apposée.

C'est ainsi que le plafond de la dette augmentera.

Faut-il rappeler que la Chambre des représentants des États-Unis qui a approuvé la "loi sur la responsabilité fiscale"...

... est la même Chambre des représentants des États-Unis qui, l'année dernière, a approuvé la "loi sur la réduction de l'inflation" ?

C'est vrai. Il s'agit du même organe législatif - avec une composition légèrement différente.

La prochaine loi

Nous prévoyons ensuite l'approbation de **la "loi sur l'honnêteté politique"**.

En d'autres termes, nous nous attendons à une nouvelle farce cruelle à l'encontre du peuple américain.

En effet, le titre des lois et leur contenu ne concordent pas.

Ils se font généralement la guerre, et de manière sauvage.

Le titre camoufle la substance de l'acte. Il s'agit d'un cochon qui se lèche les babines. Croyez-le :

La loi sur la réduction de l'inflation n'a pas plus réduit l'inflation que le kérosène ne réduit les flammes.

Elle représentait - en réalité - le kérosène inflationniste lui-même.

Elle a dépensé et dépensé. Puis elle a dépensé encore plus.

Le soleil se lève-t-il chaque matin au-dessus de l'horizon oriental ? Se couche-t-il chaque soir sous l'horizon occidental ?

Eh bien, vous pouvez compter sur lui :

La "loi sur la responsabilité budgétaire" ne sera pas plus responsable sur le plan budgétaire qu'un goujat n'est responsable sur le plan budgétaire.

Une goutte d'eau dans l'océan

Le Bureau du budget du Congrès estime que cette loi pourrait creuser les déficits prévus de quelque 1 500 milliards de dollars au cours de la décennie suivante.

Vous avez vu ça ? La loi pourrait creuser les déficits prévus de quelque 1 500 milliards de dollars au cours de la décennie suivante.

Et d'à peine 1 500 milliards de dollars - au cours de la décennie suivante ?

Remplissez un seau à glace d'eau jusqu'au bord. Siphonnez ensuite une goutte d'eau solitaire.

Vous en avez la saveur.

Un siphonage de 1 500 milliards de dollars sur une décennie représente - comme le dit l'expression - une goutte d'eau dans un seau.

Et rappelez-vous : Ce très léger siphonnage pourrait se produire. Selon toute vraisemblance, il ne se produira pas.

Y a-t-il jamais eu le moindre doute ?

M. Ryan McMaken, de l'Institut Mises :

Après d'innombrables prédictions d'armageddon économique et des supplications paniquées pour relever le plafond de la dette sans conditions, la Maison Blanche de M. Biden et les Républicains du Congrès se sont mis d'accord cette semaine sur un nouvel accord budgétaire qui ne modifie pratiquement en rien le statu quo. L'accord ne ramène en aucun cas les dépenses fédérales à leur niveau d'avant la crise du Kosovo. Au mieux, l'accord "limite" les dépenses en fixant des plafonds provisoires qui - à condition qu'ils ne soient pas abandonnés face à une nouvelle "urgence" économique ou géopolitique - autorisent une augmentation des dépenses de 1 % par an au cours des deux prochaines années.

Plus encore :

Cela signifie que les dépenses discrétionnaires (qui représentent généralement environ 2 000 milliards de dollars de dépenses diverses et militaires) continueront d'augmenter sans même marquer de pause significative. Quant aux dépenses obligatoires, telles que la sécurité sociale, Medicare et Medicaid, elles ne risquent pas de diminuer. Au minimum, nous pouvons nous attendre à des augmentations annuelles de 60 milliards de dollars ou plus dans un avenir proche. C'est le scénario le plus "économe". Après tout, ce n'est qu'une question de temps avant qu'il n'y ait une récession et donc un besoin de "stimulus" et de renflouements. Ou bien Washington peut décider que les États-Unis ont besoin d'une nouvelle guerre de

grande ampleur. À ce moment-là, tous les paris sont ouverts en ce qui concerne les dépenses.

Et ce n'est pas tout :

Il n'y a jamais eu de doute sur le fait que le plafond de la dette serait à nouveau relevé et, bien sûr, qu'il n'y aurait pas de réelles réductions des dépenses fédérales globales. Or, c'est ce qui s'est passé. En outre, les dépenses totales restent supérieures de plus de mille milliards de dollars à ce qu'elles étaient en 2019, même lorsque l'administration Trump accumulait des déficits de près de mille milliards de dollars.

Enfin :

En outre, si l'on compare les dépenses fédérales de la dernière année de chaque mandat présidentiel par rapport au budget sortant du mandat présidentiel précédent, on constate que le plus grand dépensier a été Donald Trump, suivi de Carter, Reagan (premier mandat) et Ford. Là encore, il n'y a aucune raison de placer un quelconque espoir dans le GOP lorsqu'il s'agit de lutter contre l'augmentation des dépenses.

Le député Scott Perry est l'un des 71 républicains dissidents. De qui ?

Des milliards et des milliards de dollars de dettes pour des miettes, pour une bouchée de pain, pour tout et n'importe quoi. L'orateur lui-même a déclaré à de nombreuses reprises que la plus grande menace pour l'Amérique était notre dette et qu'il était temps d'agir. Nous avons le temps d'agir et cet accord échoue, échoue complètement.

Le regretté Joe Sobran qualifiait les démocrates de "parti du mal". Les républicains étaient "le parti stupide".

Il en a conclu que le "bipartisme" aboutissait à des résultats à la fois mauvais et stupides.

Nous descendons le fleuve de la dette

Peut-être que Sobran a compris quelque chose...

Dans le cadre de l'accord, les républicains obtiennent leurs armes. Les démocrates ont leur beurre.

Et c'est le contribuable qui reçoit la facture.

Il paie maintenant en augmentant ses impôts - ou plus tard en augmentant les intérêts de la dette.

Mais il paiera.

Quelle est la seule surprise de cet accord sur le plafond de la dette ?

Que quelqu'un puisse être surpris par cet accord sur le plafond de la dette.

Comme nous l'avons déjà dit, les républicains et les démocrates pourraient mettre en scène un accord sur le plafond de la dette :

Les républicains et les démocrates pourraient mettre en scène un splendide combat pour la foule. Ils s'attaquent l'un à l'autre avec des coups sauvages et vicieux.

Mais regardez de plus près.

Les combattants ne frappent pas les parties vitales. Et le sang est faux.

Lorsqu'il s'agit d'emprunter et de dépenser... les républicains et les démocrates sont aussi unis que n'importe quel amoureux peut espérer l'être.

Menacez de les couper.

Regardez alors la guerre s'arrêter immédiatement... et les mains de la paix se tendre de part et d'autre.

C'est ce à quoi nous venons d'assister. Le plafond de la dette est relevé.

Aujourd'hui, nous versons une larme de deuil sur les cendres de la responsabilité fiscale.

Comme nous l'avons déjà souligné, les républicains ont autrefois défendu les voies d'accès au Trésor des États-Unis.

Mais depuis, ils ont vendu le laissez-passer.

Et les deux partis nous ont tous vendus à la rivière...

▲ [RETOUR](#) ▲

.Que faire en cas de retour de la tyrannie COVID ?

par Jeff Thomas juin 2023



Récemment, un collègue a fait le commentaire suivant "*Je suis toujours très en colère après ce qui nous est arrivé, à moi et à ma famille, parce que nous avons refusé de nous faire vacciner dans ce pays [le Canada]. Je n'ai jamais cru que l'Allemagne nazie était à nouveau possible jusqu'au vaccin. Et maintenant, je SAIS que c'est possible et que cela se reproduira probablement... mais la prochaine fois, les gants seront enlevés et il n'y aura nulle part où se cacher*".

Il a raison sur tous les points.

Premièrement, il ne fait aucun doute que **l'escroquerie COVID** a été utilisée pour instaurer la tyrannie dans les pays mondialistes. Bien que les autres pays aient réagi de manière excessive, les preuves sont mitigées quant à savoir si leurs dirigeants recherchaient la tyrannie ou s'ils essayaient simplement de faire preuve de prudence en copiant les politiques imposées dans les pays mondialistes. Par conséquent, le niveau de force effective des gouvernements a varié.

Deuxièmement, les pays mondialistes du premier monde ont introduit un programme commun qui s'apparente à l'effort nazi à partir de la Nuit de Cristal, et il ne fait guère de doute que cela était intentionnel - une campagne

visant à susciter une peur irrationnelle et à **exiger l'obéissance bien au-delà de ce qui aurait pu être nécessaire pour un simple virus.**

Troisièmement, que les mondialistes aient ou non l'intention de revenir sur le COVID avec une nouvelle "urgence" virale, là n'est pas la question. COVID a été un essai très réussi de tyrannie. Que la prochaine urgence soit justifiée par un virus, une guerre ou un effondrement économique n'a aucune importance. La mise en œuvre du mondialisme nécessite la tyrannie pour réussir, et l'horloge tourne pour le prochain prétexte à un verrouillage.

Il n'est donc pas surprenant que ceux qui reconnaissent qu'une tyrannie plus poussée et plus globale se profile à l'horizon se demandent : "Où vais-je aller ? Serai-je pris au piège, où que je sois ? Si c'est le cas, pourquoi ne pas rester là où je suis ?"

Maintenant que la poussière est retombée sur l'escroquerie COVID, la réponse à cette question peut être trouvée en examinant la façon dont COVID s'est déroulé dans divers endroits du globe. Le résultat a-t-il été uniforme ? Ou a-t-il varié ? Et dans ce dernier cas, est-ce suffisamment important pour que je doive à ma famille de déménager avant que la prochaine vague de tyrannie ne soit à nos portes ?

Ayant suivi le comportement de dizaines de pays pendant et après le COVID, ma première observation est qu'il y avait incontestablement des couches de tyrannie. Au fil du temps, il est apparu clairement que les pays mondialistes du premier monde (États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne, Canada, Australie, Japon et Nouvelle-Zélande) exerçaient une pression coordonnée - un effort vérifiable pour imposer des restrictions uniformes, avec une rhétorique uniforme des médias pour soutenir **l'oppression**.

C'est moins le cas dans les autres pays. Les pays les plus proches des pays mondialistes ont eu tendance à imiter leurs politiques sans sembler le faire avec zèle. Il régnait une atmosphère de "Nous ne comprenons rien à tout cela, mais nous voulons être en sécurité, dites-nous ce qu'il faut faire".

Ceux qui sont les moins attachés aux pays mondialistes, que ce soit par le commerce ou la culture, ont eu tendance à s'écarter encore plus du diktat mondialiste, voire à le défier dans certains cas.

À cet égard, il est apparu clairement que chaque pays qui n'était pas totalement investi dans la cabale mondialiste avait tendance à réagir conformément à sa culture respective.

Les États-Unis ont été, comme on pouvait s'y attendre, le fer de lance des mandats mondialistes. Les croisés égocentriques sont sortis en force, comme ils le font pour chaque problème, faisant des États-Unis l'un des pires endroits où vivre. Non seulement les gens ont été poussés à se faire vacciner, même si leur efficacité n'est pas prouvée, mais ils ont aussi été humiliés par ceux qui n'ont pas été vaccinés. La honte des personnes non vaccinées a atteint son paroxysme aux États-Unis, avec une campagne qui mettait l'accent sur une "pandémie de personnes non vaccinées" digne de la Gestapo.

Les alliés les plus proches des États-Unis, à savoir les autres pays cités ci-dessus, ont connu une situation similaire.

Cependant, plus nous nous éloignons du centre mondialiste, plus chaque pays réagit conformément à sa culture naturelle plutôt qu'au diktat mondialiste.

En Thaïlande, un programme ordonné a été mis en place, auquel la plupart des gens se sont conformés, mais il n'y a eu qu'un minimum de pression en faveur d'un renforcement des contrôles. Ce n'est pas surprenant, car en Thaïlande, la plupart des gens acceptent ce que le gouvernement met en place, et les autres se débrouillent seuls. Le budget national limité ne permet pas de les poursuivre. La Thaïlande était donc un bon pays pour ne pas participer à l'hystérie importée.

De même, en Uruguay, la plupart des gens observent un degré élevé de conformité avec leur gouvernement peu corrompu. La plupart des gens ont donc accepté les vaccinations, et l'Uruguay était l'un des pays les plus vaccinés des Amériques. Mais les Uruguayens n'aiment pas du tout s'immiscer dans les affaires privées des autres. Par conséquent, même avec un niveau de vaccination élevé, très peu de gens auraient la mauvaise manière de demander à leurs voisins s'ils ont été vaccinés, de sorte que l'Uruguay est devenu un pays où il fait bon vivre - pour voler sous le radar des vaccins, sans être vacciné.

Ce n'est pas l'idéal, mais je m'en contenterais.

Dans les îles Caïmans, les habitants ont toujours attendu des nouveaux arrivants qu'ils présentent un bon bilan de santé ou qu'ils restent à l'écart, mais ils voteront contre tout politicien qui dicterait sa conduite aux Caïmans. En conséquence, le gouvernement des îles Caïmans a fermé le tourisme pendant un an, mais aucun politicien n'a osé suggérer un mandat de vaccination pour les locaux, de peur de perdre son poste. (Les expatriés ont été les seuls à tenter de faire honte à ceux qui ne s'étaient pas fait vacciner).

Encore une fois, ce n'est pas l'idéal, mais c'est faisable.

Au Mexique, la population se méfie depuis longtemps de l'autorité et est encline à défier le gouvernement central pour un rien. Par conséquent, le gouvernement mexicain a permis à sa population d'avoir accès à tous les vaccins et traitements traditionnels, tels que l'ivermectine et l'hydroxychloroquine, mais n'a pas édicté de règles quant à leur utilisation. Il n'y avait aucune obligation de quelque nature que ce soit et, en fait, aucun test n'était requis, même pour les voyageurs qui entraient et sortaient du pays.

Le Mexique a fini par être le pays le plus libre des Amériques en ce qui concerne le COVID.

Le COVID a été un galop d'essai pour le mondialisme. Ceux qui ont réussi à éviter le vaccin ont esquivé une balle, mais, comme mon collègue dans le paragraphe d'ouverture, ils ont compris que, si la peur du COVID est peut-être passée, l'intention des mondialistes d'imposer la tyrannie ne l'est pas. Le COVID n'était qu'un coup d'essai - une Nuit de Cristal qui n'est que la première étape d'un plan visant à instaurer une tyrannie généralisée.

Aussi troublante que soit cette prise de conscience, nous pouvons en tirer profit en comprenant que si les tentacules du mondialisme cherchent effectivement à dominer tous les coins du globe, ils sont moins efficaces qu'ils ne le voudraient. Le monde dans son ensemble n'obéit pas uniformément à l'édit mondialiste.

Il importe peu que nous assistions à une nouvelle urgence virale fabriquée de toutes pièces ou que la prochaine tentative de domination mondialiste soit justifiée par des guerres inutiles ou par un effondrement économique du premier monde qui n'a que trop tardé. L'escroquerie COVID a révélé que le pire endroit où se trouver en cas de crise est le centre de la tempête, c'est-à-dire le premier monde.

Il est intéressant de noter que l'Uruguay a été épargné par les deux guerres mondiales et la Grande Dépression - il n'y a tout simplement pas participé, et le pays a évité les trois crises. Au cours de la période coloniale, des tentatives ont été faites pour coloniser presque tous les pays d'Asie du Sud-Est, mais la Thaïlande est restée à l'écart. Aujourd'hui encore, les Thaïlandais ont tendance à ignorer les édits de l'Occident plus que tout autre pays asiatique. Bon à savoir.

Il n'y a pas d'endroit parfait dans le monde, mais il y a des endroits où les chances d'être victime du dernier Hitler, Robespierre, Idi Amin, etc. sont considérablement moindres.

Quel que soit le confort et la familiarité de notre pays d'origine, s'il s'agit d'un pays du premier monde, nous nous trouvons au centre de la tempête qui est en train de se déchaîner.

Si nous nous installons dans un autre pays, notre environnement changera certainement. Il n'y aura peut-être pas

de Starbucks. Il n'y aura peut-être pas de match de baseball à regarder. Mais il est probable que nous puissions nous offrir, à nous et à nos familles, une meilleure possibilité de maintenir notre qualité de vie qu'en restant dans un endroit où un recul significatif des libertés est une quasi-certitude.

▲ [RETOUR](#) ▲

."Quelqu'un croit-il encore à la propagande américaine ?"

Brian Maher 8 juin 2023

DAILY RECKONING



"Quelqu'un croit-il encore à la propagande américaine ?

C'est la question que se pose le journaliste d'investigation Matthew Taibbi.

Nous ne pouvons évidemment pas répondre à cette question. Pourtant, nous risquons de voir le nombre de ceux qui y croient diminuer chaque jour.

Vous vous souvenez du dynamitage du gazoduc Nord Stream 2. Par ce tube sous-marin, la Russie acheminait du gaz naturel vers l'Allemagne.

En septembre dernier, il a subi des explosions. Qui était responsable ?

Les responsables officiels ont pointé du doigt le félin russe, Poutine.

Nous avons toujours trouvé mystérieuses les raisons qui ont poussé ce monstre à détruire le gazoduc, le privant ainsi de vastes quantités de ventes d'énergie lucratives et portant atteinte à l'économie de son pays.

Pourtant, on nous a dit que c'était lui.

Au début de l'année, le journaliste d'investigation **Seymour Hersh** a révélé que les États-Unis avaient procédé au dynamitage.

La presse n'a pas accordé beaucoup d'attention à cette histoire.

Il s'agissait d'un "groupe pro-ukrainien" - non - il s'agissait de l'Ukraine elle-même

Peu après, des informations sont apparues au compte-gouttes, indiquant que les États-Unis n'étaient finalement pas responsables.

Il s'agissait plutôt de l'acte d'un vague "groupe pro-ukrainien" qui avait exécuté l'exploit à partir d'un voilier loué.

Qui étaient ces saboteurs ? Nous n'avons pas été informés. Pourtant, le mystère s'est encore épaissi...

Nous apprenons aujourd'hui que cette bande n'était pas seulement un "groupe pro-ukrainien", mais les forces de sécurité de l'Ukraine elle-même.

Nous apprenons également que M. Zelenskyy n'était pas du tout conscient de la supercherie. Pour lui, tout cela était obscur.

Pourtant, le gouvernement des États-Unis ne l'a manifestement pas compris.

Nous apprenons aujourd'hui - par le Washington Post - que les services de renseignement américains ont été informés de l'imminence de l'escroquerie ukrainienne.

Une véritable conspiration !

Rapporte l'organe d'"information" de M. Bezos :

Trois mois avant que des saboteurs ne bombardent le gazoduc Nord Stream, l'administration Biden a appris d'un proche allié que l'armée ukrainienne avait planifié une attaque secrète contre le réseau sous-marin, à l'aide d'une petite équipe de plongeurs dépendant directement du commandant en chef des forces armées ukrainiennes.

Les détails de ce plan, qui n'ont pas été rapportés précédemment, ont été recueillis par un service de renseignement européen et communiqués à la CIA en juin 2022. Ils fournissent certaines des preuves les plus précises à ce jour liant le gouvernement ukrainien à l'éventuelle attaque en mer Baltique, que les responsables américains et occidentaux ont qualifiée d'acte de sabotage effronté et dangereux contre l'infrastructure énergétique de l'Europe...

Les détails très précis, qui incluent le nombre d'agents et les méthodes d'attaque, montrent que depuis près d'un an, les alliés occidentaux ont des raisons de soupçonner Kiev d'être à l'origine du sabotage. Ce soupçon s'est renforcé au cours des derniers mois, les enquêteurs allemands chargés de l'application de la loi ayant découvert des preuves de l'attentat à la bombe qui présentent des similitudes frappantes avec ce que les services européens ont déclaré que l'Ukraine préparait...

Plus d'informations :

Les services de renseignement européens ont clairement indiqué que les auteurs de l'attentat n'étaient pas des voyous. Toutes les personnes impliquées rendaient compte directement au général Valery Zaluzhny, le plus haut gradé de l'armée ukrainienne, qui a été chargé de l'opération afin que le président du pays, Volodymyr Zelenskyy, n'en soit pas informé, selon le rapport des services de renseignement.

Tenir Zelenskyy à l'écart aurait donné au dirigeant ukrainien un moyen plausible de nier son implication dans une attaque audacieuse contre des infrastructures civiles qui aurait pu susciter l'indignation de l'opinion publique et mettre en péril le soutien de l'Occident à l'Ukraine, en particulier de l'Allemagne qui, avant la guerre, recevait la moitié de son gaz naturel de la Russie et avait longtemps défendu le projet Nord Stream face à l'opposition d'autres alliés européens.

Vous suivez ?

Il est difficile de suivre l'évolution des événements

Le gouvernement des États-Unis est passé de "C'était la Russie !" à "C'était un groupe pro-ukrainien", puis à

"C'était les forces de sécurité ukrainiennes - mais pas Zelenskyy lui-même".

Quelle sera la prochaine histoire ?

Nous n'en savons rien. Mais nous risquons d'en avoir une.

L'affaire est-elle une ruse habile pour discréditer la théorie de la responsabilité américaine ?

Les Etats-Unis sont-ils en train de "jeter l'Ukraine sous le bus", comme on dit... commençant ainsi à prendre leurs distances avec le régime de Kiev ?

Nous ne connaissons pas la réponse. Pourtant, nos espions sont sur l'affaire.

Nous n'avons pas encore reçu de réponse définitive de leur part, mais de fascinants murmures commencent à circuler.

Que doit croire un homme ? Qui doit-il croire ?

Pouvons-nous lui pardonner de s'accrocher aux "théories du complot" ?

Après tout, il est assommé de récits officiels qui changent de jour en jour, de semaine en semaine, de mois en mois, d'année en année.

À qui peut-on faire confiance ?

Affirme M. Taibbi :

Les spécialistes de la "lutte contre la désinformation" insistent sur le fait que l'un des objectifs des "fake news" étrangères est de s'attaquer au processus de raisonnement lui-même, en amenant les populations à se méfier de sources autrefois fiables et en les rendant sensibles aux théories du complot. Si c'est vrai, comment n'est-il pas prouvé que les fonctionnaires nationaux jouent le même jeu, déplaçant les poteaux d'affichage sur tous les sujets, de l'origine du coronavirus à l'efficacité des vaccins, en passant par le Nord Stream ?

L'histoire du Nord Stream est passée de "Personne ne pense que quelqu'un d'autre que la Russie l'a fait" à "C'est un mystère !" à "Il n'y a aucune preuve que la Russie l'a fait" à "Des saboteurs pro-Ukraine l'ont peut-être fait" à "Les États-Unis et leurs alliés savent depuis près d'un an que Kiev l'a fait, mais ils ont toujours dit le contraire".

Il conclut par la question centrale, la question essentielle :

Que sommes-nous censés penser la prochaine fois que des responsables feront des déclarations après une catastrophe ? Sommes-nous censés oublier tout ce contexte ?

En effet... que sommes-nous censés penser ?

Quelle que soit la réponse, nous vous invitons à réfléchir à ce fait essentiel :

Le gouvernement des États-Unis a soit A : exécuté lui-même le dynamitage de l'oléoduc, soit...

B : le gouvernement des États-Unis a été complice de l'acte d'éco-terrorisme le plus énorme jamais perpétré, qui s'est doublé d'un acte de guerre contre un des principaux alliés de l'OTAN.

En d'autres termes, soit le gouvernement des États-Unis a exécuté le dynamitage... soit il a été informé du complot... et a choisi de le garder secret... bénissant ainsi un acte de guerre contre un allié principal... perpétré par le gouvernement qu'il soutient matériellement dans la guerre contre la Russie.

Qu'en pensez-vous ?

Poutine l'a fait, Poutine l'a fait !!!

Pendant ce temps, les États-Unis et leurs alliés continuent d'accuser la Russie de tous les malheurs, même de ceux qu'elle subit elle-même.

Un drone armé a récemment touché le Kremlin lui-même, l'endommageant légèrement. Qui est responsable ?

Naturellement, c'est la Russie, s'écrient-ils en chœur. Ils ont crié qu'il s'agissait d'une opération "false flag" ordonnée par le dictateur Poutine pour rallier son peuple à son camp.

Il s'agirait d'un mandat pour une forme quelconque d'atrocité en représailles - une atrocité en représailles que, des semaines plus tard, le dictateur russe n'a toujours pas exécuté.

Cette semaine, le barrage hydroélectrique de Nova Kakhovka, dans la région de Kherson, dans le sud de l'Ukraine, s'est rompu.

Les torrents qui en ont résulté ont inondé de vastes étendues de terre et causé des dégâts environnementaux considérables.

Qui est responsable de ce cataclysme ?

Une fois de plus, le vieux Vladimir est le coupable. Ceux qui l'ont d'abord accusé pour l'oléoduc, puis pour l'attaque du Kremlin par drone... l'accusent à présent pour la rupture du barrage.

Pourtant, une question se pose : Pourquoi cet homme aurait-il détruit le barrage ?

Un coupeur de têtes

Les forces armées russes ont passé des mois et des mois à ériger des champs de mines, des tranchées et d'autres positions défensives dans la région.

L'inondation a réduit à néant tous ces efforts herculéens et a menacé de noyer les hommes qui occupaient les tranchées.

En outre, la rupture du barrage menace de faire dérailler l'approvisionnement en eau qui alimente la Crimée, une région vitale.

Enfin, la rupture risque de compromettre la sécurité de fonctionnement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, située à proximité et actuellement sous contrôle russe.

S'interroge le commentateur **Thomas Luongo** :

Pourquoi la Russie attaquerait-elle un barrage situé sur un territoire qu'elle contrôle et qui fournit de l'électricité à Kherson, de l'eau de refroidissement à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et de l'eau douce à la Crimée ?

Y a-t-il quelque chose que Poutine ne ferait pas pour se faire du mal ?

Nous devons conclure que ce Poutine est un homme très, très auto-destructeur et sadomasochiste.

Tout d'abord, il fait exploser son propre oléoduc dans un effort déterminé pour détruire l'économie de son pays.

Ensuite, il ordonne une frappe contre le siège même de son pouvoir, ce qui l'humilie en exposant la vulnérabilité de Moscou aux attaques aériennes.

Enfin, il fait sauter un barrage et cause des dommages incalculables à ses propres intérêts stratégiques - et risque potentiellement une explosion nucléaire.

Y a-t-il une atrocité que cet homme ne s'infligerait pas à lui-même ?

Ensuite, nous risquons de le voir s'asseoir sur une bombe nucléaire - et tirer sur la goupille - simplement pour se faire plaisir.

Le croiriez-vous ?

En toute honnêteté, nous ne savons pas qui a fait sauter le barrage hydroélectrique de Nova Kakhovka, dans la région de Kherson, au sud de l'Ukraine.

Nous admettons même la possibilité que Vladimir lui-même ait exécuté l'atrocité. Certains ont avancé des théories sur ses motivations possibles.

Certaines de ces théories - selon nos lumières - sont même plausibles.

Pourtant, après les fausses accusations concernant l'oléoduc... et après les fausses accusations (probables) concernant les attaques de drones...

Pourquoi devrions-nous faire confiance aux accusations de rupture de barrage ?

"Quelqu'un croit-il encore à la propagande américaine ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Rickards lâche une bombe

Jim Rickards 6 juin 2023

DAILY RECKONING



Le 22 août, dans environ 2 mois et demi, l'événement le plus important survenu dans le domaine de la finance

internationale depuis 1971 sera dévoilé.

Il s'agit du lancement d'une nouvelle monnaie importante qui pourrait affaiblir le rôle du dollar dans les paiements mondiaux et, à terme, supplanter le dollar américain en tant que principale monnaie de paiement et de réserve.

Cela pourrait se produire en quelques années seulement.

Le processus par lequel cela se produira est sans précédent et le monde n'est pas préparé à cette onde de choc géopolitique.

Ce choc monétaire sera provoqué par un groupe appelé **les BRICS**.

L'acronyme BRICS signifie **Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud**.

Ce jeu des BRICS pour obtenir le statut de monnaie de réserve mondiale affectera le commerce mondial, les investissements directs à l'étranger et les portefeuilles des investisseurs de manière spectaculaire et imprévue.

L'évolution la plus importante du système des BRICS concerne l'augmentation du nombre de ses membres. Cela a conduit à l'adoption informelle du nom BRICS+ pour l'organisation élargie.

À l'heure actuelle, huit nations ont déposé une demande officielle d'adhésion et 17 autres ont manifesté leur intérêt à se joindre à l'organisation. Les huit candidats officiels sont les suivants : Algérie, Argentine, Bahreïn, Égypte, Indonésie, Iran, Arabie saoudite et Émirats arabes unis.

Les 17 pays qui ont exprimé leur intérêt sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Belarus, Kazakhstan, Mexique, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Soudan, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela et Zimbabwe.

Cette liste ne se limite pas à l'augmentation du nombre de participants aux futures réunions des BRICS.

Si l'Arabie saoudite et la Russie sont toutes deux membres, deux des trois plus grands producteurs d'énergie au monde se retrouvent sous une même tente (les États-Unis sont l'autre membre des trois grands de l'énergie).

Si la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde sont tous membres, vous avez quatre des sept plus grands pays du monde en termes de masse continentale, possédant 30 % de la surface sèche de la Terre et des ressources naturelles correspondantes.

Près de 50 % de la production mondiale de blé et de riz, ainsi que 15 % des réserves mondiales d'or, se trouvent dans les BRICS.

Par ailleurs, la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie sont quatre des neuf pays les plus peuplés de la planète, avec une population combinée de 3,2 milliards de personnes, soit 40 % de la population mondiale.

La Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Arabie saoudite ont un PIB combiné de 29 000 milliards de dollars, soit 28 % du PIB mondial nominal. Si l'on utilise la parité du pouvoir d'achat pour mesurer le PIB, la part des BRICS est alors supérieure à 54 %. La Russie et la Chine possèdent deux des trois plus grands arsenaux nucléaires du monde (l'autre leader étant les États-Unis).

À tous points de vue - population, masse continentale, production d'énergie, PIB, production alimentaire et armes nucléaires - les BRICS ne sont pas une simple société de débat multilatéral de plus. Ils constituent une alternative substantielle et crédible à l'hégémonie occidentale.

En agissant ensemble, les BRICS constituent l'un des pôles d'un nouveau monde multipolaire, voire bipolaire.

Lorsque le lancement de la nouvelle monnaie sera annoncé en août, celle-ci ne tombera pas dans le vide. Elle tombera dans un réseau sophistiqué de capitaux et de communications. Ce réseau augmentera considérablement ses chances de succès.

Les BRICS développent également un système de télécommunications sous-marines en fibre optique qui relierait leurs membres. Ce système est en cours de développement sous le nom de BRICS Cable. Le câble BRICS est en partie motivé par la volonté de déjouer l'espionnage de l'Agence nationale de sécurité des États-Unis sur les messages acheminés par les réseaux câblés existants.

Qu'est-ce qui se cache derrière cette quête de l'abandon du dollar ? La réponse tient en grande partie à la militarisation du dollar par les États-Unis au moyen de sanctions.

À de nombreuses reprises entre 2007 et 2014, j'ai averti les responsables américains du Trésor, du Pentagone et de la communauté du renseignement qu'un usage excessif ou abusif des sanctions contre le dollar amènerait les adversaires à abandonner le dollar pour éviter l'impact des sanctions.

Un tel abandon entraînerait une dilution de l'efficacité des sanctions, des coûts imprévus imposés aux États-Unis et, finalement, l'effondrement de la confiance dans le dollar lui-même. Ces avertissements ont été pour la plupart ignorés.

Nous avons maintenant atteint les première et deuxième étapes de cette prévision et nous sommes dangereusement proches de la troisième.

Pendant des années, les États-Unis ont eu recours à des sanctions pour punir des pays comme l'Iran. Mais les sanctions que les États-Unis et leurs alliés ont imposées à la Russie après l'invasion de l'Ukraine l'année dernière sont allées bien au-delà des régimes de sanctions précédents. Elles étaient sans précédent.

De nombreux autres pays ont commencé à penser qu'ils pourraient être les prochains à être sanctionnés s'ils s'opposaient aux États-Unis sur certaines questions. Cette crainte a considérablement accéléré la tendance à se retirer complètement du système du dollar.

Ce désir ne se limite pas aux cibles actuelles telles que la Russie, mais est partagé par des cibles potentielles telles que la Chine, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Argentine et bien d'autres.

Les BRICS+ représentent un effort réaliste pour dédollariser les paiements mondiaux et, à terme, les réserves mondiales.

Pendant des années, j'ai soutenu que le dollar resterait la principale monnaie de réserve mondiale plus longtemps que la plupart des gens ne le pensent.

Mais ci-dessous, je vous montre pourquoi une nouvelle monnaie des BRICS+ pourrait accélérer considérablement la disparition du dollar en tant que principale monnaie de réserve mondiale.

Comment cela pourrait-il se produire beaucoup plus rapidement que je ne le pensais ? Lire la suite.

Le choc à venir pour le système monétaire mondial

Par Jim Rickards

La volonté mondiale d'abandonner le dollar comme moyen d'échange pour le commerce international des biens

et des services n'est pas nouvelle. La différence aujourd'hui est qu'il est passé d'un point de discussion à une nouveauté, puis à une réalité imminente en un laps de temps remarquablement court.

Dubaï et la Chine ont récemment conclu un accord en vertu duquel Dubaï acceptera les yuans chinois en paiement des exportations de pétrole de Dubaï. En retour, Dubaï peut utiliser le yuan pour acheter des semi-conducteurs ou des produits manufacturés à la Chine.

L'Arabie saoudite et la Chine ont discuté d'accords similaires "pétrole contre yuan", mais rien de définitif n'a encore été mis en place. Ces discussions sont compliquées par l'accord de longue date entre l'Arabie saoudite et les États-Unis sur les pétrodollars.

La Chine et le Brésil ont récemment conclu un accord monétaire bilatéral de grande envergure, en vertu duquel chaque pays accepte la monnaie de l'autre dans ses échanges commerciaux. Par ailleurs, les relations stratégiques entre la Chine et la Russie se développent, les deux superpuissances affrontant conjointement les États-Unis. Dans les relations commerciales entre les deux pays, la Russie peut payer en roubles les produits manufacturés chinois et d'autres exportations, tandis que la Chine paie en yuans l'énergie, les métaux stratégiques et les systèmes d'armement russes.

Cependant, tous ces arrangements pourraient bientôt être remplacés par une nouvelle monnaie des BRICS+, qui sera annoncée à Durban, en Afrique du Sud, lors de la conférence annuelle du sommet des dirigeants des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 août.

Cette monnaie sera rattachée à un panier de produits de base et sera utilisée dans les échanges commerciaux entre les membres. Dans un premier temps, le panier de matières premières des BRICS+ comprendra le pétrole, le blé, le cuivre et d'autres produits essentiels échangés à l'échelle mondiale dans des quantités déterminées.

Selon toute vraisemblance, la nouvelle monnaie des BRICS+ ne sera pas disponible sous la forme de billets de banque pour les transactions quotidiennes. Il s'agirait d'une monnaie numérique sur un registre autorisé tenu par une nouvelle institution financière BRICS+ avec un trafic de messages cryptés pour enregistrer les paiements dus par les parties participantes. (Il ne s'agit pas d'une crypto-monnaie car elle n'est pas décentralisée, n'est pas gérée sur une blockchain et n'est pas ouverte à toutes les parties sans autorisation).

Selon les dernières informations fournies par les groupes de travail des BRICS, cette méthode d'évaluation du panier rencontre les mêmes problèmes que ceux rencontrés par John Maynard Keynes lors des réunions de Bretton Woods en 1944.

Keynes avait initialement proposé une approche fondée sur un panier de matières premières pour une monnaie mondiale qu'il avait appelé le bancor. La difficulté réside dans le fait que les matières premières mondiales incluses dans un panier ne sont pas entièrement fongibles (il existe plus de 70 qualités de pétrole brut qui se distinguent notamment par leur viscosité et leur teneur en soufre).

En fin de compte, Keynes a estimé qu'un panier de matières premières n'était pas nécessaire et qu'une seule matière première - l'or - servirait mieux l'objectif d'ancrage d'une monnaie pour des raisons de commodité et d'uniformité.

Compte tenu du caractère peu pratique des paniers de matières premières en tant que réserve de valeur uniforme, il semble probable que la nouvelle monnaie des BRICS+ sera liée à un poids d'or.

Cette solution joue sur les atouts de la Russie et de la Chine, membres des BRICS, qui sont les deux plus grands producteurs d'or au monde et se classent respectivement aux sixième et septième rangs des 100 nations possédant des réserves d'or.

Ces développements et d'autres encore sont souvent présentés comme la "*fin du dollar en tant que monnaie de*

réserve". De tels commentaires révèlent un manque de compréhension du fonctionnement des systèmes monétaires et monétaires internationaux.

L'erreur principale dans presque toutes ces analyses est de ne pas faire la distinction entre les rôles respectifs d'une monnaie de paiement et d'une monnaie de réserve. Les monnaies de paiement sont utilisées dans les échanges de biens et de services. Les pays peuvent utiliser la monnaie de paiement de leur choix - il n'est pas nécessaire que ce soit le dollar.

Les monnaies de réserve (soi-disant) sont différentes. Il s'agit essentiellement des comptes d'épargne des nations souveraines qui les ont gagnés grâce à leurs excédents commerciaux. Ces soldes ne sont pas détenus sous forme de monnaie, mais **sous forme de titres**.

Lorsque les analystes affirment que le dollar est la principale monnaie de réserve, ils veulent en fait dire que les pays détiennent leurs réserves sous forme de titres libellés dans une monnaie spécifique. Pour 60 % des réserves mondiales, il s'agit de titres du Trésor américain libellés en dollars. **En réalité, les réserves ne sont pas en dollars, mais en titres.**

Par conséquent, il n'est pas possible d'être une monnaie de réserve sans disposer d'un marché d'obligations souveraines important et bien développé. Aucun pays au monde ne se rapproche du marché du Trésor américain en termes de taille, de variété d'échéances, de liquidité, de règlement, de produits dérivés et d'autres caractéristiques nécessaires.

Le véritable obstacle à l'utilisation d'une autre monnaie comme monnaie de réserve est donc l'absence d'un marché obligataire où les réserves sont réellement investies. C'est pourquoi il est si difficile de remplacer les bons du Trésor en tant qu'actifs de réserve, même si on le voulait. Encore une fois, aucun pays au monde n'arrive à la cheville des États-Unis à cet égard.

Mais c'est là que les choses deviennent intéressantes et que le dollar pourrait perdre son statut de première réserve beaucoup plus rapidement qu'on ne le pensait.

En effet, la monnaie des BRICS+ offre la possibilité de sauter le marché des bons du Trésor et de créer un marché obligataire profond et liquide qui pourrait défier les bons du Trésor sur la scène mondiale, presque à partir de rien.

La clé consiste à créer un marché obligataire dans la monnaie BRICS+ dans 20 pays ou plus à la fois, en s'appuyant sur les investisseurs particuliers de chaque pays pour acheter les obligations.

Les obligations BRICS+ seraient proposées par l'intermédiaire des banques, des bureaux de poste et d'autres points de vente au détail. Elles seraient libellées dans la monnaie des BRICS+, mais les investisseurs pourraient les acheter en monnaie locale aux taux de change du marché.

La monnaie étant adossée à l'or, elle constituerait une réserve de valeur attrayante par rapport aux instruments locaux sujets à l'inflation ou aux défaillances dans des pays comme le Brésil ou l'Argentine. Les Chinois, en particulier, trouveraient ces investissements intéressants, car ils sont largement interdits d'accès aux marchés étrangers et surinvestis dans l'immobilier et les actions nationales.

Il faudra du temps pour qu'un tel marché attire les investisseurs institutionnels, mais le simple volume d'investissements de détail dans des instruments libellés en BRICS+ en Inde, en Chine, au Brésil, en Russie et dans d'autres pays en même temps pourrait absorber les excédents générés par le commerce mondial dans la monnaie BRICS+.

En bref, le moyen de créer une monnaie de réserve instantanée est de créer un marché obligataire instantané en utilisant ses propres citoyens comme acheteurs volontaires.

Les États-Unis ont fait quelque chose de similaire en 1917. De 1790 à 1917, le marché obligataire américain était réservé aux professionnels. Il n'y avait pas de marché de détail. Cela a changé pendant la Première Guerre mondiale, lorsque Woodrow Wilson a autorisé les Liberty Bonds pour aider à financer la guerre.

Des rassemblements et des défilés de Liberty Bonds ont eu lieu dans toutes les grandes villes. L'achat de Liberty Bonds est devenu un devoir patriotique. L'effort a porté ses fruits et a transformé la finance. Ce fut le début d'un monde où les Américains ordinaires commencèrent à acheter des actions, des obligations et des titres en tant qu'investisseurs particuliers.

Si les BRICS+ utilisent une sorte de modèle patriotique des Liberty Bonds, ils pourraient bien être en mesure de créer des actifs de réserve internationaux libellés dans la monnaie des BRICS+, même en l'absence de soutien de la part des marchés développés.

L'ensemble de ces événements - introduction d'une nouvelle monnaie adossée à l'or, adoption rapide comme monnaie de paiement et utilisation progressive comme monnaie de réserve - débutera le 22 août 2023, après des années de développement.

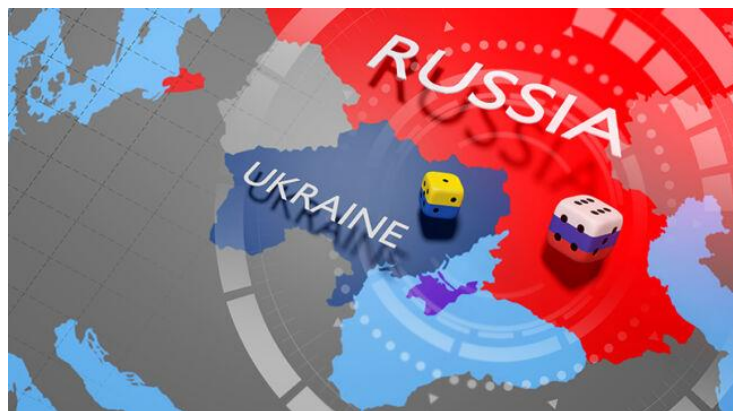
À l'exception des participants directs, le monde a pour l'essentiel ignoré cette perspective. Il en résultera un bouleversement du système monétaire international dans quelques semaines.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Comment cela peut-il bien se terminer ?

Jim Rickards 5 juin 2023

DAILY RECKONING



Il semble que l'offensive ukrainienne de printemps, tant attendue, soit enfin en cours. Hier, la Russie a repoussé des attaques ukrainiennes en cinq endroits.

Il est encore très tôt - il s'agissait probablement d'attaques de sondage visant à détecter les points faibles des positions défensives russes - mais ces attaques étaient beaucoup plus lourdes que les attaques de sondage précédentes.

Il faudra voir ce qui se passera.

Lorsque l'offensive principale sera lancée, il est très possible que les forces ukrainiennes fassent une percée dans certaines zones. Elles pourraient s'emparer de certains territoires (avec l'aide de nombreux services de reconnaissance et de renseignement fournis par les États-Unis et l'OTAN), mais il est peu probable que leurs gains soient durables.

L'offensive s'essoufflera probablement au fur et à mesure que les forces russes la réduiront.

La Russie dispose de plusieurs lignes de défense dans la région, fortifiées par des champs de mines, des fossés antichars, des obstacles en béton connus sous le nom de dents de dragon, etc. Il s'agit de formidables défenses que la Russie a mis plusieurs mois à mettre en place.

Si l'Ukraine franchit une ligne, elle devra en affronter une autre. Et une autre. Et encore une autre.

Il est également important de comprendre que les offensives de l'ampleur envisagée nécessitent un soutien logistique massif, et il est loin d'être évident que l'Ukraine dispose des ressources nécessaires pour soutenir une offensive de grande envergure. Le fait que la Russie ait régulièrement pris pour cible les dépôts de munitions, les liaisons de transport, les points de rassemblement, etc. de l'Ukraine n'arrange rien.

Pendant ce temps, Zelensky veut plus de systèmes de missiles Patriot. En effet, les Russes ont déjà détruit un tiers des systèmes que nous avons envoyés.

Comme je l'ai déjà dit, **la Russie est en train de gagner la guerre**. L'Occident ne peut pas se permettre de donner à l'Ukraine beaucoup plus d'armes, et le soutien à l'effort de guerre est en baisse.

Négociation ou escalade

Il ne reste plus que la négociation ou l'escalade vers la guerre nucléaire. Malheureusement, M. Biden choisira probablement l'escalade.

Il a d'abord dit pas de chars, puis il a accepté d'en envoyer. Puis il a dit pas de F-16, et maintenant il est d'accord pour envoyer des F-16. Il n'y a aucune raison de croire que cela s'arrêtera là. Biden est dans une situation bien trop délicate pour s'en sortir à ce stade.

Et il n'y a certainement aucune raison de croire que M. Biden relâchera les sanctions économiques anti-russes. En fait, **de nouvelles sanctions sont en train d'être imposées**.

Voici les dernières sanctions annoncées par les États-Unis, telles qu'elles ont été récemment rapportées par Stratfor :

Les États-Unis ont décrété de nouvelles sanctions à l'encontre de 69 entités russes, d'une entité arménienne et d'une entité kirghize, et ont interrompu l'exportation d'une large gamme de produits et de biens de consommation supplémentaires (jusqu'à 1 200) vers la Russie, a rapporté l'agence Reuters le 19 mai. Ces nouvelles sanctions et restrictions s'inscrivent dans le cadre de la concrétisation par les États-Unis de la récente déclaration du Groupe des Sept sur l'Ukraine, dans laquelle le groupe déclare son intention d'étendre les sanctions à l'encontre de la Russie.

Ces mesures mettent davantage l'accent sur le blocage de ceux qui contournent ou facilitent le contournement des sanctions, mais il est peu probable que les sanctions empêchent l'émergence de nouveaux stratagèmes de contournement ou entravent la capacité de la Russie à poursuivre la guerre en Ukraine. Elles créeront néanmoins de nouveaux risques en matière de conformité pour les entreprises d'un large éventail de secteurs, des biens de consommation aux technologies de pointe, qui doivent désormais s'assurer que leurs activités commerciales ne vont pas à l'encontre des nouvelles mesures.

En avril, le Fonds monétaire international a encore amélioré ses prévisions pour l'économie russe, qui devrait croître de 0,7 % cette année, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'en janvier.

L'échec des sanctions

Le point de départ de l'analyse est de réaliser que ces sanctions antirusse sont sans précédent quant à leur portée et au nombre d'entités touchées. Les États-Unis ont gelé les comptes bancaires de la Banque centrale russe et d'une longue liste d'entreprises russes. Ils ont exclu la Russie du système mondial de transmission de messages interbancaires appelé SWIFT.

Il n'est pas exagéré d'appeler SWIFT le système nerveux central du système financier mondial. Le bannissement de la Russie entrave considérablement la capacité de ses banques à effectuer des paiements, même si elles utilisent des devises autres que le dollar américain et effectuent des transactions avec des banques non américaines.

Des milliers d'entreprises américaines ont fermé boutique en Russie. Elles ont cessé leurs activités ou les ont temporairement suspendues. Il est interdit aux ressortissants américains de faire de nouveaux investissements en Russie sous peine d'amendes sévères ou d'emprisonnement.

Les exportations de métaux stratégiques en provenance de Russie ont été interdites dans de nombreux cas. Les importations en Russie de semi-conducteurs et d'autres produits et équipements de haute technologie ont été interdites. Les exportations de pétrole russe par pétroliers ont été interdites.

Cette interdiction du pétrole s'est accompagnée d'une interdiction distincte de l'assurance des cargaisons et des navires par les principaux fournisseurs tels que Lloyd's of London. Sans assurance, la plupart des parties refuseront d'expédier ou d'acheter le pétrole.

La liste est encore longue. De nouveaux objectifs et de nouvelles sanctions sont annoncés en permanence. **Quel a été le résultat de cette guerre mondiale de sanctions financières ?**

C'est un échec total. La Russie est clairement en train de gagner la guerre cinétique sur le terrain en Ukraine, ainsi que la guerre financière.

Ce n'était pas prévu dans le cahier des charges

Le rouble russe est aussi fort qu'avant l'invasion russe. L'affirmation de M. Biden selon laquelle les sanctions "détruiraient" le rouble n'était que de la poudre aux yeux. L'économie russe a reculé d'environ 3 % en 2022, alors que les critiques affirmaient qu'elle s'effondrerait de 10 % ou plus.

Cette année, le FMI prévoit une croissance de 0,7 % pour la Russie, alors que **de nombreux analystes s'attendent à ce que l'économie américaine tombe dans une grave récession.**

La Russie a facilement pu échapper aux sanctions sur les exportations de pétrole en utilisant une "flotte fantôme" de navires qui désactivent les transpondeurs et effectuent des transferts de pétrole de navire à navire afin de masquer l'identité du vendeur au port de déchargement.

Il n'y a rien de surprenant à cela. Le grand trafiquant de matières premières Marc Rich a fait la même chose pour échapper aux sanctions sur les exportations de pétrole vers l'Iran et l'Irak dans les années 1990 et 2000 depuis son château de Zug, en Suisse.

Les interdictions d'assurance se sont également révélées inefficaces. Il existe des solutions de contournement faciles, notamment l'auto-assurance, les compagnies d'assurance captives et l'assurance auprès de compagnies qui ne participent pas au boycott.

Plus récemment, les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions à deux grandes sociétés d'extraction d'or en Russie. Il s'agit là d'un non-sens mis en scène. L'or est un élément, dont le numéro atomique est 79. Une fois

fondue et refondue en barres génériques, il est intraquable. Il peut être transporté secrètement dans le monde entier par avion et vendu sur des marchés allant de Shanghai à Singapour.

L'or est de l'or et il va où il veut. Les sanctions américaines n'auront aucun impact, si ce n'est d'augmenter les coûts du commerce mondial.

Le désespoir des boycotts secondaires

En effet, de nombreux pays parmi les plus importants au monde maintiennent une position neutre et ne soutiennent pas les sanctions américaines. Ces parties neutres comprennent l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et le Brésil, qui représentent collectivement près de 40 % de la population mondiale.

L'Inde, la Chine et le Brésil sont trois des dix plus grandes économies du monde et produisent collectivement 24 % du PIB mondial.

Ce qui est nouveau dans le récent rapport sur les sanctions cité ci-dessus, c'est que les États-Unis commencent à désespérer de l'incapacité des sanctions à porter atteinte à la Russie ou à modifier son comportement en Ukraine.

Les États-Unis ont commencé à imposer ce que l'on appelle des boycotts secondaires. Cela signifie que les sanctions ne visent pas directement la Russie, mais les pays qui font des affaires avec la Russie et qui ne suivent pas les ordres des États-Unis.

Par exemple, la Chine vendrait des semi-conducteurs à la Russie, alors même que le Brésil vend des avions et l'Inde des drones. La Chine et l'Inde achètent également du pétrole à la Russie. L'Afrique du Sud aurait également commencé à vendre des armes à la Russie.

Toutes ces ventes sont en violation des sanctions américaines. Les États-Unis commenceraient à imposer des sanctions distinctes à la Chine, au Brésil, à l'Inde et à l'Afrique du Sud pour ne pas avoir respecté les sanctions américaines.

Comment cela se termine-t-il ?

Ces nouvelles sanctions de boycott secondaire ne seront pas bien accueillies. La Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud n'absorberont pas passivement les boycotts secondaires.

Ils riposteront à leur manière. Les sanctions de type "tit-for-tax" n'entraveront pas du tout la Russie, mais elles conduiront à une nouvelle contraction du commerce mondial, un phénomène qui n'a pas été observé depuis la Grande Dépression.

M. Biden affirme que les sanctions ne prendront fin que lorsque la Russie se retirera entièrement de l'Ukraine, y compris de la Crimée. Non seulement la Russie ne se retirera pas, mais elle continue d'enregistrer des gains militaires et territoriaux importants. Une offensive ukrainienne ne changera pas fondamentalement cette réalité, à moins qu'elle ne parvienne, d'une manière ou d'une autre, à surmonter de très grandes difficultés.

Cela signifie que les sanctions se poursuivront indéfiniment.

Cela signifie également que M. Biden a créé un frein majeur au commerce mondial, qui s'ajoute aux autres vents contraires auxquels l'économie mondiale est déjà confrontée.

Les investisseurs auront tout intérêt à privilégier les liquidités, l'or et d'autres biens durables. Ce sont eux qui seront les vrais gagnants de la guerre en Ukraine.

▲ [RETOUR](#) ▲

La course à la réalité virtuelle est lancée

Greg Guenthner 6 juin 2023

DAILY RECKONING



Une petite proposition de rachat s'est déroulée discrètement à la fin de la semaine dernière, lorsque 3D Systems Corp. (DDD) a offert 1,2 milliard de dollars pour son rival Stratasys Ltd. (SSYS).

Certains analystes estiment que cette proposition pourrait déclencher une nouvelle guerre des enchères dans le secteur des imprimantes 3D. Stratasys a déjà rejeté une offre de rachat potentielle de Nano Dimension Ltd. (NNDM), une autre société qui travaille apparemment à une fusion avec Desktop Metal Inc. (DM).

Mais je ne m'en soucie guère.

En fait, je suppose que la plupart des investisseurs ne prêtent pas attention au drame de l'impression 3D qui se joue en ce moment.

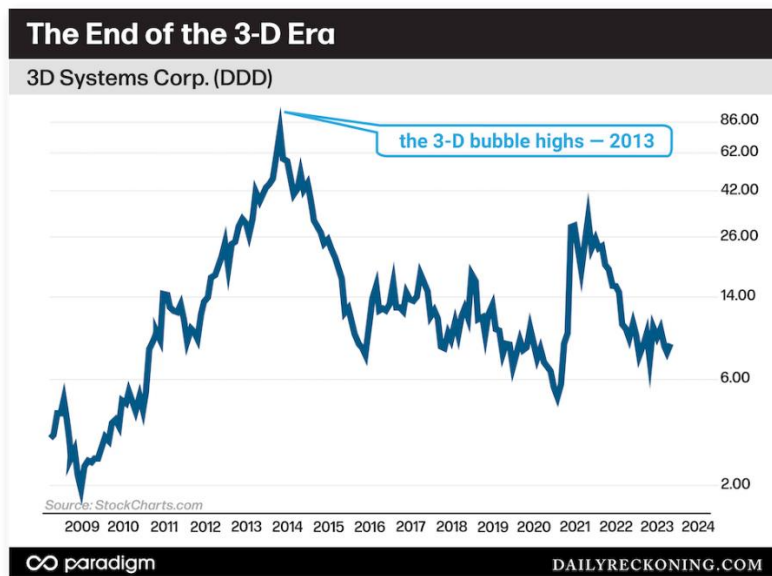
Pourquoi le feraient-ils ? Il s'agit d'un drame qui se joue entre les restes d'une bulle qui a éclaté il y a près de dix ans.

Vous souvenez-vous des imprimantes 3D ?

Au début du marché haussier de l'après-Grande crise financière, les imprimantes 3D étaient les merveilles technologiques qui allaient nous mener vers l'avenir. Le secteur était censé évoluer rapidement au-delà des utilisations industrielles et amateurs, et l'on nous promettait des imprimantes 3D dans tous les garages d'Amérique.

Bien entendu, rien de tout cela ne s'est produit. Certes, la technologie des imprimantes 3D s'est améliorée au cours de la dernière décennie. Mais la fascination du marché pour les actions d'imprimantes 3D est passée par là. 3D Systems a été l'action phare de la technologie 3D avec le ticker parfait, s'envolant de plus de 2 600 % entre 2010 et son pic ultime en 2013.

Après avoir atteint un sommet spectaculaire, l'action a perdu plus de 90 % de sa valeur. À l'exception d'un bref rallye de sympathie pour la bulle Covid en 2021, les actions ne se sont jamais vraiment rétablies.



Bien sûr, je tomberai encore sur un article occasionnel expliquant comment l'impression 3D est sur le point de révolutionner la fabrication ou de transformer une industrie spécifique. Et cela pourrait très bien être vrai. Mais en ce qui concerne le marché, la bulle est morte et enterrée.

Alors, pourquoi en parler ?

Parce qu'en ce moment même, deux grandes capitalisations sont sur le point d'entrer en guerre pour une autre bulle technologique mise à l'écart. Et l'issue de ce conflit pourrait avoir des répercussions majeures sur le retour en force des valeurs technologiques qui a dominé le marché cette année.

Un échec virtuel ?

À l'instar de l'impression 3D, la réalité virtuelle (et la réalité augmentée, dans une certaine mesure) a toujours été censée être la prochaine grande nouveauté.

Les casques VR allaient dominer les jeux. Pourtant, à l'exception de quelques titres spécialisés, la plupart des jeux vidéo populaires restent sur des consoles traditionnelles. Les prototypes d'objets portables tels que les Google Glass ont également été salués comme une avancée majeure. Les consommateurs préfèrent toujours garder leur technologie mobile sur leur téléphone, et non sur leur front.

Ces revers n'ont pas découragé les vrais croyants. Facebook a racheté le fabricant de casques VR Oculus il y a près de dix ans pour 2 milliards de dollars, et a connu un succès mitigé avec la marque.

Mais au lieu de fuir les échecs passés de la RV, Zuckerberg s'est lancé à corps perdu dans la RV. Il a même changé le nom de son entreprise pour Meta. Le jury ne s'est pas encore prononcé sur cette décision. Mais Zuckerberg a le mérite de plonger la tête la première dans le grand bain de la RV.

Meta vient d'annoncer un nouveau casque VR Quest 3, censé être plus petit et plus confortable que ses prédécesseurs. Le Quest 3 sera vendu au prix de 500 dollars dans le courant de l'année - et Meta baisse également le prix des anciens modèles Quest en prévision de sa sortie.

Le timing de cette annonce est particulièrement intéressant, puisque Meta a été en mesure de devancer l'annonce par Apple, lundi, du très attendu casque Vision Pro. Les détails sont en train de tomber au moment même où je m'apprête à remettre cette note pour publication. Mais d'après ce que j'ai vu, le Vision Pro ressemble à des

lunettes de ski fantaisistes avec un prix de 3 500 \$.

S'agit-il du début d'une bataille de casques entre deux géants de la technologie ?

Plus important encore, Meta et Apple peuvent-ils réellement capter l'attention du monde cette fois-ci... et regonfler la bulle de la RV ?

La RV, en deux temps...

À première vue, le casque Apple est incroyablement cher.

Mais si vous m'aviez dit, il y a 20 ans, que les gens déboursaient allègrement des milliers de dollars pour un iPhone, je vous aurais pris pour un fou. S'il existe une entreprise capable de transformer un appareil électronique fantaisie en un produit incontournable qui génère des milliards de revenus, c'est bien Apple.

Si Meta a une dizaine d'années d'avance dans le domaine de la RV, Apple a le facteur "cool". Ce n'est peut-être pas un problème pour Meta dans l'immédiat. Mais si le Vision Pro gagne du terrain et qu'Apple est capable de s'adapter et d'offrir la même expérience à un prix plus raisonnable, il pourrait rapidement devenir le leader du segment de la RV.

Porter des lunettes sur mon poste de travail virtuel pour m'immerger dans le métavers et assister à des réunions n'est pas exactement mon idée du plaisir. Mais il est clair que la Silicon Valley est prête à tout pour nous brancher sur la Matrice. Cela a fonctionné avec les smartphones (à quand remonte la dernière fois que vous vous êtes éloigné de votre téléphone pendant plus de quelques heures ?) Une forme de réalité augmentée finira par s'imposer et deviendra l'interface standard.

Vous n'êtes pas obligé de porter des lunettes ridicules. Personnellement, j'ai l'intention d'attendre aussi longtemps que possible. Mais vous devriez au moins savoir où tout ce non-sens pourrait se diriger - et quelles entreprises sont prêtes à s'emparer des plus grosses parts du gâteau de la RV.

L'intelligence artificielle est le logiciel le plus en vogue à l'heure actuelle. Mais le matériel et les expériences de réalité virtuelle pourraient bientôt apparaître sur ce marché dominé par la technologie. Je ne pense pas que cette mode s'éteindra tranquillement comme les imprimantes 3D oubliées...

L'action Apple vient d'atteindre de nouveaux sommets.

Les actions Meta ont progressé de 200 % par rapport à leur niveau le plus bas de novembre.

Les choses deviennent bizarres. Mais au moins, les tendances sont faciles à repérer.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les capitalistes qui ont peur du capitalisme

Par Jeffrey Tucker Publié 9 juin 2023

DAILY RECKONING



Parmi les nombreux souvenirs sinistres des **lockdowns**, on trouve des magasins locaux fermés.

Pendant ce temps, de longues files d'attente se formaient devant les grandes surfaces comme Walmart, Kroger, Whole Foods et Home Depot. Pour des raisons très étranges, les petites entreprises ont été universellement déclarées non essentielles, tandis que les grandes chaînes ont été jugées essentielles.

Il s'agissait d'une subvention industrielle massive aux grandes entreprises, qui sont sorties de la période pandémique plus riches et plus gonflées que jamais. Pendant ce temps, des millions de petites entreprises ont été complètement anéanties.

Presque chaque jour, ma boîte de réception se remplit d'histoires tragiques d'entreprises familiales qui commençaient à peine à fonctionner lorsque les fermetures sont arrivées et ont tout détruit. Ces histoires n'ont jamais été suffisamment racontées.

Les grands médias ne s'y intéressaient pas.

Les prêts gouvernementaux (PPP), qui ont été en grande partie annulés par la suite, n'ont pas pu compenser les pertes de revenus traditionnelles. En outre, leurs chaînes d'approvisionnement ont été anéanties parce qu'elles étaient soit privées d'activité, soit absorbées par les grandes entreprises.

Il n'existe pas de chiffres précis, mais il est possible que 25 à 40 % des petites entreprises aient fermé définitivement leurs portes. Des rêves ont été brisés et des millions d'emplois ont été perturbés ou détruits.

En conséquence, le commerce de détail (déclaré non essentiel, sauf pour les entreprises choisies) n'a pas encore retrouvé son niveau d'emploi, malgré les embauches frénétiques. Il en va de même pour l'hôtellerie et la restauration. En revanche, le secteur de l'information (déclaré essentiel dans tous les domaines) est plus important que jamais.

Une attaque brutale contre les marchés libres

Il s'agit d'une attaque brutale contre la liberté commerciale, mais quelle façon d'obtenir un avantage industriel !

L'économie américaine est censée reposer sur l'idéal de la concurrence. C'est tout le contraire qui s'est produit.

Les lockdowns ont permis de renforcer les cartels industriels, notamment dans le secteur de l'information. Aujourd'hui encore, toutes ces entreprises bénéficient de cette période où elles ont pu déployer leurs avantages déloyaux contre leurs petits concurrents. L'ensemble de ce désastre est une attaque contre les droits de propriété, la libre entreprise et l'économie concurrentielle.

Incroyablement, les régulateurs ont invoqué une raison de santé publique. Ils ont émis toutes sortes de décrets concernant la ventilation, la distanciation sociale, le plexiglas, les autocollants ridicules partout et les restrictions de capacité. Plus tard, ces entreprises ont ajouté des obligations de vaccination.

Toutes ces mesures ont profité aux grandes entreprises et ont exterminé les petites entreprises qui n'avaient pas les moyens de s'y conformer ou qui ne pouvaient pas risquer de s'aliéner la main-d'œuvre en exigeant des vaccins.

Il suffit de considérer les restrictions de capacité. Si vous êtes un restaurant qui sert 350 à 500 personnes, une limite de capacité de 50 % ne va pas trop affecter vos résultats. Il est rare, même en temps normal, que ces établissements soient remplis.

En revanche, de l'autre côté de la rue, vous avez un café familial de 10 places. Il est presque toujours bondé. Le réduire de moitié est dévastateur. Il ne peut pas survivre.

Il en va de même pour les exigences en matière d'éloignement. Seules les plus grandes entreprises pouvaient les mettre en œuvre et les appliquer.

Les grandes entreprises sont souvent les plus grands ennemis

Je me souviens d'avoir fait la queue à l'extérieur pour être choisi comme la prochaine personne ayant le droit d'entrer dans le magasin. Lorsque je m'approchais de la porte, un employé masqué aseptisait un caddie et le poussait dans ma direction afin de maintenir une distance de deux mètres.

Les petits magasins locaux n'avaient pas les moyens d'embaucher des employés supplémentaires pour des tâches aussi ridicules et devaient servir toutes les personnes qui se présentaient. Seuls les endroits aisés pouvaient se permettre de telles pitreries.

Et c'est précisément la raison pour laquelle les grandes entreprises ne se plaignaient pas trop des fermetures.

Elles voyaient leurs résultats gonfler alors même que leurs concurrents étaient écrasés. C'était l'incarnation parfaite du dicton de Milton Friedman selon lequel les grandes entreprises sont souvent le plus grand ennemi du véritable capitalisme. Elles préfèrent de loin les cartels industriels tels que ceux qui ont été créés pendant les fermetures.

Si l'on se penche sur l'histoire commerciale du XXe siècle, on constate que dans les sociétés totalitaires, de tels cartels prospèrent. C'était le cas en Union soviétique, où les entreprises d'État détenaient un monopole total non seulement sur les magasins, mais aussi sur les produits qu'elles vendaient : une seule marque pour tout ce dont vous avez besoin.

Le principe de l'essentiel et du non-essentiel a prospéré sous le communisme soviétique comme jamais auparavant.

La véritable signification du fascisme

Il en va de même dans les structures économiques de type fasciste. Sous le régime nazi, l'économie allemande a privilégié les plus grands acteurs industriels, qui sont devenus des agents du pouvoir d'État : c'était le cas de Volkswagen, de Krupp, de Farben et d'une multitude de fabricants de munitions.

C'était le contraire d'une économie compétitive. C'était le socialisme avec des caractéristiques allemandes. L'Italie, l'Espagne et la France ont fait de même.

Dans les années 1930, l'opinion intellectuelle dominante célébrait la cartellisation de l'industrie comme étant plus "scientifique" et moins gaspilleuse que les marchés libres concurrentiels. Les livres à la mode de l'époque vantaient les mérites de ces cartels, qui permettaient une planification scientifique pour l'ensemble de la société.

Aujourd'hui, la lecture du manifeste de Benito Mussolini sur le fascisme amène à se poser la question suivante : *une fois que l'on a remplacé la nation par le globe, qu'est-ce qui se passe ? Si l'on remplace le terme "nation" par celui de "globe", qu'est-ce que le FME conteste exactement ?*

Le fascisme affirme non pas les droits du commerce, mais son devoir fondamental de servir l'État. Qu'y a-t-il de plus cohérent dans cette optique que de prétendre que certaines entreprises sont essentielles aux priorités de l'État et d'autres non ?

C'est ce qui a été créé lors des lockdowns aux États-Unis et dans le monde entier. J'ai tendance à penser que tout cela est le résultat d'une panique maladroite et d'une mauvaise réflexion. Une politique bien intentionnée qui a très mal tourné.

Et si ce n'était pas le cas ? Et si la ségrégation industrielle et la création de cartels avaient pour but de tester en temps réel la vision globale d'un État corporatiste ? Ce n'est pas une hypothèse farfelue.

Amazon a aimé les lockdowns

Le cas d'Amazon est particulièrement intéressant. L'entreprise a bénéficié massivement des lockdowns. Pendant ce temps, son fondateur et PDG, Jeff Bezos, avait déjà acheté le Washington Post, qui a poussé très agressivement et quotidiennement le récit du lockdown pendant toute la période.

Il n'y a rien de mal à être reconnaissant des performances d'Amazon tout au long de la période, mais l'implication de son fondateur et PDG dans la promotion active des lockdowns, soucieux de les prolonger le plus longtemps possible, tire la sonnette d'alarme.

Jetez également un coup d'œil à l'article viral de mars 2020 intitulé "The Hammer and the Dance" (Le marteau et la danse), qui a été fortement relayé par tous les principaux médias sociaux. Le signataire de cet article est Tomas Pueyo, un entrepreneur du secteur de l'éducation qui encourage l'apprentissage numérique. Lui et l'industrie qu'il représente ont profité des lockdowns.

Les entreprises qui ont bénéficié massivement des lockdowns ont été forcées de réduire leurs embauches en raison de la hausse des taux d'intérêt, mais elles sont encore beaucoup plus importantes qu'elles ne l'étaient avant les lockdowns. Elles s'accrocheront à leur pouvoir et à leur domination du marché par tous les moyens possibles et imaginables.

Comment les déloger et rétablir la concurrence ?

Nous avons besoin d'un autre Ludwig Erhard

Le précédent historique est l'Allemagne de l'après-guerre. Lorsque Ludwig Erhard a pris ses fonctions de ministre des finances après la destruction du gouvernement nazi, il s'est efforcé de démanteler les cartels industriels, mais il s'est heurté à une résistance massive.

Les entreprises les plus riches et les plus puissantes se sont opposées à l'introduction de la concurrence. Vous pouvez lire son histoire dans l'excellent livre de 1958 *Prosperity Through Competition*.

Sa priorité était la décentralisation, la déréglementation, la réduction et l'élimination des impôts qui font obstacle à la création d'entreprises, le renforcement des droits de propriété, la fin des subventions, la stabilisation du courant et l'encouragement d'une plus grande liberté dans la sphère économique.

"La liberté du consommateur et la liberté du travail doivent être explicitement reconnues comme des droits fondamentaux inviolables par chaque citoyen", écrit Erhard. "Toute atteinte à ces droits doit être considérée comme un outrage à la société. La démocratie et l'économie libre sont aussi logiquement liées que la dictature et le contrôle de l'État.

Ses efforts ont produit le *"miracle économique allemand"*, au cours duquel l'économie allemande a connu une croissance annuelle moyenne de 8,5 % entre 1948 et 1960, faisant de la nation la plus prospère d'Europe. Cela s'est produit au moment même où le Royaume-Uni adoptait des formes de gouvernance de plus en plus socialistes et corporatistes.

Le fait est que la cartellisation industrielle n'est pas un phénomène inhabituel. Les grandes entreprises ont toujours détesté la concurrence et la libre entreprise. Il serait naïf de croire qu'elles n'ont joué aucun rôle dans la destruction de la liberté et des droits des Américains au cours de ces journées fatidiques.

La liberté est l'exception historique

Depuis le Moyen Âge jusqu'à l'ère moderne, la norme dans la vie commerciale n'a pas été la concurrence et la liberté, mais la cartellisation et le despotisme, avec quelques exceptions à partir de la fin du XVIIIe siècle jusqu'à la Grande Guerre, également connue sous le nom de grande époque du libéralisme ou de la Belle Époque.

Ce qui a suivi au 20e siècle dans de nombreux pays - couplé à la crise économique et à la guerre - a été un partenariat public-privé flagrant et l'État régulateur qui a profité aux plus grandes entreprises au détriment des startups et des entreprises locales.

L'introduction du commerce numérique à la fin du 20e siècle a menacé une nouvelle ère de liberté commerciale qui s'est arrêtée brutalement avec les lockdowns de 2020.

En ce sens, les fermetures n'étaient pas du tout "progressistes", mais profondément conservatrices au sens ancien du terme. Il s'agissait d'un establishment qui se battait pour préserver et consolider son pouvoir.

C'était peut-être le but recherché depuis le début.

Tous ces mandats, protocoles et recommandations farfelus ont servi à quelque chose, et il est certain qu'ils n'ont pas atténué la maladie. Ils ont profité aux institutions qui pouvaient se permettre de les mettre en œuvre, tout en punissant leurs concurrents moins capitalisés.

La réponse devrait être évidente : des réparations pour les petites entreprises et le rétablissement d'une véritable concurrence commerciale, à l'instar de l'Allemagne d'après-guerre.

Nous avons besoin de notre propre Ludwig Erhard. Et nous avons besoin de notre propre miracle.

▲ [RETOUR](#) ▲

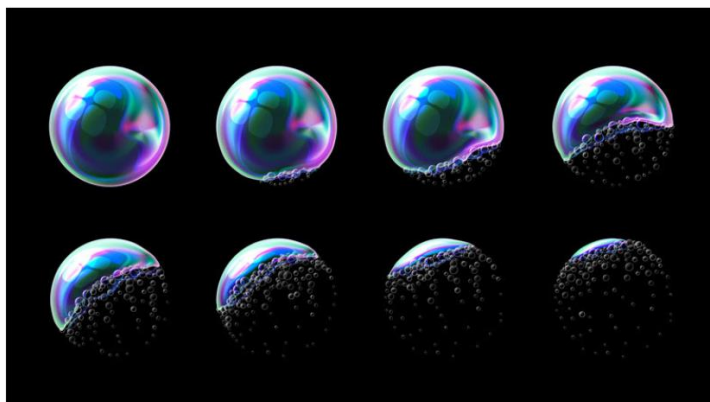
Exubérance artificielle

Il y a une saison pour tout. Et ce n'est pas la saison d'une véritable manie.

BILL BONNER 5 JUIN 2023



Bill Bonner nous écrit de Youghal, en Irlande...



La semaine dernière, nous avons assisté au relèvement du plafond de la dette et à l'expansion de

la bulle de l'inflation. La première était inévitable. La seconde... divertissante.

La fusillade du plafond de la dette était fausse. Les personnages n'avaient aucune raison de se tirer dessus ; c'était la seule question sur laquelle ils étaient tous d'accord - les autorités fédérales devraient emprunter plus d'argent. Tout le monde savait aussi comment cela se terminerait : par une sorte de compromis gluant.

Pourtant, c'était encore plus glauque que ce à quoi nous nous attendions. Les républicains étaient censés utiliser le plafond pour obtenir des concessions qui plairaient à leur base soi-disant "conservatrice".

En fin de compte, ils n'ont rien obtenu. Et de toute façon, tout le monde s'en moque. C'était du théâtre. Mais du mauvais théâtre. Les personnages étaient désœuvrés et bidons. La tension dramatique était fausse. Et il n'y a pas eu de surprises. Et maintenant, la dette va continuer à croître sans être dérangée.

Exubérance artificielle

Ce n'est pas la première fois que nous assistons à une bulle technologique... ce qui est un peu surprenant, c'est que nous en voyons une aujourd'hui. Et c'est l'une des meilleures. Charlie Bilello en parle :

L'exubérance autour de l'intelligence artificielle générative s'est développée tout au long de la saison des résultats, avec 190 mentions du mot "IA" dans les appels de résultats des plus grandes entreprises technologiques, contre seulement 36 mentions il y a un an.

C'est alors que Nvidia a publié ses résultats, transformant le boom de l'IA en une véritable manie. Alors que les revenus du premier trimestre étaient en fait en baisse de 13 % d'une année sur l'autre, toute l'attention s'est portée sur les prévisions. Nvidia a déclaré que les revenus du trimestre en cours atteindraient 11 milliards de dollars, un nouveau record pour l'entreprise (le précédent record était de 8,3 milliards de dollars) et 50 % de plus que les estimations de Wall Street.

Nvidia a fait un bond de 25 % la semaine dernière... ce qui la place dans la catégorie des billions de dollars et lui permet d'effacer toutes ses pertes de l'année dernière.

Ce qui est inhabituel dans cette manie, c'est qu'elle se produit à la mauvaise saison. Comme un jeune Français atteignant l'âge adulte en 1914 et condamné à l'armée, la manie de l'IA a une courte espérance de vie.

L'histoire de deux rues

En règle générale, le marché boursier prospère lorsque le crédit afflue. C'est ce qui s'est passé lors de la bulle 2009-2022. La Fed a prêté de l'argent en dessous du taux d'inflation, en grande quantité. En 2009, le bilan de la Fed - une mesure de ses prêts - s'élevait à moins de 900 milliards de dollars. En 2022, il dépassera presque les 9 000 milliards de dollars. La majeure partie de cet argent est allée aux grandes banques et à leurs grands emprunteurs financiers de Wall Street.

Ils ont fait leurs paris....en faisant grimper les prix des actifs. Le Nasdaq, siège de beaucoup d'espairs et de vœux pieux, a augmenté parallèlement aux prêts de la Fed, passant de 1 300 en 2008 à 13 000 en 2021.

Cette hausse des prix n'a pas représenté une augmentation des valeurs. Pendant que Wall Street s'envolait vers la lune, l'économie de Main Street boitait sur terre avec l'un des taux de croissance les plus faibles depuis la Grande Dépression.

Le prix des actifs est un droit sur les choses dans le monde réel. Si vous possédez une usine, par exemple, vous devriez pouvoir la vendre pour environ 10 fois la valeur nette de sa production. C'est le lien entre Wall Street et Main Street ; les valeurs à Wall Street devraient représenter le flux de revenus attendus à Main Street de la vente de biens et de services réels. Elles sont censées augmenter et diminuer ensemble

Mais aujourd'hui, les prix de Wall Street représentent des milliers de milliards de dollars de production qui n'ont pas encore été distribués et ne le seront jamais. À 38 fois le chiffre d'affaires, par exemple, il est très peu probable que Nvidia produise suffisamment de bénéfices pour que le cours de l'action devienne raisonnable. Même avec une marge bénéficiaire de 100 % (impossible)... et un dividende de 100 % (ce qui n'arrivera jamais)... au cours actuel, il faudrait attendre 2061 pour que les investisseurs récupèrent leur argent.

Un virage à 180 degrés

Les perspectives d'une bulle ne sont jamais bonnes. Toutes les bulles éclatent. Et tous les booms fondés sur le crédit des banques centrales finissent par retourner d'où l'argent est venu, c'est-à-dire nulle part. Mais les perspectives de cette bulle sont particulièrement mauvaises. Le moment est mal choisi. Le taux directeur de la Fed est à peu près nul, en termes réels, après avoir été négatif de 6 % en 2022. Le bilan de la Fed n'est pas non plus en train de s'envoler comme il l'a fait pendant la dernière période de bulle. Au contraire, la masse monétaire diminue actuellement au rythme le plus rapide de l'histoire. Voici encore Charlie Bilello :

Après une augmentation de 40 % en 2020-21, nous avons assisté à un virage à 180 degrés. La masse monétaire américaine a chuté de 4,6 % au cours des 12 derniers mois, soit la plus forte baisse d'une année sur l'autre jamais enregistrée (note : les données M2 remontent à 1959).

Il y a une saison pour tout. Et ce n'est pas la saison d'une véritable manie.

Voici donc une prédiction : soit la Fed met plus d'argent dans le système..., soit la bulle de l'IA meurt dans les tranchées.

[▲ RETOUR ▲](#)

.La vraie richesse

Que se passe-t-il lorsque les profits de Wall Street divorcent des revenus de Main Street...

Bill Bonner 6 juin 2023



Bill Bonner nous écrit de Youghal, en Irlande...



L'écart entre le monde réel de la production de Main Street... et le monde factice des prix de Wall Street... s'est légèrement réduit hier. Les prix à Wall Street ont baissé.

La manière dont cet écart se réduira encore est le thème financier majeur de la décennie à venir... et notre principale préoccupation ici, à Bonner Private Research.

Wall Street et Main Street sont, bien entendu, toutes deux "réelles". Nvidia fabrique des puces électroniques. Elle les vend... avec un bénéfice. Et si vous possédez des actions Nvidia, vous pouvez les vendre et convertir l'argent en biens réels - un bateau, une voiture... un pack de six Bud Light.

La différence est que l'économie réelle des produits et des services vous donne une "richesse" plus ou moins tangible et fiable. Une automobile, par exemple, est quelque chose que vous pouvez voir, toucher et utiliser. Son prix peut augmenter ou diminuer, mais son utilité est relativement stable et prévisible ; elle se dégrade lentement, au fur et à mesure que la machine s'use.

C'est pourquoi la politique de taux d'intérêt très bas de la Fed n'était pas seulement mauvaise sur le plan économique, elle était aussi injuste. Elle a fait grimper le prix des actifs pour les 10 % les plus riches... mais n'a rien fait pour ceux qui ne les possédaient pas. Le prix du travail,

vendu à l'heure, a à peine bougé. Les riches n'étaient pas seulement plus riches "sur le papier". Ils pouvaient vendre des actifs pour acheter les bateaux des autres.

Scénario improbable

Les actions de Nvidia sont également réelles... mais spéculatives. Vous pouvez échanger une action aujourd'hui contre 391 dollars de biens réels. Ce prix n'est pas garanti. Et comme il ne représente qu'un bénéfice de 1,95 dollar, il vous faudrait conserver l'action pendant 200 ans pour récupérer votre argent, en supposant que l'entreprise verse 100 % de ses bénéfices sous forme de dividendes (ce qui n'est pas le cas). Le prix représente donc autre chose que la réalité d'aujourd'hui. Il suggère des choses sur l'avenir qui pourraient ne pas se produire. En fait, elles sont plutôt improbables.

Cet écart - entre ce qui pourrait être... et ce qui sera probablement - est la mesure de ce qui nous attend. C'est le gouffre entre l'espoir et la réalité... entre l'illusion et la vérité brutale... entre deux temps, le conditionnel futur, l'humeur subjonctive et l'avenir tel qu'il se présentera réellement. Plus l'écart est grand, plus il est difficile de le combler.

Et il ne s'agit pas d'une question académique ou théorique. Selon Gillian Tett, qui écrit dans le Financial Times, il y a un trou monstrueux à combler :

Un nouveau rapport sur l'état du bilan mondial (c'est-à-dire ses actifs et ses dettes par rapport à la croissance) contient une découverte surprenante. Les analystes du cabinet de conseil McKinsey estiment que, depuis 2000, le stock mondial de richesse papier (le prix spéculatif et non réalisé de tous les actifs financiers) a bondi de 160 000 milliards de dollars.

La danse du "P"

Le PIB mondial s'élevait à 50 000 milliards de dollars en 1999. Il approche aujourd'hui les 90 000 milliards de dollars. Cela représente un gain de 40 000 milliards de dollars. Si la marge bénéficiaire sur le PIB supplémentaire (services et produits rendus) était de 5 % (ce qui n'est pas le cas ; le PIB inclut les dépenses publiques... le poste le plus important du grand livre... sur lequel la marge bénéficiaire est nulle), cela représenterait un total de 2 000 milliards de dollars de bénéfices, que les marchés ont capitalisés à un ratio p/e de 80 (pour atteindre 160 000 milliards de dollars de nouveaux gains spéculatifs), soit six fois plus que ce qui est considéré comme "normal".

À un ratio "normal", la valeur de ces 40 000 milliards de dollars de production supplémentaire, avec 2 000 milliards de dollars de bénéfices supplémentaires, serait d'environ 25 000 milliards de dollars. Le reste (160 \$ moins 25 \$) est au conditionnel futur, au subjonctif - il pourrait en être ainsi si nous étions très chanceux. Plus probablement, 135 000 milliards de dollars de la richesse "papier" mondiale n'existeront jamais sous une forme tangible et fiable.

En d'autres termes, ce que nous voyons, c'est beaucoup de P et peu de E.

Les lois de l'univers - du moins, telles qu'elles sont perçues par votre rédacteur en chef - n'admettent qu'une seule réalité. L'un de ces nombres doit être erroné. Et comme E est beaucoup moins susceptible d'évoluer rapidement à la hausse, et beaucoup plus difficile à manipuler, nous supposons que c'est P qui devra prendre le coup.

Ajustements à la baisse

C'est la Fed qui décidera. Elle doit "gonfler ou mourir". Si elle continuait à relever les taux, les ramenant dans la fourchette "normale", soit 2 ou 3 % au-dessus de l'inflation, les prix des actifs chuteraient. Et ils continueraient probablement à baisser jusqu'à ce qu'ils reviennent au niveau où ils devraient être - une mesure approximative des bénéfices que l'entreprise est susceptible de produire.

Dans ce scénario de "mort", il y aurait beaucoup de grincements de dents dans les classes supérieures, car les prix des actifs feraient les ajustements nécessaires à la baisse.

Si, en revanche, la Fed abandonne la lutte contre l'inflation... et reprend ses mauvaises habitudes d'imprimer de l'argent et de le prêter en dessous du taux d'inflation... l'écart se comblera quand même, mais plus lentement... et plus douloureusement.

Récemment, le piège du "gonfler ou mourir" a été exposé à Robert Kennedy, Jr. candidat à la présidence. Il lui a demandé : *"Que pouvons-nous faire à ce sujet ?"*

"Que pouvons-nous faire à ce sujet ?"

Il souhaitait savoir ce qui pouvait être fait pour éviter les conséquences d'une correction majeure. Gonfler ou mourir - ni l'un ni l'autre n'est très amusant.

La réponse, hélas, est la suivante : tout ce que vous pouvez faire, c'est passer à travers la correction aussi vite que possible.

Lorsque vous avez mal aux dents, vous allez chez le dentiste. Vous savez que ce ne sera pas agréable. Mais si vous ne procédez pas à la correction nécessaire, la pourriture s'aggravera.

▲ RETOUR ▲

.L'espace à l'honneur

Le dernier gadget coûteux d'Apple, les contrôles de réalité mixte et le monde farfelu de la méta finance...

Bill Bonner 7 juin 2023



Bill Bonner nous écrit de Youghal, en Irlande...



Cette semaine, nous avons un autre grand joueur sur le terrain des rêves. Le plus célèbre frappeur de home run de tous les temps est entré en scène.

Cela fait des années qu'Apple s'échauffe dans l'enclos des technologies. Et lundi, elle a eu son tour à la batte, dévoilant ce qui est censé être la prochaine grande nouveauté dans le monde de la technologie. **L'informatique spatiale.**

De quoi s'agit-il ?

Nous n'en savons rien. Mais cela ressemble à ce que Facebook essayait de faire avec son changement de marque META. Vous mettez le casque et vous avez 12 caméras, cinq capteurs et six microphones qui travaillent pour vous. À quoi servent tous ces gadgets ? Nous ne le savons pas non plus, mais nous pensons qu'ils vont faire perdre beaucoup de temps à beaucoup de gens. Business Insider :

Il y a un produit qui a fait les gros titres de la WWDC d'Apple lundi.

Le casque Vision Pro marque l'entrée du géant de la technologie dans le métavers - bien que l'entreprise se soit abstenue d'utiliser cette marque.

Mais sur TikTok et Twitter, tout le monde s'est moqué de la réaction du public face au prix exorbitant du Vision Pro.

Montrez-moi l'argent !

Les rires ont éclaté après qu'Apple a annoncé à son public qu'elle proposerait son nouveau gadget au prix de **3 499 dollars**, soit, avec les accessoires, environ 10 % du revenu d'une personne moyenne. "Qui va les acheter ? s'interroge son collègue Dan Denning. "Avec quel argent ?

La publicité nous dit que cet appareil "vous emmènera dans une autre dimension... un autre monde" avec une "réalité mixte". Le message nous échappe. Les trois dimensions dont nous

disposons déjà nous semblent tout à fait adéquates... et notre monde réel, tel qu'il est, est suffisamment effrayant.

Les fans ont poussé les actions d'Apple à un nouveau sommet après l'annonce. En hausse de 38 % cette année, l'entreprise a désormais une capitalisation boursière de 2,85 trillions de dollars. Cela représente 27 fois les bénéfices futurs et plus de 7 fois le chiffre d'affaires.

Le monde de la finance vit avec une "réalité mixte". Apple est une entreprise fantastique. Elle est réelle. Elle fabrique de vrais produits. Elle réalise de vrais bénéfices. Mais à cette réalité se mêle une part importante de poudre de perlimpinpin. Une entreprise qui fabrique des appareils électroniques vaut-elle vraiment plus que tous les constructeurs automobiles américains... et toute l'industrie de la construction - réunis ? Vaut-elle vraiment un dixième du PIB américain ?

Nous en doutons. La technologie populaire est le fonds de commerce d'Apple. Mais les modes du monde de la technologie changent et il est peu probable qu'Apple soit capable de rester à la pointe. La technologie la plus récente est toujours remplacée par une technologie encore plus récente. Et si l'avenir est toujours plein de surprises, celles-ci sont rarement heureuses pour les investisseurs qui achètent une entreprise technologique mature à 27 fois ses bénéfices futurs. Tout va bien, tout va mal. Mais lorsque vous avez misé gros sur un joueur vieillissant, dont la renommée et la fortune ne peuvent guère s'améliorer, le risque d'un strike-out est élevé.

Attention à l'écart

Hier, nous avons exploré l'écart entre la réalité... et l'espoir, les rêves... et le futur conditionnel (subjonctif).

Nous avons estimé qu'entre les deux, pour le seul 21^e siècle, il y a un écart de 160 000 milliards de dollars moins 25 000 milliards de dollars... soit environ 135 000 milliards de dollars. C'est le montant - grosso modo - que les prix des actifs dans le monde devraient baisser pour se remettre en phase avec l'économie réelle des biens et des services.

Ce calcul est très approximatif... il ne repose même pas sur le dos d'une enveloppe. Il vise simplement à montrer qu'il y a un grand défi à relever. L'eau cherche son propre niveau... et, d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, les prix des actifs et la production réelle doivent se remettre d'aplomb. Comment, pourquoi, quand... est à déterminer.

Nvidia nous a fourni une illustration. Soit l'entreprise vendra tellement plus de puces (environ 40 fois plus) qu'elle vaudra réellement le prix d'aujourd'hui. Ou bien le prix d'aujourd'hui devra baisser. Les actions vaudront peut-être un jour 391 dollars, ou peut-être pas.

Espace à louer

Il en va de même pour l'ensemble de la structure du capital - actions, obligations, biens immobiliers. Soit elle a gagné 160 000 milliards de dollars en valeur réelle au cours des 23

dernières années. Ou bien ce chiffre n'est qu'une feinte... une fraude imposée par les banques centrales qui impriment de la monnaie dans le monde entier. Et que dire des 32 000 milliards de dollars d'obligations américaines ? Combien valent-elles vraiment ? Combien vaudront-elles si la Fed continue d'augmenter les taux d'intérêt... ou laisse les taux d'intérêt augmenter d'eux-mêmes ? Combien vaudront-elles si elle ne le fait pas ?

Êtes-vous allé à San Francisco récemment ? Un quart à un tiers des bureaux sont vacants. Même dans les immeubles où les locataires sont actifs, seuls un tiers à la moitié des travailleurs se présentent. Les propriétaires ont souvent eu recours à des crédits à court terme bon marché pour acheter leurs immeubles, comptant sur les loyers pour payer leurs hypothèques. Aujourd'hui, ils doivent se refinancer à des taux plus élevés... avec moins de revenus locatifs. Combien valent ces immeubles aujourd'hui ?

Combien vaut Apple ? Nvidia ? L'ensemble de l'édifice de la hausse des prix des capitaux ?

Nous ne le savons pas.

Mais nous allons tous le découvrir.

▲ RETOUR ▲

.Aller... En route... Gono

D'un grenier à un cas désespéré... les leçons de la capitale mondiale de l'inflation

Bill Bonner 8 juin 2023



Bill Bonner nous écrit de Youghal, en Irlande...



Parmi les nombreuses curiosités, contrecoups et ironies du monde financier, il y a ceci : les actions peuvent augmenter alors même que l'économie se dégrade. Hier matin, un rapport en provenance du Zimbabwe a fait la une de l'actualité. Bloomberg :

Les Zimbabwéens font grimper leurs actions de 600 % pour éviter la chute de leur

monnaie

Les Zimbabwéens se tournent souvent vers les actions pour échapper à l'effondrement de leur monnaie et aux épisodes d'hyperinflation, comme ce fut le cas en juin 2020, lorsque le taux d'inflation a atteint 837 %. La bourse de Harare, la capitale, a brièvement interrompu ses activités mardi lorsque la hausse de l'indice boursier a dépassé la limite de 10 % introduite en avril, ce qui s'est produit pour la deuxième fois.

Comme pour l'héroïne, une fois que l'on a pris l'habitude d'imprimer de l'argent, il est difficile d'y renoncer. Cela ne veut pas dire que vous ne prévoyez pas de le faire, que vous ne promettez pas de le faire et que vous n'essayez même pas de le faire. Mais en fin de compte, on ne veut tout simplement pas le faire. Le Zimbabwe lutte contre l'inflation, la dépression et l'hyperinflation depuis près de 20 ans. Aucun signe de victoire pour l'instant !

Du grenier à la corbeille

Le Zimbabwe était autrefois le "grenier de l'Afrique", avec ses riches champs de blé et de tabac... au centre d'une économie agricole florissante. On peut dire ce que l'on veut sur les méfaits du colonialisme, mais au moins les colons savaient-ils comment gérer une économie. Le Zimbabwe a prospéré même après avoir obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1979.

Mais au début des années 90, la politique a pris le dessus. Le gouvernement Mugabe a lancé son propre programme de réparations, prenant les terres des fermiers blancs pour les distribuer aux amis de Mugabe. Les Blancs ont fui. La production alimentaire a chuté. Le chômage a grimpé à 80 %. Les recettes fiscales ont chuté... et le gouvernement s'est tourné vers les presses à imprimer. Les prix à la consommation ont augmenté.

En 2007, le gouvernement a pris des mesures énergiques contre l'inflation. Non, il n'a pas cessé d'imprimer de l'argent. Au contraire, il a déclaré qu'il était illégal d'augmenter les prix. Les dirigeants d'entreprise qui tentaient de suivre l'inflation en augmentant les prix ont été emprisonnés. Cette mesure a eu pour effet d'arrêter la production. L'activité commerciale s'est déplacée vers le marché noir. Une miche de pain, par exemple, pouvait être achetée, légalement, pour environ 500 millions de dollars zimbabwéens. Sur le marché noir, qui était le seul endroit où l'on pouvait normalement trouver du pain, le prix était de 10 milliards de dollars zimbabwéens. En juillet 2008, le taux d'inflation était estimé à **250 millions de pour cent**.

Bien entendu, il était alors impossible de suivre l'évolution des prix. En effet, il n'y avait plus grand-chose à quoi attribuer un prix. En 2009, le dollar zimbabwéen a été complètement abandonné.

Pas de nourriture, pas de carburant, rien du tout

Les choses se sont calmées. Les affaires ont repris, avec le dollar américain comme monnaie de substitution. Mais en 2018, les autorités ont repris leurs vieilles habitudes. Un nouveau dollar

zimbabwéen a été introduit. Un an plus tard, le taux d'inflation aurait dépassé les 500 % et aujourd'hui, les prix augmentent d'environ 200 % par an.

Pendant longtemps, nous avons gardé un souvenir de la période d'hyperinflation - un billet zimbabwéen dont on dit qu'il vaut 100 000 milliards de dollars. Avec ce billet et 5 dollars américains, nous aurions pu acheter une tasse de café à Harare, la capitale du pays. Mais il n'y avait pas de café à Harare. Ni nulle part ailleurs dans le pays, car personne ne voulait accepter de monnaie zimbabwéenne en paiement de quoi que ce soit. Les rayons ont donc été vidés. Et bientôt, il n'y eut plus de nourriture. Pas de vêtements. Pas de carburant. Presque rien.

C'est alors que Gideon Gono, directeur de la banque centrale du Zimbabwe, a fait la découverte qui empêchera les États-Unis et d'autres pays de s'attaquer franchement au fléau de l'inflation. Il a raconté cette expérience à notre vieil ami Doug Casey, des années plus tard.

"Oui, bien sûr, nous aurions pu arrêter d'imprimer des quantités ridicules d'argent", a-t-il dit, ou des mots dans ce sens, "mais les gens avaient besoin de plus en plus d'argent juste pour acheter des produits de première nécessité. La situation était terrible. Mais elle aurait été encore pire - y compris une guerre civile - si nous n'avions pas continué à faire tourner les rotatives".

"Cold turkey"

Ce que M. Gono décrivait était le stade avancé de ce que nous appelons le dilemme "**gonfler ou mourir**". En d'autres termes, une fois que l'on est accro à l'inflation, il peut être très difficile d'y renoncer. Le cours des actions, les bénéfices des entreprises, les revenus des ménages... riches et pauvres - tout dépend de l'augmentation de l'argent. Il faut continuer à gonfler, sinon tout s'effondre. Même un politicien honnête y réfléchit à deux fois avant de supprimer ce que tout le monde souhaite le plus : plus d'argent. L'arrêt brutal de l'inflation est douloureux. Il est beaucoup plus facile de continuer à imprimer de l'argent.

Cette situation est particulièrement dangereuse lorsque la société est sous l'emprise de bâtisseurs d'empire, comme c'est le cas actuellement aux États-Unis. Nous avons souvent évoqué le triste cas de Takahashi Korekiyo. Il était responsable de la banque centrale du Japon dans les années 1930, lorsque le complexe militaro-industriel du pays visait à s'emparer de toute l'Asie de l'Est. Ce devait être une "sphère de coprosperité", avec la gestion et le capital japonais, ainsi que la main-d'œuvre et les matières premières de la Chine, de la Corée, du Viêt Nam et de l'Indonésie.

Mais la machine de guerre coûte de l'argent. Et lorsque Korekiyo a tenté de l'arrêter, en 1936, il a été assassiné.

L'expression "gonfler ou mourir" doit parfois être prise au pied de la lettre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dégénéré, délirant et sénile

Le soleil se couche-t-il sur le puissant empire américain ?

Bill Bonner 9 juin 2023



Bill Bonner nous écrit de Youghal, en Irlande...



Nous essayons de garder nos distances avec la politique. Mais comme une brute dans un bar, la politique s'approche quand même de nous. Nous sentons l'alcool dans son haleine.

L'inflation est fondamentalement une question de politique gouvernementale. Les politiciens veulent plus d'argent qu'ils ne peuvent en obtenir en taxant et en empruntant. En général, ils en ont besoin pour financer des programmes coûteux et improductifs, tels que la redistribution des terres (Zimbabwe), la corruption des électeurs (Argentine) ou la guerre (Allemagne). Partout et toujours, il s'agit d'une façon de dépouiller le plus grand nombre au profit de quelques-uns.

Et ce n'est pas totalement imprévisible. Les marchés et l'histoire présentent des schémas. Sur les marchés, la tendance principale fixe un cap qui peut se poursuivre pendant plusieurs décennies, quoi qu'il arrive dans les nouvelles quotidiennes. Le cycle des taux d'intérêt, par exemple, peut durer toute une vie. Les taux d'intérêt ont atteint des niveaux historiquement bas après la Seconde Guerre mondiale. Ils sont remontés... et n'ont retrouvé leur niveau plancher qu'en 2020, soit plus de sept décennies plus tard.

Un schéma familial

En politique, l'une des tendances les plus fortes est l'arc de l'empire - d'un début sérieux, dynamique et humble (les États-Unis au XIXe siècle)... à un hégémon puissant, fier et admiré (les États-Unis au XXe siècle)... à une sénilité dégénérée et largement délirante (les États-Unis au XXIe siècle) - le schéma est familial ; il semble "naturel".

À une échelle encore plus grande, la gloire éclatante de l'ensemble du monde anglophone, depuis la défaite de l'Armada espagnole en 1588 jusqu'à sa propre défaite au Viêt Nam, en Irak et en Afghanistan cinq siècles plus tard, est en train de virer au gris. Les Britanniques ont dominé les

vagues au 19e siècle. L'Amérique a pris le relais après la Première Guerre mondiale et a régné sur le XXe siècle. Aujourd'hui, les sanctions américaines toucheraient un tiers de l'humanité, sans grand effet. Malgré toutes les fanfaronnades de la presse, les Russes semblent être en train de gagner leur guerre en Ukraine. La France a annoncé qu'elle pourrait suivre sa propre voie. Les Japonais se réarment. La Chine commence à jouer un rôle de plus en plus important. Les BRIC développent leur propre monnaie de réserve... tout en affirmant leur indépendance. Le prestige, le pouvoir et la richesse des anglophones - par rapport au reste du monde - sont clairement en train de s'effriter.

Il y a près de 20 ans, lorsque nous avons écrit notre livre "Empire of Debt" avec Addison Wiggin, nous avons vu ce qui se profilait à l'horizon. Les États-Unis ont conquis. Mais ils ne pouvaient pas gagner. Ils pouvaient détruire des gouvernements étrangers... mais ils ne pouvaient pas construire une démocratie. Ils ont dépensé de l'argent pour gérer leur empire... aujourd'hui près de 1 500 milliards de dollars par an... mais ils n'avaient pas de revenus pour les payer.

Voilà l'essentiel de notre argumentation, à l'époque.... et aujourd'hui :

Cela ne va pas bien se terminer.

Les barbares à l'intérieur de la porte

En ce qui concerne la politique contemporaine...

...ce qui est peut-être le plus remarquable, c'est qu'il y a si peu d'opposition au programme qui est le plus susceptible de nous ruiner. Les États-Unis n'ont pas d'ennemis qu'ils n'ont pas eux-mêmes créés. La Russie ne va pas envahir l'Alaska. Le Canada ne va pas envoyer des gendarmes pour prendre le contrôle du Minnesota. La Chine ne prépare pas une attaque contre la Californie. Et il est très peu probable que les Mexicains envahissent Houston.

Pourtant, des milliers de milliards de dollars sont consacrés à la "sécurité nationale". Et dans le brouhaha sur le plafond de la dette, personne au Congrès n'a même suggéré la solution évidente : réduire de quelques centaines de milliards le budget de l'empire. Au lieu de cela, les deux partis ont convenu d'exempter le Pentagone et ses fournisseurs de toute réduction.

Les derniers présidents américains à avoir fait bouger les choses sont Eisenhower et Kennedy, il y a plus d'un demi-siècle. Dans son discours d'adieu, Eisenhower a mis la nation en garde contre les militaires. Héros de guerre célèbre, il savait mieux que quiconque à quel point le complexe militaro-industriel pouvait être pervers et corrompu.

JFK était lui aussi un héros de guerre. **Selon son neveu, RFK Jr, le jeune président avait été manipulé par la CIA. Selon lui, l'invasion de la baie des Cochons a été intentionnellement bâclée pour obliger Kennedy à envoyer le Pentagone à la rescousse.**

Mille pièces

Au début des années 60, la CIA était une loi en soi... avec un budget confidentiel et apparemment illimité. C'était un gouvernement au sein d'un gouvernement... la partie la plus profonde de l'État profond. Elle soutenait les révolutions et les coups d'État. Il a tenté d'assassiner des dirigeants étrangers. Il a écrasé une grande partie du monde ; il a financé la débâcle de Cuba.

Mais au lieu d'envoyer des avions de guerre américains pour couvrir l'assaut, Kennedy a maintenu les forces américaines en échec... et a juré d'écraser la CIA "en mille morceaux". Deux ans plus tard, Kennedy a été assassiné... et la CIA est devenue plus puissante que jamais.

Depuis lors, le complexe militaro-industriel n'a jamais été sérieusement remis en question. Et maintenant, il n'y a plus de héros de guerre pour s'y opposer.

Donald Trump et sa campagne "Make America Great Again" ont séduit ces personnes qui aspirent à un retour aux premiers jours de l'empire. Il a même affirmé qu'il mettrait fin aux "guerres éternelles" lancées par la CIA. Mais The Donald n'a jamais compris ce qui se passait. Ses fans, et peut-être lui aussi, pensaient qu'il s'opposait à l'État profond, alors même qu'il lui accordait des budgets militaires plus importants, des déficits plus élevés que l'Amérique n'en avait jamais connus, et un "verrouillage" sans précédent et inutile de la société civile.

Et Joe Biden ? Il n'y a aucune chance qu'il essaie de changer les choses non plus.

Les oiseaux doivent voler. Les poissons doivent nager. Et les empires doivent disparaître des poubelles de l'histoire. Mais comment ? Quand ? Qui les y conduira ?

▲ [RETOUR](#) ▲